

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

Treaty Series

*Treaties and international agreements
registered
or filed and recorded
with the Secretariat of the United Nations*

VOLUME 365

Recueil des Traités

*Traités et accords internationaux
enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

*Treaties and international agreements registered
or filed and recorded with the Secretariat
of the United Nations*

VOLUME 365

1960

I. Nos. 5213-5214

TABLE OF CONTENTS

I

*Treaties and international agreements
registered on 7 July 1960*

UNIVERSAL POSTAL UNION

ACTS OF THE CONGRESS OF OTTAWA, 1957 (*continued*: III, IV)

[See United Nations, *Treaty Series*, Vol. 364]

	<i>Page</i>
No. 5213. Afghanistan, Albania, Germany, Saudi Arabia, Argentina, Austria, etc. (Universal Postal Union):	
Agreement concerning postal parcels (with Final Protocol and Detailed Regulations with Final Protocol). Signed at Ottawa, on 3 October 1957	3
No. 5214. Albania, Germany, Saudi Arabia, Argentina, Austria, etc. (Universal Postal Union):	
Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques (with Detailed Regulations). Signed at Ottawa, on 3 October 1957 . . .	207

**Traités et accords internationaux enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire au Secrétariat
de l'Organisation des Nations Unies**

VOLUME 365

1960

I. N^{os} 5213-5214

TABLE DES MATIÈRES

I

*Traités et accords internationaux
enregistrés le 7 juillet 1960*

UNION POSTALE UNIVERSELLE
ACTES DU CONGRÈS D'OTTAWA, 1957 (suite : III, IV)
[Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 364]

	<i>Pages</i>
N^o 5213. Afghanistan, Albanie, Allemagne, Arabie Saoudite, Argentine, Autriche, etc. (Union postale universelle):	
Arrangement concernant les colis postaux (avec Protocole final et Règlement d'exécution avec Protocole final). Signé à Ottawa, le 3 octobre 1957	3
N^o 5214. Albanie, Allemagne, Arabie Saoudite, Argentine, Autriche, etc. (Union postale universelle):	
Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage (avec Règlement d'exécution). Signé à Ottawa, le 3 octobre 1957 . . .	207

NOTE BY THE SECRETARIAT

Under Article 102 of the Charter of the United Nations every treaty and every international agreement entered into by any Member of the United Nations after the coming into force of the Charter shall, as soon as possible, be registered with the Secretariat and published by it. Furthermore, no party to a treaty or international agreement subject to registration, which has not been registered, may invoke that treaty or agreement before any organ of the United Nations. The General Assembly by resolution 97 (I) established regulations to give effect to Article 102 of the Charter (see text of the regulations, Vol. 76, p. XVIII).

The terms "treaty" and "international agreement" have not been defined either in the Charter or in the regulations, and the Secretariat follows the principle that it acts in accordance with the position of the Member State submitting an instrument for registration that so far as that party is concerned the instrument is a treaty or an international agreement within the meaning of Article 102. Registration of an instrument submitted by a Member State, therefore, does not imply a judgement by the Secretariat on the nature of the instrument, the status of a party, or any similar question. It is the understanding of the Secretariat that its action does not confer on the instrument the status of a treaty or an international agreement if it does not already have that status and does not confer on a party a status which it would not otherwise have.

Unless otherwise indicated, the translations of the original texts of treaties, etc., published in this *Series*, have been made by the Secretariat of the United Nations.

NOTE DU SECRÉTARIAT

Aux termes de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tout traité ou accord international conclu par un Membre des Nations Unies après l'entrée en vigueur de la Charte sera, le plus tôt possible, enregistré au Secrétariat et publié par lui. De plus, aucune partie à un traité ou accord international qui aurait dû être enregistré mais ne l'a pas été, ne pourra invoquer ledit traité ou accord devant un organe des Nations Unies. Par sa résolution 97 (I), l'Assemblée générale a adopté un règlement destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte (voir, texte du règlement, vol. 76, p. XIX).

Le terme « traité » et l'expression « accord international » n'ont été définis ni dans la Charte ni dans le règlement et le Secrétariat a pris comme principe de s'en tenir à la position adoptée à cet égard par l'État Membre qui a présenté l'instrument à l'enregistrement, à savoir que pour autant qu'il s'agit de cet État comme partie contractante l'instrument constitue un traité ou un accord international au sens de l'Article 102. Il s'ensuit que l'enregistrement d'un instrument présenté par un État Membre n'implique, de la part du Secrétariat, aucun jugement sur la nature de l'instrument, le statut d'une partie ou toute autre question similaire. Le Secrétariat considère donc que les actes qu'il pourrait être amené à accomplir ne confèrent pas à un instrument la qualité de « traité » ou d'« accord international » si cet instrument n'a pas déjà cette qualité, et qu'ils ne confèrent pas à une partie un statut que, par ailleurs, elle ne posséderait pas.

Sauf indication contraire, les traductions des textes originaux des traités, etc., publiés dans ce *Recueil*, ont été établies par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

I

Treaties and international agreements

registered

on 7 July 1960

Nos. 5213 and 5214

Traités et accords internationaux

enregistrés

le 7 juillet 1960

N^{os} 5213 et 5214

No. 5213

**AFGHANISTAN, ALBANIA, GERMANY,
SAUDI ARABIA, ARGENTINA, AUSTRIA, etc.
(UNIVERSAL POSTAL UNION)**

**Agreement concerning postal parcels (with Final Protocol
and Detailed Regulations with Final Protocol). Signed
at Ottawa, on 3 October 1957**

Official text: French.

Registered by Canada on 7 July 1960.

**AFGHANISTAN, ALBANIE, ALLEMAGNE,
ARABIE SAOUDITE, ARGENTINE, AUTRICHE, etc.
(UNION POSTALE UNIVERSELLE)**

**Arrangement concernant les colis postaux (avec Protocole
final et Règlement d'exécution avec Protocole final).
Signé à Ottawa, le 3 octobre 1957**

Texte officiel français.

Enregistré par le Canada le 7 juillet 1960.

**UNION POSTALE UNIVERSELLE
ACTES DU CONGRÈS D'OTTAWA, 1957**

III

N° 5213. ARRANGEMENT CONCERNANT LES COLIS POSTAUX. SIGNÉ À OTTAWA, LE 3 OCTOBRE 1957

NOTE. — Les caractères *italiques* figurant dans le texte ci-après marquent les modifications (changements, additions ou suppressions de mots, de passages, de chiffres, de signes, etc.) par rapport aux Actes du Congrès de Bruxelles, 1952, non remaniés¹.

TABLE DES MATIÈRES
DE L'ARRANGEMENT
CONCERNANT
LES COLIS POSTAUX

CHAPITRE I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art.

1. Objet de l'Arrangement
2. Catégories de colis
3. Coupures de poids

CHAPITRE II
DISPOSITIONS COMMUNES À TOUTES LES CATÉGORIES DE COLIS

SECTION I

CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSION

4. Conditions d'acceptation
5. Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt
6. Interdictions
7. Traitement des colis acceptés à tort

SECTION II

TAXES ET DROITS

8. Composition des taxes et des droits
9. Taxe principale
10. Quote-part territoriale
11. Quote-part maritime
12. Quote-part aérienne
13. Réduction ou majoration de la quote-part territoriale
14. Réduction ou majoration de la quote-part maritime
15. Quote-part de départ et d'arrivée exceptionnelle
16. Taxes supplémentaires
17. *Taxe pour colis classés dans la coupure de poids supérieure*
18. Droits non postaux

SECTION III

OPÉRATIONS POSTÉRIEURES À L'ARRIVÉE DES COLIS AU BUREAU DE DESTINATION

19. Règles générales de livraison. Délais de garde
20. Retrait. Modification d'adresse
21. Réexpédition. Renvoi à l'origine
22. Non-livraison au destinataire
23. Vente. Destruction
24. Récupération de frais sur l'expéditeur
25. Réclamations et demandes de renseignements

¹ [Traduction — Translation] NOTE. — The letters in *italics* in the French text indicate the modifications (changes, additions or deletions of words, passages, figures, signs, etc.) by comparison with the Acts of the Congress of Brussels, 1952, not revised.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À CERTAINES CATÉGORIES DE COLIS

SECTION I

COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE

26. Déclaration de valeur
27. Droit d'assurance et taxe spéciale
28. Autres dispositions concernant les colis avec valeur déclarée

SECTION II

COLIS URGENTS

29. Taxes des colis urgents

SECTION III

COLIS DE PRISONNIERS DE GUERRE ET INTERNÉS

30. Exonération de taxes des colis de prisonniers de guerre et internés
31. Autres dispositions particulières aux colis de prisonniers de guerre et internés

CHAPITRE IV

RESPONSABILITÉ

SECTION I

PRINCIPES GÉNÉRAUX

32. Étendue et limites de la responsabilité des Administrations postales
33. Exceptions au principe de la responsabilité
34. Responsabilité de l'expéditeur
35. Dédommagement
36. Responsabilité mutuelle des Administrations postales

SECTION II

INDEMNITÉ DE DÉDOMMAGEMENT

37. Paiement de l'indemnité
38. Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou le destinataire
39. Imputation des paiements aux Administrations postales responsables

CHAPITRE V

ATTRIBUTION DES TAXES ET DROITS

Art.

40. Principe général d'attribution des taxes et droits
41. Taxes portées au crédit des autres Administrations par l'Administration d'origine
42. Taxes conservées par l'Administration perceptrice
43. Cas particuliers d'attribution de taxes
44. Reprises de taxes et droits

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

- 45. Application de la Convention
- 46. Colis à destination ou en provenance de Pays ne participant pas à l'Arrangement

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS FINALES

- 47. Mise à exécution et durée de l'Arrangement

PROTOCOLE FINAL

SECTION I

DISPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

- I. Exploitation du service par les entreprises de transport
- II. Transit
- III. *Retrait. Modification d'adresse. Livraison en franchise de droits demandée postérieurement au dépôt du colis*

SECTION II

CONDITIONS D'ADMISSION

- IV. Dimensions et volume
- V. *Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt*
- VI. Colis encombrants
- VII. *Livre avoirdupois*
- VIII. *Avis de réception*
- IX. *Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt*

SECTION III

TARIFS

- X. Quotes-parts territoriales exceptionnelles
- XI. *Quotes-parts maritimes*
- XII. Quotes-parts supplémentaires
- XIII. Tarifs spéciaux

SECTION IV

DÉDOMMAGEMENT ET RESPONSABILITÉ

- XIV. Colis avec valeur déclarée
- XV. *Maximum de déclaration de valeur*
- XVI. Exceptions au principe de la responsabilité
- XVII. *Dédommagement*

ARRANGEMENT ¹

CONCERNANT

LES COLIS POSTAUX

CONCLU ENTRE

l'Afghanistan, la République Populaire d'Albanie, l'Allemagne, le Royaume de l'Arabie Saoudite, la République Argentine, l'Autriche, la Belgique, le Congo belge, la République Soviétique Socialiste de Biélorussie, la Bolivie, les États-Unis du Brésil, la République Populaire de Bulgarie, le Cambodge, Ceylan, le Chili, la Chine, la République de Colombie, la République de Corée, la République de Costa-Rica, la République de Cuba, le Danemark, la République Dominicaine, l'Égypte, la République de El Salvador, l'Équateur, l'Espagne, les Territoires espagnols de l'Afrique, l'Éthiopie, la Finlande, la France, l'Algérie, l'Ensemble des Territoires représentés par l'Office français des Postes et Télécommunications d'outre-mer, le Ghana, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Ensemble des Territoires britanniques d'outre-mer, y compris les Colonies, les Protectorats et les Territoires sous tutelle exercée par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Grèce, le Guatemala, la République d'Haïti, la République du Honduras, la République Populaire Hongroise, l'Inde, la République d'Indonésie, l'Iran, l'Iraq, l'Irlande, la République d'Islande, l'Italie, le Territoire de la Somalie sous administration italienne, le Japon, le Royaume Hachémite de Jordanie, le Laos, le Liban, la République de Libéria, la Libye, le Luxembourg, le Maroc, le Mexique, la Principauté de Monaco, le Nicaragua, la Norvège, le Pakistan, la République de Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, les Antilles néerlandaises et Surinam, le Pérou, la République Populaire de Pologne, le Portugal, les Provinces portugaises de l'Afrique occidentale, les Provinces portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie, la République Populaire Roumaine, la République de Saint-Marin, la République du Soudan, la Suède, la Confédération Suisse, la Syrie, la Tchécoslovaquie, la Thaïlande, la Tunisie, la Turquie, la République Soviétique Socialiste d'Ukraine, l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, la République Orientale de l'Uruguay, l'État de la Cité du Vatican, la République de Vénézuéla, le Viêt-Nam, le Yémen, la République Fédérative Populaire de Yougoslavie.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, vu l'article 22 de la Convention postale universelle conclue à Ottawa le 3 octobre 1957,² ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant:

(Voir notes 1 et 2 aux pages 12 et 13)

(Notes 1 et 2 de la page 11)

¹ Entré en vigueur le 1^{er} avril 1959, conformément à l'article 47. Les instruments de ratification ou d'adhésion (a) ci-après ont été déposés auprès du Gouvernement canadien aux dates indiquées :

Albanie	14 septembre	1959	Luxembourg	13 janvier	1960
Argentine (avec réserves*)	15 avril	1959	Maroc	9 juillet	1959
Autriche	4 mai	1959	Mexique	19 mars	1959
République socialiste soviétique de Biélorussie	23 avril	1959	Monaco	2 septembre	1959
Bulgarie	13 mai	1959	Norvège	19 août	1958
Cambodge	12 janvier	1960	Pakistan	8 octobre	1959
Ceylan	16 novembre	1959	Pays-Bas	27 août	1959
République de Chine	6 octobre	1959	(Y compris la Nouvelle-Guinée néerlandaise, le Surinam et les Antilles néerlandaises.)		
République de Corée	14 mars	1960	Pérou	21 mai	1959
Danemark	13 août	1958	République arabe unie: Province égyptienne	15 janvier	1959
Espagne	29 juillet	1959	Province syrienne	15 janvier	1959
(Y compris les territoires espagnols de l'Afrique.)			Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	17 juillet	1959
Fédération de Malaisie (avec déclaration**)	13 mars	1959 (a)	(Y compris les îles de la Manche et l'île de Man.)		
Finlande	6 mars	1959	Saint-Marin	31 mars	1959
France	8 mai	1959	Soudan	1 ^{er} mars	1960
(Y compris l'Algérie et l'ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer composé des pays et territoires désignés ci-après, ainsi que du Condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides†.)			Suède	2 mai	1958
Grèce	2 octobre	1959	Suisse	14 novembre	1958
Hongrie	5 avril	1960	Tchécoslovaquie	13 août	1959
Inde (avec déclaration***)	21 décembre	1959	Tunisie	24 mars	1959
Irak (avec réserve****)	18 janvier	1960	République socialiste soviétique d'Ukraine	5 mai	1959
Islande	27 novembre	1958	Union des Républiques socialistes soviétiques	23 avril	1959
Italie	9 juin	1960	État de la Cité du Vatican	13 avril	1960
Japon	7 novembre	1958	République du Vietnam		
Jordanie	2 mars	1959	Nam	3 décembre	1959
Liban	23 juillet	1958	Yémen	3 avril	1959 (a)
			Yougoslavie	15 avril	1959

† a) *États membres de la Communauté*: République du Sénégal, République soudanaise, République de la Côte-d'Ivoire, République du Niger, République de la Haute-Volta, République du Dahomey, République islamique de Mauritanie, République gabonaise, République du Congo, République Centre-Africaine, République du Tchad, République de Madagascar.

b) *Territoires d'outre-mer*: Comores, Nouvelle-Calédonie et dépendances, Polynésie française, Côte française des Somalis, îles Saint-Pierre-et-Miquelon.

c) *Territoires sous tutelle de la France*: Cameroun, République autonome du Togo.

*RÉSERVES

[TEXTE ESPAGNOL — SPANISH TEXT]

« ... que los artículos 4º y 5º de la Convención Postal Universal no se refieren ni comprenden a las Islas Malvinas, Islas Georgias del Sur, Islas Sandwich del Sur y tierras incluidas dentro del sector antártico argentino, por cuanto éstas no constituyen colonia o posesión de Nación alguna, sino que hacen parte del territorio argentino y están comprendidas en su dominio y soberanía.

La República Argentina especialmente reserva y mantiene intactos sus legítimos títulos y derechos sobre esos territorios, señalando que la disposición contenida en el artículo 53, numeral 1) sobre circulación de sellos postales valederos en el país de origen, no será considerada como obligatoria por la República cuando en los mismos se desfigure la realidad geográfica y jurídica argentina. »

[TRADUCTION — TRANSLATION]

... que les articles 4 et 5 de la Convention postale universelle ne se réfèrent ni ne s'appliquent aux îles Malouines, aux îles de la Georgie du Sud, aux îles Sandwich du Sud et aux terres comprises dans le secteur antarctique argentin, lesquelles ne constituent des colonies ou possessions d'aucun pays mais font partie du territoire argentin et relèvent de sa juridiction et de sa souveraineté.

La République Argentine réserve et réaffirme spécialement dans leur intégralité ses titres et droits légitimes concernant ces territoires, et signale que la disposition du paragraphe 1 de l'article 53 relative à la circulation de timbres-poste valables dans le pays d'origine ne sera pas considérée comme liant obligatoirement la République lorsque ces timbres déformeront la réalité géographique et juridique argentine.

**DÉCLARATION

[TRADUCTION — TRANSLATION]

... Le Ministère prie en outre le Haut Commissariat d'informer son Gouvernement que la Fédération de Malaisie désire bénéficier des dispositions de l'article VIII du Protocole final de la Convention postale universelle, ainsi que des dispositions ci-après du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux, applicables aux territoires britanniques d'outre-mer :

- a) Les articles III, VI (B), VIII, IX, X, XI et XV du Protocole final de l'Arrangement.
- b) L'article unique du Protocole final du Règlement d'exécution.

***DÉCLARATION

[TRADUCTION — TRANSLATION]

En ce qui concerne les deux rubriques de l'article 4 de la Convention relatives à des territoires du Portugal, et la mention correspondante qui en est faite dans le préambule, le Gouvernement indien considère que, quel que soit le nom qui leur est donné, il s'agit là juridiquement de « territoire », conformément au titre de l'article 4, dont le pays membre assure les relations internationales.

****RÉSERVE

[TRADUCTION — TRANSLATION]

La participation de l'Irak à la Conférence de l'Union postale universelle et sa ratification de la Convention postale universelle et des arrangements qui y sont annexés n'impliquent en aucune façon la reconnaissance, par l'Irak, de l'État d'Israël comme membre de l'Union postale universelle. L'Irak ne saurait établir aucune sorte de relations avec Israël et ne reconnaît nullement à ce dernier le droit de lui demander de s'acquitter d'une obligation quelconque aux termes desdits accords.

³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 364, p. 3.

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE PREMIER

Objet de l'Arrangement

1. Des envois dénommés «colis postaux» dont le poids unitaire ne peut dépasser 20 kilogrammes peuvent être échangés entre les Pays contractants soit directement, soit par l'intermédiaire de l'un ou de plusieurs d'entre eux.

2. Dans les relations entre les Pays dont les Administrations se sont déclarées d'accord à ce sujet, les colis postaux sont admis au transport par la voie aérienne et sont alors dénommés «colis postaux-avion».

3. Dans le présent Arrangement, dans son Protocole final et dans son Règlement d'exécution, l'abréviation «colis» s'applique à tous les colis postaux et l'abréviation «colis-avion» seulement aux colis postaux-avion.

4. L'échange des colis excédant 10 kilogrammes est facultatif.

ARTICLE 2

Catégories de colis

1. Le «colis ordinaire» est celui qui n'est soumis à aucune des formalités spéciales prescrites pour les catégories qui sont définies aux §§ 2 et 3.

2. Le colis «avec valeur déclarée» est celui qui comporte une déclaration de valeur.

3. Est dénommé:

- a) «colis urgent», tout colis qui, dans la mesure du possible, doit être transporté par les moyens rapides utilisés pour la poste aux lettres;
- b) «colis exprès», tout colis qui, dès l'arrivée au bureau de destination, doit être livré à domicile par porteur spécial ou qui, dans les Pays dont les Administrations n'assurent pas la livraison à domicile, donne lieu à la remise, par porteur spécial, d'un avis d'arrivée; toutefois, si le domicile du destinataire est situé en dehors du rayon de distribution locale du bureau d'arrivée, la livraison au porteur spécial n'est pas obligatoire;
- c) «colis franc de droits», tout colis pour lequel l'expéditeur demande à prendre en charge la totalité des taxes postales et des droits postaux ou autres dont le colis peut être grevé à la livraison. Cette demande peut être faite lors du dépôt ou postérieurement jusqu'au moment de la livraison au destinataire;
- d) «colis-remboursement», tout colis grevé de remboursement et visé par l'Arrangement concernant les envois contre remboursement;¹
- e) «colis fragile», tout colis contenant des articles pouvant se briser facilement et dont la manipulation doit être effectuée avec un soin particulier;
- f) «colis de prisonniers de guerre et internés», tout colis destiné aux prisonniers ou aux organismes visés à l'article 39 de la Convention ou expédié par eux;

4. Est considéré comme «colis encombrant» :

- a) tout colis dont les dimensions dépassent les limites fixées par le Règlement ou celles que les Administrations peuvent fixer entre elles;
- b) tout colis qui, par sa forme, sa nature ou sa structure ne se prête pas facilement au chargement avec d'autres colis ou qui exige des précautions spéciales;
- c) à titre facultatif, tout colis qui emprunte un service maritime et dont le volume dépasse les limites fixées par le Règlement.

5. L'échange des colis «avec valeur déclarée», «urgents», «exprès», «francs de droits», «remboursement», «fragiles» et «encombrants» exige l'accord préalable des Administrations d'origine et de destination.

6. Pour l'échange des colis «avec valeur déclarée» (transportés à découvert), des colis «urgents», «fragiles» et «encombrants», les Administrations intermédiaires doivent, en outre, marquer leur assentiment pour l'acheminement en transit.

¹ Sera publié dans le *Recueil des Traités* des Nations Unies, vol. 366, sous le n° 5216.

ARTICLE 3

Coupures de poids

Les colis définis à l'article 2 comportent les coupures de poids suivantes:

			jusqu'à	1 kilogramme
au-dessus de	1	>	3 kilogrammes	
>	>	3	>	5
>	>	5	>	10
>	>	10	>	15
>	>	15	>	20

CHAPITRE II

DISPOSITIONS COMMUNES À TOUTES LES CATÉGORIES DE COLIS

SECTION I

CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSION

ARTICLE 4

Conditions d'acceptation

1. Sous réserve que le contenu ne tombe pas sous le coup des interdictions énumérées à l'article 6 ou sous celui des interdictions ou des restrictions applicables dans le territoire d'une ou de plusieurs Administrations appelées à participer au transport, tout colis, pour être admis à l'expédition, doit:

- a) répondre aux conditions de poids et de dimensions fixées par le présent Arrangement ou son Règlement;
- b) être affranchi de toutes taxes et de tous droits exigibles par le bureau d'origine.

2. Un colis franc de droits ne peut être accepté que si l'expéditeur s'engage à payer toute somme que le bureau d'arrivée serait en droit de réclamer au destinataire ainsi que la taxe pour franchise à la livraison prévue à l'article 16, § 2, lettre j); le bureau d'origine peut exiger le versement d'arrhes suffisantes.

ARTICLE 5

Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt

Au moment du dépôt d'un colis, l'expéditeur est tenu d'indiquer le traitement à *appliquer en cas* de non-livraison. Il ne peut donner que les instructions suivantes:

- a) envoi d'un avis de non-livraison à lui-même;
- b) envoi d'un avis de non-livraison à un tiers domicilié dans le Pays de destination;
- c) renvoi immédiat à l'expéditeur, par voie de surface ou par voie aérienne;
- d) renvoi à l'expéditeur, par voie de surface ou par voie aérienne, à l'expiration d'un certain délai;
- e) livraison à un autre destinataire, au besoin après réexpédition, par voie de surface ou par voie aérienne (et sous réserve des particularités prévues à l'article 22, § 1, lettre c), chiffre 2°);
- f) réexpédition, par voie de surface ou par voie aérienne, du colis aux fins de remise au destinataire primitif;
- g) vente du colis aux risques et périls de l'expéditeur;
- h) abandon du colis par l'expéditeur.

ARTICLE 6

Interdictions

L'expédition des objets visés ci-dessous est interdite:

- a) dans toutes les catégories de colis:
 - 1° les objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents, salir ou détériorer les autres colis;

- 2° l'opium, la morphine, la cocaïne et autres stupéfiants; toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux expéditions effectuées dans un but médical ou scientifique pour les Pays qui les admettent à cette condition;
 - 3° les objets dont l'admission ou la circulation est interdite dans le Pays de destination;
 - 4° les documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, ainsi que les objets de correspondance de toute nature portant une adresse autre que celle du destinataire du colis ou des personnes habitant avec lui; cependant, il est permis d'insérer l'un des documents ci-après, non fermé, réduit à ses énonciations constitutives et se rapportant exclusivement aux marchandises transportées: facture, bordereau ou avis d'expédition, bon de livraison. S'il s'agit de l'insertion d'un seul objet de correspondance non autorisé au sens du présent chiffre 4°, cet objet est traité de la manière prescrite à l'article 55 de la Convention et, pour ce motif, le colis ne peut être renvoyé à l'origine;
 - 5° les animaux vivants, à moins que leur transport par la poste ne soit autorisé par les règlements postaux des Pays intéressés;
 - 6° les matières explosibles, inflammables ou dangereuses. Toutefois, les Administrations peuvent s'entendre pour le transport des capsules et des cartouches métalliques chargées pour les armes à feu portatives, des éléments de fusées d'artillerie inexplosibles et des allumettes, des films *inflammables*, du celluloïd brut ou des objets fabriqués en celluloïd;
 - 7° les objets obscènes ou immoraux;
- b) dans les colis sans valeur déclarée à destination des Pays qui admettent la déclaration de valeur: les pièces de monnaie, les billets de banque, les billets de monnaie ou les valeurs quelconques au porteur, le platine, l'or ou l'argent, manufacturés ou non, les pierreries, les bijoux et autres objets précieux; chaque Administration a la faculté d'interdire l'insertion de l'or en lingot, même dans des envois avec valeur déclarée, ou de limiter la valeur réelle de ces envois. Cette disposition n'est pas applicable lorsque l'échange des colis entre deux Administrations admettant les colis avec valeur déclarée ne peut s'effectuer que par l'intermédiaire d'une Administration qui ne les admet pas. Il est entendu que, dans ce cas, la responsabilité de l'Administration intermédiaire n'est engagée que dans les limites réglementaires prévues pour les colis ordinaires.

ARTICLE 7

Traitement des colis acceptés à tort

1. Lorsque les colis qui contiennent les objets cités à l'article 6, lettre a), ont été acceptés à tort à l'expédition, ils sont à traiter selon la législation intérieure du Pays de l'Administration qui en constate la présence; toutefois, les colis contenant les objets visés au même article, lettre a), chiffres 2°, 6° et 7°, ne sont en aucun cas ni acheminés à destination, ni livrés aux destinataires, ni renvoyés à l'origine.

2. Lorsque les colis sans valeur déclarée à destination des Pays qui admettent la déclaration de valeur contiennent les objets cités à l'article 6, lettre b), ils doivent être renvoyés à l'origine par l'Administration de transit qui constate l'erreur. Si l'erreur n'est constatée qu'après réception dans l'Administration de destination, celle-ci est autorisée à livrer le colis au destinataire, aux conditions fixées par ses règlements intérieurs. Si ces règlements n'admettent pas la livraison, le colis doit être renvoyé à l'origine.

3. Les dispositions du § 2 sont applicables aux colis dont le poids ou les dimensions dépassent sensiblement les limites admises; toutefois, ces colis peuvent être livrés, le cas échéant, au destinataire, si celui-ci a préalablement acquitté les taxes éventuelles.

4. Lorsqu'un colis admis à tort n'est ni livré au destinataire, ni renvoyé à l'origine, l'Administration d'origine doit être informée, d'une manière précise, du traitement appliqué à ce colis.

SECTION II

TAXES ET DROITS

ARTICLE 8

Composition des taxes et des droits

Les taxes et les droits que les Administrations sont autorisées à percevoir sont constitués par la taxe principale définie à l'article 9 et, le cas échéant, par:

- a) les quotes-parts visées à l'article 15, ou au Protocole final;
- b) les taxes supplémentaires visées à l'article 16;
- c) les taxes postales et droits postaux visés aux articles 20, 21, § 6, 27 et 29;
- d) les droits non postaux visés à l'article 18.

ARTICLE 9

Taxe principale

La taxe principale se compose des quotes-parts revenant à chaque Administration participant au transport territorial, maritime ou aérien et visées aux articles 10 à 14.

ARTICLE 10

Quote-part territoriale

1. Chaque quote-part territoriale de départ, d'arrivée ou de transit est fixée comme suit, pour chaque Pays et pour chaque colis:

Coupures de poids		Quote-part territoriale de départ et d'arrivée	Quote-part territoriale de transit
1		2	3
		fr c	fr c
	Jusqu'à 1 kg.....	—,60	—,40
Au-dessus de 1	» 3 ».....	—,80	—,50
» » 3	» 5 ».....	1,—	—,60
» » 5	» 10 ».....	2,—	1,30
» » 10	» 15 ».....	3,—	1,90
» » 15	» 20 ».....	4,—	2,50

2. Toutefois, en ce qui concerne les deux dernières coupures de poids, les Administrations d'origine et de destination ont la faculté de fixer à leur gré les quotes-parts territoriales qui leur reviennent.

3. S'agissant de colis-avion, la quote-part territoriale des Administrations intermédiaires n'est applicable que dans le cas où le colis emprunte un transport territorial intermédiaire.

ARTICLE 11

Quote-part maritime

1. En cas de transport maritime, la quote-part maritime pour chaque service maritime emprunté est calculée conformément aux indications du tableau ci-après:

Échelons de distance		Coupures de poids					
1	2	3	4	5	6	7	8
a) exprimés en milles marins	b) exprimés en kilomètres après conversion sur la base de 1 mille marin = 1,852 km	jusqu'à 1 kg	au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg
		fr c	fr c	fr c	fr c	fr c	fr c
Jusqu'à 500 milles marins.....	Jusqu'à 928 kilomètres.....	—, 15	—, 20	—, 25	—, 50	—, 75	1, —
Au-delà de 500 jusqu'à 1000.....	Au-delà de 928 jusqu'à 1852.....	—, 25	—, 30	—, 40	—, 75	1, 10	1, 60
Au-delà de 1000 jusqu'à 2000.....	Au-delà de 1852 jusqu'à 3704.....	—, 40	—, 50	—, 60	1, 10	1, 60	2, 25
Au-delà de 2000; par 1000 ou fraction de 1000 en sus..	Au-delà de 3704; par 1852 ou fraction de 1852 en sus..	—, 10	—, 15	—, 20	—, 35	—, 50	—, 65

2. Le cas échéant, les échelons de distance sont calculés sur la base d'une distance moyenne pondérée, déterminée en fonction du tonnage des dépêches transportées entre les ports respectifs des deux Pays.

3. Le transport maritime entre deux ports d'un même Pays ne peut donner lieu à perception de la quote-part prévue au § 1 lorsque l'Administration de ce Pays reçoit déjà, pour les mêmes colis, la rémunération afférente au transport territorial.

4. S'agissant de colis-avion, la quote-part maritime des Administrations ou services intermédiaires n'est applicable que dans le cas où le colis emprunte un transport maritime intermédiaire; tout service maritime assuré par le Pays d'origine ou de destination est considéré à cet effet comme service intermédiaire.

ARTICLE 12

Quote-part aérienne

1. Les Administrations s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'établissement de tarifs de transport uniformes sur la base du poids et de la distance.

2. *Le taux de base à appliquer au règlement des comptes entre Administrations au titre des transports aériens est fixé à 1 millième de franc, au maximum, par kilogramme de poids brut et par kilomètre; ce taux est appliqué proportionnellement aux fractions de kilogramme.*

3. Si deux Pays sont reliés par plusieurs lignes aériennes, les tarifs de transport sont établis d'après la distance moyenne entre les aéroports respectifs et d'après l'importance des lignes au regard du trafic international.

4. Tout Pays qui, à l'intérieur de son territoire, préachemine ou réachemine un colis-avion par la voie aérienne a droit, pour cette transmission, à une rémunération spéciale. Cette rémunération doit être calculée, pour chaque colis-avion effectivement préacheminé ou réacheminé par la voie aérienne, sur la base fixée au § 2, d'après la moyenne de la longueur des parcours du réseau aérien interne du Pays adoptée pour le service de la poste aux lettres. Elle doit être la même pour chaque parcours interne et quel que soit ce parcours.

5. Par exception au principe énoncé au § 4, les Administrations peuvent appliquer cette rémunération spéciale indistinctement à tous les colis-avion à destination ou en provenance de leur territoire.

6. Les Administrations des Pays survolés n'ont droit à aucune rémunération pour les colis-avion transportés par voie aérienne au-dessus de leur territoire.

ARTICLE 13

Réduction ou majoration de la quote-part territoriale

1. Les Administrations ont la faculté de réduire ou de majorer simultanément leur quote-part territoriale de départ et leur quote-part territoriale d'arrivée, à l'exclusion, par conséquent, de leur quote-part territoriale de transit.

2. Une telle modification doit:

- a) entrer en vigueur le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet seulement;
- b) être notifiée au moins trois mois à l'avance, à l'Administration des postes suisses;
- c) demeurer en vigueur pendant un an au minimum.

3. La majoration, le cas échéant, ne peut dépasser, pour les coupures de poids jusqu'à 10 kg, la moitié de la quote-part territoriale de départ et d'arrivée fixée à l'article 10, § 1. *La réduction peut être fixée au gré des Administrations intéressées.*

ARTICLE 14

Réduction ou majoration de la quote-part maritime

1. Les Administrations ont la faculté de majorer de 50% au maximum la quote-part maritime fixée à l'article 11, § 1. Par contre, elles peuvent la réduire à leur gré.

2. Cette faculté est subordonnée aux conditions fixées à l'article 13, § 2.

3. En cas de majoration, celle-ci doit aussi s'appliquer aux colis originaires du Pays dont dépendent les services qui effectuent le transport maritime; toutefois, cette obligation ne s'applique ni aux relations entre un Pays et ses colonies, territoires d'outre-mer, etc., ni aux relations réciproques de ces colonies, territoires d'outre-mer, etc.

ARTICLE 15

Quote-part de départ et d'arrivée exceptionnelle

Sous réserve de respecter les conditions fixées à l'article 13, § 2, chaque Administration a la faculté d'appliquer simultanément à tout colis en provenance et à tout colis à destination de ses bureaux une quote-part de départ et d'arrivée exceptionnelle de 25 centimes.

ARTICLE 16

Taxes supplémentaires

1. Les colis désignés ci-après sont assujettis à des taxes supplémentaires dont les taux sont fixés ainsi qu'il suit:

a) colis exprès:

1° cas normal: taxe supplémentaire de 80 centimes, acquittée complètement et à l'avance au moment du dépôt, même si le *colis* ne peut être distribué par porteur spécial, *mais seulement* l'avis d'arrivée; cette taxe est dénommée *taxe d'exprès*;

2° cas exceptionnel où le domicile du destinataire est situé en dehors du rayon de distribution locale du bureau d'arrivée: la *taxe d'exprès* peut être majorée d'une *taxe dite «taxe complémentaire d'exprès»*, qui est perçue à la livraison et reste exigible même si le *colis* est renvoyé à l'origine ou réexpédié; cette *taxe complémentaire* ne peut être supérieure à celle qui est fixée dans le service interne du Pays de destination;

b) colis fragiles et colis encombrants: *taxe supplémentaire* égale à 50% de la *taxe principale* éventuellement majorée des *quotes-parts* visées à l'article 15 ou au Protocole final; toutefois, les *quotes-parts aériennes afférentes à ces colis* ne subissent aucune majoration; la *taxe totale* est arrondie au demi-décime supérieur, s'il y a lieu.

2. Est fixé conformément aux indications du tableau annexé au présent article le tarif des taxes supplémentaires ci-après que les Administrations sont autorisées à percevoir:

- a) *taxe de dédouanement* perçue, par l'Administration de destination, soit pour la remise à la douane et le dédouanement, soit pour la remise à la douane seulement; sauf accord contraire, la perception s'opère au moment de la livraison du *colis* au destinataire;
- b) *taxe de livraison*; cette *taxe* peut être perçue par l'Administration de destination autant de fois que le *colis* est présenté à domicile; néanmoins, pour les *colis exprès*, elle ne peut être perçue que pour les présentations à domicile postérieures à la première;
- c) *taxe d'avis de non-livraison*, perçue dans les conditions fixées à l'article 22, § 3;
- d) *taxe d'avis d'arrivée*, perçue par l'Administration de destination, quand sa législation intérieure lui en fait obligation et quand cette Administration n'assure pas la livraison à domicile, pour tout avis (premier avis ou avis ultérieurs) éventuellement remis au domicile du destinataire, *sauf pour le premier avis des colis exprès*;
- e) *taxe de remballage*, perçue par l'Administration du premier des Pays sur le territoire duquel un *colis* a dû être remballé afin d'en protéger le contenu; elle est récupérée sur le destinataire ou, le cas échéant, sur l'expéditeur;
- f) *taxe de magasinage*, perçue par l'Administration de destination sur tout *colis* qui n'a pas été retiré dans les délais prescrits, que ce *colis* soit adressé poste restante ou à domicile;
- g) *taxe d'avis de réception*, lorsque l'expéditeur demande un avis de réception dans les conditions fixées à l'article 69 de la Convention;
- h) *taxe d'avis d'embarquement*, perçue, dans les relations entre les Pays dont les Administrations acceptent d'assurer ce service, lorsque l'expéditeur demande qu'un avis d'embarquement lui soit adressé;
- i) *taxe de réclamation*, visée à l'article 25, § 4;
- j) *taxe pour franchise à la livraison*, perçue à titre de commission sur les *colis francs de droits* et versée par l'expéditeur au profit de l'Administration de destination;
- k) *taxe pour demande de franchise à la livraison*, perçue sur l'expéditeur au moment du dépôt de la demande, lorsque celle-ci est présentée postérieurement au dépôt du *colis*;
- l) *taxe de demande de retrait ou de modification d'adresse*.

ANNEXE À L'ARTICLE 16

Tarif des taxes supplémentaires définies au § 2

Désignation de la taxe 1	Montant 2	Observations 3
a) taxe de dédouanement b) taxe de livraison c) taxe d'avis de non-livraison	<i>1 franc</i> par colis au maximum même taxe que dans le régime intérieur 40 centimes au maximum	Avec maximum de 60 centimes par colis Lorsque ses instructions doivent être transmises par voie aérienne ou par voie télégraphique, l'expéditeur doit payer, en outre, la taxe afférente au transport aérien ou la taxe télégraphique, selon le cas
d) taxe d'avis d'arrivée	au maximum, taxe égale à celle d'une lettre ordinaire du premier échelon de poids du régime intérieur	
e) taxe de remballage	50 centimes par colis au maximum	Cette taxe ne peut être appliquée qu'une fois seulement au cours du transport de bout en bout
f) taxe de magasinage	taxe perçue au taux fixé par la législation interne	Avec maximum de 5 francs
g) taxe d'avis de réception	a) au moment du dépôt, 40 centimes au maximum et b) postérieurement au dépôt, 60 centimes au maximum	Cette taxe s'ajoute à la surtaxe aérienne si l'expéditeur a exprimé le désir que sa demande soit transmise par la voie aérienne
h) taxe d'avis d'embarquement i) taxe de réclamation j) taxe pour franchise à la livraison	40 centimes par colis 60 centimes au maximum 40 centimes par colis au maximum	Cette taxe s'ajoute à la taxe prévue sous lettre a); elle est perçue sur l'expéditeur au profit de l'Administration de destination
k) taxe pour demande de franchise à la livraison	40 centimes par colis au maximum	Cette taxe s'ajoute à la surtaxe aérienne ou à la taxe du télégramme si l'expéditeur a exprimé le désir que sa demande soit transmise par la voie aérienne ou télégraphique
l) taxe de demande de retrait ou de modification d'adresse	40 centimes au maximum	Cette taxe s'ajoute à la surtaxe aérienne ou à la taxe du télégramme si l'expéditeur a exprimé le désir que sa demande soit transmise par la voie aérienne ou télégraphique

ARTICLE 17

Taxe pour colis classés dans la coupure de poids supérieure

Pour être admis dans les relations entre Administrations adoptant les limites prévues à l'article 104, § 1, lettre f), chiffre 3°, du Règlement et n'autorisant pas le transport des colis encombrants, les colis qui, compte tenu de leur poids, ont un volume supérieur aux limites fixées, sont frappés des taxes applicables à la coupure de poids correspondant à leur volume. Dans ce cas, les colis ne doivent pas dépasser les limites maxima de volume autorisées dans les relations entre ces Administrations.

ARTICLE 18

Droits non postaux

1. Les Administrations de destination sont autorisées à percevoir, sur les destinataires, tous droits non postaux, notamment les droits de douane, dont les envois sont grevés dans le Pays de destination.

2. Les Administrations s'engagent à intervenir auprès des autorités compétentes de leurs Pays pour que les droits non postaux (parmi lesquels les droits de douane) soient annulés quand ils concernent un colis:

- a) renvoyé à l'origine;
- b) abandonné par l'expéditeur;
- c) détruit pour cause d'avarie totale du contenu;
- d) réexpédié sur un tiers Pays;
- e) perdu, spolié ou avarié dans leur service.

SECTION III

OPÉRATIONS POSTÉRIEURES À L'ARRIVÉE DES COLIS AU BUREAU DE DESTINATION

ARTICLE 19

Règles générales de livraison. Délais de garde

1. D'une façon générale, les colis sont livrés aux destinataires dans le plus bref délai et conformément aux dispositions en vigueur dans le Pays de destination.

2. Les Administrations prennent toutes mesures pour accélérer autant que possible le dédouanement des colis-avion.

3. Tout colis dont l'arrivée a été notifiée au destinataire est conservé à sa disposition quinze jours ou, au plus, un mois à compter du lendemain de l'expédition de l'avis; ce délai peut être exceptionnellement prolongé au-delà du délai précité si les règlements internes de l'Administration de destination le permettent.

4. Lorsque l'avis d'arrivée n'a pu être envoyé, le délai de garde est celui que prescrivent les règlements internes du Pays de destination; ce délai, applicable aussi aux colis adressés poste restante, ne peut, en règle générale, dépasser cinq mois pour les Pays éloignés (au sens de l'article 120 du Règlement de la Convention) et trois mois pour les autres; le renvoi du colis au bureau d'origine doit avoir lieu dans un délai plus court si l'expéditeur l'a demandé dans une langue connue dans le Pays de destination.

5. Les délais de garde prévus aux §§ 3 et 4 sont applicables, en cas de réexpédition, aux colis à distribuer par le nouveau bureau de destination.

ARTICLE 20

Retrait. Modification d'adresse

L'expéditeur d'un colis peut, dans les conditions fixées à l'article 58 de la Convention, en demander le retour à l'origine ou en faire modifier l'adresse, sous réserve de garantir le paiement des sommes exigibles pour toute nouvelle transmission, en vertu des dispositions de l'article 21.

ARTICLE 21

Réexpédition. Renvoi à l'origine

1. La réexpédition par suite de changement de résidence du destinataire ou par suite de modification d'adresse effectuée en application de l'article 20 peut avoir lieu soit à l'intérieur du Pays de destination, soit hors de ce Pays.

2. La réexpédition à l'intérieur du Pays de destination peut être faite soit sur demande de l'expéditeur, soit sur demande du destinataire ou, si les règlements de ce Pays le permettent, d'office.

3. La réexpédition hors du Pays de destination ne peut être faite que sur demande de l'expéditeur ou du destinataire; dans ce cas, le colis doit répondre aux conditions requises pour la nouvelle transmission.

4. La réexpédition dans les conditions ci-dessus énoncées peut aussi avoir lieu par la voie aérienne, si elle est demandée par l'expéditeur, ou par le destinataire, à condition que le paiement des quotes-parts aériennes afférentes à la nouvelle transmission soit garanti; il en est de même pour le renvoi à l'origine, lorsqu'il a été demandé par l'expéditeur.

5. L'expéditeur peut interdire toute réexpédition.

6. Pour la première réexpédition ou pour toute réexpédition éventuelle ultérieure de chaque colis, peuvent être perçues:

- a) les taxes autorisées pour cette réexpédition, par les règlements internes de l'Administration intéressée, dans le cas de réexpédition à l'intérieur du Pays de destination;
- b) les taxes et les droits que comporte la nouvelle transmission, dans le cas de réexpédition hors du Pays de destination.

7. Les taxes de réexpédition sont perçues sur le destinataire ou, le cas échéant, sur l'expéditeur ou sur l'Administration responsable d'une erreur, cause de la réexpédition, sans préjudice du paiement des taxes et droits, postaux ou non postaux, dont les Administrations de destination antérieure n'acceptent pas l'annulation.

8. Les dispositions des §§ 6 et 7 sont applicables aux colis parvenus en fausse direction et à réexpédier, ainsi qu'aux colis renvoyés à l'origine par application des articles 7, 20 et 22, § 4.

ARTICLE 22

Non-livraison au destinataire

1. Après réception de l'avis de non-livraison visé à l'article 5, lettres a) et b), il incombe à l'expéditeur ou au tiers y mentionné de donner ses instructions qui peuvent uniquement être celles qu'autorise ledit article, lettres c) à h), et, en outre, les suivantes:

- a) aviser une nouvelle fois le destinataire;
- b) rectifier ou compléter l'adresse;
- c) s'il s'agit d'un colis contre remboursement:
 - 1° le remettre à une personne autre que le destinataire contre remboursement de la somme indiquée;
 - 2° le remettre au destinataire primitif ou à un autre destinataire, sans remboursement ou contre remboursement d'une somme inférieure à la somme primitive;
- d) remettre le colis franc de droits, soit au destinataire primitif, soit à un autre destinataire.

2. Tant qu'elle n'a pas reçu d'instructions de l'expéditeur, l'Administration de destination est autorisée à livrer le colis au destinataire primitivement désigné, soit, le cas échéant, à un autre destinataire ultérieurement désigné, soit à réexpédier le colis à une nouvelle adresse. Après réception des nouvelles instructions, celles-ci seules sont valables et exécutoires. Elles peuvent être transmises par avion, si l'expéditeur ou le tiers paie la surtaxe aérienne correspondante.

3. L'envoi des instructions visées au § 1 donne lieu à la perception, soit sur l'expéditeur, soit sur le tiers, de la taxe visée à l'article 16, § 2, lettre c); quand l'avis concerne plusieurs colis déposés simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire, cette taxe n'est perçue qu'une fois.

4. Dans les cas *ci-après*, tout colis qui n'a pu être livré est immédiatement renvoyé au bureau d'origine, si:

- a) l'expéditeur ne s'est pas conformé aux dispositions de l'article 5;
- b) l'expéditeur (ou le tiers visé à l'article 5, lettre b)) a formulé une demande non autorisée;
- c) l'expéditeur (ou le tiers) refuse d'acquitter la taxe autorisée par le § 3;
- d) les instructions de l'expéditeur, ou du tiers, n'ont pas atteint le résultat voulu, que ces instructions aient été données au moment du dépôt ou après réception de l'avis de non-livraison;
- e) dans le délai de deux mois à compter de l'expédition de l'avis de non-livraison, le bureau qui a établi cet avis n'a pas reçu d'instructions suffisantes de l'expéditeur, ou du tiers; ce délai est porté à quatre mois dans les relations entre Pays éloignés;
- f) dans les mêmes délais, les instructions de l'expéditeur, ou du tiers, ne sont pas parvenues au bureau de destination.

5. Dans la mesure du possible, un colis est renvoyé par la même voie que celle qu'il a suivie à l'aller; toutefois, un colis-avion n'est pas renvoyé par avion à moins que l'expéditeur n'ait garanti le paiement des frais de transport aérien.

6. Tout colis renvoyé à l'origine par application du présent article est assujéti aux taxes de réexpédition fixées à l'article 21, § 6, lettre b), et aux taxes et droits non annulés.

7. Si l'expéditeur a fait abandon d'un colis qui n'a pu être livré au destinataire, ce colis est traité par l'Administration de destination selon sa propre législation.

ARTICLE 23

Vente. Destruction

Les objets contenus dans un colis et dont la détérioration ou la corruption prochaines sont à craindre peuvent seuls être vendus immédiatement, même en route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalité judiciaire, au profit de qui de droit; si, pour une cause quelconque, la vente est impossible, les objets détériorés ou corrompus sont détruits.

ARTICLE 24

Récupération de frais sur l'expéditeur

1. L'expéditeur d'un colis non livré au destinataire est tenu de payer les frais de transport et autres dont les Administrations se trouvent à découvert par suite de la non-livraison, même si le colis a été abandonné, vendu ou détruit.

2. Le bureau de dépôt peut, toutes les fois qu'il y a lieu, percevoir des arrhes pour se couvrir de ces frais.

ARTICLE 25

Réclamations et demandes de renseignements

1. Chaque Administration est tenue d'accepter les réclamations et les demandes de renseignements concernant tout colis déposé dans les services des autres Administrations.

2. Les réclamations ne sont admises que dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de dépôt du colis.

3. Les demandes de renseignements introduites par une Administration sont recevables et obligatoirement traitées, à la seule condition qu'elles parviennent à l'Administration intéressée dans un délai de dix-huit mois à compter de la date du dépôt des colis.

4. Sauf si l'expéditeur a entièrement acquitté la taxe d'avis de réception prévue à l'article 16, § 2, lettre g), chaque réclamation ou chaque demande de renseignements donne lieu à la perception d'une taxe «de réclamation» au taux fixé à l'article 16 (tableau annexe, lettre i)). Les réclamations ou demandes de renseignements sont transmises dans les conditions prévues à l'article 67, § 4, de la Convention.

5. Si la réclamation ou la demande de renseignements concerne plusieurs colis déposés simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire, et expédiés par la même voie cette taxe n'est perçue qu'une fois; elle est restituée si la réclamation ou la demande de renseignements est motivée par une faute de service.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À CERTAINES CATÉGORIES DE COLIS

SECTION I

COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE

ARTICLE 26

Déclaration de valeur

1. Les règles suivantes régissent la déclaration de valeur des colis avec valeur déclarée:
- a) en ce qui concerne les Administrations postales:
 - 1° faculté pour chaque Administration de limiter la déclaration de valeur, en ce qui la concerne, à un montant qui ne peut être inférieur à 1000 francs;
 - 2° obligation, dans les relations entre Pays dont les Administrations ont adopté des limites différentes, d'observer, de part et d'autre, la limite la plus basse;
 - b) en ce qui concerne les expéditeurs:
 - 1° interdiction de déclarer une valeur dépassant la valeur réelle du contenu du colis;
 - 2° faculté de ne déclarer qu'une partie de la valeur réelle du contenu du colis.
2. Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du colis est passible des poursuites judiciaires prévues par la législation du Pays d'origine.

ARTICLE 27

Droit d'assurance et taxe spéciale

1. Les colis avec valeur déclarée sont assujettis à un droit ordinaire d'assurance qui est perçu par le bureau de dépôt. Ce droit s'ajoute aux taxes et aux droits autorisés au chapitre II, section II, du présent Arrangement et se calcule selon l'une ou l'autre des formules ci-dessous:

a) Première formule	Par 200 francs ou fraction de 200 francs déclarés	5 centimes par Administration participant au transport territorial; 10 centimes par service maritime emprunté 10 centimes par service aérien emprunté
b) Deuxième formule	Par 200 francs ou fraction de 200 francs déclarés	50 centimes au maximum

2. En outre, est autorisée la perception des taxes ou droits ci-dessous:

- a) par les Administrations qui acceptent de couvrir les risques pouvant découler du cas de force majeure, un droit «pour risques de force majeure», à fixer de manière que la somme totale formée par ce droit et le droit normal d'assurance ne dépasse pas le maximum prévu au § 1, lettre b), deuxième formule;
- b) par l'Administration d'origine, à titre facultatif, une taxe d'expédition égale, au maximum, à 50 centimes par colis avec valeur déclarée.

3. Exceptionnellement, le droit aérien d'assurance perçu à raison du transport par des services aériens comportant des risques extraordinaires est fixé, dans chaque cas particulier, par l'Administration intéressée; le droit global visé au § 1, lettre b), deuxième formule, peut alors être majoré en conséquence.

ARTICLE 28

Autres dispositions concernant les colis avec valeur déclarée

Un récépissé doit être délivré gratuitement, au moment du dépôt, à tout expéditeur d'un colis avec valeur déclarée.

SECTION II

COLIS URGENTS

ARTICLE 29

Taxes des colis urgents

1. Les colis urgents sont passibles d'une taxe principale double de celle qui est applicable aux colis ordinaires; le cas échéant, est aussi doublée la quote-part de départ et d'arrivée exceptionnelle visée à l'article 15.

2. Les colis-avion urgents sont passibles d'une quote-part aérienne simple, c'est-à-dire sans doublement.

SECTION III

COLIS DE PRISONNIERS DE GUERRE ET INTERNÉS

ARTICLE 30

Exonération de taxes des colis de prisonniers de guerre et internés

Les colis de prisonniers de guerre et internés bénéficient, sous les mêmes conditions, des exonérations de taxes accordées aux envois postaux par l'article 39 de la Convention, sauf en ce qui concerne les quotes-parts aériennes applicables aux colis-avion.

ARTICLE 31

Autres dispositions particulières aux colis de prisonniers de guerre et internés

Les colis de prisonniers de guerre et internés sont, pour les autres dispositions particulières qui leur sont applicables, régis par les articles 33, lettre h), et 43, § 4.

CHAPITRE IV

RESPONSABILITÉ

SECTION I

PRINCIPES GÉNÉRAUX

ARTICLE 32

Étendue et limites de la responsabilité des Administrations postales

1. Les Administrations postales répondent de la perte, de la spoliation et de l'avarie des colis, à l'exception des cas prévus à l'article 33. Lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite dans le service d'une entreprise de transport aérien, l'Administration du Pays qui perçoit les rémunérations de transport est tenue de rembourser à l'Administration d'origine l'indemnité payée à l'expéditeur.

2. Les Administrations cessent d'être responsables des colis dont elles ont effectué la livraison dans les conditions prescrites par leurs règlements intérieurs pour les envois de même nature.

3. Toutefois, la responsabilité des Administrations est maintenue si, au moment de la livraison d'un colis spolié ou avarié, des réserves sont formulées soit par le destinataire, soit, s'il s'agit d'un colis renvoyé à l'origine, par l'expéditeur.

ARTICLE 33

Exceptions au principe de la responsabilité

Les Administrations postales sont dégagées de toute responsabilité:

- a) lorsqu'il y a cas de force majeure; toutefois, la responsabilité subsiste à l'égard de l'Administration d'origine qui a accepté de couvrir les risques de force majeure (article 27, § 2, lettre a)); l'Administration responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie doit décider si, suivant la législation intérieure de son Pays, cette perte, cette spoliation ou cette avarie est due à des circonstances constituant un cas de force majeure; celles-ci sont portées, à titre d'information, à la connaissance de l'Administration d'origine;
- b) lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte des colis par suite de la destruction, résultant d'un cas de force majeure, des documents de service;
- c) lorsque le dommage est causé par la faute ou par la négligence de l'expéditeur ou qu'il provient de la nature du contenu;
- d) lorsqu'il s'agit de colis dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 6, lettre a), chiffres 2°, 3° 5°, 6° et 7° et lettre b), et pour autant que ces colis aient été confisqués ou détruits par l'autorité compétente en raison de leur contenu;
- e) lorsqu'il s'agit de colis ayant fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu;
- f) lorsqu'il s'agit de colis saisis en vertu de la législation interne du Pays de destination;
- g) lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 25, § 2;
- h) lorsqu'il s'agit de colis de prisonniers de guerre et internés.

ARTICLE 34

Responsabilité de l'expéditeur

Lorsqu'un dommage a été causé à un colis par le fait d'un ou de plusieurs autres colis, le ou les expéditeurs de ces derniers sont responsables, dans les mêmes limites que les Administrations elles-mêmes, à condition que l'origine du dommage soit dûment établie et qu'il n'y ait eu ni faute ni négligence des Administrations ou des transporteurs; éventuellement, il appartient à l'Administration d'origine d'intenter l'action contre l'expéditeur.

ARTICLE 35

Dédommagement

1. L'expéditeur a droit à une indemnité dite «de dédommagement» égale, en principe, au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie; les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération.

2. Toutefois, cette indemnité ne peut en aucun cas dépasser:

- a) pour les colis avec valeur déclarée, le montant, en francs-or, de la valeur déclarée;
- b) pour les autres colis, les sommes ci-après:

10 francs par colis jusqu'à 1 kilogramme	
15 » » » au-dessus de 1 jusqu'à 3 kilogrammes	
25 » » » » » 3 » 5 »	
40 » » » » » 5 » 10 »	
55 » » » » » 10 » 15 »	
70 » » » » » 15 » 20 »	

3. L'indemnité est calculée d'après le prix courant, converti en francs-or, des marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où le colis a été accepté au transport; à défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire de la marchandise évaluée sur les mêmes bases.

4. Dans le cas où une indemnité est due pour la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale d'un colis, l'expéditeur a droit, en outre, à la restitution des taxes et droits acquittés, exception faite des droits d'assurance; il en est de même des envois refusés par les destinataires à cause de leur mauvais état, si celui-ci est imputable au service postal et engage sa responsabilité.

5. Lorsque la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale résulte d'un cas de force majeure ne donnant pas lieu à indemnisation, l'expéditeur a droit à la restitution, non seulement des quotes-parts territoriales, maritimes et aériennes correspondant à un parcours non effectué par le colis, mais aussi des taxes de quelque nature que ce soit afférentes à un service payé d'avance et non rendu.

6. L'indemnité est versée au destinataire lorsque celui-ci la réclame, soit après avoir formulé des réserves en prenant livraison d'un colis spolié ou avarié, soit s'il établit que l'expéditeur s'est désisté de ses droits en sa faveur.

ARTICLE 36

Responsabilité mutuelle des Administrations postales

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration qui, ayant reçu un colis sans faire d'observation et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la livraison au destinataire, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'Administration suivante.

2. Jusqu'à preuve du contraire, et sous réserve des dispositions du § 3, aucune responsabilité n'incombe ni aux Administrations intermédiaires, ni à l'Administration de destination:

- a) lorsqu'elles ont observé les dispositions des articles 134, §§ 1 et 2, et 135 du Règlement;
- b) lorsqu'elles peuvent établir qu'elles ont été saisies de la réclamation après expiration du délai de garde réglementaire des documents de service relatifs au colis intéressé; cette réserve ne porte pas atteinte aux droits du réclamant.

3. a) La responsabilité incombe aux Administrations en cause, à parts égales, si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite au cours du transport, sans qu'il soit possible de déterminer le Pays ou le service dans lequel elle a eu lieu;

b) si la spoliation ou l'avarie a été constatée dans le Pays de destination ou, en cas de renvoi à l'expéditeur, dans le Pays d'origine, il incombe à l'Administration de l'un ou l'autre de ces Pays de prouver:

1° que ni l'emballage, ni la fermeture du colis n'ont accusé de défectuosité;

2° que, dans le cas de colis avec valeur déclarée, le poids n'a pas varié par rapport à celui qui avait été constaté lors du dépôt;

3° que, pour les colis transmis en récipients clos, ceux-ci étaient intacts, de même que leur fermeture;

c) lorsque de telles preuves sont apportées, aucune des autres Administrations en cause ne peut, dans le dessein de décliner sa part de responsabilité, invoquer le fait qu'elle a livré le colis sans que l'Administration réceptrice ait formulé de réserves.

4. En ce qui concerne les colis avec valeur déclarée, la responsabilité encourue par une Administration vis-à-vis des autres, à raison de la perte, de la spoliation ou de l'avarie du contenu de tels colis n'est, en aucun cas, engagée au-delà du maximum de déclaration de valeur qu'elle admet.

5. Lorsqu'un colis a été perdu, spolié ou avarié dans des circonstances de force majeure, l'Administration dans le ressort territorial ou dans les services de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu n'en est responsable envers l'Administration d'origine que si les deux Administrations se chargent des risques dérivant du cas de force majeure.

6. Les droits non postaux, dont l'annulation n'a pu être obtenue, sont mis à la charge des Administrations responsables de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

SECTION II

INDEMNITÉ DE DÉDOMMAGEMENT

ARTICLE 37

Payement de l'indemnité

1. Le payement de l'indemnité de dédommagement ainsi que la restitution des taxes et droits incombent soit à l'Administration d'origine, soit, mais seulement pour l'application de l'article 35, § 6, à l'Administration de destination, dans les deux cas sous réserve de leur droit de recours contre l'Administration responsable.

2. Ce payement doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai de six mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.

3. Lorsque l'Administration à qui incombe le payement n'accepte pas de se charger des risques dérivant du cas de force majeure et lorsque, à l'expiration du délai prévu au § 2 aucune décision n'est encore intervenue sur la question de savoir si la perte, la spoliation ou l'avarie est due à un cas de l'espèce, elle peut, exceptionnellement, différer le payement au-delà de ce délai.

4. L'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de celle des autres Administrations ayant participé aux transports qui, régulièrement saisie, a laissé s'écouler cinq mois sans donner de solution à l'affaire.

ARTICLE 38

Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou le destinataire

1. Si, après payement de l'indemnité, un colis ou une partie de colis, antérieurement considéré comme perdu, est retrouvé, le destinataire et l'expéditeur en sont informés; ce dernier est en outre avisé qu'il peut en prendre livraison, pendant un délai de trois mois, contre remboursement de l'indemnité de dédommagement précédemment versée. Si l'expéditeur n'a pas réclamé le colis à l'expiration de ce délai, la même démarche est effectuée auprès du destinataire.

2. Si, malgré cette deuxième démarche, le colis n'est pas réclamé par le destinataire, il devient la propriété de l'Administration ou, s'il y a lieu, des Administrations qui ont supporté le dommage.

ARTICLE 39

Imputation des payements aux Administrations postales responsables

1. L'Administration ou les Administrations qui doivent supporter l'indemnité de dédommagement, parce qu'elles ont été reconnues responsables de la perte, de la spoliation ou de l'avarie d'un colis, sont tenues d'en verser le montant à l'Administration ayant effectué le payement en vertu de l'article 37 et qui est dénommée «Administration payeuse».

2. Ce versement doit avoir lieu dans le délai de quatre mois à partir de la réception de la notification du payement de l'indemnité.

3. L'Administration payeuse ne peut réclamer à l'Administration responsable le remboursement de l'indemnité payée par elle que dans le délai d'un an à compter soit du jour de l'envoi de la notification de la perte, de la spoliation ou de l'avarie, soit, s'il y a lieu, du jour de l'expiration du délai prévu à l'article 37, § 4.

4. Si l'indemnité doit être supportée par plusieurs Administrations, elle doit être versée intégralement à l'Administration payeuse, dans le délai mentionné au § 2; ce versement est effectué par la première Administration qui, ayant dûment reçu le colis de la précédente, ne peut établir la transmission régulière à la suivante; il appartient à cette première Administration de récupérer, sur les autres Administrations responsables, la quote-part incombant à chacune d'elles dans le dédommagement de l'ayant droit.

5. Lorsque la responsabilité a été reconnue, de même que dans le cas prévu à l'article 37, § 4, le montant de l'indemnité est repris d'office, par voie de décompte, sur l'Administration responsable, soit directement, soit par l'intermédiaire de la première Administration de transit, qui se crédite

à son tour sur l'Administration suivante, l'opération étant répétée jusqu'à ce que la somme payée ait été portée au débit de l'Administration responsable; le cas échéant, il y a lieu d'observer les dispositions du Règlement relatives à l'établissement des comptes.

6. Le remboursement à l'Administration créancière est effectué suivant les dispositions de l'article 42 de la Convention.

7. L'Administration dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le paiement de l'indemnité doit prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

8. L'Administration payeuse est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de l'indemnité payée, dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur, soit contre des tiers.

9. Si l'expéditeur ou le destinataire a pris livraison, contre remboursement de l'indemnité de dédommagement, d'un colis ou d'une partie de ce colis perdu mais retrouvé, l'indemnité est restituée à l'Administration payeuse ou, si les règlements de compte ont eu lieu, aux Administrations qui ont supporté le dommage.

CHAPITRE V

ATTRIBUTION DES TAXES ET DROITS

ARTICLE 40

Principe général d'attribution des taxes et droits

L'attribution des taxes et droits est effectuée pour chaque colis.

ARTICLE 41

Taxes portées au crédit des autres Administrations par l'Administration d'origine

1. L'Administration d'origine crédite:

a) l'Administration de destination:

- 1° des quotes-parts territoriales, maritimes et aériennes lui revenant (*en ce qui concerne les colis admis en vertu des dispositions de l'article 17: des quotes-parts territoriales et maritimes pour la coupure de poids correspondant à leur volume*);
- 2° des quotes-parts exceptionnelles autorisées par le présent Arrangement ou par le Protocole final y annexé;
- 3° des sommes revenant à l'Administration de destination sur les taxes supplémentaires autorisées à l'article 16, § 1, lettre b);
- 4° des quotes-parts de taxes (taxe principale et, éventuellement, quote-part de départ et d'arrivée exceptionnelle et taxes supplémentaires) comprises dans les sommes à percevoir pour les colis urgents et qui reviennent à l'Administration de destination;
- 5° de la taxe d'express;

b) chaque Administration intermédiaire:

- 1° de ses quotes-parts territoriales, maritimes et aériennes (*en ce qui concerne les colis admis en vertu des dispositions de l'article 17: des quotes-parts territoriales et maritimes pour la coupure de poids correspondant à leur volume*);
- 2° de ses parts sur les taxes supplémentaires autorisées à l'article 16, § 1, lettre b);
- 3° de ses quotes-parts de taxes (taxe principale et taxes supplémentaires) comprises dans les sommes à percevoir pour les colis urgents;

c) l'Administration de destination et, éventuellement, les Administrations intermédiaires, pour les colis avec valeur déclarée: d'une quote-part de droit d'assurance fixée, par 200 francs ou fraction de 200 francs déclarés:

- à 5 centimes pour le transport territorial;
- à 10 centimes pour le transport maritime;

cette quote-part est versée à toute Administration dont les services participent au transport et, le cas échéant, en ce qui concerne le transport maritime, pour chaque service;

- d) l'Administration de destination qui assure le transport par voie aérienne à l'intérieur du territoire de son Pays et, éventuellement, chaque Administration intermédiaire qui participe au transport aérien au-delà des frontières de son Pays, pour les colis-avion avec valeur déclarée, et exception faite des services comportant des risques extraordinaires, d'une quote-part de droit aérien d'assurance égale à 10 centimes par 200 francs ou fraction de 200 francs déclarés;
- e) l'Administration dont relève le port d'embarquement: de la moitié de la taxe d'avis d'embarquement.

2. Lorsque, à la suite d'un accident survenu à l'avion transporteur, ou pour toute autre cause dont la responsabilité incombe à l'entreprise de transport aérien, des colis-avion sont perdus ou détruits sur une ligne, aucune quote-part pour frais de transport aérien n'est due pour quelque partie que ce soit du trajet de la ligne, au titre des colis-avion perdus ou détruits.

3. Dans le cas de transmission par dépêches directes, l'Administration d'origine peut s'entendre avec l'Administration de destination et, éventuellement, avec les Administrations intermédiaires, pour les créditer, non plus des quotes-parts ou taxes visées au § 1, lettres a) et b), mais de sommes calculées par kilogramme de poids brut des dépêches.

ARTICLE 42

Taxes conservées par l'Administration perceptrice

Sont intégralement conservées par l'Administration qui les a perçues, dénommée «Administration perceptrice»:

- a) les taxes ci-après, visées à l'article 16, § 2:
- taxe de dédouanement,
 - taxe de livraison,
 - taxe d'avis de non-livraison,
 - taxe d'avis d'arrivée,
 - taxe de magasinage,
 - taxe d'avis de réception,
 - taxe pour franchise à la livraison,
 - taxe pour demande de franchise à la livraison,
 - taxe de réclamation;
- b) les taxes ou surtaxes perçues en vertu des dispositions combinées des articles 20 du présent Arrangement et 58 de la Convention pour toute demande de retrait d'un colis ou de modification d'adresse;
- c) la taxe d'expédition perçue en vertu de l'article 27, § 2, lettre b).

ARTICLE 43

Cas particuliers d'attribution de taxes

1. La taxe de réexpédition interne (article 21, § 6, lettre a)), est acquise à l'Administration dans le territoire de laquelle cette réexpédition a eu lieu, même en cas de réexpédition ultérieure hors de ce Pays ou en cas de renvoi à l'origine.

2. La taxe d'express est attribuée:

- a) à l'Administration du Pays de la première destination, lorsque le colis express a été réexpédié hors de ce Pays et si la livraison par porteur spécial a fait l'objet d'un essai, ou si, cet essai n'ayant pas eu lieu, l'Administration de la nouvelle destination n'assure pas la livraison par porteur spécial;
- b) à l'Administration de la première destination; si le colis express a été renvoyé à l'origine sans avoir fait l'objet d'une réexpédition;
- c) à l'Administration de la nouvelle destination, si celle-ci assure la livraison par porteur spécial et si l'Administration de la première destination n'a pas essayé la livraison par porteur spécial.

3. En cas de réexpédition ultérieure, la taxe d'express est attribuée conformément aux principes du § 2; elle est donc attribuée à l'Administration de la première destination, de la destination suivante ou à celle de la destination définitive selon le cas.

4. Les colis de prisonniers de guerre et internés ne donnent lieu à aucune rémunération au profit de quelque Administration que ce soit, sauf en ce qui concerne les quotes-parts aériennes applicables aux colis-avion.

5. La taxe de remballage est acquise à l'Administration dont relève le bureau qui a procédé au remballage.

ARTICLE 44

Reprises de taxes et droits

1. En cas de renvoi à l'origine ou de réexpédition, l'Administration qui renvoie ou qui réexpédie le colis reprend, sur l'Administration suivante:

- a) les quotes-parts de taxes qui lui reviennent;
- b) les taxes ci-après, visées à l'article 16:
 - taxe de dédouanement,
 - taxe de livraison,
 - taxe d'avis d'arrivée,
 - taxe de remballage,
 - taxe de magasinage;
- c) la taxe de réexpédition, visée à l'article 21, § 6, lettre a);
- d) les droits non postaux dont elle se trouve à découvert (article 18);
- e) toutefois, s'agissant de colis renvoyés à l'origine ou réexpédiés par la voie aérienne, des quotes-parts aériennes sont reprises éventuellement sur l'Administration du Pays d'où émane la demande de renvoi ou de réexpédition.

2. Les principes fixés au § 1 s'appliquent à chaque Administration intermédiaire.

3. En cas de renvoi à l'origine ou de réexpédition d'un colis express, et si elle n'a pas été perçue lors de la présentation au domicile du destinataire, la taxe complémentaire d'express (article 16, § 1, lettre a), chiffre 2°), due à l'Administration de destination est reprise sur l'Administration suivante par l'Administration qui a tenté la livraison.

4. Les frais visés à l'article 24 sont repris sur l'Administration d'origine.

5. Dans le service des colis-avion, en cas d'atterrissage forcé ou de correspondance manquée, les Administrations qui assurent le réacheminement de colis-avion prélèvent leurs quotes-parts aériennes sur l'Administration d'origine.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 45

Application de la Convention

1. A moins qu'il ne prévoie des dérogations, particularités ou compléments explicites, le présent Arrangement ne doit pas faire obstacle à l'application de l'une quelconque des dispositions de la Convention postale universelle.

2. Lorsqu'un Pays-membre de l'Union exprime, en dehors des congrès, le désir d'adhérer au présent Arrangement et réclame la faculté de percevoir des quotes-parts de départ et d'arrivée exceptionnelles à un taux supérieur à celui qu'autorise l'article 15, le Bureau international soumet

la demande à tous les Pays-membres signataires de l'Arrangement; si dans un délai de six mois, plus d'un tiers de ces Pays-membres ne se prononcent pas contre cette demande, elle est considérée comme admise.

3. Par référence à l'article 29, § 2, de la Convention, il est précisé que, pour devenir exécutoires, les propositions faites dans l'intervalle des congrès en conformité de l'article 27, § 1, de la Convention doivent réunir:

- a) l'unanimité des suffrages, si elles ont pour objet soit l'addition de nouvelles dispositions, soit la modification de fond des articles du présent Arrangement, de son Protocole final ou de l'article final de son Règlement;
- b) les deux tiers des suffrages, si elles ont pour objet la modification de fond du Règlement, à l'exception de l'article final;
- c) la majorité des suffrages, si elles ont pour objet;
 - 1° l'interprétation des dispositions du présent Arrangement, de son Protocole final et de son Règlement, hors le cas de dissentiment à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 33 de la Convention;
 - 2° des modifications d'ordre rédactionnel à apporter aux Actes énumérés au chiffre 1°.

ARTICLE 46

Colis à destination ou en provenance de Pays ne participant pas à l'Arrangement

1. Les Administrations des Pays participant au présent Arrangement, qui entretiennent un échange de colis avec les Administrations de Pays non participants, admettent, sauf opposition de ces dernières, les Administrations de tous les Pays participants à profiter de ces relations.

2. Pour le transit, par les services *terrestres, maritimes et aériens* des Pays participant à l'Arrangement, les colis à destination ou en provenance d'un Pays non participant sont assimilés, en ce qui concerne le montant des quotes-parts *territoriales, maritimes et aériennes*, aux colis échangés entre les Pays participants.

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 47

Mise à exécution et durée de l'Arrangement

Le présent Arrangement sera mis à exécution le *1^{er} avril 1959* et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement *du Canada* et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à *Ottawa*, le *3 octobre 1957*.

Cet Arrangement a été signé au nom des États et territoires ci-dessous par les mêmes plénipotentiaires qui ont signé la Convention postale universelle :

[Pour les noms des plénipotentiaires, voir Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 364, p. 37 à 47.]

Afghanistan
République populaire d'Albanie
Allemagne
Royaume de l'Arabie Saoudite
République Argentine
Autriche
Belgique
Congo belge
République soviétique socialiste de Biélorussie
Bolivie
États-Unis du Brésil
République populaire de Bulgarie
Cambodge
Ceylan
Chili
Chine
République de Colombie
République de Corée
République de Costa-Rica
République de Cuba
Danemark
République Dominicaine
Égypte
République de El Salvador
Équateur
Espagne
Territoires espagnols de l'Afrique
Éthiopie
Finlande
France
Algérie
Ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, y compris les îles de la Manche et l'île de Man
Ensemble des territoires britanniques d'outre-mer, y compris les colonies, les protectorats et les Territoires sous tutelle exercée par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Grèce
Guatemala
République d'Haïti
République du Honduras
République populaire hongroise

Inde
République d'Indonésie
Iran
Iraq
Irlande
République d'Islande
Italie
Territoire de la Somalie sous administration italienne
Japon
Royaume hachémite de Jordanie
Laos
Liban
République de Libéria
Libye
Luxembourg
Maroc
Mexique
Principauté de Monaco
Nicaragua
Norvège
Pakistan
République de Panama
Paraguay
Pays-Bas
Antilles néerlandaises et Surinam
Pérou
République populaire de Pologne
Portugal
Provinces portugaises de l'Afrique occidentale
Provinces portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie
République populaire roumaine
République de Saint-Marin
République du Soudan
Suède
Confédération suisse
Syrie
Tchécoslovaquie
Thaïlande
Tunisie
Turquie
République soviétique socialiste d'Ukraine
Union des Républiques soviétiques socialistes
République orientale de l'Uruguay
État de la Cité du Vatican
République de Venezuela
Viet-Nam
Yémen
République fédérative populaire de Yougoslavie

PROTOCOLE FINAL DE L'ARRANGEMENT

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement concernant les colis postaux conclu à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

SECTION I

DISPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

ARTICLE I

Exploitation du service par les entreprises de transport

1. Tout Pays dont l'Administration postale ne se charge pas actuellement du transport des colis et qui adhère à l'Arrangement a la faculté d'en faire exécuter les clauses par les entreprises de chemins de fer et de navigation. Il peut, en même temps, limiter ce service aux colis provenant ou à destination de localités desservies par ces entreprises.

2. L'Administration postale de ce Pays doit s'entendre avec les entreprises de chemins de fer et de navigation pour assurer la complète exécution, par ces dernières, de toutes les clauses de l'Arrangement, spécialement pour organiser le service d'échange.

3. Elle leur sert d'intermédiaire pour toutes leurs relations avec les Administrations des autres Pays contractants et avec le Bureau international.

ARTICLE II

Transit

1. Par dérogation à l'article 34 de la Convention, la faculté de ne pas assurer le transport des colis en transit par leur territoire est accordée provisoirement à l'Afghanistan, à l'Iran et aux Provinces portugaises de l'Afrique.

2. L'Inde est autorisée à percevoir sur tous les colis transitant par des ports de l'Inde, en plus des quotes-parts maritimes qui lui sont dues, les quotes-parts territoriales prévues à l'article 10 de l'Arrangement.

ARTICLE III

Retrait. Modification d'adresse. Livraison en franchise de droits demandée postérieurement au dépôt du colis

1. Les dispositions de l'article 20 ne s'appliquent pas au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ni à l'Irlande. Elles ne s'appliquent pas non plus à ceux des Territoires britanniques d'outre-mer, y compris les Colonies, les Protectorats et les Territoires sous tutelle exercée par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, dont la législation interne ne permet pas le retrait ou la modification d'adresse des colis à la demande de l'expéditeur.

2. Ceux de ces mêmes Pays qui acceptent le service des colis francs de droits n'admettent pas les demandes de livraison en franchise de droits faites postérieurement au dépôt du colis et prévues par l'article 2, § 3, lettre c).

SECTION II

CONDITIONS D'ADMISSION

ARTICLE IV

Dimensions et volume

1. La Grèce, la Tunisie et la Turquie d'Asie ont provisoirement la faculté de ne pas admettre les colis dont les dimensions ou le volume excéderaient le maximum autorisé par le Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux, pour les services maritimes.

2. L'Inde a la faculté de ne pas admettre les colis dont les dimensions excèdent les limites prescrites dans son service intérieur.

ARTICLE V

Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt

Par dérogation aux dispositions de l'article 5, lettre g), la République Soviétique Socialiste de Biélorussie, la République Soviétique Socialiste d'Ukraine et l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes ont provisoirement le droit de ne pas admettre les colis portant la mention "vente du colis aux risques et périls de l'expéditeur".

ARTICLE VI

Colis encombrants

Par application de l'article 2, § 4, lettre a), et nonobstant les limites fixées par le Règlement:

- a) la République du Soudan a la faculté, dans ses relations avec les autres Pays, de considérer comme encombrants les colis dont l'une des dimensions dépasse 1 mètre 10 ou dont la somme de la longueur et du plus grand pourtour, pris dans un sens autre que celui de la longueur, dépasse 1 mètre 85;
- b) le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Ensemble des Territoires britanniques d'outre-mer, y compris les Colonies, les Protectorats et les Territoires sous tutelle exercée par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de même que l'Irlande, ont la faculté, dans leurs relations avec les autres Pays, de considérer comme encombrants les colis dont l'une des dimensions dépasse 1 mètre 05 ou dont la somme de la longueur et du plus grand pourtour, pris dans un sens autre que celui de la longueur, dépasse 1 mètre 80.

ARTICLE VII

Livre avoirdupois

Par mesure d'exception, les Pays qui, à cause de leur régime intérieur, ne peuvent adopter le type de poids métrique décimal, ont la faculté de substituer aux coupures de poids prévues à l'article 3 les équivalents suivants:

Jusqu'à 1 kg	Jusqu'à 2 lb
au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	2 — 7 lb
au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	7 — 11 lb
au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	11 — 22 lb

ARTICLE VIII

Avis de réception

Exceptionnellement, Ceylan, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Ensemble des Territoires britanniques d'outre-mer, y compris les Colonies, les Protectorats et les Territoires sous tutelle exercée par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de même que l'Irlande, ont la faculté de limiter les avis de réception aux colis avec valeur déclarée.

ARTICLE IX

Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt

Par dérogation aux dispositions de l'article 5, lettres a), b) et g), Ceylan, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Ensemble des Territoires britanniques d'outre-mer, y compris les Colonies, les Protectorats et les Territoires sous tutelle exercée par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de même que l'Irlande, ont la faculté de ne pas admettre les mesures relatives à l'envoi d'un avis de non-livraison, ni à la vente du colis aux risques et périls de l'expéditeur.

SECTION III

TARIFS

ARTICLE X

Quotes-parts territoriales exceptionnelles

A titre provisoire, les Administrations figurant aux tableaux 1 et 2 ci-après sont autorisées à percevoir:

- a) les quotes-parts de départ et d'arrivée indiquées au tableau 1, qui se substituent à la quote-part de départ et d'arrivée *exceptionnelle autorisée* à l'article 15;
 b) les quotes-parts territoriales de transit indiquées au tableau 2, qui s'ajoutent aux quotes-parts de transit visées à l'article 10.

1. Quotes-parts de départ et d'arrivée

No d'ordre	Administrations autorisées	Montant par colis	Observations
1	2	3	4
1	Afghanistan	fr c —,75 ¹⁾	¹⁾ La quote-part peut être portée à 1,50 franc pour les colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg.
2	Albanie (République Populaire)	1,—	
3	Argentine (République)	—,75 ²⁾	²⁾ La quote-part peut être élevée à 1,25 franc par les bureaux argentins de La Costa del Sur, Tierra del Fuego et îles adjacentes.
4	Congo belge	³⁾	³⁾ La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg. —,30 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg. —,90 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg. 1,50 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg. 3,— Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg. 4,50 Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg. 6,—
5	République Soviétique Socialiste de Biélorussie	⁴⁾	⁴⁾ Quotes-parts de départ et d'arrivée pour les colis postaux à destination de: la partie européenne de l'URSS la partie asiatique de l'URSS fr c fr c Colis jusqu'à 1 kg. —,40 1,40 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg. —,70 2,20 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg. 1,— 3,— Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg. — 6,— Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg. 3,— 9,— Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg. 4,— 12,— Sur tout le territoire de l'URSS les mêmes quotes-parts de départ et d'arrivée sont en vigueur pour les colis postaux.

1. Quotes-parts de départ et d'arrivée

N° d'ordre	Administrations autorisées	Montant par colis	Observations
1	2	3	4
6	Bolivie	fr c 5)	5) Pour les colis en provenance ou à destination des localités autres que La Paz et Oruro, la quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg. 3, — Colis au-dessus de 1 jusqu'à 5 kg. 7, — Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg. 14, —
7	Brésil (États-Unis)	1, 25 6)	6) La quote-part peut s'élever à 2, 25 francs pour les colis à destination de certains bureaux éloignés.
8	Bulgarie (République Populaire)	—, 50	
9	Ceylan	7)	7) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg. —, 25 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg. —, 30 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg. —, 75 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg. —, 25
10	Chili	—, 75	
11	Chine	—, 75 8)	8) Une quote-part correspondant au tarif des colis postaux du service intérieur chinois est perçue provisoirement sur les expéditeurs ou les destinataires pour les colis originaires et à destination de la Chine, excepté Shanghai et Canton.
12	Colombie (République)	9)	9) La quote-part peut s'élever à 1 franc par colis à destination des ports de mer et à 1 franc par kilogramme ou fraction de kilogramme pour les colis à destination des autres localités.
13	Dominicaine (République)	—, 40	
14	El Salvador (République)	10)	10) La quote-part s'élève à 75 centimes pour les colis débarqués à Cristobal (Zone du Canal de Panama) pour être transbordés et acheminés jusqu'à Puerto de la Libertad (El Salvador) par les bateaux n'appartenant ni à la même compagnie de navigation ni aux Pays d'origine des colis. Pour les colis acheminés par les voies de Puerto Barrios et Zacapa (Guatemala) et Puerto de la Union (El Salvador) qui sont transportés à la capitale par le chemin de fer international de l'Amérique centrale, la quote-part s'élève aux sommes ci-après; pour les coupures de poids de 1, 3, 5 et 10 kg: 1, 75 franc; pour les coupures de poids de 15 et 20 kg: 2, 75 francs.
15	Équateur	1, 25	
16	Espagne	—, 75	
17	Éthiopie	11)	11) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg. —, 40 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg. —, 70 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg. 1, 25 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg. 1, 70 Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg. 2, 10 Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg. 2, 50
18	Finlande	—, 75	

1. Quotes-parts de départ et d'arrivée

N° d'ordre 1	Administrations autorisées 2	Montant par colis 3	Observations 4
		fr c	
19	Territoires représentés par l'Office français des Postes et Télécommunications d'outre-mer	13)	13) Pour le parcours des colis au-delà des bureaux d'échange, il est perçu une taxe de transport intérieur variable selon la destination, et qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis postaux du service intérieur.
20	Grande-Bretagne et Territoires britanniques d'outre-mer	13)	13) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg. 1,25 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg. 1,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg. 1,75 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg. 1,10
21	Grèce	—,75	
22	Guatemala	—,75	
23	Haiti (République)	—,50	
24	Inde	—,75 14)	14) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg. —,15 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg. —,70 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg. 1,25 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg. 2,—
25	Indonésie (République)	—,50	
26	Iran	15)	15) Pour le parcours des colis au-delà des bureaux d'échange, une quote-part qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis du service intérieur est admise.
27	Iraq	16)	16) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg. —,75 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 5 kg. 1,25 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg. 1,60
28	Islande (République)	17)	17) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 3 kg. —,50 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg. —,75 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg. 1,—
29	Libye	—,75 18)	18) Seulement pour les colis à destination de la province du Fezzan et des oasis de Koufra, Jalo, Marada et Djiaghoub.
30	Nicaragua	—,75	
31	Norvège	—,75	
32	Pakistan	—,75 19)	19) La quote-part peut être portée à 1,50 franc pour les colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg.
33	Panama (République)	—,75	
34	Pérou	1,25	
35	Provinces portugaises de l'Angola et du Mozambique	20)	20) Pour le parcours des colis au-delà des bureaux d'échange, une quote-part qui ne peut dépasser le tarif applicable aux colis du service intérieur est admise.
36	Soudan (République)	21)	21) La quote-part peut atteindre les sommes ci-après: fr c Colis jusqu'à 1 kg. —,50 Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg. —,85 Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg. 1,20 Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg. 2,40

1. Quotes-parts de départ et d'arrivée

N° d'ordre	Administrations autorisées	Montant par colis	Observations																								
1	2	3	4																								
37	Suède	fr c —,75																									
38	Thaïlande	—,75																									
39	Turquie d'Asie	—,75 ²²⁾	²²⁾ La quote-part peut être portée à 2 francs pour les colis adressés aux bureaux éloignés des chemins de fer et des côtes et dont le transport est effectué par les courriers terrestres.																								
40	République Soviétique Socialiste d'Ukraine	²²⁾	²²⁾ Quotes-parts de départ et d'arrivée pour les colis postaux à destination de: <table style="margin-left: 20px;"> <thead> <tr> <th></th> <th>la partie européenne de l'URSS</th> <th>la partie asiatique de l'URSS</th> </tr> <tr> <th></th> <th>fr c</th> <th>fr c</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Colis jusqu'à 1 kg.....</td> <td>—,40</td> <td>1,40</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg.....</td> <td>—,70</td> <td>2,20</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg.....</td> <td>1,—</td> <td>3,—</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg.....</td> <td>2,—</td> <td>6,—</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg.....</td> <td>3,—</td> <td>9,—</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg.....</td> <td>4,—</td> <td>12,—</td> </tr> </tbody> </table> Sur tout le territoire de l'URSS les mêmes quotes-parts de départ et d'arrivée sont en vigueur pour les colis postaux.		la partie européenne de l'URSS	la partie asiatique de l'URSS		fr c	fr c	Colis jusqu'à 1 kg.....	—,40	1,40	Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg.....	—,70	2,20	Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg.....	1,—	3,—	Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg.....	2,—	6,—	Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg.....	3,—	9,—	Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg.....	4,—	12,—
	la partie européenne de l'URSS	la partie asiatique de l'URSS																									
	fr c	fr c																									
Colis jusqu'à 1 kg.....	—,40	1,40																									
Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg.....	—,70	2,20																									
Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg.....	1,—	3,—																									
Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg.....	2,—	6,—																									
Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg.....	3,—	9,—																									
Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg.....	4,—	12,—																									
41	Union des Républiques Soviétiques Socialistes	²⁴⁾	²⁴⁾ Quotes-parts de départ et d'arrivée pour les colis postaux à destination de: <table style="margin-left: 20px;"> <thead> <tr> <th></th> <th>la partie européenne de l'URSS</th> <th>la partie asiatique de l'URSS</th> </tr> <tr> <th></th> <th>fr c</th> <th>fr c</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Colis jusqu'à 1 kg.....</td> <td>—,40</td> <td>1,40</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg.....</td> <td>—,70</td> <td>2,20</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg.....</td> <td>1,—</td> <td>3,—</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg.....</td> <td>2,—</td> <td>6,—</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg.....</td> <td>3,—</td> <td>9,—</td> </tr> <tr> <td>Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg.....</td> <td>4,—</td> <td>12,—</td> </tr> </tbody> </table> Sur tout le territoire de l'URSS les mêmes quotes-parts de départ et d'arrivée sont en vigueur pour les colis postaux.		la partie européenne de l'URSS	la partie asiatique de l'URSS		fr c	fr c	Colis jusqu'à 1 kg.....	—,40	1,40	Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg.....	—,70	2,20	Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg.....	1,—	3,—	Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg.....	2,—	6,—	Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg.....	3,—	9,—	Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg.....	4,—	12,—
	la partie européenne de l'URSS	la partie asiatique de l'URSS																									
	fr c	fr c																									
Colis jusqu'à 1 kg.....	—,40	1,40																									
Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg.....	—,70	2,20																									
Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg.....	1,—	3,—																									
Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg.....	2,—	6,—																									
Colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg.....	3,—	9,—																									
Colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg.....	4,—	12,—																									
42	Uruguay (République Orientale)	—,75																									
43	Vénézuéla (République)	1,25																									

2. Quotes-parts territoriales de transit

N° d'ordre	Administrations autorisées	Montant de la quote-part territoriale pour les colis des coupures de poids ci-après					
		jusqu'à 1 kg	au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg	au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg	au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg	au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg	au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg
1	2	3	4	5	6	7	8
		fr c	fr c	fr c	fr c	fr c	fr c
1	Argentine (République) ¹⁾	3,60	3,60	3,60	3,60		
2	Congo belge.....	—,30	—,90	1,50	3,—	4,50	6,—
3	République Soviétique Socialiste de Biélorussie ²⁾						
4	Brésil (États-Unis).....	—,70	—,60	—,50			
5	Ceylan.....	—,60	1,—	1,65	1,95		
6	Chili ¹⁾	1,25	1,25	1,25	1,25		
7	Chine.....	—,95	—,95	—,75	—,25		
8	Égypte.....	—,90	2,70	3,90	8,—		
9	Équateur.....	—,70	—,50	—,50			
10	Afrique équatoriale française.....	—,60	1,50	2,—	4,—	6,—	8,—
11a	Grande-Bretagne et Territoires britanniques d'outre-mer ³⁾ sauf l'exception ci-après:	1,—	1,10	1,20	1,40		
11b	Afrique orientale britannique ³⁾	1,75	2,20	2,65	2,80		
12	Inde.....	—,20	—,40	—,75	1,50		
13	Iraq.....	—,70	—,60	—,50	1,40	3,—	4,—
14	Libye.....	—,20	—,30	—,40	—,50		
15	Pakistan.....	—,70	—,60	—,60	—,50		
16	Pérou.....	—,70	—,60	—,50			
17	Soudan (République).....	—,90	1,40	1,90	3,80		
18	Turquie d'Asie ⁴⁾	2,20	2,—	2,—	1,50	1,—	—,50
19	République Soviétique Socialiste d'Ukraine ²⁾						
20	Union des Républiques Socialistes						
	a) pour les colis transportés à travers la partie européenne de l'URSS.....	—,40	—,70	1,—	2,—	3,—	4,—
	b) pour les colis transportés à travers la partie asiatique de l'URSS.....	1,40	2,20	3,—	6,—	9,—	12,—
	c) pour les colis transportés à travers les parties européenne et asiatique de l'URSS.....	1,80	2,90	4,—	8,—	12,—	16,—
21	Vénézuéla (République).....	—,70	—,60	—,50	1,—	1,50	2,—

Observations.

1) Seulement pour les colis transportés par le chemin de fer transandin.

2) Voir sous Union des Républiques Socialistes Socialistes. Sur tout le territoire de l'Union des Républiques Socialistes Socialistes, les mêmes taxes sont en vigueur pour les colis postaux.

3) Les montants qui figurent dans le tableau sont à considérer comme des maxima.

4) Pour les colis de et pour l'Iran traversant la voie Trébizonde-Erzéroum-Bayezid, la quote-part territoriale de chaque coupure de poids peut être majorée encore de 1,50 franc.

ARTICLE XI

Quotes-parts maritimes

Les Territoires britanniques d'outre-mer, y compris les Colonies, les Protectorats et les Territoires sous tutelle exercée par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, sont autorisés à majorer de 50% au maximum les quotes-parts maritimes prévues aux articles 11 et 14.

ARTICLE XII

Quotes-parts supplémentaires

1. Tout colis en provenance ou à destination de la Corse est assujéti:
 - a) à une quote-part territoriale supplémentaire égale, au maximum, à la moitié de la quote-part territoriale appliquée à tout colis en provenance ou à destination de la France continentale;
 - b) à une quote-part maritime supplémentaire égale à celle qui est appliquée en France pour le premier échelon de distance.
2. Sont autorisées, sur chaque colis, les quotes-parts supplémentaires de transport ci-après:

d'une part: 1	Entre et, d'autre part: 2	Quotes-parts supplémentaires autorisées 3
L'Espagne continentale	a) les îles Baléares, les <i>Territoires espagnols</i> du Nord de l'Afrique et la Zone Nord du Maroc	égale à la quote-part maritime fixée pour le 1 ^{er} échelon de distance
	b) les îles Canaries	égale à la quote-part maritime fixée pour le 2 ^e échelon de distance

3. L'Administration portugaise a la faculté de percevoir une quote-part supplémentaire de 1,50 franc au maximum par colis pour le transport entre le Portugal continental et les îles Madère et Açores.

4. Tout colis empruntant les services automobiles transdésertiques Iraq-Syrie donne lieu à la perception d'une quote-part supplémentaire spéciale ainsi fixée:

Coupures de poids 1	Quotes-parts supplémentaires 2	Coupures de poids 1	Quotes-parts supplémentaires 2
kg	fr c	kg	fr c
Jusqu'à 1 kg	—, 50	au-dessus de 5 jusqu'à 10	5, —
au-dessus de 1 jusqu'à 3	1, 50	» » 10 » 15	7, 50
» » 3 » 5	2, 50	» » 15 » 20	10, —

5. Le transport entre les bureaux d'échange de Gôa, d'une part et, d'autre part, les bureaux d'échange de Damão et Diu (Inde portugaise), donne lieu à la perception d'une quote-part supplémentaire égale à la quote-part territoriale ou maritime qui entre dans la taxe principale normale et qui est fixée aux articles 10, §1. et 11, § 1.

6. Le transport des colis entre Karachi (Pakistan) d'une part et les bureaux pakistanais d'Ormara, Fasni et Gwadur d'autre part, donne lieu à la perception de quotes-parts supplémentaires égales aux quotes-parts maritimes fixées à l'article 11, § 1.

ARTICLE XIII

Tarifs spéciaux

1. L'Administration postale de l'Irak a la faculté d'appliquer aux colis originaires de son Pays un tarif gradué correspondant à différentes catégories de poids, à la condition que la moyenne des taxes ne dépasse pas la taxe normale, y compris la quote-part exceptionnelle et la quote-part supplémentaire, auxquelles elle aurait droit.

2. Cette dernière faculté est également accordée aux Pays qui adhéreront à l'Arrangement jusqu'au prochain congrès.

3. A titre exceptionnel, les *Administrations du Pakistan* et de la *République de Vénézuéla* sont autorisées à percevoir pour les colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg la taxe applicable aux colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg.

4. L'Administration française a la faculté de traiter dans tous les cas les colis-avion comme colis urgents et de percevoir pour ces colis le double des quotes-parts territoriales et majorations prévues aux articles 10, 13 et 15.

SECTION IV

DÉDOMMAGEMENT ET RESPONSABILITÉ

ARTICLE XIV

Colis avec valeur déclarée

Par dérogation aux dispositions de l'article 27, certaines Administrations sont autorisées, conformément aux indications du tableau ci-après, à percevoir, sur chaque colis postal avec valeur déclarée, les droits supplémentaires d'assurance ci-dessous:

Administrations autorisées	Droits autorisés par 200 francs ou fraction de 200 francs déclarés	Colis avec valeur déclarée auxquels ils s'appliquent
1	2	3
	c	
a) <i>Afrique orientale britannique</i>	10	<i>Colis en provenance ou à destination de l'Afrique orientale britannique ou en transit par l'Afrique orientale britannique.</i>
b) <i>Argentine (République)</i>	10	<i>Colis en provenance ou à destination des bureaux ci-après: La Costa del Sur, Tierra del Fuego et îles adjacentes.</i>
c) <i>Congo belge</i>	10	<i>Colis en provenance ou à destination du Congo belge ou en transit par le Congo belge.</i>
d) <i>Soudan (République)</i>	5	<i>Colis en provenance ou à destination du Congo belge et en transit par le Soudan.</i>
e) <i>France</i>	15	<i>Colis transportés entre la France continentale et la Corse.</i>
f) <i>Iraq</i>	10	<i>Colis empruntant les services automobiles transdésertiques Iraq-Syrie.</i>

ARTICLE XV

Maximum de déclaration de valeur

Par dérogation aux dispositions de l'article 26, ceux des Territoires britanniques d'outre-mer, y compris les Colonies, les Protectorats et les Territoires sous tutelle exercée par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, dont le maximum de déclaration de valeur dans leur service interne est inférieur à 1000 francs, ont la faculté de limiter à ce montant inférieur le maximum de déclaration de valeur dans le service international.

ARTICLE XVI

Exceptions au principe de la responsabilité

Par dérogation aux dispositions des articles 32 et 35, le Congo belge, l'Iraq et la *République du Soudan* sont autorisés à ne payer aucune indemnité pour l'avarie des colis originaires de tous les Pays à destination du Congo belge, de l'Iraq ou du Soudan, et contenant des liquides et des corps facilement liquéfiables, des objets en verre et des articles de même nature fragile.

ARTICLE XVII

Dédommagement

Par dérogation aux dispositions de l'article 35, ceux des Territoires britanniques d'outre-mer, y compris les Colonies, les Protectorats et les Territoires sous tutelle exercée par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, dont la réglementation interne s'y oppose, ont la faculté de ne pas payer une indemnité de dédommagement pour les colis sans valeur déclarée, perdus, spoliés ou avariés dans leur service.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de l'Arrangement auquel il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Canada et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Ottawa, le 3 octobre 1957.

SIGNATURES

(Les mêmes qu'aux pages 33 et 34 de ce volume.)

TABLE DES MATIÈRES
DU
RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT
CONCERNANT
LES COLIS POSTAUX

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES ET GÉNÉRALES

Art.

- 101. Définitions
- 102. Renseignements à fournir par les Administrations postales
- 103. Voies d'acheminement et taxes

CHAPITRE II
CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSION ET FORMALITÉS GÉNÉRALES DE DÉPÔT

SECTION I
CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSION

- 104. Conditionnement général
- 105. Emballages spéciaux. Signalisation des colis contenant des *films, du celluloïd, des animaux vivants*

SECTION II
FORMALITÉS GÉNÉRALES DE DÉPÔT

- 106. Formalités à remplir par l'expéditeur
- 107. Formalités à remplir par le bureau d'origine
- 108. Divergences relatives au poids, au volume ou aux dimensions

CHAPITRE III
CONDITIONS SPÉCIALES À CERTAINES CATÉGORIES DE COLIS

SECTION I
COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE

- 109. Conditionnement particulier des colis avec valeur déclarée
- 110. Déclaration frauduleuse de valeur

SECTION II
COLIS URGENTS

- 111. Conditionnement particulier des colis urgents
- 112. Transmission et dédouanement des colis urgents

SECTION III

COLIS EXPRÈS

Art.

113. Formalités spéciales de dépôt des colis exprès
114. Cas spéciaux de livraison et de réexpédition d'un colis exprès

SECTION IV

COLIS FRANCS DE DROITS

115. Formalités spéciales de dépôt des colis francs de droits
116. Livraison en franchise de droits demandée postérieurement au dépôt du colis
117. Traitement des bulletins d'affranchissement après livraison du colis

SECTION V

COLIS FRAGILES ET COLIS ENCOMBRANTS

118. Colis fragiles
119. Colis encombrants
120. *Colis classés dans la coupure de poids supérieure*

SECTION VI

COLIS PRISONNIERS DE GUERRE ET INTERNÉS

121. Conditionnement particulier des colis prisonniers de guerre et internés

CHAPITRE IV

PARTICULARITÉS

SECTION I

AVIS DE RÉCEPTION

122. Demande d'avis de réception formulée au moment du dépôt
123. Demande d'avis de réception formulée postérieurement au dépôt

SECTION II

AUTRES PARTICULARITÉS

124. Avis d'embarquement
125. Retrait. Modification d'adresse
126. Réexpédition
127. Réclamations. Demandes de renseignements

CHAPITRE V

ÉCHANGE DES COLIS

128. Principe général d'échange des colis
129. Divers modes de transmission
130. Feuille de route
131. Transmission en dépêches closes
132. *Remise des dépêches*
133. Transbordement des colis-avion
134. Vérification des dépêches par les bureaux d'échange
135. Constatation des irrégularités engageant la responsabilité des Administrations
136. Renvoi des récipients vides

CHAPITRE VI
COLIS NON LIVRÉS

- Art.
137. Avis de non-livraison
138. Non-livraison. Instructions de l'expéditeur
139. Renvoi des colis non livrés
140. Vente. Destruction

CHAPITRE VII
COMPTABILITÉ

141. Établissement des comptes
142. Règlement des comptes

CHAPITRE VIII
DISPOSITIONS DIVERSES

143. Formules à l'usage du public
144. Délai de garde des documents

CHAPITRE IX
DISPOSITIONS FINALES

145. Mise à exécution et durée du Règlement

PROTOCOLE FINAL DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

- I. Poids maximum des sacs de colis

Annexes

Formules: voir la «Liste des formules»

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT

CONCERNANT

LES COLIS POSTAUX

Les soussignés, vu l'article 24 de la Convention postale universelle conclue à *Ottawa* le 3 octobre 1957, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux:

CHAPITRE I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES ET GÉNÉRALES

ARTICLE 101

Définitions

Chacun des termes énumérés ci-après est utilisé, dans le présent Règlement, avec la signification indiquée ci-dessous:

- a) bureau d'origine: le bureau où le colis est déposé par l'expéditeur;
- b) bureau de destination: le bureau de distribution de la localité indiquée sur le colis par l'expéditeur;
- c) bureau de nouvelle destination: le bureau de distribution de la localité sur laquelle est réexpédié un colis;
- d) bureau d'échange d'origine: tout bureau d'échange relevant de l'Administration d'origine;
- e) bureau d'échange de destination: tout bureau d'échange relevant de l'Administration de destination;
- f) bureau d'échange intermédiaire: tout bureau d'échange situé sur le territoire d'un Pays intermédiaire;
- g) bureau d'échange de départ: tout bureau d'échange qui expédie un envoi de colis à un autre bureau d'échange;
- h) bureau d'échange d'arrivée: tout bureau d'échange qui reçoit un envoi de colis d'un autre bureau d'échange.

ARTICLE 102

Renseignements à fournir par les Administrations postales

1. Trois mois au moins avant de mettre l'Arrangement à exécution, chaque Administration doit notifier aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international:

- a) les dispositions qu'elle a prises en ce qui concerne:
 - 1° la limite de poids maximum;
 - 2° la déclaration de valeur;
 - 3° les colis spéciaux ci-après: urgents, exprès, francs de droits, remboursement, fragiles, encombrants;
 - 4° l'admission ou la non-admission des bulletins d'expédition collectifs, par application des dispositions de l'article 106, § 4;
 - 5° les dimensions et le volume des colis transportés par la voie maritime;
 - 6° le nombre de déclarations en douane exigé pour les colis en transit et pour ceux à destination de son propre Pays, ainsi que les langues dans lesquelles ces déclarations peuvent être rédigées;

- b) les renseignements concernant le service des colis-avion et, notamment, les dimensions admises par elle pour ces colis après entente avec les entreprises de transport aérien;
 - c) la liste des animaux vivants dont le transport par la poste est autorisé par ses propres règlements postaux;
 - d) l'avis qu'elle admet les colis pour toutes les localités, ou, dans le cas contraire, la liste des localités qu'elle dessert;
 - e) les taxes et tous les droits applicables dans son service;
 - f) les renseignements utiles concernant les règlements douaniers ou autres, ainsi que les interdictions ou restrictions s'appliquant à l'importation et au transit des colis sur le territoire de son Pays;
 - g) un extrait, en langue anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française ou russe, des dispositions de ses lois ou règlements applicables au transport des colis.
2. Toute modification aux renseignements visés au § 1 doit être notifiée sans retard par la même voie.

ARTICLE 103

Voies d'acheminement et taxes

1. Au moyen de tableaux conformes aux modèles CP 1 et CP 21 ci-annexés, chaque Administration indique les conditions, les taxes et les droits auxquels elle accepte en transit les colis à destination des Pays pour lesquels elle est à même de servir d'intermédiaire.

2. Sur la base des renseignements contenus dans les tableaux CP 1 et CP 21 des Administrations intermédiaires, chaque Administration détermine les voies à employer pour l'acheminement de ses colis et les taxes à percevoir sur les expéditeurs.

3. Les Administrations se notifient, soit par l'intermédiaire du Bureau international, soit par communication directe, les tableaux CP 1 et CP 21, ainsi que toutes modifications ultérieures à ces tableaux; elles adressent au Bureau international des copies de leurs tableaux CP 1 et CP 21.

4. Afin de déterminer le parcours le plus favorable des dépêches de colis, le bureau d'échange de départ peut adresser au bureau d'échange de destination un bulletin d'essai conforme au modèle C 27 visé à l'article 167 du Règlement d'exécution de la Convention. Ce bulletin doit être joint à la feuille de route; il doit être renvoyé, dûment rempli, sous forme de lettre, au bureau d'échange de départ par le premier courrier.

CHAPITRE II

CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSION ET FORMALITÉS GÉNÉRALES DE DÉPÔT

SECTION I

CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSION

ARTICLE 104

Conditionnement général

1. Pour être admis au dépôt, tout colis doit répondre aux conditions ci-après:

- a) porter, en caractères latins, sur le colis lui-même ou sur une étiquette attachée à ce dernier sans pouvoir s'en détacher, les adresses exactes du destinataire et de l'expéditeur; les adresses au crayon ne sont pas admises; toutefois, sont acceptés les colis dont l'adresse est écrite au crayon-encore, sur un fond préalablement mouillé. *Il ne peut être désigné qu'une seule personne physique ou morale comme destinataire. Toutefois, les adresses telles que «M. A. à ... pour M. Z à ...» ou «Banque de A à ... pour M. Z à ...» peuvent être admises étant entendu que seule la personne désignée sous A est considérée comme destinataire par les Administrations. De plus, les adresses de A et de Z doivent se trouver dans le même Pays.*

- b) être emballé et fermé d'une manière qui réponde au poids et à la nature du contenu ainsi qu'au mode de transport et à sa durée; l'emballage et la fermeture doivent préserver le contenu de façon que celui-ci ne puisse être détérioré ni par la pression, ni par les manipulations successives; ils doivent aussi être tels qu'il soit impossible de porter atteinte au contenu sans laisser une trace apparente de violation;
- c) être emballé d'une façon particulièrement solide s'il doit être transporté sur de longues distances ou supporter de nombreux transbordements ou de multiples manipulations;
- d) être emballé de façon à *ne pas menacer la santé des agents ainsi qu'à éviter tout danger* s'il contient des objets de nature à blesser les agents chargés de le manipuler, à salir ou à détériorer les autres colis;
- e) présenter, sur l'emballage ou l'enveloppe, des espaces suffisants pour l'inscription des indications de service et l'apposition des timbres et étiquettes;
- f) ne pas dépasser les dimensions ou volumes ci-après, sauf à être considéré comme colis encombrant, au sens de l'article 119:
- 1° colis de surface: 1,50 mètre pour l'une quelconque des dimensions; 3 mètres pour la somme de la longueur et du plus grand pourtour pris dans un sens autre que celui de la longueur;
- 2° colis-avion: 1 mètre pour la longueur et 50 centimètres pour toute autre dimension; 3 mètres pour la somme de la longueur et du plus grand pourtour pris dans un sens autre que celui de la longueur.
- 3° colis par voie maritime, à titre facultatif et par dérogation aux dispositions du chiffre 1°: 1,25 mètre pour l'une quelconque des dimensions et l'un des volumes ci-dessous:
- 60 dm³ pour les colis jusqu'à 5 kg;
- 80 dm³ pour les colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg;
- 100 dm³ pour les colis au-dessus de 10 jusqu'à 15 kg;
- 120 dm³ pour les colis au-dessus de 15 jusqu'à 20 kg.
- g) *ne pas comporter de dimensions inférieures aux dimensions minima prévues pour les lettres à l'article 49, § 1, de la Convention.*
2. Le bureau de dépôt doit recommander à l'expéditeur d'insérer, dans le colis, une copie de son adresse et de celle du destinataire.
3. Sont acceptés sans emballage:
- a) les objets qui peuvent être emboîtés ou réunis et maintenus par un lien solide muni de plombs ou de cachets, de manière à former un seul et même colis ne pouvant se désagréger;
- b) les colis d'une seule pièce, tels que pièces de bois, pièces métalliques, etc., qu'il n'est pas dans les usages du commerce d'emballer.

ARTICLE 105

Emballages spéciaux. Signalisation des colis contenant des films, du *celluloïd*, des animaux vivants

1. Tout colis qui contient l'une ou l'autre des matières ci-après doit être conditionné comme il est indiqué ci-dessous:
- a) métaux précieux: l'emballage doit être constitué soit par une boîte en métal résistant, soit par une caisse en bois d'une épaisseur minimum de 1 centimètre pour les colis jusqu'à 10 kilogrammes et de 1½ centimètre pour les colis de plus de 10 kilogrammes, soit enfin par un double sac sans couture; toutefois, lorsqu'il est fait usage de caisses en bois contreplaqué, leur épaisseur peut être limitée à 5 millimètres, à la condition que les arêtes de ces caisses soient renforcées au moyen de cornières;
- b) liquides et corps facilement liquéfiables: deux récipients doivent être utilisés (bouteille, flacon, pot, boîte, etc., d'une part, et boîte en métal, en bois résistant, en pâte de bois ou en carton ondulé de solide qualité, d'autre part) entre lesquels est ménagé un espace qui doit être rempli de sciure, de son ou de toute autre matière absorbante et protectrice;
- c) poudres sèches colorantes, telles que le bleu d'aniline: ces produits doivent être obligatoirement contenus dans des boîtes en métal résistant, placées à leur tour dans des boîtes en bois ou en carton ondulé de bonne qualité, avec de la sciure ou toute autre matière absorbante ou protectrice entre les deux emballages;

- d) poudres sèches non colorantes: ces produits doivent être placés dans des boîtes en métal, en bois ou en carton, elles-mêmes enfermées dans un sac en toile ou en parchemin;
- e) matières visées à l'article 6, lettre a), chiffre 6°, 2° phrase de l'Arrangement: l'emballage doit être constitué par une caisse ou un baril solidement emballé à l'intérieur et à l'extérieur et comporter une mention relative à la nature du contenu;
- f) films *inflammables*, celluloïd brut ou manufacturé: l'emballage doit être muni, du côté de la suscription, d'une étiquette blanche très apparente portant, en gros caractères noirs, la mention «Celluloïd! A tenir loin du feu et de la lumière».
- g) *animaux vivants*: l'emballage du colis ainsi que son bulletin d'expédition doivent être revêtus d'une étiquette portant en caractères très apparents la mention «Animaux vivants».

2. Les colis contenant des matières visées au § 1, lettres e) et f) ne peuvent être acceptés au dépôt que si ces matières sont admises par toutes les Administrations appelées à participer au transport du colis.

SECTION II

FORMALITÉS GÉNÉRALES DE DÉPÔT

ARTICLE 106

Formalités à remplir par l'expéditeur

1. Chaque colis doit être accompagné:

- a) d'un bulletin d'expédition en carton résistant de couleur blanche, conforme au modèle CP 2 ci-annexé;
- b) d'une déclaration en douane conforme au modèle CP 3 ci-annexé, établie dans le nombre requis d'exemplaires, ceux-ci étant solidement attachés au bulletin d'expédition. *Le contenu du colis doit être indiqué en détail dans la déclaration en douane; des mentions de caractère général ne sont pas admises.*

2. L'expéditeur peut porter, sur le coupon du bulletin d'expédition, une communication relative au colis, et joindre à ce bulletin, à part la déclaration en douane établie dans le nombre requis d'exemplaires conformément aux dispositions du § 1, lettre b), tout document (facture, licence d'exportation, licence d'importation, certificat d'origine, etc.) nécessaire au traitement douanier dans le Pays de départ et dans le Pays de destination.

3. Il doit indiquer, en soulignant l'une des mentions portées au verso du bulletin d'expédition, la manière dont ce colis doit être traité en cas de non-livraison; le texte peut être souligné à la main, à la machine ou au moyen d'un trait imprimé et il est loisible à l'expéditeur de ne reproduire ou de ne faire imprimer au verso du bulletin d'expédition qu'une seule des dispositions énumérées ci-dessous; la mention soulignée sur le bulletin d'expédition doit être reproduit sur le colis lui-même; les mentions admises à l'article 5 de l'Arrangement peuvent être rédigées en français ou dans une langue connue dans le Pays de destination:

- a) envoyer à l'expéditeur un avis de non-livraison;
- b) adresser l'avis de non-livraison à M. ... (tiers résidant dans le Pays de destination) demeurant à ... (adresse);
- c) colis à renvoyer par voie... (préciser: de surface ou aérienne) immédiatement à l'origine;
- d) colis à renvoyer par voie... (préciser: de surface ou aérienne) à l'expiration d'un délai de ... jours,
- e) colis à livrer (ou à réexpédier) par voie... (préciser: de surface ou aérienne) à M. ... (autre destinataire) demeurant ... (adresse) (éventuellement sans perception du montant du remboursement ou contre paiement d'une somme inférieure à la somme primitive);
- f) colis à réexpédier par voie... (préciser: de surface ou aérienne) aux fins de livraison au destinataire primitif;
- g) colis à vendre aux risques et périls de l'expéditeur;
- h) colis abandonné.

4. Sauf s'il s'agit de colis avec valeur déclaré, de colis francs de droits et de colis contre remboursement, un même bulletin d'expédition, accompagné du nombre de déclarations en douane requis pour un colis isolé, peut servir pour trois colis au maximum, à condition qu'ils soient déposés simul-

tanément au même bureau par le même expéditeur, acheminés par la même voie, soumis à la même taxe et destinés à la même personne; chaque Administration peut, toutefois, exiger un bulletin d'expédition et le nombre-réglementaire des déclarations en douane pour chaque colis.

5. Le bulletin d'expédition doit, éventuellement, comporter les mentions visées à l'article 105, § 1, lettres e) f) et g).

6. Tout colis-avion ainsi que le bulletin d'expédition y afférent doivent être revêtus, au départ, d'une étiquette spéciale de couleur bleue comportant les mots «Par avion», avec traduction facultative dans la langue du Pays d'origine.

7. Les Administrations n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane.

ARTICLE 107

Formalités à remplir par le bureau d'origine

1. Le bureau d'origine est tenu, au moment du dépôt, d'apposer ou d'indiquer:

- a) sur le colis, à côté de la suscription, et sur le bulletin d'expédition, aux emplacements ad hoc, une étiquette conforme au modèle CP 8 ci-annexé, indiquant, de manière apparente, le numéro d'ordre du colis et le nom du bureau de dépôt;
- b) sur le bulletin d'expédition seulement:
 - 1° l'empreinte du timbre à date;
 - 2° le poids, en kilogrammes et centaines de grammes, toute fraction de centaine de grammes étant arrondie à la centaine supérieure.

2. Un même bureau d'origine ne peut employer en même temps deux ou plusieurs séries d'étiquettes, sauf si les séries sont différenciées par un signe distinctif.

ARTICLE 108

Divergences relatives au poids, au volume ou aux dimensions

La manière de voir du bureau d'origine, en ce qui concerne la détermination du poids, du volume ou des dimensions, doit être considérée comme prévalant, sauf erreur évidente. Toutefois, si les différences de poids constatées entraînent une modification des quotes-parts, c'est le nouveau poids constaté qui est valable.

CHAPITRE III

CONDITIONS SPÉCIALES À CERTAINES CATÉGORIES DE COLIS

SECTION I

COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE

ARTICLE 109

Conditionnement particulier des colis avec valeur déclarée

Tout colis avec valeur déclarée est assujéti aux règles particulières ci-après de conditionnement:

- a) il doit être scellé par des cachets identiques à la cire, par des plombs ou par un autre moyen efficace, avec empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur;
- b) les cachets ou scellés, de même que les étiquettes de toute nature et, le cas échéant, les timbres-poste apposés sur ces colis doivent être espacés, de façon à ne pouvoir cacher les lésions éventuelles de l'emballage; les étiquettes et les timbres-poste ne doivent pas être repliés sur deux des faces de l'emballage de manière à couvrir une bordure; les étiquettes sur lesquelles, le cas échéant, figure l'adresse ne peuvent être collées sur l'emballage même;

- c) il doit être revêtu, de même que le bulletin d'expédition, d'une étiquette rouge *conforme au modèle CP 7 ci-annexé* et portant en caractères latins, la lettre V, le nom du bureau d'origine et le numéro d'ordre du colis; l'étiquette doit être collée, sur le colis, du côté de l'adresse et à proximité de celle-ci; toutefois, les Administrations ont la faculté d'utiliser simultanément l'étiquette CP 8 prévue à l'article 107 et une étiquette rouge, de petites dimensions, portant en *caractères très apparents*, la mention «Valeur déclarée»;
- d) la valeur doit être déclarée en monnaie du Pays d'origine et inscrite par l'expéditeur, sur le colis et le bulletin d'expédition, en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres arabes, sans rature ni surcharge, même approuvée; le montant de la déclaration de valeur ne peut être indiqué au crayon;
- e) le montant de la valeur déclarée doit être converti en francs-or par l'expéditeur ou par le bureau d'origine; le résultat de la conversion *arrondi, le cas échéant, au franc supérieur* doit être indiqué *en chiffres* à côté ou au-dessous de ceux qui représentent la valeur en monnaie du Pays d'origine; le montant en francs-or doit être souligné d'un fort trait au crayon de couleur; la conversion n'est pas opérée dans les relations directes entre Pays ayant une monnaie commune;
- f) le bureau d'origine est tenu d'indiquer le poids exact en grammes sur le colis (à côté de l'adresse) et sur le bulletin d'expédition (à l'emplacement ad hoc);
- g) aucun numéro d'ordre ne doit être porté au recto des colis avec valeur déclarée par les Administrations intermédiaires.

ARTICLE 110

Déclaration frauduleuse de valeur

Lorsque des circonstances quelconques et, notamment, une réclamation révèlent une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu du colis, avis en est donné à l'Administration d'origine, dans le plus bref délai; le cas échéant, les pièces de l'enquête sont communiquées à celle-ci.

SECTION II

COLIS URGENTS

ARTICLE 111

Conditionnement particulier des colis urgents

Tout colis urgent et son bulletin d'expédition doivent être revêtus d'une étiquette portant, très apparente, la mention «Urgent».

ARTICLE 112

Transmission et dédouanement des colis urgents

Les Administrations qui participent à l'échange des colis urgents s'entendent pour assurer la transmission rapide et, autant que possible, directe de ces colis; elles prennent des mesures pour en accélérer le dédouanement.

SECTION III

COLIS EXPRESS

ARTICLE 113

Formalités spéciales de dépôt des colis express

Tout colis express et son bulletin d'expédition doivent être revêtus d'une étiquette rouge foncé, imprimée et portant la mention très apparente «Express»; cette étiquette est apposée, autant que possible, à côté de l'indication du lieu de destination.

ARTICLE 114

Cas spéciaux de livraison et de réexpédition d'un colis exprès

1. La livraison, par porteur spécial, d'un colis exprès ou de l'avis d'arrivée n'est essayée qu'une fois; si l'essai est infructueux, le colis cesse d'être considéré comme exprès.

2. Si un colis exprès à réexpédier a donné lieu à un essai infructueux de livraison à domicile par porteur spécial, le bureau de réexpédition doit barrer l'étiquette ou la mention «Exprès» par deux forts traits transversaux.

SECTION IV

COLIS FRANCS DE DROITS

ARTICLE 115

Formalités spéciales de dépôt des colis francs de droits

1. Tout colis franc de droits et son bulletin d'expédition doivent être revêtus:

- a) de la mention très apparente «Franc de droits» (ou de toute autre équivalente dans la langue du Pays d'origine);
- b) d'une étiquette jaune portant, également très apparente, la mention «Franc de droits».

2. Il est accompagné des déclarations en douane réglementaires et d'un bulletin d'affranchissement conforme au modèle CP 4 ci-annexé, confectionné en papier de couleur jaune. *L'expéditeur du colis et, en tant qu'il s'agit d'indications afférentes au service postal, le bureau expéditeur, complètent le texte, au recto, côté droit, des parties A et B. Les inscriptions de l'expéditeur peuvent être effectuées à l'aide de papier carbone. Le texte doit comporter l'engagement prévu à l'article 4, § 2, de l'Arrangement.*

3. Le bulletin d'expédition, les déclarations en douane et le bulletin d'affranchissement doivent être solidement attachés entre eux.

ARTICLE 116

Livraison en franchise de droits demandée postérieurement au dépôt du colis

1. Si, postérieurement au dépôt, l'expéditeur d'un colis en demande la livraison en franchise de droits, le bureau d'origine *en avertit le bureau de destination par une note explicative. Celle-ci, revêtue d'un timbre-poste représentant la taxe due, est transmise sous recommandation, au bureau de destination, accompagnée d'un bulletin d'affranchissement dûment rempli. En cas de transmission par voie aérienne, la surtaxe aérienne est également représentée en timbres-poste appliqués sur la note explicative. Le bureau de destination appose sur le colis, près de la suscription, ainsi que sur le bulletin d'expédition, l'étiquette prévue à l'article 115, § 1, lettre b).*

2. Lorsque cette demande est destinée à être transmise par voie télégraphique, le bureau d'origine *en avertit, par télégramme, le bureau de destination et lui communique en même temps les indications relatives au dépôt de l'envoi. Ce dernier bureau établit d'office un bulletin d'affranchissement.*

ARTICLE 117

Traitement des bulletins d'affranchissement après livraison du colis

1. Après la livraison au destinataire d'un colis franc de droits, le bureau qui a fait l'avance des frais de tous ordres, pour le compte de l'expéditeur, complète, en ce qui le concerne, *à l'aide de papier carbone, les indications qui figurent au verso des parties A et B du bulletin d'affranchissement et transmet la partie A, accompagnée des pièces justificatives, au bureau d'origine; cette transmission a lieu sous enveloppe fermée, sans indication du contenu. La partie B est conservée par l'Administration de destination en vue du décompte avec l'Administration débitrice.*

2. Chaque Administration peut désigner certains bureaux spécialement chargés de renvoyer la partie A des bulletins d'affranchissement grevés de frais ou de recevoir la partie A renvoyée après livraison du colis; le nom du bureau auquel la partie A doit être renvoyée est inscrit, dans tous les cas, au recto de cette partie, par le bureau d'origine du colis.

3. Lorsqu'un colis portant la mention «Franc de droits» parvient sans bulletin d'affranchissement, le bureau chargé du dédouanement établit un duplicata de ce bulletin; *sur les parties A et B de ce bulletin il mentionne le nom du Pays d'origine et, autant que possible, la date de dépôt du colis.* Lorsque le bulletin d'affranchissement est perdu après livraison du colis, un duplicata est établi dans les mêmes conditions.

4. *Les parties A et B des bulletins d'affranchissement afférents aux envois qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés à l'origine doivent être annulés par les soins de l'Administration de destination et attachés au bulletin d'expédition.*

5. A la réception de la partie A d'un bulletin d'affranchissement indiquant les frais déboursés par l'Administration de destination, l'Administration d'origine en convertit le montant dans sa propre monnaie à un taux qui ne doit pas être supérieur au taux fixé pour l'émission des mandats de poste à destination du Pays correspondant; le résultat de la conversion est indiqué dans le corps de la formule et sur le coupon latéral; après avoir recouvré le montant des frais, le bureau désigné à cet effet remet à l'expéditeur le coupon du bulletin et, le cas échéant, les pièces justificatives.

SECTION V

COLIS FRAGILES ET COLIS ENCOMBRANTS

ARTICLE 118

Colis fragiles

1. *Dans les relations entre les Pays qui admettent les colis fragiles et sous réserve de répondre aux règles générales de conditionnement et d'emballage, tout colis fragile doit être revêtu, soit par l'expéditeur, soit par le bureau d'origine, d'une étiquette à image représentant un verre imprimé en rouge sur fond blanc. Tout colis dont la fragilité du contenu est signalée par un signe extérieur quelconque apposé par l'expéditeur, est revêtu obligatoirement, par le bureau d'origine, de la même étiquette et la taxe supplémentaire correspondante est perçue. Si l'expéditeur ne désire pas que le colis soit traité comme fragile, le bureau d'origine biffe le signe apposé par l'expéditeur.*

2. Le bulletin d'expédition correspondant doit être revêtu, au recto, de la mention très apparente «Colis fragile», manuscrite ou imprimée sur une étiquette.

ARTICLE 119

Colis encombrants

1. Est réputé encombrant, par application de l'article 2, § 4, lettres a) et b), de l'Arrangement:
a) tout colis dont les dimensions dépassent celles qui sont fixées à l'article 104, § 1, lettre f), chiffre 1°;
b) tout colis constitué par des plantes ou arbustes en paniers, des cages vides ou renfermant des animaux vivants, des meubles, de la vannerie, des jardinières, des voitures d'enfants, rouets, vélocipèdes, boîtes à cigares vides ou autres boîtes en fardeaux, etc.

2. Peut être facultativement considéré comme encombrant, par application de l'article 2, § 4, lettre c), de l'Arrangement, tout colis empruntant un service maritime et dont les dimensions ou le volume dépassent ceux qui sont fixés à l'article 104, § 1, lettre f), chiffre 3°.

3. *Tout colis encombrant de même que le recto du bulletin d'expédition de ce colis doivent être revêtus d'une étiquette portant, en caractères très apparents, la mention «Encombrant».*

ARTICLE 120

Colis classé dans la coupure de poids supérieure

Le bulletin d'expédition d'un colis admis en vertu de l'article 17 de l'Arrangement doit être revêtu, au recto, et en caractères très apparents, de la mention «Colis classé dans la coupure de poids de ... kg», manuscrite ou imprimée sur une étiquette.

SECTION VI

COLIS PRISONNIERS DE GUERRE ET INTERNÉS

ARTICLE 121

Conditionnement particulier des colis prisonniers de guerre et internés

Tout colis de prisonniers de guerre et internés et son bulletin d'expédition doivent porter, le premier à côté de la suscription, le second au recto de la formule, l'une des mentions «Service des prisonniers de guerre» ou «Service des internés»; ces mentions peuvent être suivies d'une traduction dans une autre langue.

CHAPITRE IV

PARTICULARITÉS

SECTION I

AVIS DE RÉCEPTION

ARTICLE 122

Demande d'avis de réception formulée au moment du dépôt

1. Tout colis pour lequel, au moment du dépôt, l'expéditeur demande un avis de réception doit porter de façon très apparente, soit la mention «Avis de réception», soit l'empreinte d'un timbre «A.R.»; il doit en être de même du bulletin d'expédition.

2. Le colis doit être accompagné d'un exemplaire, dûment rempli, de la formule C 5 visée à l'article 146, § 2, du Règlement d'exécution de la Convention; cette formule est établie par le bureau d'origine (ou par tout autre bureau désigné par l'Administration d'origine) et doit être jointe au bulletin d'expédition.

3. La mention «Renvoi par avion» doit être portée, par les soins du bureau intéressé, sur l'avis de réception à renvoyer par voie aérienne. *Une étiquette ou une empreinte de couleur bleue «Par avion» est en outre apposée sur cette formule.*

4. Si la formule C 5 ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci en dresse d'office un nouvel exemplaire.

5. Dès livraison du colis, le bureau de destination renvoie à l'expéditeur par courrier ordinaire ou, si l'expéditeur a payé les frais y relatifs, par le premier courrier aérien, à découvert et en franchise de port, la formule C 5 dûment complétée.

6. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans un délai normal, il est procédé conformément aux dispositions de l'article 123; toutefois, la taxe d'avis de réception n'est pas perçue une deuxième fois; le bureau d'origine inscrit, en tête de la formule C 5, la mention «Duplicata de l'avis de réception».

ARTICLE 123

Demande d'avis de réception formulée postérieurement au dépôt

Lorsque la demande est formulée postérieurement au dépôt du colis, il est procédé conformément aux dispositions de l'article 147 du Règlement d'exécution de la Convention, sous les réserves ci-après:

- a) la formule C 9 est à remplacer par la formule CP 5 mentionnée à l'article 127, § 1, lettre a);
- b) dans les Pays où le service des colis n'est pas exécuté par l'Administration des postes, la perception de la taxe d'avis de réception est constatée, sur la formule CP 5, soit par l'apposition d'une vignette spéciale, soit par l'indication du montant de cette perception.

SECTION II

AUTRES PARTICULARITÉS

ARTICLE 124

Avis d'embarquement

1. Tout colis pour lequel l'expéditeur demande un avis d'embarquement doit être désigné au moyen d'une étiquette «Avis d'embarquement» apposée sur le colis et sur le bulletin d'expédition.

2. Ce colis est accompagné d'une formule *conforme au modèle CP 6 ci-annexé*, qui doit indiquer très clairement le port (ou le Pays) d'où l'avis d'embarquement doit être renvoyé. Chaque formule ne peut se rapporter qu'à un colis, même s'il s'agit de colis mentionnés sur un seul bulletin d'expédition.

3. Si un colis accompagné d'un avis d'embarquement est compris dans une dépêche close expédiée en transit par le port d'embarquement intéressé, le bureau d'échange de départ de la dépêche retire l'avis d'embarquement joint aux documents d'accompagnement du colis et l'annexe à la feuille de route CP 12 correspondante, mentionnée à l'article 131, § 6, après y avoir porté les annotations nécessaires; l'attribution de la part de taxe revenant au Pays d'embarquement s'opère au moyen de cette feuille de route, qui est complétée sous la rubrique: Nombre d'avis d'embarquement.

4. Tout bureau d'échange qui assure l'embarquement, soit d'un colis avec avis d'embarquement et reçu à découvert, soit de la dépêche close en transit le contenant, remplit convenablement la formule CP 6 et la transmet directement à l'expéditeur.

5. Toute réclamation de l'expéditeur concernant un avis d'embarquement non parvenu dans un délai normal donne lieu à l'établissement d'une formule de réclamation CP 5, mentionnée à l'article 127, § 1, lettre a), et exempte de taxe; cette formule, accompagnée d'un duplicata d'avis d'embarquement CP 6 sur lequel le bureau d'origine porte la mention «Duplicata», est traitée selon les dispositions de l'article 127; la taxe d'avis d'embarquement n'est pas perçue une deuxième fois.

ARTICLE 125

Retrait. Modification d'adresse

1. En règle générale, les demandes de modification d'adresse ou de retrait d'un colis sont traitées selon les dispositions de l'article 156 du Règlement d'exécution de la Convention.

2. Toute demande télégraphique de modification d'adresse concernant un colis avec valeur déclarée doit être confirmée postalement par le premier courrier; la demande confirmative établie sur formule C 7 utilisée pour la poste aux lettres doit porter, au crayon de couleur et soulignée, l'annotation «Confirmation de la demande télégraphique du...»; elle doit être accompagnée du fac-similé prévu à l'article 156, § 1, lettre a), du Règlement d'exécution de la Convention.

3. Quand il reçoit la demande télégraphique visée au § 2, le bureau de destination retient le colis et ne fait droit à la demande qu'à la réception de la confirmation postale; toutefois, sous sa propre responsabilité, l'Administration de destination peut, sans attendre cette confirmation, donner suite à la demande télégraphique.

ARTICLE 126

Réexpédition

1. Tout colis réexpédié par suite du changement de résidence du *destinataire est grevé*, à la charge *de celui-ci*, par l'Administration de la nouvelle destination, outre les taxes dont la perception est autorisée, dans ce cas, par l'Arrangement, d'une somme égale aux quotes-parts territoriales, maritimes et aériennes revenant aux Administrations qui ont participé à la réexpédition. *L'attribution des quotes-parts s'opère selon la manière mentionnée au § 2.*

2. a) En cas d'échange en dépêche directe, l'Administration de réexpédition crédite, le cas échéant, les Administrations intermédiaires des quotes-parts qui leur reviennent et se crédite à son tour de ces mêmes quotes-parts et de celles qui lui sont dues, en débitant l'Administration à laquelle est destinée la dépêche; le bureau d'échange de départ comprend ces quotes-parts dans les inscriptions de la feuille de route CP 12 mentionnée à l'article 131, § 6;

b) en cas d'échange en transit à découvert, l'Administration intermédiaire, après avoir été débitée par l'Administration de réexpédition des sommes revenant à cette dernière Administration, se crédite, par débit de l'Administration à laquelle elle livre le colis, de la somme qui lui est due et de celle qui revient à l'Administration de réexpédition; cette opération est répétée, s'il y a lieu, par chaque Administration intermédiaire.

3. Lorsque les sommes mentionnées au § 2 sont acquittées au moment de la réexpédition, le colis est traité comme s'il était originaire du Pays de réexpédition et destiné au Pays de la nouvelle destination; aucune taxe de transport n'est perçue par l'Administration de ce Pays lors de la livraison.

4. Tout colis parvenu en fausse direction par suite d'une erreur imputable à l'expéditeur ou à l'Administration expéditrice est réexpédié sur sa véritable destination par la voie la plus directe utilisée par l'Administration à laquelle le colis est parvenu. Le colis-avion doit être réexpédié par la voie aérienne. L'Administration de réexpédition signale le fait à celle dont elle a reçu le colis par un bulletin de vérification CP 13 mentionné à l'article 134, § 3.

5. L'Administration de réexpédition traite le colis mentionné au § 4 comme s'il était arrivé en transit à découvert; si les quotes-parts qui lui ont été attribuées sont insuffisantes pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, l'Administration de réexpédition bonifie à l'Administration de la véritable destination et, le cas échéant, aux Administrations intermédiaires qui prennent part à la réexpédition du colis, les quotes-parts de transport respectives; elle se crédite ensuite, par une reprise sur l'Administration dont dépend le bureau d'échange qui a transmis le colis en fausse direction, de la somme dont elle est à découvert; la reprise et son motif sont notifiés à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

6. Les dispositions du § 2 sont applicables aux colis renvoyés à l'origine par application des articles 7, 20 et 22, § 4, de l'Arrangement.

7. Les reprises de taxes doivent être indiquées en détail sur le bulletin d'expédition ou, en cas d'impossibilité matérielle, sur un bordereau joint à ce document.

8. Les colis sont réexpédiés dans leur emballage primitif; ils sont accompagnés du bulletin d'expédition établi par l'expéditeur; si, pour un motif quelconque, un colis doit être remballé ou le bulletin d'expédition primitif remplacé par un autre bulletin, il est indispensable que le nom du bureau d'origine du colis, le numéro d'ordre primitif et, autant que possible, la date de dépôt figurent sur le nouvel emballage et sur le bulletin d'expédition.

9. Si la réexpédition d'un colis-avion a lieu par les moyens ordinaires de la poste, l'étiquette «Par avion» et toutes annotations se rapportant à la transmission par la voie aérienne doivent être barrées d'office au moyen de deux forts traits transversaux.

ARTICLE 127

Réclamations. Demandes de renseignements

1. Toute réclamation de même que toute demande de renseignements relatives à un colis sont traitées selon les dispositions de l'article 158, §§ 1 à 8, du Règlement d'exécution de la Convention, sous les réserves ci-après:

- a) les formules C 9 et R 3, utilisées pour la poste aux lettres, sont respectivement remplacées par la formule conforme au modèle CP 5 ci-annexé et par la formule R 4 visée à l'article 105, § 1, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement;
- b) toute Administration intermédiaire qui transmet une formule CP 5 à l'Administration suivante est tenue d'en informer l'Administration d'origine au moyen d'une formule conforme au modèle CP 10 ci-annexé.

2. Toute formule CP 5 concernant une réclamation ou une demande de renseignements reçue par une Administration autre que l'Administration d'origine est transmise à celle-ci accompagnée, éventuellement, du récépissé de dépôt; elle doit lui parvenir dans les délais prévus à l'article 25 de l'Arrangement.

CHAPITRE V

ÉCHANGE DES COLIS

ARTICLE 128

Principe général d'échange des colis

1. Chaque Administration est tenue d'acheminer, par les voies et moyens qu'elle emploie pour les siens propres, les colis qui lui sont remis par une autre Administration pour être expédiés en transit par son territoire.

2. En cas d'interruption d'une voie, les colis en transit qui devraient suivre cette voie sont acheminés par la voie disponible la plus utile.

3. Si celle-ci est plus coûteuse que la voie ordinaire, chaque colis est grevé, à la charge de son destinataire, par l'Administration de destination, d'une somme égale aux suppléments de quotes-parts territoriales ou maritimes découlant de la déviation de voie; les attributions et reprises de taxes s'effectuent selon les dispositions de l'article 126, §§ 2, 5 à 7.

4. Toute Administration qui assure le service des colis-avion est tenue d'acheminer, par les voies aériennes qu'elle emploie pour ses propres envois de l'espèce, les colis-avion qui lui sont remis par une autre Administration; si, pour une raison quelconque, l'acheminement des colis-avion par une autre voie offre, dans un cas spécial, des avantages sur la voie aérienne existante, les colis-avion doivent être acheminés par cette voie et traités éventuellement comme colis urgents.

5. Lorsque, pour une raison quelconque il n'est pas possible d'utiliser de bout en bout le service aérien international, l'Administration qui bénéficie de la quote-part aérienne prévue à l'article 12 de l'Arrangement est tenue de transmettre les colis-avion sur le parcours où ledit service est inutilisable, par les moyens les plus rapides qu'elle emploie pour le transport de ses colis et de les traiter éventuellement comme colis urgents. La même obligation s'impose en cas d'interruption partielle ou totale d'un service aérien intérieur.

6. Les Administrations qui ne participent pas au service des colis-avion acheminent ces derniers par les voies de surface ordinairement utilisées pour les autres colis; toutefois, elles sont tenues d'acheminer par les voies de surface les plus rapides tout colis-avion qui porte la mention «Urgent», à condition qu'elles assurent le service des colis urgents et qu'elles aient été créditées des quotes-parts afférentes à l'exécution de ce service.

7. Le transit doit être effectué aux conditions fixées par l'Arrangement concernant les colis postaux et par son Règlement d'exécution, même lorsque l'Administration d'origine ou de destination des colis n'a pas adhéré à l'Arrangement.

8. Dans les rapports entre Pays séparés par un ou plusieurs territoires intermédiaires, les colis doivent suivre les voies dont les Administrations intéressées sont convenues.

ARTICLE 129

Divers modes de transmission

1. L'échange des *dépêches de colis postaux* est effectué par des bureaux dits "bureaux d'échange".

2. Cet échange s'opère, en règle générale, au moyen de *réceptifs* (sacs, paniers, cadres, etc.). Les Administrations limitrophes peuvent, toutefois, s'entendre pour la remise de certaines catégories de colis hors réceptifs.

3. Dans les relations entre Pays non limitrophes, l'échange s'opère, en règle générale, au moyen de *dépêches directes*.

4. Les Administrations peuvent s'entendre pour établir des échanges en transit à découvert; toutefois, il est obligatoire de former des *dépêches directes* si, d'après la déclaration d'une Administration intermédiaire, les colis en transit à découvert sont de nature à entraver ses opérations.

ARTICLE 130

Feuille de route

1. Avant l'expédition, tous les colis à acheminer par voie de surface sont inscrits, par le bureau d'échange de départ, sur une feuille de route conforme au modèle CP 11 ci-annexé. Pour les colis-avion, dans les relations directes ou dans les relations en transit à découvert, les bureaux d'échange font usage

d'une feuille de route spéciale, dite «feuille de route-avion» conforme au modèle CP 20 ci-annexé. Les Administrations peuvent s'entendre pour que les colis sans valeur déclarée soient inscrits en bloc, avec indication sommaire des parts de taxe dont les Administrations intéressées doivent être créditées.

2. En ce qui concerne les colis de prisonniers de guerre et internés, seuls les colis-avion donnent lieu à inscription des parts de taxe à porter au crédit des diverses Administrations intéressées.

3. A la feuille de route sont joints les documents ci-après: bulletins d'expédition, formules de mandats de remboursement, déclarations en douane, bulletins d'affranchissement, avis de réception et, le cas échéant, tous autres documents exigés (factures, certificats d'origine, de santé, etc.).

4. S'il s'agit de colis échangés en dépêches directes, les Administrations d'origine et de destination peuvent se mettre préalablement d'accord pour que les documents visés au § 3 soient joints aux colis correspondants.

5. Sauf accord contraire, les feuilles de route doivent être numérotées d'après une série annuelle pour chaque bureau d'échange de départ et pour chaque bureau d'échange d'arrivée ainsi que pour chaque voie si plus d'une voie est utilisée; le dernier numéro de l'année doit être mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante; dans les relations par mer et dans les relations aériennes, le nom du navire transporteur ou, selon le cas, le service aérien emprunté est mentionné, autant que possible, au-dessous du numéro.

6. Si les colis-avion sont transmis d'un Pays à un autre par les voies de surface en même temps que les autres colis, la présence des colis-avion avec feuille de route-avion doit être indiquée, par une annotation appropriée, sur la feuille de route CP 11.

7. Des feuilles de route spéciales CP 12 sont utilisées dans les circonstances prévues à l'article 131, § 6.

ARTICLE 131

Transmission en dépêches closes

1. Dans le cas général de transmission en dépêches closes, les récipients (sacs, paniers, cadres, etc.) doivent être marqués, fermés et étiquetés de la manière prévue pour les sacs de lettres à l'article 164, §§ 4, 5, 9, 10, 11, du Règlement d'exécution de la Convention sous réserve des particularités suivantes:

- a) les étiquettes sont de couleur jaune ocre. Leur conditionnement et leur texte doivent être conformes aux modèles CP 23 et CP 24 ci-annexés;
- b) pour les récipients autres que les sacs, un autre mode de fermeture spéciale peut être adopté, à condition que le contenu soit suffisamment protégé.

2. Sauf accord contraire, les récipients doivent porter un numéro d'ordre. Le bureau d'échange de départ inscrit sur la feuille de route le nombre et, si l'Administration de destination l'exige, le numéro d'ordre des récipients dont se compose la dépêche.

3. Sont expédiés en récipients distincts:

- a) les colis avec valeur déclarée, si leur nombre le justifie: les récipients qui, en tout ou en partie, contiennent de tels colis, doivent être munis de la lettre «V»;
- b) les colis fragiles: les récipients correspondants sont alors revêtus de l'étiquette prévue à l'article 118, § 1; toutefois, si leur nature l'exige ces colis peuvent aussi être expédiés hors récipients, ou remis en transit à découvert au prochain bureau d'échange, à l'exclusion des colis empruntant la voie maritime;
- c) les colis renfermant les matières mentionnées à l'article 105, § 1, lettres e) et f): les récipients correspondants sont revêtus d'une étiquette spéciale portant en caractères très apparents une mention appropriée, par exemple «Celluloid».

4. En règle générale les sacs et les autres récipients contenant les colis ne doivent pas peser plus de 40 kilogrammes; toutefois, les Administrations intéressées peuvent s'entendre pour admettre les récipients, autres que les sacs, jusqu'à 70 kilogrammes au maximum.

5. La feuille de route, accompagnée des documents mentionnés à l'article 130, § 3, doit être insérée par le bureau d'échange de départ dans l'un des récipients composant la dépêche, le cas échéant, dans l'un de ceux qui contiennent des colis avec valeur déclarée; si le nombre des documents d'accompagnement le justifie, la feuille de route peut être insérée dans un sac spécial; en tous cas, l'étiquette du récipient contenant la feuille de route doit porter la mention «F».

6. En cas d'échange de dépêches directes entre Pays non limitrophes, le bureau d'échange de départ établit, pour chacune des Administrations intermédiaires, une feuille de route spéciale conforme au modèle CP 12 ci-annexé; ce bureau y inscrit globalement, pour chaque catégorie de colis, les quotes-

parts et parts de taxes ou de droits revenant à l'Administration intermédiaire; la feuille de route CP 12 est transmise à découvert ou de toute autre façon convenue entre les Administrations intéressées, accompagnée, le cas échéant, des pièces demandées par les Pays intermédiaires.

ARTICLE 132

Remise des dépêches

1. Sauf accord contraire entre les Administrations intéressées, la remise des dépêches des colis de surface s'effectue au moyen d'un bordereau de livraison C 18 visé à l'article 165 du Règlement d'exécution de la Convention.

2. Les dépêches des colis-avion à remettre à l'aéroport sont accompagnées de bordereaux AV 7 dans les conditions prévues à l'article 18 des Dispositions concernant la poste aérienne.

ARTICLE 133

Transbordement des colis-avion

1. Sauf accord contraire entre les Administrations intéressées, le transbordement en cours de route, dans un même aéroport, des colis-avion qui empruntent successivement plusieurs services aériens distincts, se fait obligatoirement sans rémunération par l'intermédiaire de l'Administration des postes du Pays où a lieu le transbordement.

2. Cette règle n'est pas applicable lorsque ce transbordement a lieu entre des appareils assurant les sections successives d'un même service.

ARTICLE 134

Vérification des dépêches par les bureaux d'échange

1. Tout bureau d'échange qui reçoit une dépêche procède, dès réception, à la vérification des récipients et de leur fermeture, puis à la vérification des colis et des divers documents qui les accompagnent; ces contrôles sont contradictoires chaque fois que possible; toutefois, les bureaux d'échange intermédiaires ne sont pas tenus de vérifier les documents accompagnant la feuille de route.

2. A l'ouverture des récipients, les éléments constitutifs de la fermeture (ficelle, plomb, étiquette) doivent rester unis; pour atteindre ce but, la ficelle est coupée à un seul endroit.

3. Si le bureau d'échange constate des erreurs ou des omissions sur la feuille de route, il opère immédiatement les rectifications nécessaires en ayant soin de rayer les indications erronées, de manière à laisser lisibles les inscriptions primitives; ces rectifications s'effectuent en présence de deux agents; à moins d'une erreur évidente, elles prévalent sur la déclaration originale; le bureau d'échange procède, de même, aux constatations réglementaires lorsque le récipient ou sa fermeture laissent présumer que le contenu n'est pas resté intact ou que toute autre irrégularité a été commise. En cas de manque de la feuille de route, le bureau d'arrivée de la dépêche doit établir une feuille de route supplémentaire ou prendre exactement note des colis reçus (numéros des colis, bureaux d'origine et de destination, poids, valeurs déclarées, etc.). *Les irrégularités constatées sont signalées sans délai au bureau d'échange de départ, au moyen d'un bulletin de vérification conforme au modèle CP 13 ci-annexé, établi en double exemplaire.* Lorsque le bureau d'échange d'arrivée n'a pas fait parvenir de bulletin CP 13 par le premier courrier après la vérification de la dépêche, il est considéré, jusqu'à preuve du contraire, comme ayant reçu les sacs ou les colis en bon état.

4. En ce qui concerne les colis ordinaires, les différences de poids, pour une même coupure, ne peuvent faire l'objet de bulletins de vérification ou permettre le renvoi des colis; on ne peut dresser de bulletin de vérification que dans le cas où la différence aurait pour conséquence la modification des parts de taxes.

5. *Quant aux colis avec valeur déclarée, les différences de poids jusqu'à 10 grammes en sus ou au-dessous du poids indiqué ne peuvent faire l'objet d'objections par l'Administration intermédiaire ou de destination, à moins que l'état extérieur du colis ne l'exige.*

6. Les bureaux auxquels sont adressés les bulletins de vérification CP 13 les renvoient le plus promptement possible après les avoir examinés et y avoir mentionné leurs observations, s'il y a lieu; ils conservent les copies; les bulletins renvoyés sont annexés aux feuilles de route qu'ils concernent; les corrections faites sur une feuille de route et non appuyées des pièces justificatives sont considérées comme nulles; toutefois, si ces bulletins ne sont pas renvoyés au bureau d'échange d'où ils émanent dans le délai de deux mois à compter de la date de leur expédition, ils sont considérés, jusqu'à preuve du contraire, comme dûment acceptés par les bureaux auxquels ils ont été adressés; ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les Pays éloignés.

7. La constatation, lors de la vérification, d'irrégularités quelconques ne peut en aucun cas motiver le retour d'un colis à l'origine, sauf application de l'article 7, § 2, de l'Arrangement.

8. Les bulletins de vérification et les duplicata sont transmis sous pli recommandé.

ARTICLE 136

Constatation des irrégularités engageant la responsabilité des Administrations

1. Tout bureau d'échange qui, à l'arrivée d'une dépêche, constate l'absence, la spoliation ou l'avarie d'un ou de plusieurs colis procède comme il suit:

- a) à moins d'impossibilité motivée ou à moins que le récipient, la ficelle, le cachet ou le plomb de fermeture et l'étiquette n'aient été annexés à l'original du procès-verbal CP 14 prévu au § 5, il joint ces objets au bulletin de vérification CP 13, destiné au bureau d'échange de départ;
- b) il adresse au dernier bureau d'échange intermédiaire, s'il y a lieu, par le même courrier qu'au bureau d'échange de départ, un duplicata du bulletin de vérification.

2. S'il le juge utile, le bureau d'échange d'arrivée peut, aux frais de son Administration, informer télégraphiquement le bureau d'échange de départ de ses constatations.

3. Tout bureau d'échange qui reçoit, d'un bureau correspondant un colis avarié ou insuffisamment emballé, doit l'expédier après l'avoir remballé, s'il y a lieu, et en respectant autant que possible l'emballage primitif, la suscription et les étiquettes; le poids du colis, avant et après remballage, doit être indiqué sur l'emballage même du colis; cette indication est suivie de la mention «Remballé à . . . » frappée d'une empreinte du timbre à date et de la signature des agents ayant effectué le remballage.

4. Si l'état du colis est tel que le contenu a pu être soustrait, ou si le colis accuse une différence de poids telle que l'on puisse présumer la soustraction de tout ou partie du contenu, le bureau d'échange, sans préjudice de l'application des dispositions des §§ 1 et 3, doit procéder à l'ouverture d'office du colis et à la vérification de son contenu; le résultat de cette vérification doit faire l'objet d'un procès-verbal conforme au modèle CP 14 ci-annexé; une copie du procès-verbal est jointe à l'envoi.

5. Si le colis visé au § 4 est un colis avec valeur déclarée, on procède, en outre, comme suit:

- a) le procès-verbal original est transmis, sous pli recommandé, à l'Administration centrale du Pays dont relève le bureau d'échange de départ ou à un service désigné par ladite Administration;
- b) un duplicata du procès-verbal est, en même temps, adressé soit à l'Administration centrale dont relève le bureau d'échange d'arrivée, soit à tout autre organe de direction désigné par cette dernière;
- c) au procès-verbal original sont joints, à moins d'impossibilité motivée, le récipient dans lequel les colis étaient contenus, la ficelle, le cachet ou plomb de fermeture et l'étiquette.

6. S'il s'agit de bureaux d'échange en contact immédiat, les Administrations respectives de ces bureaux peuvent s'entendre sur la manière de procéder en cas d'irrégularités engageant leur responsabilité.

7. Lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi, l'expéditeur formule des réserves en prenant livraison du colis, un procès-verbal CP 14 de vérification contradictoire est dressé sur-le-champ par le bureau qui effectue la livraison; ce procès-verbal, établi en double expédition et contresigné, autant que possible, par le destinataire, doit indiquer: l'état extérieur du colis, le poids brut et l'inventaire exact du contenu. L'une des expéditions est remise au destinataire; l'autre est traitée conformément aux règlements internes de l'Administration qui a dressé le procès-verbal.

ARTICLE 136

Renvoi des récipients vides

1. Les récipients doivent, en principe, être renvoyés vides, par le prochain courrier, à l'Administration à laquelle ils appartiennent et, sauf impossibilité, par la voie suivie à l'aller; toutefois, en ce qui concerne les récipients des colis-avion, le renvoi peut avoir lieu par voie de surface.

2. Les Administrations peuvent s'entendre pour que l'Administration de destination renvoie les sacs à l'origine en les utilisant pour l'expédition des colis.

3. Le renvoi des sacs vides a toujours lieu sans frais.

4. L'Administration qui procède au renvoi doit faire mention, sur les feuilles de route, du nombre et, le cas échéant, des numéros d'ordre des récipients retournés.

5. Pour le surplus sont applicables les dispositions de l'article 172, §§ 2, 3, 4 et 5 du Règlement d'exécution de la Convention.

CHAPITRE VI
COLIS NON LIVRÉS

ARTICLE 137

Avis de non-livraison

1. Un avis de non-livraison conforme au modèle CP 9 ci-annexé, est adressé, sous pli *recommandé*, à l'Administration d'origine, après avoir été dûment complété:

a) par l'Administration de destination:

1° en cas de non-livraison, pour tout colis dont l'expéditeur a demandé à être avisé de la non-livraison;

2° pour tout colis retenu d'office ou tombé en souffrance pour cause de spoliation ou d'avarie ou pour toute autre cause de même nature; toutefois, cette mesure n'est pas obligatoire dans les cas de force majeure ou lorsque le nombre des colis retenus d'office est tel que l'envoi d'un avis est matériellement impossible;

b) par l'Administration intermédiaire en cause: pour tout colis retenu d'office en cours de transport, soit par le service postal (*interruption accidentelle du trafic*), soit par la douane (*mesure douanière*), avec la réserve prévue sous lettre a), chiffre 2°.

2. L'avis de non-livraison est accompagné du bulletin d'expédition, sauf si cet avis est envoyé à un tiers, conformément aux dispositions de l'article 5, lettre b), de l'Arrangement; dans les cas visés au § 1, lettres a), 2°, et b), du présent article, l'avis doit porter, apparente, la mention «Colis retenu d'office».

3. Lorsqu'il s'agit de plusieurs colis déposés simultanément par le même expéditeur, à l'adresse du même destinataire, il est permis de n'envoyer qu'un avis de non-livraison, même si ces colis étaient accompagnés de plusieurs bulletins d'expédition; dans ce cas, tous ces bulletins sont annexés à l'avis de non-livraison.

4. En règle générale, les avis de non-livraison sont échangés entre le bureau de destination et le bureau d'origine; toutefois, chaque Administration peut demander que les avis qui concernent son service soient transmis à son Administration centrale ou à un bureau spécialement désigné; le nom de ce bureau doit être indiqué aux Administrations par l'intermédiaire du Bureau international; il appartient à l'Administration d'origine d'aviser l'expéditeur; l'échange des avis de non-livraison doit être accéléré autant que possible par tous les bureaux intéressés.

ARTICLE 138

Non-livraison. Instructions de l'expéditeur

1. L'avis de non-livraison doit être renvoyé au bureau qui l'a établi, complété par les instructions nouvelles de l'expéditeur et accompagné du bulletin d'expédition; il est renvoyé par avion si l'expéditeur ou le tiers paye la surtaxe aérienne correspondante.

2. Les seules instructions nouvelles que l'expéditeur (ou le tiers visé à l'article 5, lettre b), de l'Arrangement) est autorisé à donner étant énumérées à l'article 22, § 1, de l'Arrangement il convient, dans les cas particuliers ci-après, d'appliquer les règles suivantes:

a) si l'expéditeur (ou le tiers) demande qu'un colis contre remboursement soit remis contre remboursement d'une somme inférieure à la somme primitive, une nouvelle formule R 4 doit être établie conformément aux dispositions de l'article 108 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement;

b) si l'expéditeur (ou le tiers) donne comme instructions que le colis soit remis franc de droits, soit au destinataire primitif, soit à un autre destinataire, le bureau intéressé fait application de l'article 116.

3. Lorsqu'un colis ayant donné lieu à un avis de non-livraison est livré ou réexpédié avant réception des nouvelles instructions, l'expéditeur doit en être prévenu par l'intermédiaire du bureau d'origine; si l'avis a été envoyé à un tiers désigné par l'expéditeur, cette information doit être adressée à ce tiers; s'il s'agit d'un colis contre remboursement et si le mandat R 4 mentionné à l'article 103, § 1, du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement a déjà été transmis à l'expéditeur, il n'est pas nécessaire d'aviser ce dernier.

4. Lorsque l'Administration de destination ou une Administration intermédiaire n'a pas observé les instructions données soit au moment du dépôt, soit postérieurement, elle est tenue de prendre à sa charge les parts de transport (aller et retour) et les autres taxes ou droits éventuels dont l'annulation n'a pas eu lieu; toutefois, les frais payés à l'aller restent à la charge de l'expéditeur si celui-ci, lors du dépôt du colis ou postérieurement, a déclaré que, en cas de non-livraison, il faisait abandon du colis ou il désirait le faire vendre.

ARTICLE 139

Renvoi des colis non livrés

1. Le bureau qui effectue le renvoi d'un colis par application de l'article 22 de l'Arrangement mentionne, soit manuscritement, soit au moyen d'un cachet ou d'une étiquette sur le colis et sur le bulletin d'expédition qui doit l'accompagner, la cause de la non-livraison; la mention doit être libellée en langue française, chaque Administration ayant la faculté d'ajouter la traduction dans sa propre langue et toute autre indication qui lui convient; cette mention doit revêtir une forme claire et concise telle que: inconnu, refusé, en voyage, parti, non réclamé, décédé, etc. *Ce colis est traité conformément aux dispositions de l'article 126, §§ 1, 2 et 7.*

2. Tout colis renvoyé à l'Administration d'origine parce qu'il a été admis à tort donne lieu aux opérations ci-après:

- a) s'il a été admis à tort par suite d'une erreur imputable au service postal, l'Administration qui le renvoie restitue à la première Administration chargée de le réacheminer vers le bureau d'origine les quotes-parts et parts de taxe dont celle-ci l'avait créditée;
- b) s'il a été admis à tort par suite d'une erreur de l'expéditeur ou s'il tombe sous le coup de l'une des interdictions édictées à l'article 6 de l'Arrangement, il est fait application de l'article 126, §§ 1, 2 et 7.

3. *Tout colis renvoyé à l'origine est inscrit sur la feuille de route avec la mention «Retour à l'origine» dans la colonne «Observations».*

4. *A moins que l'expéditeur ne demande qu'il ait lieu par la voie aérienne, le renvoi d'un colis à l'origine a lieu, sauf impossibilité, par la voie suivie à l'aller en ce qui concerne les colis de surface, et par la voie de surface la plus rapide en ce qui concerne les colis-avion.*

5. *En cas de réexpédition ou de renvoi par voie de surface d'un colis-avion avec valeur déclarée, la responsabilité est limitée, pour le second parcours, à celle qui est appliquée aux colis acheminés par cette voie.*

6. Le renvoi d'un colis à l'origine par suite d'une suspension de service est gratuit; les parts de transport perçues pour le trajet de l'aller et non attribuées sont remboursées à l'expéditeur.

ARTICLE 140

Vente. Destruction

1. Lorsqu'un colis a été vendu ou détruit conformément aux dispositions de l'article 23 de l'Arrangement, il est dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction. Une copie du procès-verbal, accompagnée du bulletin d'expédition, est transmise au bureau d'origine. *Il en est de même si la vente du colis a eu lieu à la demande de l'expéditeur.*

2. Le produit de la vente sert, en premier lieu, à couvrir les frais qui grèvent le colis; le cas échéant, l'excédent est transmis au bureau d'origine pour être remis à l'expéditeur; celui-ci supporte les frais d'envoi.

CHAPITRE VII

COMPTABILITÉ

ARTICLE 141

Établissement des comptes

1. Chaque Administration fait établir mensuellement, ou trimestriellement dans les relations avec les Pays éloignés, par ses bureaux d'échange et pour tous les envois reçus d'une seule et même Administration, un état conforme au modèle CP 15 ci-annexé et mentionnant, par bureaux expéditeurs, les sommes totales inscrites à son crédit et à son débit sur les feuilles de route CP 11, CP 12 et CP 20.

2. Les états CP 15 sont récapitulés dans un compte *conforme au modèle CP 16 ci-annexé* dressé en double expédition.

3. Le compte CP 16, accompagné des états CP 15, mais sans les feuilles de route est envoyé à l'Administration intéressée, pour examen, dans le courant du mois qui suit celui auquel il se rapporte; en ce qui concerne les Pays éloignés, l'envoi a lieu aussitôt que la dernière feuille de route du mois envisagé est parvenue; il n'est pas dressé de compte négatif; les totaux ne doivent jamais être rectifiés; les différences qui pourraient être relevées doivent faire l'objet d'états *conformes au modèle CP 17 ci-annexé*. Ces états sont adressés à l'Administration intéressée qui doit en incorporer le montant dans son prochain compte CP 16; aucun état CP 17 n'est dressé lorsque le montant définitif des différences ne dépasse pas 2 francs par compte.

4. Après vérification et acceptation, les comptes CP 16 et les états CP 15 sont renvoyés à l'Administration qui les a établis au plus tard à l'expiration du deuxième mois à partir du jour de l'envoi; ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les Pays éloignés. Si l'Administration qui a envoyé le compte n'a reçu aucune notification rectificative pendant ces délais, le compte est considéré comme accepté de plein droit.

5. Les comptes CP 16 sont résumés dans un compte général trimestriel *conforme au modèle CP 18 ci-annexé* établi par l'Administration créancière; ce compte peut toutefois être établi par semestre, après entente entre les Administrations intéressées.

6. Lorsque le solde d'un compte général CP 18 ne dépasse pas 25 francs, il peut être incorporé dans le compte général CP 18 pour la période suivant celle à laquelle ce solde se rapporte.

7. Le décompte des sommes déboursées par chaque Administration pour le compte d'une autre en ce qui concerne les colis livrés francs de droits, est effectué sur les bases ci-après:

- a) l'Administration créancière établit chaque mois, dans la monnaie de son Pays, un compte particulier mensuel sur une formule *conforme au modèle CP 19 ci-annexé*; les parties B des bulletins d'affranchissement qu'elle a conservés sont inscrites dans l'ordre alphabétique des bureaux qui ont fait l'avance des frais et suivant l'ordre numérique qui leur a été donné;
- b) le compte particulier, accompagné des parties B des bulletins d'affranchissement, est transmis à l'Administration débitrice au plus tard à la fin du mois qui suit celui auquel il se rapporte; il n'est pas dressé de compte négatif,
- c) la vérification des comptes a lieu dans les conditions fixées par le Règlement de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage;¹
- d) Les décomptes donnent lieu à une liquidation spéciale; chaque Administration peut, toutefois, demander que ces comptes soient liquidés avec les comptes des mandats de poste, les comptes CP 16 des colis ou les comptes R 5 concernant les envois contre remboursement, sans y être incorporés.

8. Lorsqu'il y a lieu d'imputer des paiements aux Administrations responsables, conformément aux dispositions de l'article 39 de l'Arrangement et qu'il s'agit de plusieurs montants, ceux-ci sont récapitulés sur une formule *conforme au modèle CP 22 ci-annexé* et le montant total est reporté sur le compte CP 16.

ARTICLE 142

Règlement des comptes

1. Le solde de la balance des comptes généraux est payé par l'Administration débitrice à l'Administration créancière selon les dispositions de l'article 42 de la Convention.

2. L'établissement et l'envoi en double exemplaire d'un compte général doivent intervenir aussitôt que les comptes CP 16 ont été renvoyés et acceptés. La vérification du compte CP 18 par l'Administration débitrice et le renvoi d'un des deux exemplaires à l'Administration créancière doivent être effectués dans le délai de deux mois qui suit la réception du compte; passé ce délai, le compte CP 18 peut être considéré comme admis de plein droit. Le paiement du solde doit être effectué aussi rapidement que possible et, au plus tard, avant l'expiration d'un délai de deux mois à partir de l'acceptation du compte général.

3. Toute Administration qui, chaque mois et de façon continue, se trouve à découvert, vis-à-vis d'une autre Administration, d'une somme supérieure à 30 000 francs, a le droit de réclamer un acompte mensuel jusqu'à concurrence des trois quarts du montant de sa créance; sa demande doit être satisfaite dans un délai de deux mois.

¹ Voir p. 207 de ce volume.

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 143

Formules à l'usage du public

En vue de l'application des dispositions de l'article 45, § 2, de la Convention, sont considérées comme formules à l'usage du public les formules ci-après:

- CP 2 (bulletin d'expédition);
- CP 3 (déclaration en douane);
- CP 4 (bulletin d'affranchissement);
- CP 5 (réclamation);
- CP 6 (avis d'embarquement).

ARTICLE 144

Délai de garde des documents

1. Les documents du service des colis, y compris les bulletins d'expédition, doivent être conservés pendant une période minimum de *dix-huit mois* à partir du lendemain de la date à laquelle ces documents se réfèrent.

2. Les documents concernant un litige ou une réclamation doivent être conservés jusqu'à liquidation de l'affaire. *Si l'Administration réclamante, régulièrement informée des conclusions de l'enquête, a laissé s'écouler six mois à partir de la date de la communication sans formuler d'objections, l'affaire est considérée comme liquidée.*

CHAPITRE IX

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 145

Mise à exécution et durée du Règlement

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les colis postaux.

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Ottawa, le 3 octobre 1967.

SIGNATURES

(Les mêmes qu'aux pages 33 et 34 de ce volume.)

PROTOCOLE FINAL DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

Au moment de procéder à la signature du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux conclu à la date de ce jour, les soussignés, au nom de leurs Administrations respectives, sont convenus de ce qui suit:

*ARTICLE UNIQUE**Poids maximum des sacs de colis*

Par dérogation aux dispositions de l'article 131, § 4, Ceylan, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ceux des Territoires britanniques d'outre-mer, y compris les Colonies, les Protectorats et les Territoires sous tutelle exercée par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord dont la réglementation interne s'y oppose, de même que l'Irlande, ont le droit de ne pas accepter des sacs de colis qui pèsent plus de 36 kilogrammes.

SIGNATURES

(Les mêmes qu'aux pages 33 et 34 de ce volume.)

LISTE DES FORMULES

N° 1	Dénomination ou nature de la formule 2	Références 3
CP 1	Tableau CP 1.....	art. 103, § 1
CP 2	Bulletin d'expédition.....	art. 106, § 1, lettre a)
CP 3	Déclaration en douane.....	art. 106, § 1, lettre b)
CP 4	Bulletin d'affranchissement.....	art. 115, § 2
CP 5	Réclamation concernant un colis postal.....	art. 127, § 1, lettre a)
CP 6	Avis d'embarquement.....	art. 124, § 2
CP 7	Étiquette « V » pour colis avec valeur déclarée, combinée avec le numéro du colis et le nom du bureau d'origine.....	art. 109, lettre c)
CP 8	Étiquette pour colis, avec le numéro du colis et le nom du bureau d'origine.....	art. 107, § 1, lettre a)
CP 9	Avis de non-livraison.....	art. 137, § 1
CP 10	Avis de réexpédition d'une formule CP 5.....	art. 127, § 1, lettre b)
CP 11	Feuille de route des colis postaux.....	art. 130, § 1
CP 12	Feuille de route spéciale.....	art. 131, § 6
CP 13	Bulletin de vérification.....	art. 134, § 3
CP 14	Procès-verbal concernant la spoliation, l'avarie ou la diminution de poids d'un colis postal.....	art. 135, § 4
CP 15	État mensuel.....	art. 141, § 1
CP 16	État trimestriel.....	
CP 16	Compte récapitulatif.....	art. 141, § 2
CP 17	État des différences constatées dans le compte récapitulatif.....	art. 141, § 3
CP 18	Compte général.....	art. 141, § 5
CP 19	Compte particulier mensuel des frais de douane, etc.....	art. 141, § 7, lettre a)
CP 20	Feuille de route-avion des colis-avion.....	art. 130, § 1
CP 21	Tableau CP 21.....	art. 103, § 3
CP 22	Relevé des sommes dues au titre d'indemnité pour colis postaux.....	art. 141, § 8
CP 23	Étiquette de dépêche de colis postaux.....	art. 131, § 1, lettre a)
CP 24	Étiquette de dépêche de colis-avion.....	art. 131, § 1, lettre a)

ANNEXES:

FORMULES CP 1 à CP 24

CP 1

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

TABLEAU CP 1

indiquant les conditions auxquelles l'Administration des postes d.....accepte en transit les colis postaux à destination des Pays pour lesquels elle est à même de servir d'intermédiaire

N° courant 1	Pays de destination 2	Voies de transmission 3	Limite de la déclaration de valeur 4	Corps de poids 5	Quotes-parts et droit à bonifier à l'Administration d.....		Quotes-parts						Pays et services maritimes auxquels elles sont dues 9	Nombre de déclarations en douane 10	Observations 11				
					Quotes-parts au poids 6	Droit d'assurance par 200 fr 7	Décomposition des montants de la colonne 6												
							1 kg a	3 kg b	5 kg c	10 kg d	15 kg e	20 kg f							
							8												
			fr	kg	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c			

Recto

<p style="text-align: center;">COUPON</p> <p>Peut être détaché par le destinataire</p> <p>Timbre du bureau d'origine</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 50px; height: 50px; margin: 10px auto; border-radius: 50%;"></div> <p>Nom et domicile de l'expéditeur</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	<p style="text-align: right;">(emplacement réservé aux étiquettes CP 7 et CP 8)</p> <p style="text-align: center;">BULLETIN D'EXPÉDITION</p> <p>Numéro(s) du (ou des) colis</p> <p>Pays d'origine.....</p> <p>Valeur déclarée: <input style="width: 150px;" type="text"/> <input style="width: 100px;" type="text"/></p> <p style="text-align: center;">(les unités en toutes lettres et en caractères latins) (en chiffres arabes)</p> <p style="text-align: right;"><input style="width: 100px;" type="text"/></p> <p style="text-align: right;">fr-or (en chiffres arabes)</p> <p>Nombre de { colis..... déclarations en douane..... certificats ou factures.....</p> <p>Nature de l'emballage (1).....</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 30px; margin: 5px auto; text-align: center;">(2)</div> <p>Remboursement { Montant du remboursement <input style="width: 150px;" type="text"/> <input style="width: 100px;" type="text"/></p> <p style="text-align: center;">(les unités en toutes lettres et en caractères latins) (en chiffres arabes)</p> <p>A porter au crédit du compte courant postal n°.....</p> <p>de.....</p> <p>à....., tenu par le bureau de chèques d.....</p> <p>Adresse du destinataire { (Nom du destinataire).....</p> <p style="text-align: center;">(Rue et numéro).....</p> <p style="text-align: center;">(Lieu de destination).....</p> <p style="text-align: center;">(Pays de destination).....</p>	<p style="text-align: center;">CP 2</p> <p>Application des timbres-poste* ou indication de la taxe perçue</p> <p style="font-size: small;">*La faculté d'apposer les timbres-poste sur le bulletin lui-même ou sur le coupon a été maintenue (Documente du Congrès de Londres 1929, tome II, page 422).</p>												
<p>Timbre de la douane</p>	<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 15%; border-right: 1px solid black;">Poids</td> <td style="width: 15%;">..... kg g</td> <td style="width: 15%; border-right: 1px solid black;">Droits de douane (4)</td> <td style="width: 55%;">Acheminement:</td> </tr> <tr> <td style="border-right: 1px solid black;">..... kg g</td> <td>..... kg g</td> <td style="border-right: 1px solid black;">Voie.....</td> <td>.....</td> </tr> <tr> <td style="border-right: 1px solid black;">..... kg g</td> <td>..... kg g</td> <td style="border-right: 1px solid black;">Bureau d'échange.....</td> <td>.....</td> </tr> </table> <p style="font-size: x-small;">(1) Paquet, caisse, carton, corbeille, sac, etc. (2) Si l'expéditeur désire que son colis ne soit pas réexpédié, il l'indiquera par une annotation dans ce cadre et sur le colis. (4) Cadre à remplir par le bureau d'entrée ou par le service de la douane du Pays de destination.</p>	Poids kg g	Droits de douane (4)	Acheminement: kg g kg g	Voie..... kg g kg g	Bureau d'échange.....	
Poids kg g	Droits de douane (4)	Acheminement:											
..... kg g kg g	Voie.....											
..... kg g kg g	Bureau d'échange.....											

CP 2 (verso)

INSTRUCTIONS À DONNER PAR L'EXPÉDITEUR

L'expéditeur est tenu d'indiquer, dans le cadre ci-dessous et sur le colis, la manière dont ce dernier doit être traité en cas de non-livraison. Les instructions ci-après sont seules admises. Elles doivent être données en soulignant et, s'il y a lieu, en complétant le texte imprimé.

Les colis pour lesquels l'expéditeur n'a pas donné d'instructions sont renvoyés sans avis.

Si la livraison du colis décrit au recto du présent bulletin ne peut avoir lieu, je demande:

- a) qu'un avis de non-livraison me soit envoyé;
- b) que l'avis de non-livraison soit adressé à (*).....
.....
.....
- c) que le colis soit renvoyé à l'origine immédiatement par (*) { voie de surface; (*)
voie aérienne; (*)
- d) que le colis soit renvoyé à l'origine par (*) { voie de surface } à l'expiration d'un délai de jours; (*)
voie aérienne
- e) que le colis soit livré ou réexpédié par (*) { voie de surface } à (*).....
voie aérienne
- f) que le colis soit réexpédié par (*) { voie de surface } aux fins de livraison au destinataire primitif; (*)
voie aérienne
- g) que le colis soit vendu à mes risques et périls;
- h) que le colis soit traité comme abandonné.

Signature de l'expéditeur:
.....

RÉCÉPISSÉ DU DESTINATAIRE

Le soussigné déclare avoir reçu le(s) colis désigné(s) au recto de ce bulletin.

....., le..... 19.....

Signature:
.....

(*) Indiquer le nom et l'adresse d'une tierce personne dans le Pays de destination.

(*) Biffer ce qui ne convient pas.

(*) Indiquer le nom et l'adresse du nouveau destinataire et mentionner éventuellement si le colis doit être livré sans perception du montant du remboursement ou contre paiement d'une somme inférieure à la somme primitive.

(*) L'expéditeur s'engage à payer les frais exigibles pour toute nouvelle transmission ainsi que les autres frais mis en compte par les Administrations intéressées.

CP 3

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

LIEU D'EXPÉDITION

DÉCLARATION EN DOUANE

LIEU DE DESTINATION

Colis		Désignation détaillée du contenu 3	Valeur (avec indication précise de l'unité monétaire employée) 4	Poids		Observations 7
Nombre 1	Nature ⁽¹⁾ 2			brut Grammes 5	net Grammes 6	
Pays d'origine ou de fabrication de la marchandise:		Adresse du destinataire { (Nom du destinataire) (Rue et numéro) (Lieu de destination) (Pays de destination)				
		, le 19.....		L'expéditeur:		

(1) Paquet, caisse, carton, corbeille, sac, etc.

CP 4

<p style="text-align: center;">DÉTAIL DES FRAIS DUS (dans la monnaie du Pays de destination du colis)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 80%;">Taxe pour franchise à la livraison</td> <td style="width: 20%;"></td> </tr> <tr> <td>Droits de douane</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Taxe de dédouanement</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Autres taxes ou droits</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">Total</td> <td></td> </tr> </table>	Taxe pour franchise à la livraison		Droits de douane		Taxe de dédouanement		Autres taxes ou droits		Total		<p style="text-align: center;">Partie B Partie à remplir par l'Administration de destination</p> <p style="text-align: center;">TOTAL DES FRAIS DÉBOURSÉS (Voir le détail sur le coupon) — en chiffres arabes —</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px; margin: 0 auto;"></div> <p style="text-align: center;">(dans la monnaie du Pays de destination du colis)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 33%; border-right: 1px solid black;">Date de l'avance</td> <td style="width: 33%; border-right: 1px solid black;">N° du registre</td> <td style="width: 33%;">Bureau qui a fait l'avance</td> </tr> </table>	Date de l'avance	N° du registre	Bureau qui a fait l'avance	<p style="text-align: center;">Timbre du bureau qui a fait l'avance des frais</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 80px; height: 80px; margin: 0 auto;"></div> <p style="text-align: center;">Signature de l'agent</p>
Taxe pour franchise à la livraison															
Droits de douane															
Taxe de dédouanement															
Autres taxes ou droits															
Total															
Date de l'avance	N° du registre	Bureau qui a fait l'avance													
Partie B (verso)															
Bord supérieur de la formule lorsque les parties A et B sont repliées l'une sur l'autre															
<p style="text-align: center;">COUPON</p> <p style="text-align: center;">Timbre du bureau d'origine</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 80px; height: 80px; margin: 0 auto;"></div> <p>L'expéditeur du colis</p> <p>n° poids kg</p> <p>avec valeur déclarée de fr</p> <p>déposé à</p> <p>à l'adresse de</p> <p>à</p> <p>a payé les droits indiqués au verso.</p>	<p style="text-align: center;">Partie A ADMINISTRATION DES POSTES</p> <p style="text-align: center;">d.</p> <p style="text-align: center;">BULLETIN D'AFFRANCHISSEMENT</p> <p>Le colis n° poids kg d.</p> <p>avec valeur déclarée de fr, expédié par</p> <p>à</p> <p>à l'adresse de</p> <p style="text-align: center;">(Rue et numéro)</p> <p style="text-align: center;">(Lieu de destination) (Pays de destination)</p> <p>doit être livré franc de tous droits Signature de l'expéditeur:</p> <p>Le soussigné s'engage à payer ces droits.</p> <p>A renvoyer au bureau d. (Indiquer le nom du bureau chargé du recouvrement des frais ou, le cas échéant, celui du bureau auquel la formule doit être renvoyée).</p>	<p style="text-align: center;">CP 4</p> <p style="text-align: center;">Timbre du bureau d'origine</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 80px; height: 80px; margin: 0 auto;"></div> <p style="text-align: center;">Signature de l'agent</p> <p style="text-align: center;">Partie A (recto)</p>													

CP 4

<p>Coupon à remettre à l'expéditeur après encaissement des frais</p> <p>DÉTAIL DES FRAIS DUS (dans la monnaie du Pays de destination du colis)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 80%;">Taxe pour franchise à la livraison</td> <td style="width: 20%;"></td> </tr> <tr> <td>Droits de douane</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Taxe de dédouanement</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Autres taxes ou droits</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">Total</td> <td></td> </tr> </table>	Taxe pour franchise à la livraison		Droits de douane		Taxe de dédouanement		Autres taxes ou droits		Total		<p style="text-align: center;">Partie A</p> <p style="text-align: center;">Partie à remplir par l'Administration de destination</p> <p style="text-align: center;">TOTAL DES FRAIS DÉBOURSÉS</p> <p style="text-align: center;">(Voir le détail sur le coupon)</p> <p style="text-align: center;">— en chiffres arabes —</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; margin: 0 auto;"></div> <p style="text-align: center;">(dans la monnaie du Pays de destination du colis)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 25%; border-right: 1px solid black;">Date de l'avance</td> <td style="width: 25%; border-right: 1px solid black;">N° du registre</td> <td style="width: 25%; border-right: 1px solid black;">Bureau qui a fait l'avance</td> <td style="width: 25%;">Signature de l'agent</td> </tr> </table>	Date de l'avance	N° du registre	Bureau qui a fait l'avance	Signature de l'agent
Taxe pour franchise à la livraison															
Droits de douane															
Taxe de dédouanement															
Autres taxes ou droits															
Total															
Date de l'avance	N° du registre	Bureau qui a fait l'avance	Signature de l'agent												
<p>soit..... (Monnaie du Pays d'origine du colis)</p> <p style="text-align: center;">Timbre du bureau qui a recouvré les frais</p> <div style="border: 1px solid black; width: 80px; height: 80px; margin: 0 auto; border-radius: 50%;"></div>	<p style="text-align: center;">Partie à remplir par l'Administration d'origine — en chiffres arabes —</p> <p style="text-align: center;">soit </p> <p style="text-align: center;">(après conversion dans la monnaie du Pays d'origine du colis)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 33%; border-right: 1px solid black; vertical-align: top;"> <p>Registre d'arrivée</p> <p>N°</p> </td> <td style="width: 33%; border-right: 1px solid black; vertical-align: top;"> <p style="text-align: center;">Converti par (Signature de l'agent)</p> <p>.....</p> </td> <td style="width: 33%; vertical-align: top;"> <p style="text-align: center;">Timbre du bureau qui a recouvré les frais</p> <div style="border: 1px solid black; width: 80px; height: 80px; margin: 0 auto; border-radius: 50%;"></div> </td> </tr> </table>	<p>Registre d'arrivée</p> <p>N°</p>	<p style="text-align: center;">Converti par (Signature de l'agent)</p> <p>.....</p>	<p style="text-align: center;">Timbre du bureau qui a recouvré les frais</p> <div style="border: 1px solid black; width: 80px; height: 80px; margin: 0 auto; border-radius: 50%;"></div>											
<p>Registre d'arrivée</p> <p>N°</p>	<p style="text-align: center;">Converti par (Signature de l'agent)</p> <p>.....</p>	<p style="text-align: center;">Timbre du bureau qui a recouvré les frais</p> <div style="border: 1px solid black; width: 80px; height: 80px; margin: 0 auto; border-radius: 50%;"></div>													
	<p style="text-align: right;">CP 4</p> <p style="text-align: center;">Partie B</p> <p style="text-align: center;">ADMINISTRATION DES POSTES</p> <p style="text-align: center;">d.....</p> <p style="text-align: center;">BULLETIN D'AFFRANCHISSEMENT</p> <p style="text-align: center;">Le colis n°.....poids.....kg d.....</p> <p style="text-align: center;">avec valeur déclarée de.....fr, expédié par.....</p> <p style="text-align: center;">à.....</p> <p style="text-align: center;">à l'adresse de.....</p> <p style="text-align: center;">(Rue et numéro)</p> <p style="text-align: center;">(Lieu de destination) (Pays de destination)</p> <p style="text-align: center;">doit être livré franc de tous droits. Signature de l'expéditeur:</p> <p style="text-align: center;">Le soussigné s'engage à payer ces droits.</p>														

Partie A (verso)

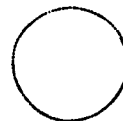
Partie B (recto)

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

Recto
CP 5

BUREAU d.....

Timbre du bureau d'origine



RÉCLAMATION concernant un colis postal

(Une seule formule suffit pour plusieurs colis remis simultanément au même bureau par le même expéditeur et expédiés par la même voie à la même adresse)

1 A remplir dans le service d'origine

Colis ⁽¹⁾
pesant, contenant ⁽²⁾

déposé par

le 19..... sous le n° au bureau d.....

à l'adresse suivante:
⁽³⁾

⁽⁴⁾ et faisant l'objet d'une demande d'avis de réception

Description extérieure:.....

2 A remplir dans le service de destination

A — en cas de distribution

Le soussigné déclare que le colis susmentionné a été dûment livré à l'ayant droit le 19.....

Le montant du remboursement a été transmis à l'expéditeur du colis par mandat n° le 19.....

Le montant du remboursement a été transmis au bureau de chèques postaux d..... par mandat n° le 19.....

Le montant du remboursement a été mis en compte courant postal le 19.....

Le chef du bureau distributeur:

Timbre du bureau distributeur

B — en cas de non-distribution

Le soussigné déclare que le colis susmentionné est encore en instance au bureau d.....

a été renvoyé au bureau d'origine le 19.....

a été réexpédié le 19..... à ⁽⁵⁾

n'est pas parvenu à destination.

La déclaration du destinataire est ci-jointe.

Le chef du bureau distributeur:

Timbre du bureau distributeur

- (1) Indiquer la catégorie (colis ordinaire, colis avec valeur déclarée, colis urgent, colis exprès, colis-remboursement, etc.) et, le cas échéant, le montant de la valeur déclarée ou du remboursement.
- (2) Décrire le contenu, autant que possible.
- (3) Indiquer l'adresse exacte et complète.
- (4) Biffer ce qui ne convient pas.

CP 5 (Verso)

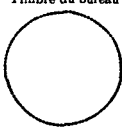
A remplir seulement si le sort du colis n'a pu être établi par les recherches prévues au recto

3
A remplir dans le service d'origine

Le colis désigné d'autre part a été réacheminé par le bureau d'échange d.....
sur le bureau d'échange d.....
dans la dépêche n°..... du 19....., inscrit sous le n°..... de la feuille de route n°.....

Signature:

Timbre du bureau

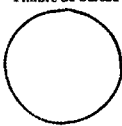


4
A remplir dans les services intermédiaires

Le colis désigné d'autre part a été réacheminé par le bureau d'échange d.....
sur le bureau d'échange d.....
dans la dépêche n°..... du 19....., inscrit sous le n°..... de la feuille de route n°.....

Signature:

Timbre du bureau

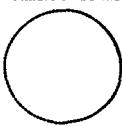


4
A remplir dans les services intermédiaires

Le colis désigné d'autre part a été réacheminé par le bureau d'échange d.....
sur le bureau d'échange d.....
dans la dépêche n°..... du 19....., inscrit sous le n°..... de la feuille de route n°.....

Signature:

Timbre du bureau

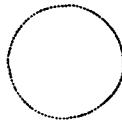


4
A remplir dans les services intermédiaires

Le colis désigné d'autre part a été réacheminé par le bureau d'échange d.....
sur le bureau d'échange d.....
dans la dépêche n°..... du 19....., inscrit sous le n°..... de la feuille de route n°.....

Signature:

Timbre du bureau



5

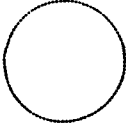
Réponse définitive

de l'Administration de destination ou, le cas échéant, de l'Administration intermédiaire qui ne peut établir la transmission régulière du colis réclamé à l'Administration suivante:

.....
.....
.....

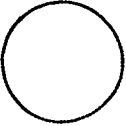
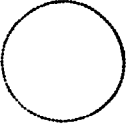
La présente formule doit être renvoyée à

Recto

ADMINISTRATION DES POSTES d..... (Partie à remplir par le bureau d'origine du colis) Colis postal n°..... avec valeur déclarée de..... déposé au bureau d..... à l'adresse de..... le..... 19..... L'expéditeur désire savoir quand et par quel paquebot ce colis a été embarqué à ⁽¹⁾ <small>(1) Désigner exactement le port (ou le Pays) d'embarquement.</small>	CP 6 Service des postes AVIS D'EMBARQUEMENT (Partie à remplir par l'expéditeur du colis, qui indiquera ci-dessous son adresse pour le renvoi du présent avis) Timbre du bureau renvoyant l'avis  (Nom ou raison sociale) (Rue et numéro) à (Localité) (Pays)
--	---

Colis, Ottawa 1957, art. 124, § 2 — Dimensions: 148 X 105 mm

Verso

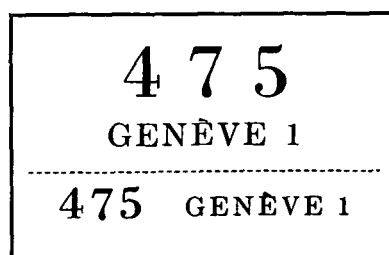
Le colis postal désigné d'autre part a été compris dans la dépêche n°..... d..... pour..... expédiée le..... 19.....	Timbre du bureau d'échange expéditeur de la dépêche 
Le colis postal désigné d'autre part, soit la dépêche mentionnée ci-dessus, a été embarqué(e) à..... sur le paquebot..... parti le..... 19.....	Timbre du bureau d'échange du port d'embarquement 

CP 7



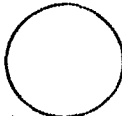
Colis, Ottawa 1957, art. 109, lettre c) — Dimensions: 52 × 37 mm, couleur rouge

CP 8



Colis, Ottawa 1957, art. 107, § 1, lettre a) — Dimensions: 52 × 37 mm

Recto

ADMINISTRATION DES POSTES d	CP 9
AVIS DE NON-LIVRAISON (1)	
(Une seule formule suffit pour plusieurs colis déposés simultanément par le même expéditeur à la même adresse)	
Le..... colis dont ci-joint bulletin..... d'expédition n° originaire..... d	
se trouve..... en souffrance à mon bureau, pour le motif suivant:	
<ul style="list-style-type: none"> a) le..... colis ^a ont été refusé..... par le destinataire. b) le..... colis n' ^a ont pas été réclamé..... c) le destinataire est inconnu, absent, parti, décédé. d) l'adresse est insuffisante. (*) e) l'adresse d..... colis n'est pas conforme à celle du bulletin d'expédition. f) le destinataire refuse de payer { les droits de douane. le remboursement. les autres taxes et droits dont le..... colis est grevé..... g) le..... colis ^{est} sont grevé..... de droits de douane et autres taxes et droits s'élevant au total à 	<p style="text-align: right;">(à indiquer dans la monnaie du Pays qui dresse l'avis)</p> <p>de de droits de douane et autres taxes et droits s'élevant au total à</p> <p>de de droits de douane et autres taxes et droits s'élevant au total à</p> <p>de de droits de douane et autres taxes et droits s'élevant au total à</p>
Pour prolongation de magasinage, cette somme sera majorée de	
h) le destinataire n'a pas d'autorisation d'importation.	
Prière de demander les instructions de (*) <u>l'expéditeur</u> et de lui faire connaître que, si ces instructions ne me parviennent pas dans un délai de mois, le..... colis sera renvoyé..... à l'origine sous suite des frais(*)	
<p>Timbre du bureau</p> 	<p>Nom et adresse de la personne à qui les instructions doivent être demandées (*):</p> <p>....., le 19.....</p> <p style="text-align: right;">Signature:</p> <p>.....</p>
<p>(1) A transmettre sous recommandation.</p> <p>(2) Souligner et compléter, s'il y a lieu, le texte valable.</p> <p>(3) Biffer ce qui ne convient pas.</p> <p>(4) Tant que les instructions ne sont pas parvenues, le bureau est autorisé soit à livrer le colis au destinataire primitif ou à un autre destinataire indiqué éventuellement au verso du bulletin d'expédition, soit à le réexpédier à une nouvelle adresse.</p> <p>(5) Ne pas remplir si les instructions sont demandées à l'expéditeur.</p>	

CP 9 (Verso)

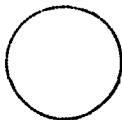
RÉPONSE

Le..... colis doi..... être:

- (1) a) présenté..... encore une fois au destinataire primitif.
- b) livré..... à rue n°
 réexpédié..... à
 (destinataire primitif ou une autre personne)
- sans perception du montant de remboursement.
 contre paiement d'un montant de remboursement réduit(*) à
- c) livré..... à rue n°
 réexpédié..... à
 (destinataire primitif ou une autre personne)
- sans perception des droits de douane ou des autres frais dont le..... colis est
 sont grevé.....(*)
- d) immédiatement renvoyé..... au bureau d'origine (*) par voie de surface. L'expéditeur s'engage à payer les frais
par avion de transport.
- e) vendu..... aux risques et périls de l'expéditeur.
- f) traité..... comme abandonné.....

L'intéressé n'ayant pas répondu aux demandes d'instructions qui lui ont été adressées, le..... colis doi..... être renvoyé..... au bureau d'origine à l'expiration du délai réglementaire.

Timbre du bureau



Signature:

(1) Répondre en soulignant et, s'il y a lieu, en complétant le texte imprimé.

(2) En ce cas, le bureau d'origine joindra à la réponse un nouveau mandat de remboursement (établi conformément à l'art. 106 de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement).

(3) En ce cas, le bureau d'origine joindra à la réponse un bulletin d'affranchissement (établi conformément à l'art. 115 de l'Arrangement concernant les colis postaux).

(4) Biffer ce qui ne convient pas.

Recto
CP 10

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

BUREAU d.....

AVIS DE RÉEXPÉDITION D'UNE FORMULE CP 5

La réclamation n° concernant le colis désigné ci-après,

déposé le 19..... à.....

par.....

à l'adresse de.....

n° valeur déclarée:

montant du remboursement:

a été réexpédiée ce jour à.....

à.....

avec les renseignements suivants:

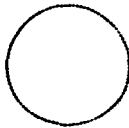
Le colis a été réacheminé par le bureau d'échange d.....

sur le bureau d'échange d....., dans la dépêche n°..... du 19.....,

inscrit sous le n°..... de la feuille de route n° Ce bureau l'a reçu sans faire d'observation.

Si la réclamation reste sans réponse dans le délai voulu, prière d'en adresser un duplicata au service d....., en y indiquant les renseignements précités. L'affaire peut être considérée comme terminée en ce qui concerne notre service.

Timbre à date



....., le 19.....

Signature:

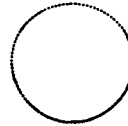
(La formule sera pliée en deux et envoyée à découvert à l'adresse figurant au verso)

CP 10 (Verso)

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

Service des postes

Timbre à date



(¹)
.....
.....

.....
.....

(¹) Adresse du bureau originaire de la réclamation ou du service spécialement désigné.

CP 11

ADMINISTRATION EXPÉDITRICE

ADMINISTRATION DESTINATAIRE

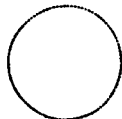
Numéro d'ordre de la dépêche: Numéro de la feuille de route:⁽¹⁾ Navire:

Timbre du bureau d'échange de départ

FEUILLE DE ROUTE

Timbre du bureau d'échange d'arrivée

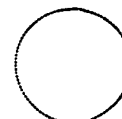
des colis postaux



expédiés par le bureau d'échange d.....

au bureau d'échange d.....

Départ (.....* envoi) du 19....., à h mn



Numéro		Nombre de colis	Bureau d'origine	Lieu de destination ⁽²⁾	Poids ⁽³⁾ de chaque colis avec valeur déclarée		Valeur déclarée	Quotes-parts et droits dus				Montant du remboursement	Observations
courant	du colis				kg	g		fr	par l'Administration expéditrice à l'Administration correspondante		par l'Administration correspondante à l'Administration expéditrice		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11			
1													
2													
3													
4													
5													
6													
7													
8													
9													
10													
11													
12													
13													
14													
15													
16													
17													
18													
19													
20													
Totaux													

L'agent du bureau d'échange de départ:

L'agent du bureau d'échange d'arrivée:

(1) A remplir si la dépêche comprend plusieurs formules CP 11.

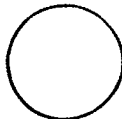
(2) Ne pas remplir si les colis sont adressés au même bureau que la feuille de route.

(3) En cas de besoin, cette colonne peut servir à l'indication du poids de colis autres que les colis avec valeur déclarée.

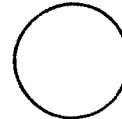
Recto
CP 13

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

BUREAU d.....

Timbre du bureau
expéditeur du bulletin

BULLETIN DE VÉRIFICATION N°..... (1)

Timbre du bureau
destinataire du bulletin

Erreurs et irrégularités constatées dans la dépêche de colis n° (feuille de route n°.....)
 du bureau d'échange d.....
 pour le bureau d'échange d.....
 Départ (.....* envoi) du..... 19....., à..... h..... mn

Colis manquants							
Numéro		Bureau d'origine	Adresse (aussi exacte que possible)	Boni- fication	Recti- fication	Observations	
courant (col. 1 de la feuille de route)	du colis						
1	2	3	4	5	6	7	
				fr	c	fr	c

Colis en trop							
Numéro		Bureau d'origine	Adresse exacte		Poids	Valeur déclarée	Nature du récipient (sac, panier, etc.)
courant (col. 1 de la feuille de route)	du colis		de l'expéditeur	du destinataire			
1	2	3	4	5	6	7	8
					kg	g	fr

(1) A transmettre sous recommandation.

(Suite au verso)

CP 13 (Verso)

Colis avariés								
Numéro		Bureau d'origine	Adresse		Contenu	Poids constaté	Valeur déclarée	Nature du récipient (sac, panier, etc.)
courant (col. 1 de la feuille de route)	du colis		de l'expéditeur	du destinataire				
1	2	3	4	5	6	7	8	9
						kg : g	fr	
Description et cause apparente de l'avarie ou autres observations:								
.....								

Irrégularités
(manque de feuille de route, insuffisance d'emballage ou de fermeture, etc.)
.....

Erreurs							
Numéro		Bureau d'origine	Nom et adresse du destinataire	Poids	Numéro de la colonne	Inscription du bureau d'échange de départ	Rectification du bureau d'échange d'arrivée
courant (col. 1 de la feuille de route)	du colis						
1	2	3	4	5	6	7	8
				kg : g		fr : c	fr : c
				Totaux			

....., le 19.....
 Les agents du bureau d'échange d'arrivée:

....., le 19.....
 Vu et accepté,
 Le chef du bureau d'échange de départ:

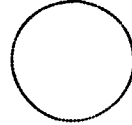
Recto
CP 14

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

Timbre du bureau
qui établit le procès-verbal

PROCÈS-VERBAL

concernant (1) { la spoliation
l'avarie
la diminution de poids } d'un colis postal



1^{re} PARTIE

Procès-verbal dressé par le bureau d..... le..... 19.....

Bureau de dépôt:..... Date du dépôt:..... 19.....

Numéro du colis:.....

Expéditeur:.....

Destinataire:.....

Valeur déclarée:..... Remboursement:.....

Poids indiqué:..... Poids constaté:.....

Emballage extérieur:..... Emballage intérieur:.....

Bureau qui a formé la dépêche:.....

Date de la dépêche:..... 19..... Numéro d'ordre de la dépêche:.....

La dépêche est arrivée le..... 19.....

(1) { par l'ambulant.....
dans le fourgon n°.....
par le paquebot.....
par la ligne aérienne.....

Le colis est arrivé (1) { en sac
hors sac

Description détaillée des faits:.....

Signatures:

(1) Biffer ce qui ne convient pas.

(Voir au verso)

CP 14 (Verso)

II• PARTIE

Procès-verbal dressé par le bureau d.....le.....19.....

L'emballage de l'envoi doit être considéré comme (1) $\frac{\text{réglementaire}}{\text{non réglementaire}}$.(1) $\left\{ \begin{array}{l} \text{D'après} \frac{\text{les indications de la facture}}{\text{la déclaration en douane}} \\ \text{Suivant} \frac{\text{le destinataire}}{\text{l'expéditeur}} \end{array} \right\}$ le contenu devrait se composer de.....A l'examen, (1) fait en présence (1) $\frac{\text{du destinataire}}{\text{de l'expéditeur}}$, il a été constaté.....(1) $\left\{ \begin{array}{l} \text{En conséquence} \\ \text{Suivant le destinataire} \\ \text{Suivant l'expéditeur} \end{array} \right\}$ il manque.....(1) $\frac{\text{Le destinataire}}{\text{L'expéditeur}}$ estime à une somme de.....le dommage causé par (1) $\left\{ \begin{array}{l} \text{la spoliation.} \\ \text{l'avarie.} \\ \text{la diminution de poids.} \end{array} \right.$ (1) $\left\{ \begin{array}{l} \text{La spoliation} \\ \text{L'avarie} \\ \text{La diminution de poids} \end{array} \right\}$ est attribuable à.....

(1) Après emballage et pesage, le nouveau poids est de.....; l'envoi a été réacheminé sur sa destination.

(1) Le contenu a été détruit par les soins du bureau soussigné.

(1) L'emballage est conservé ici.

(1) Le destinataire refuse l'envoi.(1) L'expéditeur a accepté l'envoi, mais il demande une indemnité de.....

(1) Sont annexés au procès-verbal: l'emballage du colis, le récipient, la ficelle, les cachets, les plombs de fermeture, l'étiquette.

En foi de quoi nous avons dressé le présent procès-verbal, dont un double a été transmis, avec un bulletin de vérification, au bureau d'échange d.....

Signatures des agents postaux:

Signature de l'agent des douanes:

Signature du destinataire ou de l'expéditeur:

(1) Biffer ce qui ne convient pas.

CP 15

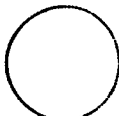
ADMINISTRATION DES POSTES d..... SERVICE AVEC L'ADMINISTRATION
 BUREAU D'ÉCHANGE d..... d.....

ÉTAT ⁽¹⁾ { MENSUEL
 TRIMESTRIEL } DES SOMMES DUES

Sommes que se doivent mutuellement l'Administration d.....
 et l'Administration d....., pour les colis postaux expédiés par les bureaux d'échange relevant de la première
 Administration au bureau d'échange d.....
 (1) { Mois d.....19.....
 trimestre 19.....

Date des feuilles de route	I. Avoir de l'Administration destinataire des feuilles de route								II. Avoir de l'Administration expéditrice				Observations												
	Colonne 8 de la formule CP 11 ou total de la formule CP 12				Colonnes 8 et 10 de la formule CP 20				Colonne 9 de la formule CP 11					Colonnes 9 et 11 de la formule CP 20											
	Envoi du bureau		Envoi du bureau		Envoi du bureau		Envoi du bureau		Envoi du bureau		Envoi du bureau			Envoi du bureau		Envoi du bureau									
	2	d.	3	d.	4	d.	5	d.	6	d.	7	d.		8	d.	9	d.	10	d.	11	d.	12	d.	13	d.
1	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	14
Total par bureau d'échange correspondant																									
Total général de chaque Avoir																									

Timbre du bureau
d'échange destinataire



Le chef du bureau d'échange destinataire:

(1) Biffer ce qui ne convient pas.

CP 16

ADMINISTRATION DES POSTES d..... SERVICE AVEC L'ADMINISTRATION
d.....

COMPTE RÉCAPITULATIF⁽¹⁾

des états ^(*) $\frac{\text{mensuels}}{\text{trimestriels}}$ (formule CP 15)

adressés par les bureaux d'échange relevant de l'Administration d.....
aux bureaux d'échange relevant de l'Administration d.....

Mois d..... 19.....
^(*)..... trimestre 19.....

Numéro courant 1	Bureau d'échange destinataire 2	Sommes dues d'après chaque état ^(*) $\frac{\text{mensuel}}{\text{trimestriel}}$				Observations 5
		à l'Administration destinataire 3		à l'Administration expéditrice 4		
		fr	c	fr	c	
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
	Totaux					
	A déduire					
	Solde en faveur de l'Administration					
	d.....					

....., le 19..... | Vu et accepté: le 19.....

⁽¹⁾ A dresser en double expédition.
^(*) Biffer ce qui ne convient pas

CP 17

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

ÉTAT DES DIFFÉRENCES

constatées dans le compte récapitulatif (formule CP 16) dressé par l'Administration d.....

pour le ⁽¹⁾ { mois d..... 19.....
 trimestre 19.....

N° courant 1	N° courant du compte CP 16 2	Dépêche-colis		Date 5	Montant				Avoir de l'Administration				Observations (*) 10
		de 3	pour 4		mis en compte 6		rectifié 7		d..... 8		d..... 9		
					fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	
1													
2													
3													
4													
5													
6													
7													
8													

..... le 19.....

Vu et accepté:, le 19.....

(1) Biffer ce qui ne convient pas.
 (*) Utiliser, au besoin, la partie éventuellement libre du recto ou le verso de la formule.

CP 19

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

**COMPTE PARTICULIER MENSUEL
DES FRAIS DE DOUANE, ETC.**

Frais de douane, etc., payés par l'Administration d.....
pour le compte de l'Administration d.....

Mois d..... 19.....

Numéro courant 1	Date de l'avance 2	Numéro du bulletin d'affran- chissement 3	Bureau qui a fait l'avance 4	Montant de chaque bulletin d'affranchissement 5	Observations 6
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					
Total					

....., le 19.....

Signature:

CP 20

ADMINISTRATION EXPÉDITRICE

ADMINISTRATION DESTINATAIRE

Numéro d'ordre de la dépêche:..... Numéro de la feuille de route:(1)..... Ligne aérienne:.....

Timbre du bureau d'échange de départ

Timbre du bureau d'échange d'arrivée

FEUILLE DE ROUTE-AVION

des colis-avion

expédiés par le bureau d'échange d.....

au bureau d'échange d.....

Départ (.....° envoi) du.....19....., à.....h.....mn

Numéro		Nom- bre de colis	Bureau d'origine	Lieu de destination(2)	Poids (1) de chaque colis avec valeur déclarée		Valeur déclarée	Quotes-parts territoriales et maritimes et droits dus		Quotes-parts aériennes dus		Montant du rembour- sement	OBSER- VATIONS
con- rant	du colis				kg	g		fr	fr	e	fr			e	fr	e
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	
1													
2													
3													
4													
5													
6													
7													
8													
9													
10													
11													
12													
13													
14													
15													
16													
17													
18													
19													
20													
Totaux													

L'agent du bureau d'échange de départ: | L'agent du bureau d'échange d'arrivée:

(1) Si l'expédition comprend plusieurs formules CP 20.
 (2) Ne pas remplir si les colis sont adressés au même bureau que la feuille de route-avion.
 (3) En cas de besoin, cette colonne peut servir à l'indication du poids des colis autres que les colis avec valeur déclarée.

Recto
CP 21

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

TABLEAU CP 21

indiquant les conditions auxquelles l'Administration des postes susmentionnée accepte des colis postaux-avion pour son propre territoire et à destination des Pays pour lesquels elle est à même de servir d'intermédiaire

AVIS.—Les montants indiqués dans la colonne 5 du cadre C (voir le verso de la formule) ne représentent que la quote-part d'arrivée dont l'Administration de destination doit être créditée. Lorsqu'il y a lieu d'attribuer des quotes-parts territoriales ou maritimes de transit, les montants doivent en être indiqués dans la même colonne, avec un renvoi correspondant

1—RENSEIGNEMENTS de l'Administration qui établit le présent tableau, sur les questions suivantes:		CADRE A
Demands:	Réponses:	
1.—Cette Administration se charge-t-elle ou non du réacheminement aérien des colis postaux-avion à l'intérieur de son Pays, sur tout ou partie du parcours?	(1)	
2.—Si oui, à destination de quelles localités?	(2)	
3.—Des colis postaux-avion à destination d'autres endroits peuvent-ils, à la demande de l'expéditeur, être acheminés sur ces localités?	(1)	

II—SERVICE À L'INTÉRIEUR d.....					CADRE B
Coupures de poids	Quotes-parts à attribuer				Observations
	à l'Administration d.....				
1	Quote-part d'arrivée		Droit d'assurance par 200 fr		4
kg	fr	c	fr	c	

(1) Oui ou non.

(2) Indication de ces localités, dans l'ordre alphabétique.

(Suite au verso)

CP 22

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

RELEVÉ

des sommes dues au titre d'indemnité pour colis postaux (1)


par l'Administration d..... Mois d..... 19.....

N° courant	Colis postaux				Lettres autorisant les reprises			Montant	Observations (*)
	N°	Date de dépôt	Origine	Destination	N° de l'état ou nom du bureau	Date	N° du dossier de l'Administration débitrice		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
								fr	c
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									
11									
12									
13									
14									
15									
16									
17									
18									
19									
20									
Total									

(à reporter sur le compte récapitulatif CP 16)


(1) Dédommagement pour colis postaux égarés, avariés, vendus, etc.
 (2) Utiliser, au besoin, la partie éventuellement libre du recto ou le verso de la formule.

CP 23

Colis postaux	de Liverpool pour	
Dépêche n°.....	Montréal (Canada)	
 Date d'expédition.....		via.....
Sac n°.....		Paquebot.....
Nombre des colis.....		Port de débarquement.....

Colis, Ottawa 1957, art. 131, § 1, lettre a) — Dimensions: 125 × 60 ou 148 × 52 mm, couleur jaune ocre

CP 24

<p style="text-align: center;">Colis postaux</p> <p>Dépêche n°.....</p> <p>Date d'expédition.....</p> <p>Sac n°.....</p> <p>Nombre des colis.....</p> <p>kg</p> 	<p style="text-align: center;">Par avion</p> <p>de Stockholm Ban pour</p> <p style="text-align: center;">Rio de Janeiro</p> <p>Ligne n°.....</p> <p>Aéroport de transbordement.....</p>
--	--

Colis, Ottawa 1957, art. 131, § 1, lettre a) — Dimensions: 125 × 60 mm, couleur jaune ocre

[TRANSLATION¹ — TRADUCTION²]

UNIVERSAL POSTAL UNION
ACTS OF THE CONGRESS OF OTTAWA, 1957

III

No. 5213. AGREEMENT CONCERNING POSTAL PARCELS.
SIGNED AT OTTAWA, ON 3 OCTOBER 1957

¹ Translation by the British Post Office.

² Traduction de l'Administration postale britannique.

NOTE BY THE BRITISH POST OFFICE. — Square brackets [] indicate a note that does not appear in the original text—usually the accepted English form of an expression necessarily retained in French.¹

AGREEMENT CONCERNING POSTAL PARCELS

TABLE OF CONTENTS

<p style="text-align: center;">CHAPTER I</p> <p style="text-align: center;">GENERAL PROVISIONS</p> <p>Art.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Subject of the Agreement. 2. Categories of parcels. 3. Weight steps. <p style="text-align: center;">CHAPTER II</p> <p style="text-align: center;">PROVISIONS COMMON TO ALL CATEGORIES OF PARCELS</p> <p style="text-align: center;">SECTION I</p> <p style="text-align: center;">GENERAL CONDITIONS OF ADMISSION</p> <ol style="list-style-type: none"> 4. Conditions of acceptance. 5. Sender's instructions at the time of posting. 6. Prohibitions. 7. Treatment of parcels wrongly accepted. <p style="text-align: center;">SECTION II</p> <p style="text-align: center;">CHARGES AND FEES</p> <ol style="list-style-type: none"> 8. Composition of the charges and fees. 9. Principal charge. 10. Land rate. 11. Sea rate. 12. Air rate. 13. Reduction or increase of the land rate. 14. Reduction or increase of the sea rate. 15. Exceptional outward and inward rate. 16. Supplementary charges. 17. Charge for parcels classed in a higher weight step. 18. Non-postal fees. 	<p style="text-align: center;">SECTION III</p> <p style="text-align: center;">OPERATIONS FOLLOWING THE ARRIVAL OF THE PARCELS AT THE OFFICE OF DESTINATION</p> <p>Art.</p> <ol style="list-style-type: none"> 19. General rules for delivery. Periods of retention. 20. Withdrawal from the post. Alteration of address. 21. Redirection. Return to origin. 22. Non-delivery to the addressee. 23. Sale. Destruction. 24. Recovery of costs from the sender. 25. Enquiries and requests for information. <p style="text-align: center;">CHAPTER III</p> <p style="text-align: center;">SPECIAL PROVISIONS FOR CERTAIN CATEGORIES OF PARCELS</p> <p style="text-align: center;">SECTION I</p> <p style="text-align: center;">INSURED PARCELS</p> <ol style="list-style-type: none"> 26. Insured value. 27. Insurance fee and special charge. 28. Other provisions concerning insured parcels. <p style="text-align: center;">SECTION II</p> <p style="text-align: center;">URGENT PARCELS</p> <ol style="list-style-type: none"> 29. Charges for urgent parcels. <p style="text-align: center;">SECTION III</p> <p style="text-align: center;">PRISONER OF WAR AND INTERNEE PARCELS</p> <ol style="list-style-type: none"> 30. Exemption from charges of prisoner of war and internee parcels. 31. Other special provisions for prisoner of war and internee parcels.
--	---

¹ [Translation — Traduction] NOTE DE L'ADMINISTRATION POSTALE BRITANNIQUE. — Les expressions entre crochets [] sont des annotations qui ne figurent pas dans le texte original ; d'une manière générale, il s'agit de l'équivalent en anglais d'une expression qui a dû être conservée en français.

CHAPTER IV

RESPONSIBILITY

SECTION I

GENERAL PRINCIPLES

- Art.
32. Extent and limits of responsibility of postal Administrations.
 33. Exceptions to the principle of responsibility.
 34. Responsibility of the sender.
 35. Compensation.
 36. Mutual responsibility of postal Administrations.

SECTION II

INDEMNITY FOR LOSS SUSTAINED

37. Payment of the indemnity.
38. Possible recovery of the indemnity from the sender or addressee.
39. Recovery of payments from the postal Administration responsible.

CHAPTER V

ALLOCATION OF CHARGES AND FEES

Art.

40. General principle of the allocation of charges and fees.
41. Charges credited to other Administrations by the Administration of origin.
42. Charges retained by the collecting Administration.
43. Special cases of the allocation of charges.
44. Recovery of charges and fees.

CHAPTER VI

MISCELLANEOUS PROVISIONS

45. Application of the Convention.
46. Parcels addressed to or originating in Countries not participating in the Agreement.

CHAPTER VII

FINAL PROVISIONS

47. Entry into force and duration of the Agreement.

FINAL PROTOCOL

SECTION I

GENERAL PROVISIONS

- I. Operation of the service by transport undertakings.
- II. Transit.
- III. Withdrawal from the post. Alteration of address. Delivery free of charges requested after the posting of the parcel.

SECTION II

CONDITIONS OF ADMISSION

- IV. Size and volume.
- V. Sender's instructions at the time of posting.
- VI. Cumbersome parcels.
- VII. Pound avoirdupois.
- VIII. Advice of delivery.
- IX. Sender's instructions at the time of posting.

SECTION III

TARIFFS

- X. Exceptional land rates.
- XI. Sea rates.
- XII. Supplementary rates.
- XIII. Special tariffs.

SECTION IV

COMPENSATION AND RESPONSIBILITY

- XIV. Insured parcels.
- XV. Maximum insured value.
- XVI. Exceptions to the principle of responsibility.
- XVII. Compensation.

AGREEMENT¹
CONCERNING
POSTAL PARCELS

CONCLUDED BETWEEN

AFGHANISTAN, THE PEOPLE'S REPUBLIC OF ALBANIA, GERMANY, THE KINGDOM OF SAUDI ARABIA, THE ARGENTINE REPUBLIC, AUSTRIA, BELGIUM, BELGIAN CONGO, THE SOVIET SOCIALIST REPUBLIC OF BYELORUSSIA, BOLIVIA, THE UNITED STATES OF BRAZIL, THE PEOPLE'S REPUBLIC OF BULGARIA, CAMBODIA, CEYLON, CHILE, CHINA, THE REPUBLIC OF COLOMBIA, THE REPUBLIC OF KOREA, THE REPUBLIC OF COSTA RICA, THE REPUBLIC OF CUBA, DENMARK, THE DOMINICAN REPUBLIC, EGYPT, THE REPUBLIC OF EL SALVADOR, ECUADOR, SPAIN, THE SPANISH TERRITORIES IN AFRICA, ETHIOPIA, FINLAND, FRANCE, ALGERIA, THE WHOLE OF THE TERRITORIES REPRESENTED BY THE FRENCH OFFICE OF OVERSEAS POSTS AND TELECOMMUNICATIONS, GHANA, THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, THE WHOLE OF THE BRITISH OVERSEAS TERRITORIES, INCLUDING THE COLONIES, THE PROTECTORATES AND THE TERRITORIES UNDER TRUSTEESHIP EXERCISED BY THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, GREECE, GUATEMALA, THE REPUBLIC OF HAITI, THE REPUBLIC OF HONDURAS, THE HUNGARIAN PEOPLE'S REPUBLIC, INDIA, THE REPUBLIC OF INDONESIA, IRAN, IRAQ, THE IRISH REPUBLIC, THE REPUBLIC OF ICELAND, ITALY, THE TERRITORY OF SOMALIA UNDER ITALIAN ADMINISTRATION, JAPAN, THE HASHEMITE KINGDOM OF JORDAN, LAOS, LEBANON, THE REPUBLIC OF LIBERIA, LIBYA, LUXEMBOURG, MOROCCO, MEXICO, THE PRINCIPALITY OF MONACO, NICARAGUA, NORWAY, PAKISTAN, THE REPUBLIC OF PANAMA, PARAGUAY, THE NETHERLANDS, THE NETHERLANDS ANTILLES AND SURINAM, PERU, THE PEOPLE'S REPUBLIC OF POLAND, PORTUGAL, THE PORTUGUESE PROVINCES IN WEST AFRICA, THE PORTUGUESE PROVINCES IN EAST AFRICA, ASIA AND OCEANIA, THE ROUMANIAN PEOPLE'S REPUBLIC, THE REPUBLIC OF SAN MARINO, THE REPUBLIC OF SUDAN, SWEDEN, THE SWISS CONFEDERATION, SYRIA, CZECHOSLOVAKIA, THAILAND, TUNISIA, TURKEY, THE SOVIET SOCIALIST REPUBLIC OF UKRAINE, THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, THE EASTERN REPUBLIC OF URUGUAY, THE STATE OF THE CITY OF THE VATICAN, THE REPUBLIC OF VENEZUELA, VIET-NAM, YEMEN, THE FEDERAL PEOPLE'S REPUBLIC OF YUGOSLAVIA.

Having regard to Article 22 of the Universal Postal Convention concluded at Ottawa on the 3rd of October 1957,² the undersigned Plenipotentiaries of the Governments of the above-named Countries have, by common consent and subject to ratification, drawn up the following Agreement.

(See footnotes 1 and 2 on pp. 106 and 107)

(Footnotes 1 and 2 of p. 105)

¹ Came into force on 1 April 1959, in accordance with article 47. The instruments of ratification or accession (a), as below, were deposited with the Canadian Government on the dates indicated :

Albania	14 September	1959	Luxembourg	13 January	1960
Argentina (with reservations)*	15 April	1959	Mexico	19 March	1959
Austria	4 May	1959	Monaco	2 September	1959
Bulgaria	13 May	1959	Morocco	9 July	1959
Byelorussian Soviet Socialist Republic	23 April	1959	Netherlands	27 August	1959
Cambodia	12 January	1960	(Including Netherlands New Guinea, Surinam and the Netherlands Antilles.)		
Ceylon	16 November	1959	Norway	19 August	1958
Republic of China	6 October	1959	Pakistan	8 October	1959
Czechoslovakia	13 August	1959	Peru	21 May	1959
Denmark	13 August	1958	San Marino	31 March	1959
Federation of Malaya (with statement)**	13 March	1959 (a)	Spain	29 July	1959
Finland	6 March	1959	(Including the Spanish territories of Africa.)		
France	8 May	1959	Sudan	1 March	1960
(Including Algeria and the whole of the territories represented by the French Office of Overseas Posts and Telecommunications, composed of the countries and territories designated below and the Franco-British Condominium of the New Hebrides.)†			Sweden	2 May	1958
Greece	2 October	1959	Switzerland	14 November	1958
Hungary	5 April	1960	Tunisia	24 March	1959
Iceland	27 November	1958	Ukrainian Soviet Socialist Republic	5 May	1959
India (with declaration)***	21 December	1959	Union of Soviet Socialist Republics	23 April	1959
Iraq (with reservation)****	18 January	1960	United Arab Republic:		
Italy	9 June	1960	Egyptian Province	15 January	1959
Japan	7 November	1958	Syrian Province	15 January	1959
Jordan	2 March	1959	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	17 July	1959
Republic of Korea	14 March	1960	(Including the Channel Islands and the Isle of Man.)		
Lebanon	23 July	1958	Vatican City State	13 April	1960
			Republic of Viet-Nam	3 December	1959
			Yemen	3 April	1959 (a)
			Yugoslavia	15 April	1959

†(a) *States members of the Community*: Republic of Senegal, Sudanese Republic, Republic of the Ivory Coast, Republic of the Niger, Republic of the Upper Volta, Republic of Dahomey, Islamic Republic of Mauritania, Gabon Republic, Republic of the Congo, Central African Republic, Republic of Chad, Malagasy Republic.

(b) *Overseas territories*: Comoro Islands, New Caledonia and dependencies, French Polynesia, French Somaliland, St. Pierre and Miquelon.

(c) *Trust Territories of France*: Cameroons, Autonomous Republic of Togo.

*RESERVATIONS

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

«... que los artículos 4º y 5º de la Convención Postal Universal no se refieren ni comprenden a las Islas Malvinas, Islas Georgias del Sur, Islas Sandwich del Sur y tierras incluidas dentro del sector antártico argentino, por cuanto éstas no constituyen colonia o posesión de Nación alguna, sino que hacen parte del territorio argentino y están comprendidas en su dominio y soberanía.

La República Argentina especialmente reserva y mantiene intactos sus legítimos títulos y derechos sobre esos territorios, señalando que la disposición contenida en el artículo 53, numeral 1) sobre circulación de sellos postales valederos en el país de origen, no será considerada como obligatoria por la República cuando en los mismos se desfigure la realidad geográfica y jurídica argentina.»

[TRANSLATION — TRADUCTION]

... that articles 4 and 5 of the Universal Postal Convention do not refer to or include the Islas Malvinas, the Islas Georgias del Sur, the Islas Sandwich del Sur, or the territories included in the Argentine Antarctic sector, inasmuch as these islands and territories do not constitute the colony or possession of any nation but form part of Argentine territory and fall under its dominion and sovereignty.

The Argentine Republic especially reserves and maintains its legitimate title to and rights over these territories, pointing out that the provisions of article 53, paragraph 1, concerning the circulation of postage stamps valid in the country of origin, will not be regarded as binding on the Republic when the said stamps misrepresent the realities of Argentine geography and law.

**STATEMENT

“... The Ministry has further to request the High Commission to convey to its Government the Federation of Malaya’s wishes to benefit by Article VIII of the Final Protocol to the Universal Postal Convention, as well as by the following provisions of the Final Protocol of the Agreement concerning Parcel Post applicable to the British Overseas Territories :

- (a) Articles III, VI (B), VIII, IX, X, XI and XV of the Final Protocol to the Agreement.
- (b) Article of the Final Protocol to the detailed regulations.”

***DECLARATION

“In regard to the two items in Article 4 of the Convention containing the titles of territories of Portugal and the corresponding reference to them in the Preamble, the Government of India understands that, irrespective of the nomenclature used to describe them, they are juridically ‘territories’, in pursuance to the heading of Article 4, for whose international relations the member-country is responsible.”

****RESERVATION

“Iraq’s participation in the Universal Postal Union Conference and its ratification of the Universal Postal Convention and its attached agreements does not mean in any way Iraq’s recognition of the State of Israel as a member in the Universal Postal Union. Iraq could not establish any kind of relations with Israel and the latter has no right to request Iraq to implement any obligation under the terms of these agreements.”

² United Nations, *Treaty Series*, Vol. 364, p. 3.

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

ARTICLE 1

Subject of the Agreement

1. Items called "postal parcels" of which the individual weight must not exceed 20 kilogrammes may be exchanged between the contracting Countries either directly or through the intermediary of one or more of them.
2. In the service between Countries whose Administrations have notified their agreement to this effect, postal parcels are accepted for conveyance by air and are then called "air postal parcels".
3. In this Agreement, its Final Protocol and its Detailed Regulations the abbreviation "parcels" applies to all postal parcels and the abbreviation "air parcels" only to air postal parcels.
4. The exchange of parcels exceeding 10 kilogrammes is optional.

ARTICLE 2

Categories of parcels

1. An "ordinary parcel" is one which is not subject to any of the special requirements prescribed for the categories defined in §§ 2 and 3.
2. An "insured parcel" is one which is insured for a declared value.
3. Other categories are :
 - a) "urgent parcel", any parcel which, as far as possible, is to be conveyed by the fast services used for the letter post ;
 - b) "express parcel", any parcel which, on arrival at the office of destination, is to be delivered to the place of address by special messenger or which, in those Countries whose Administrations do not undertake delivery to the place of address, gives rise to the delivery, by special messenger, of an advice of arrival ; nevertheless, if the address of the addressee is situated outside the local delivery area of the office of destination, delivery by special messenger is not obligatory ;
 - c) "parcel for delivery free of charges", any parcel in respect of which the sender asks to be charged with the whole of the postal charges and postal or non-postal fees to which the parcel may be subject on delivery. This request may be made at the time of posting or subsequently up to the time of delivery to the addressee ;
 - d) "cash on delivery parcel", any parcel subject to a trade charge and covered by the Agreement concerning cash on delivery items ;¹
 - e) "fragile parcel", any parcel containing articles which are liable to break easily and which are to be handled with special care ;
 - f) "prisoner of war or internee parcel", any parcel intended for or sent by prisoners or organisations referred to in Article 39 of the Convention.

¹ Will appear in United Nations, *Treaty Series*, Vol. 366, under No. 5216.

4. The following are considered to be “cumbersome parcels” :
- a) any parcel whose dimensions exceed the limits fixed by the Detailed Regulations or those which Administrations may fix between themselves ;
 - b) any parcel which by reason of its shape, nature or construction does not lend itself readily to loading with other parcels or which requires special precautions ;
 - c) optionally, any parcel conveyed by a sea service whose volume exceeds the limits fixed by the Detailed Regulations.
5. The exchange of “insured”, “urgent”, “express”, “free of charges”, “cash on delivery”, “fragile” and “cumbersome” parcels requires prior agreement between the Administrations of origin and destination.
6. In addition, for the exchange of insured parcels (conveyed *à découvert*), “urgent”, “fragile” and “cumbersome” parcels, the intermediate Administrations must signify their agreement to the transit routeing.

ARTICLE 3

Weight steps

The parcels defined in Article 2 are classed in the following weight steps :

- up to 1 kilogramme
- above 1 up to 3 kilogrammes
- above 3 up to 5 kilogrammes
- above 5 up to 10 kilogrammes
- above 10 up to 15 kilogrammes
- above 15 up to 20 kilogrammes

CHAPTER II

PROVISIONS COMMON TO ALL CATEGORIES OF PARCELS

SECTION I

GENERAL CONDITIONS OF ADMISSION

ARTICLE 4

Conditions of acceptance

1. Provided that the contents do not come within the prohibitions listed in Article 6 or within the prohibitions or restrictions applicable in the territory of one or more of the Administrations called upon to take part in the transmission, every parcel, to be admitted to the post, shall :
- a) satisfy the conditions of weight and size fixed by this Agreement or its Detailed Regulations ;
 - b) be prepaid in respect of all the charges and fees required by the office of origin.
2. A parcel for delivery free of charges may be accepted only if the sender undertakes to pay the full amount which the office of destination would be entitled to claim from the addressee as well as the charge for delivery free of charges prescribed in Article 16, § 2 j) ; the office of origin may require the payment of a sufficient deposit.

ARTICLE 5

Sender's instructions at the time of posting

At the time of posting of a parcel, the sender is required to indicate the treatment to be given in case of non-delivery. The following instructions only may be given :

- a) despatch of an advice of non-delivery to the sender ;
- b) despatch of an advice of non-delivery to a third party residing in the Country of destination ;
- c) return forthwith to the sender by surface or air ;
- d) return to the sender by surface or air at the end of a given period ;
- e) delivery to an alternative addressee, if necessary after redirection, by surface or air (and subject to the special provisions set out in Article 22, § 1, c), 2°) ;
- f) redirection of the parcel by surface or air, with a view to delivery to the original addressee ;
- g) sale of the parcel at entire risk of the sender ;
- h) abandonment of the parcel by the sender.

ARTICLE 6

Prohibitions

The forwarding of the following articles is prohibited :

- a) in all categories of parcels:
 - 1° articles which, by their nature or their packing, may expose officials to danger, or soil or damage other parcels ;
 - 2° opium, morphine, coeaine and other narcotics ; however, this prohibition does not apply to consignments sent for a medical or scientific purpose to Countries which admit them on this condition ;
 - 3° articles of which the importation or circulation is prohibited in the Country of destination ;
 - 4° documents having the character of current and personal correspondence as well as items of correspondence of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel or of persons living with him ; however, it is permissible to include one of the following documents, unclosed, reduced to its essential elements and relating solely to the goods being conveyed : invoice, despatch note or advice, delivery bill. If it is a question of the inclusion of a single item of correspondence prohibited within the meaning of section 4° above, the item is treated in the manner prescribed in Article 55 of the Convention, and the parcel must not be returned to origin on this account ;

- 5° living animals, unless their conveyance by post is authorised by the postal regulations of the Countries concerned ;
 - 6° explosive, inflammable or dangerous substances. Nevertheless, Administrations may agree to the conveyance of firing caps and loaded metal cartridges for portable firearms, non-explosive parts of artillery fuses and matches, inflammable films, raw celluloid or articles made of celluloid ;
 - 7° obscene or immoral articles ;
- b) in uninsured parcels addressed to Countries which admit insured parcels : coin, banknotes, currency notes, securities of any kind payable to bearer, platinum, gold or silver, manufactured or not, precious stones, jewels and other valuable articles ; every Administration has the right to prohibit the enclosure of gold bullion, even in insured items, or to limit the actual value of such items. This provision does not apply when the exchange of parcels between two Administrations admitting insured parcels can only be made through the intermediary of an Administration which does not admit them. It is understood that, in such a case, the responsibility of the intermediate Administration is involved only within the limits prescribed for ordinary parcels.

ARTICLE 7

Treatment of parcels wrongly accepted

1. When parcels containing the articles listed in Article 6 a) have been wrongly accepted for transmission, they are to be dealt with in accordance with the internal legislation of the Country of the Administration establishing their presence ; nevertheless, parcels containing the articles referred to in the same Article under a) 2°, 6° and 7° are in no circumstances forwarded to their destination, delivered to the addressees or returned to origin.

2. When uninsured parcels addressed to Countries which admit insurance contain articles listed in Article 6 b), they should be returned to origin by the transit Administration which discovers the error. If the error is discovered only after the receipt of the parcel by the Administration of destination, that Administration is authorised to deliver the parcel to the addressee under the conditions laid down by its internal regulations. If these regulations do not permit delivery, the parcel must be returned to origin.

3. The provisions of § 2 are applicable to parcels of which the weight or the dimensions appreciably exceed the permitted limits ; nevertheless, these parcels may, where appropriate, be delivered to the addressee if he has first paid any charges which may be due.

4. When a parcel wrongly admitted is neither delivered to the addressee nor returned to origin, the Administration of origin must be informed exactly how the parcel has been dealt with.

SECTION II

CHARGES AND FEES

ARTICLE 8

Composition of the charges and fees

The charges and fees which Administrations are authorised to collect are made up of the principal charge as defined in Article 9 and, where appropriate by :

- a) the rates mentioned in Article 15, or in the Final Protocol ;
- b) the supplementary charges mentioned in Article 16 ;
- c) the postal charges and fees mentioned in Articles 20, 21, § 6, 27 and 29 ;
- d) the non-postal fees mentioned in Article 18.

ARTICLE 9

Principal charge

The principal charge consists of the rates due to each Administration sharing in the land, sea or air conveyance and mentioned in Articles 10 to 14.

ARTICLE 10

Land rate

1. Each outward, inward, or transit land rate is fixed as follows for each Country and each parcel :

Weight steps	Outward and inward land rate	Transit land rate
1	2	3
	fr. c.	fr. c.
Up to 1 kg.	— . 60	— . 40
Above 1 up to 3 kg.	— . 80	— . 50
Above 3 up to 5 kg.	1 . —	— . 60
Above 5 up to 10 kg.	2 . —	1 . 30
Above 10 up to 15 kg.	3 . —	1 . 90
Above 15 up to 20 kg.	4 . —	2 . 50

2. Nevertheless, as regards the last two weight steps, the Administrations of origin and destination have the right to fix as they wish the land rates due to them.

3. As regards air parcels, the land rate for intermediate Countries is only applicable where the parcel is conveyed by an intermediate land service.

ARTICLE 11

Sea rate

1. In the case of sea conveyance, the sea rate for each sea service used is calculated in accordance with the following table :

Distance steps		Weight steps					
a) expressed in nautical miles.	b) expressed in kilometres after conversion on the basis of 1 nautical mile = 1,852 km.	Up to 1 kg	Above 1 kg up to 3 kg	Above 3 kg up to 5 kg	Above 5 kg up to 10 kg	Above 10 kg up to 15 kg	Above 15 kg up to 20 kg
1	2	3	4	5	6	7	8
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Up to 500 nautical miles	Up to 926 kilometres ..	— .15	— .20	— .25	— .50	— .75	1. 0
Beyond 500, up to 1,000 ..	Beyond 926, up to 1,852	— .25	— .30	— .40	— .75	1. 10	1. 60
Beyond 1,000, up to 2,000	Beyond 1,852, up to 3,704	— .40	— .50	— .60	1. 10	1. 60	2. 25
Beyond 2,000 : each 1,000 or fraction of 1,000 thereafter.	Beyond 3,704 : each 1,852 or fraction of 1,852 thereafter ..	— .10	— .15	— .20	— .35	— .50	— .65

2. Where appropriate, the distance steps are calculated on the basis of a weighted average distance determined in relation to the tonnage of the mails carried between the respective ports of the two Countries.

3. Sea conveyance between two ports of the same Country does not give rise to the collection of the rate referred to in § 1 when the Administration of that Country already receives, for the same parcels, payment in respect of land conveyance.

4. As regards air parcels, the sea rate for intermediate Administrations or services is only applicable where the parcel is conveyed by an intermediate sea service ; for this purpose every sea service provided by the Country of origin or destination is regarded as an intermediate service.

ARTICLE 12

Air rate

1. Administrations agree to take the necessary steps to ensure the establishment of uniform conveyance rates on the basis of weight and distance.

2. The basic rate applicable to the settlement of accounts between Administrations in respect of air conveyance is fixed at 1 millieme of a franc as a maximum per kilogramme of gross weight and per kilometre. This rate is applied proportionally to fractions of a kilogramme.

3. If two Countries are linked by more than one air line, the conveyance rates are fixed according to the average distance between the respective airports and the importance of the lines from the point of view of international traffic.

4. Any Country which, within its own territory, forwards or re-forwards an air parcel by air is entitled to a special remuneration for that conveyance. This remuneration must be calculated, for each air parcel actually forwarded or reforwarded by air, on the basis laid down in § 2, according to the average length of the sectors of the internal air system of the Country adopted for the letter post service. It should be the same for each internal sector whatever that sector may be.

5. As an exception to the principle stated in § 4, Administrations may apply this special remuneration without discrimination to every air parcel addressed to or originating in their territory.

6. The Administrations of Countries flown over are not entitled to any remuneration for air parcels conveyed by air over their territory.

ARTICLE 13

Reduction or increase of the land rate

1. Administrations have the option of reducing or increasing simultaneously their outward land rate and their inward land rate but not, consequently, their transit land rate.

2. Any such modification must :

- a) come into force only on the 1st of January or the 1st of July ;
- b) be notified at least three months in advance to the Swiss Postal Administration ;
- c) remain in force for one year at least.

3. The increase, where applied, must not exceed, in the case of the weight steps up to 10 kg., one half of the outward and inward land rate laid down in Article 10, § 1. The reduction may be fixed at the wish of the Administrations concerned.

ARTICLE 14

Reduction or increase of the sea rate

1. Administrations have the option of increasing by 50% at most the sea rate laid down in Article 11, § 1. On the other hand, they may reduce it as they wish.

2. This option is subject to the conditions laid down in Article 13, § 2.

3. In the case of an increase, this must also be applied to parcels originating in the Country to which belong the services effecting the sea conveyance ; nevertheless, this obligation does not apply either in the relations between a Country and its colonies, overseas territories, etc., or in the reciprocal relations of those colonies, overseas territories, etc.

ARTICLE 15

Exceptional outward and inward rate

Subject to compliance with the conditions laid down in Article 13, § 2, each Administration has the option of applying simultaneously to every parcel sent from or addressed to its offices an exceptional outward and inward rate of 25 centimes.

ARTICLE 16

Supplementary charges

1. The parcels indicated below are subject to supplementary charges of which the rates are fixed as follows :—

a) express parcels :

- 1° normal case : supplementary charge of 80 centimes, fully paid in advance at the time of posting, even if the parcel cannot be delivered by special messenger but only the advice of arrival ; this charge is called the express charge ;

- 2° exceptional case where the address of the addressee is situated outside the local delivery area of the office of destination : the express charge may be increased by a charge called " the additional express charge ", which is collected on delivery and remains payable even if the parcel is returned to origin or redirected ; this additional charge must not exceed that fixed in the internal service of the Country of destination ;
- b) fragile and cumbersome parcels : a supplementary charge equal to 50% of the principal charge increased, where appropriate, by the rates mentioned in Article 15 or in the Final Protocol ; nevertheless, the air rate in respect of these parcels must not be increased ; if need be, the total charge is rounded up to the next 5 centimes.
2. The scale of the following supplementary charges which Administrations are permitted to collect is fixed in accordance with the table annexed to this Article :
- a) Customs clearance charge, collected by the Administration of destination either for submission to Customs and Customs clearance or for submission to Customs only ; in the absence of other arrangements, the charge is collected at the time of the delivery of the parcel to the addressee ;
- b) delivery charge ; this charge may be collected by the Administration of destination as often as the parcel is tendered for delivery at the address ; nevertheless, in the case of express parcels, it may be collected only in respect of each tender for delivery after the first ;
- c) advice of non-delivery charge, collected under the conditions laid down in Article 22, § 3 ;
- d) advice of arrival charge, collected by the Administration of destination, when its internal legislation obliges it to do so and when that Administration does not undertake delivery to the place of address, in respect of every advice (the first as well as subsequent advices) which is in fact delivered to the address of the addressee, except for the first advice of express parcels ;
- e) repacking charge, collected by the Administration of the first of the Countries in whose territory a parcel has to be repacked in order to protect its contents ; it is recovered from the addressee or, where appropriate, the sender ;
- f) storage charge, collected by the Administration of destination on every parcel which has not been taken possession of within the prescribed periods whether the parcel is addressed *poste restante* or to a place of address ;
- g) advice of delivery charge, when the sender asks for an advice of delivery under the conditions laid down in Article 69 of the Convention ;
- h) advice of embarkation charge, collected, in relations between Countries whose Administrations agree to provide this service, when the sender requests that an advice of embarkation be sent to him ;
- i) enquiry charge, mentioned in Article 25, § 4 ;
- j) charge for delivery free of charges, collected as commission on parcels which are to be delivered free of charges and paid by the sender in favour of the Administration of destination ;
- k) charge for a request for delivery free of charges, collected from the sender at the time the request is made, when this is done after the parcel has been posted ;
- l) charge for a request for withdrawal from the post or alteration of address.

ANNEX TO ARTICLE 16

Scale of supplementary charges as defined in § 2

Description of charge 1	Amount 2	Observations 3
<i>a)</i> Customs clearance charge	1 franc at most, for each parcel	
<i>b)</i> Delivery charge	The same charge as in the internal service	With a maximum of 60 centimes for each parcel
<i>c)</i> Advice of non-delivery charge	40 centimes at most	When his instructions are to be sent by air or by telegraph the sender must pay, in addition, the charge in respect of the air conveyance or the telegraphic charge, as the case may be
<i>d)</i> Advice of arrival charge	At most, a charge equal to that for an ordinary letter of the first weight step in the internal service	
<i>e)</i> Repacking charge	50 centimes at most, for each parcel	This charge may be levied once only in the course of transmission from beginning to end
<i>f)</i> Storage charge	Charge collected at the rate laid down by internal legislation	With a maximum of 5 francs
<i>g)</i> Advice of delivery charge	<i>a)</i> at the time of posting 40 centimes at most, and <i>b)</i> after posting 60 centimes at most	This charge is added to the air surcharge if the sender has asked that his request should be sent by air
<i>h)</i> Advice of embarkation charge	40 centimes for each parcel	
<i>i)</i> Enquiry charge	60 centimes at most	
<i>j)</i> Charge for delivery free of charges	40 centimes at most, for each parcel	This charge is added to the charge prescribed under <i>a)</i> ; it is collected from the sender for the benefit of the Administration of destination
<i>k)</i> Charge for a request for delivery free of charges	40 centimes at most, for each parcel	This charge is added to the air surcharge or to the charge for the telegram if the sender has asked that his request should be sent by air or by telegraph
<i>l)</i> Charge for a request for withdrawal from the post or alteration of address	40 centimes at most	This charge is added to the air surcharge or to the charge for the telegram if the sender has asked that his request should be sent by air or by telegraph

ARTICLE 17

Charge for parcels classed in a higher weight step

To be admitted in the service between Administrations adopting the limits prescribed in Article 104, § 1, *f*), 3° of the Regulations and not allowing the conveyance of cumbersome parcels, parcels, which for their weight have a volume larger than the prescribed limits, are subject to the charges applicable to the weight step corresponding to their volume. In this case, the parcels shall not exceed the maximum limits of volume allowed in the service between these Administrations.

ARTICLE 18

Non-postal fees

1. Administrations of destination are authorised to collect, from the addressees, all non-postal fees, notably Customs duty, to which the items are subjected in the Country of destination.

2. Administrations undertake to use their good offices with the competent authorities in their Countries with a view to the cancellation of the non-postal fees (including Customs duty) in the case of a parcel :

- a*) returned to origin ;
- b*) abandoned by the sender ;
- c*) destroyed because of total damage of the contents ;
- d*) redirected to a third Country ;
- e*) lost, tampered with or damaged in their service.

SECTION III

OPERATIONS FOLLOWING THE ARRIVAL OF THE PARCELS AT
THE OFFICE OF DESTINATION

ARTICLE 19

General rules for delivery. Periods of retention

1. As a general rule, parcels are delivered to the addressees as soon as possible and in accordance with the provisions in force in the Country of destination.

2. Administrations take every step to speed up as much as possible the clearance through the Customs of air parcels.

3. Every parcel of which the arrival has been notified to the addressee is held at his disposal for a fortnight or, at most, for a month from the day after that on which the advice is sent ; exceptionally, this period may be extended if the internal regulations of the Administration of destination permit.

4. When it has not been possible to send an advice of arrival, the period of retention is that prescribed by the internal regulations of the Country of destination ; this period, applicable also to parcels addressed *poste restante*, must not, as a general rule, exceed five months for distant Countries (within the meaning of Article 120 of the Detailed Regulations of the Convention) and three months for others ; return of the parcel to the office of origin should take place within a shorter period if the sender has requested it in a language known in the Country of destination.

5. The periods of retention prescribed in §§ 3 and 4 are applicable, in the case of redirection, to parcels to be delivered by the new office of destination.

ARTICLE 20

Withdrawal from the post. Alteration of address

The sender of a parcel may, under the conditions laid down in Article 58 of the Convention, ask for its return to origin or to have its address altered, provided he guarantees payment of the amounts due for any further transmission under the provisions of Article 21.

ARTICLE 21

Redirection. Return to origin

1. Redirection in consequence of a change of address by the addressee or of an alteration of address effected under Article 20 may take place either within the Country of destination or out of that Country.

2. Redirection within the Country of destination may be effected at the request of the sender, at the request of the addressee, or, if the regulations of that Country permit, officially.

3. Redirection out of the Country of destination may be effected only at the request of the sender or of the addressee ; in this case the parcel must comply with the conditions required for the further transmission.

4. Redirection under the conditions set out above may also take place by air at the request of the sender or the addressee, provided that payment of the air charge in respect of the further transmission is guaranteed ; the same applies in the case of return to origin, when this has been requested by the sender.

5. The sender may forbid any redirection.

6. For the first and any subsequent redirection of each parcel, the following may be collected :

a) the charges authorised by the internal regulations of the Administration concerned for such redirection, in the case of redirection within the Country of destination ;

b) the charges and fees entailed in the further transmission, in the case of redirection out of the country of destination.

7. Redirection charges are collected from the addressee or, where appropriate, from the sender, or from the Administration responsible for an error causing redirection, without prejudice to the payment of the postal or non-postal charges and fees which the Administrations of previous destination have not agreed to cancel.

8. The provisions of §§ 6 and 7 apply to mis-sent parcels which have to be reforwarded, as well as to parcels returned to origin under Articles 7, 20 and 22 § 4.

ARTICLE 22

Non-delivery to the addressee

1. After receipt of the advice of non-delivery mentioned in Article 5, a) and b) it rests with the sender, or the third party concerned, to give his instructions, which may only be those authorised by the said Article, c) to h), and, in addition, the following :

a) notify the addressee once more ;

b) correct or complete the address ;

- c) where a cash on delivery parcel is concerned :
- 1° deliver it to a person other than the addressee against payment of the amount indicated ;
 - 2° deliver it to the original addressee or to another addressee without collecting the trade charge or against payment of a sum less than the original sum ;
 - d) deliver the parcel free of charges either to the original addressee or to another addressee.

2. Provided that no instructions have been received from the sender, the Administration of destination is authorised to deliver the parcel to the addressee originally indicated or, where appropriate, to another addressee indicated later, or to redirect the parcel to a fresh address. After receipt of fresh instructions, these alone are valid and to be carried out. They may be sent by air if the sender or the third party pays the corresponding air surcharge.

3. The sending of the instructions mentioned in § 1 gives rise to the collection, either from the sender or from the third party, of the charge mentioned in Article 16, § 2, c) ; when the advice relates to several parcels posted at the same time at the same office by the same sender and addressed to the same addressee the charge is collected once only.

4. In the undermentioned circumstances, every parcel which it has not been possible to deliver is returned forthwith to the office of origin :

- a) the sender has not complied with the provisions of Article 5 ;
- b) the sender (or the third party referred to in Article 5, b)) has made an unauthorised request ;
- c) the sender (or the third party) refuses to pay the charge authorised in § 3 ;
- d) the instructions of the sender, or of the third party, have not achieved the desired result, whether these instructions were given at the time of posting or after receipt of the advice of non-delivery ;
- e) within a period of two months from the despatch of an advice of non-delivery, the office which prepared that advice has not received adequate instructions from the sender or the third party ; this period is extended to four months in the service between distant Countries ;
- f) within the same periods, the instructions of the sender or of the third party have not reached the office of destination.

5. Where possible, a parcel is returned by the same route as it followed on the outward journey ; nevertheless, an air parcel is not returned by air unless the sender has guaranteed the payment of the charges for air conveyance.

6. Every parcel returned to origin under this Article is subject to the redirection charges laid down in Article 21, § 6, b) and to the charges and fees which have not been cancelled.

7. If the sender has abandoned a parcel which it has not been possible to deliver to the addressee, that parcel is treated by the Administration of destination according to its own legislation.

ARTICLE 23

Sale. Destruction

Those articles contained in a parcel of which the early deterioration or decay is to be feared, and those articles only, may be sold immediately, even in course of transmission on either the outgoing or the return journey, without prior notice or legal formality, on behalf of the entitled person ; if, for any reason whatsoever, sale is impossible, the spoilt or decayed articles are destroyed.

ARTICLE 24

Recovery of costs from the sender

1. The sender of a parcel which has not been delivered to the addressee has to pay the conveyance and other costs incurred by Administrations as a result of the non-delivery, even if the parcel has been abandoned, sold or destroyed.
2. The office of posting may, whenever it seems advisable, collect a deposit to cover these costs.

ARTICLE 25

Enquiries and requests for information

1. Each Administration is bound to accept enquiries and requests for information relating to any parcel posted in the service of another Administration.
2. Enquiries are entertained only within a period of a year from the day after that on which the parcel was posted.
3. Requests for information initiated by an Administration are in order and must be dealt with, provided only that they reach the Administration concerned within a period of eighteen months from the date the parcels were posted.
4. Unless the sender has paid in full the advice of delivery charge prescribed in Article 16, § 2, *g*), each enquiry or request for information is subject to the collection of an "enquiry" charge at the rate laid down in Article 16 (annexed table, *i*)). Enquiries or requests for information are transmitted under the conditions laid down in Article 67, § 4, of the Convention.
5. If the enquiry or request for information relates to several parcels posted at the same time at the same office by the same sender and addressed to the same addressee and sent by the same route, this charge is only collected once ; it is refunded if the enquiry or request for information has been occasioned by a service error.

CHAPTER III

SPECIAL PROVISIONS FOR CERTAIN CATEGORIES OF PARCELS

SECTION I

INSURED PARCELS

ARTICLE 26

Insured value

1. The following rules govern the insured value of insured parcels :
 - a) as regards postal Administrations:
 - 1° the option of each Administration to limit the insured value, so far as it is concerned, to an amount which must not be less than 1000 francs ;

2° the obligation, in the service between Countries whose Administrations have adopted different limits, on all parties to observe the lowest limit ;

b) as regards senders :

1° the prohibition against insuring the parcel for a value exceeding the actual value of its contents ;

2° the option to insure part only of the actual value of the contents of the parcel.

2. Fraudulent insurance for a value greater than the actual value of the parcel is liable to the legal proceedings prescribed by the legislation of the Country of origin.

ARTICLE 27

Insurance fee and special charge

1. Insured parcels are subject to an ordinary insurance fee which is collected by the office of posting. This fee is added to the charges and fees authorised in Chapter II, Section II, of this Agreement and is calculated in accordance with one or other of the following formulae :

a) First formula	For each 200 francs or fraction of 200 francs of insured value	5 centimes for each Administration participating in the land conveyance ; 10 centimes for each sea service used 10 centimes for each air service used
b) Second formula	For each 200 francs or fraction of 200 francs of insured value	50 centimes at most

2. In addition, the collection of the following charges or fees is authorised :

a) by Administrations which undertake to cover the risks arising from causes beyond control, a fee " for risks from causes beyond control " to be fixed so that the sum of this fee and the normal insurance fee does not exceed the maximum prescribed in § 1, b), second formula ;

b) optionally, by the Administration of origin, a despatch charge equal, at most, to 50 centimes for each insured parcel.

3. Exceptionally, the air insurance fee collected in respect of conveyance by air services which involve extraordinary risks is fixed, in each individual case, by the Administration concerned ; the aggregate fee referred to in § 1, b), second formula, may then be increased accordingly.

ARTICLE 28

Other provisions concerning insured parcels

A receipt shall be handed over free of charge to every sender of an insured parcel at the time of posting.

SECTION II

URGENT PARCELS

ARTICLE 29

Charges for urgent parcels

1. Urgent parcels are subject to a principal charge double that applicable to ordinary parcels : where appropriate the exceptional outward and inward rate provided for in Article 15 is also doubled.
2. Urgent air parcels are subject to a single air rate, that is to say, not doubled.

SECTION III

PRISONER OF WAR AND INTERNEE PARCELS

ARTICLE 30

Exemption from charges of prisoner of war and internee parcels

Prisoner of war and internee parcels enjoy, under the same conditions, the exemptions from charges accorded to postal items by Article 39 of the Convention, except as regards the air rates applicable to air parcels.

ARTICLE 31

Other special provisions for prisoner of war and internee parcels

Prisoner of war and internee parcels are, as regards the other special provisions applicable to them, governed by Articles 33, *h*), and 43, § 4.

CHAPTER IV

RESPONSIBILITY

SECTION I

GENERAL PRINCIPLES

ARTICLE 32

Extent and limits of responsibility of postal Administrations

1. Postal Administrations are answerable for the loss of, theft from and damage to parcels, except in the circumstances provided for in Article 33. When the loss, theft or damage occurs in the service of an air undertaking the Administration of the Country which collects the transport charges reimburses the Administration of origin for the indemnity paid to the sender.
2. Administrations cease to be responsible for parcels which they have delivered under the conditions prescribed by their internal regulations for items of the same kind.

3. Nevertheless, the responsibility of Administrations is maintained if, at the time of delivery of a parcel that has been tampered with or damaged, reservations are made either by the addressee, or, in the case of a parcel returned to origin, by the sender.

ARTICLE 33

Exceptions to the principle of responsibility

Administrations are relieved of all responsibility :

- a) when there are circumstances beyond control ; nevertheless, responsibility still rests with the Administration of origin if it has undertaken to cover risks arising from causes beyond control (Article 27, § 2, a) ; the Administration responsible for the loss, theft or damage shall decide whether, in the light of the internal legislation of its Country, this loss, theft or damage is due to circumstances attributable to a cause beyond control ; these circumstances are notified to the Administration of origin for its information ;
- b) when they cannot account for parcels owing to the destruction of official records through a cause beyond control, provided that proof of their responsibility has not been otherwise established ;
- c) when the damage has been caused by the fault or negligence of the sender or arises from the nature of the contents ;
- d) where it is a question of parcels whose contents fall within the prohibitions specified in Article 6, a), 2°, 3°, 5°, 6° and 7° and b), insofar as these parcels have been confiscated or destroyed by the competent authority on account of their contents ;
- e) where it is a question of parcels which have been fraudulently insured for a sum greater than the actual value of the contents ;
- f) where it is a question of parcels seized under the internal legislation of the Country of destination ;
- g) when the sender has made no enquiry within the period prescribed in Article 25, § 2 ;
- h) where it is a question of prisoner of war or internee parcels.

ARTICLE 34

Responsibility of the sender

When damage has been caused to a parcel by one or more other parcels the sender or senders of these other parcels are answerable, within the same limits as Administrations themselves, provided the source of the damage has been properly established and there has been neither fault nor negligence on the part of Administrations or carriers ; where appropriate it rests with the Administration of origin to take action against the sender.

ARTICLE 35

Compensation

1. The sender is entitled to an indemnity called " compensation " equal, in principle, to the actual amount of the loss, theft or damage ; indirect loss or loss of profits is not taken into consideration.

2. Nevertheless, this indemnity may in no case exceed :
 - a) for insured parcels, the amount, in gold francs, of the insured value ;
 - b) for other parcels, the following amounts :
 - 10 francs per parcel up to 1 kilogramme
 - 15 francs per parcel above 1 up to 3 kilogrammes
 - 25 francs per parcel above 3 up to 5 kilogrammes
 - 40 francs per parcel above 5 up to 10 kilogrammes
 - 55 francs per parcel above 10 up to 15 kilogrammes
 - 70 francs per parcel above 15 up to 20 kilogrammes.

3. The indemnity is calculated in accordance with the current price, converted into gold francs, of goods of the same kind at the place and time at which the parcel was accepted for conveyance ; failing the current price, the indemnity is calculated in accordance with the ordinary value of goods whose value is assessed on the same bases.

4. Where an indemnity is due for the loss, total theft or total damage of a parcel, the sender is also entitled to the repayment of the charges and fees paid, with the exception of the insurance fees ; the same applies to items refused by the addressees because of their bad condition, if that is attributable to the postal service and involves its responsibility.

5. When the loss, total theft or total damage arises from circumstances beyond control which do not give rise to indemnification, the sender is entitled to the repayment not only of the land, sea and air rates appropriate to any sector not traversed by the parcel, but also of the charges, whatever their nature, relating to a service paid for in advance but not rendered.

6. The indemnity is paid to the addressee when he claims it either after having made reservations in taking delivery of a parcel that has been tampered with or damaged or if he proves that the sender has waived his rights in his favour.

ARTICLE 36

Mutual responsibility of postal Administrations

1. Until the contrary is proved, responsibility rests with the Administration which, having received a parcel without comment and being provided with all the prescribed means of enquiry, cannot prove either delivery to the addressee or, where appropriate, regular transfer to the next Administration.

2. Until the contrary is proved and subject to the provisions of § 3, no responsibility rests with the intermediate Administrations or the Administration of destination :

- a) when they have observed the provisions of Articles 134, §§ 1 and 2, and 135 of the Detailed Regulations ;
- b) when they can prove that they were informed of the enquiry after the expiry of the prescribed period of retention of the official records relating to the parcel in question ; this reservation does not prejudice the rights of the enquirer.

3. a) Responsibility rests equally on the Administrations concerned if the loss, theft or damage occurs in course of conveyance without it being possible to determine in which Country or service it occurred ;
b) if the theft or damage has been established in the Country of destination or, in the case of return to sender, in the Country of origin, it rests with the Administration of one or other of these Countries to prove :
 - 1° that neither the packing nor the fastening of the parcel showed any defect ;
 - 2° that, in the case of an insured parcel, the weight had not altered by comparison with that recorded at the time of posting ;
 - 3° that, in the case of parcels forwarded in closed receptacles, both the receptacles and their fastenings were intact ;c) when such proof is forthcoming none of the other Administrations concerned may, for the purpose of repudiating its share of responsibility, argue that it handed over the parcel without the receiving Administration having made any reservation.
4. As regards insured parcels, the responsibility incurred by an Administration towards other Administrations on account of the loss of, theft from, or damage to the contents of such parcels is in no case binding beyond the maximum insured value that it admits.
5. When a parcel has been lost, tampered with or damaged in circumstances beyond control, the Administration within whose territorial limits or in whose services the loss, theft or damage occurred is not responsible towards the Administration of origin unless the two Administrations undertake to cover risks arising from a cause beyond control.
6. The non-postal fees of which it has not been possible to secure cancellation are borne by the Administrations responsible for the loss, theft or damage.

SECTION II

INDEMNITY FOR LOSS SUSTAINED

ARTICLE 37

Payment of the indemnity

1. Subject to its right to make a claim on the Administration which is responsible, payment of the indemnity for loss sustained as well as the repayment of charges and fees rests with the Administration of origin or, for the purpose of Article 35, § 6 only, the Administration of destination.
2. Payment must be made as soon as possible and, at the latest, within a period of six months from the day following the date of the enquiry.
3. When the Administration responsible for the payment does not undertake to cover risks arising out of causes beyond control and when at the end of the period prescribed in § 2 no decision has yet been reached on the question of whether the loss, theft or damage is due to such causes, payment may, exceptionally, be postponed beyond that period.
4. The Administration of origin or destination, as the case may be, is authorised to settle with the entitled person at the expense of whichever of the other Administrations sharing in the conveyance has been duly informed, and has allowed five months to pass without settling the matter.

ARTICLE 38

Possible recovery of the indemnity from the sender or addressee

1. If, after payment of the indemnity, a parcel or part of a parcel previously considered as lost is found, the addressee and the sender are informed of the fact ; the latter is further advised that he may take delivery of it within a period of three months on repayment of the indemnity for loss sustained previously paid. If the sender has not claimed the parcel at the end of that period the same approach is made to the addressee.

2. If, despite this second approach, the parcel is not claimed by the addressee, it becomes the property of the Administration or, where appropriate, the Administrations which bore the loss.

ARTICLE 39

Recovery of payments from the postal Administrations responsible

1. The Administration or Administrations which have to bear the indemnity for the loss sustained, because their responsibility for the loss of, theft from, or damage to, a parcel has been established, are bound to pay the amount of such compensation to the Administration which has made the payment under Article 37 and which is called the "paying Administration".

2. This payment must be made within a period of four months from the receipt of the notification of payment of the indemnity.

3. The paying Administration may only claim reimbursement of the indemnity which it has paid from the Administration responsible within a period of one year either from the date of despatch of the notification of the loss, theft or damage, or, where appropriate, from the date of expiry of the period prescribed in Article 37, § 4.

4. If the indemnity is to be borne by several Administrations, it must be paid in full to the paying Administration within the period mentioned in § 2 ; this payment is made by the first Administration which, having duly received the parcel from the preceding Administration, is unable to prove its regular transfer to the next ; it rests with this first Administration to recover from the other Administrations responsible the share falling to each one of them of the compensation paid to the entitled person.

5. When responsibility has been admitted, as well as in the case provided for in Article 37, § 4, the amount of the indemnity is recovered as a matter of course, by means of an account, from the Administration responsible, either directly or through the intermediary of the first transit Administration, which claims credit in its turn from the next Administration, the operation being repeated until the sum paid has been debited to the Administration responsible ; where appropriate, the provisions of the Detailed Regulations relating to the drawing up of accounts should be observed.

6. The creditor Administration is reimbursed in accordance with the provisions of Article 42 of the Convention.

7. The Administration whose responsibility is duly proved and which has at first declined to pay the indemnity must assume all additional costs resulting from the unwarranted delay in payment.

8. The paying Administration takes over the rights, up to the amount of the indemnity paid, of the person who has received it in any action which may be taken against the addressee, the sender or third parties.

9. If the sender or the addressee has taken delivery, on repayment of the indemnity for the loss sustained, of a parcel or part of a parcel lost but subsequently found, the indemnity is refunded to the paying Administration or, if a settlement of accounts has been made, to the Administrations which bore the loss.

CHAPTER V

ALLOCATION OF CHARGES AND FEES

ARTICLE 40

General principle of the allocation of charges and fees

An allocation of charges and fees is made in respect of each parcel.

ARTICLE 41

Charges credited to other Administrations by the Administration of origin

1. The Administration of origin credits :

a) the Administration of destination with :

- 1° the land, sea and air rates which are due to it (as regards parcels admitted by virtue of the provisions of Article 17 : the land and sea rates are those for the weight steps corresponding to their volume) ;
- 2° the exceptional rates authorised by the present Agreement or by the Final Protocol annexed thereto ;
- 3° the sums due to the Administration of destination out of the supplementary charges authorised in Article 16, § 1, b) ;
- 4° those shares due to the Administration of destination of charges (principal charge and, where appropriate, exceptional outward and inward rates and supplementary charges) included in the sums to be collected for urgent parcels ;
- 5° the express charge ;

b) each intermediate Administration with :

- 1° its land, sea and air rates (as regards parcels admitted by virtue of the provisions of Article 17 : the land and sea rates are those for the weight steps corresponding to their volume) ;
- 2° its share of the supplementary charges authorised in Article 16, § 1, b) ;
- 3° its shares of the charges (principal charge and supplementary charges) included in the sums to be collected for urgent parcels ;

- c) the Administration of destination and, where appropriate, the intermediate Administrations, for insured parcels, with a share of the insurance fee fixed for each 200 francs or fraction of 200 francs of insured value at :
- 5 centimes for land conveyance ;
 - 10 centimes for sea conveyance ;
- this share is paid to every Administration whose services take part in the conveyance, and, if necessary, as regards sea conveyance, for each service used ;
- d) the Administration of destination which provides air conveyance within the territory of its Country, and, where appropriate, each intermediate Administration which takes part in the air conveyance beyond the frontiers of its Country, for insured air parcels, except in the case of services involving extraordinary risks, with a share of the air insurance fee equal to 10 gold centimes for each 200 francs or fraction of 200 francs of insured value ;
- e) the Administration controlling the port of embarkation with half the charge for advice of embarkation.

2. If air parcels are lost or destroyed on a flight as a result of an accident to the carrying aircraft, or for any other cause for which the responsibility rests with the air transport undertaking, no rate is payable for the costs of air conveyance for any part of the flight of the line employed, in respect of the air parcels lost or destroyed.

3. In the case of transmission by closed mails, the Administration of origin may agree with the Administration of destination, and with any intermediate Administrations, to credit them with sums calculated for each kilogramme of gross weight of the mails instead of with the rates, shares or charges mentioned in § 1, a) and b)

ARTICLE 42

Charges retained by the collecting Administration

The following are retained in their entirety by the Administration, called the "collecting Administration", which has collected them :

- a) the following charges provided for in Article 16, § 2 :
- Customs clearance charge,
 - delivery charge,
 - advice of non-delivery charge,
 - advice of arrival charge,
 - storage charge,
 - advice of delivery charge,
 - charge for delivery free of charges,
 - charge for request for delivery free of charges,
 - enquiry charge ;
- b) the charges or surcharges collected under the combined provisions of Article 20 of this Agreement and Article 58 of the Convention for every request for the withdrawal of a parcel from the post or for alteration of address ;
- c) the despatch charge collected under Article 27, § 2, b).

ARTICLE 43

Special cases of the allocation of charges

1. The charge for internal redirection (Article 21, § 6, *a*) accrues to the Administration in whose territory that redirection took place, even in the event of subsequent redirection out of that Country or return to origin.

2. The express charge is allocated :

- a*) to the Administration of the Country of the original destination, when the express parcel has been redirected out of that Country, if delivery by special messenger has been attempted or, no such attempt having been made, if the Administration of the new destination does not provide delivery by special messenger ;
- b*) to the Administration of the original destination, if the express parcel has been returned to origin without having been redirected ;
- c*) to the Administration of the new destination, if it provides delivery by special messenger and if the Administration of the original destination has not attempted delivery by special messenger.

3. In the case of further redirection, the express charge is allocated in accordance with the principles of § 2 ; it is thus allocated to the Administration of the original destination, of the next destination or that of the ultimate destination as the case may be.

4. Prisoner of war and civilian internee parcels do not give rise to any remuneration in favour of any Administration whatsoever, except as regards the air rates applicable to air parcels.

5. The repacking charge accrues to the Administration controlling the office which did the repacking.

ARTICLE 44

Recovery of charges and fees

1. In the event of return to origin or redirection, the Administration which returns or redirects the parcel recovers from the next Administration :

- a*) the shares of charges due to it ;
- b*) the following charges provided for in Article 16 :
 - Customs clearance charge,
 - delivery charge,
 - advice of arrival charge,
 - repacking charge,
 - storage charge ;
- c*) the redirection charge provided for in Article 21, § 6, *a*) ;
- d*) the non-postal fees which it has incurred (Article 18) ;
- e*) nevertheless, in the case of parcels returned to origin or redirected by air, the air rates are, where necessary, recovered from the Administration of the Country from which the request for return or redirection emanates.

2. The principles laid down in § 1 apply to each intermediate Administration.

3. In the event of return to origin or redirection of an express parcel, the additional express charge (Article 16, § 1, *a*), 2°) due to the Administration of destination is recovered from the next Administration by the Administration which has attempted delivery if it has not been collected at the time of presentation of the parcel at the place of address of the addressee.

4. The costs referred to in Article 24 are recovered from the Administration of origin.

5. In the air parcel service, in the event of a forced landing or a missed connexion, the Administrations which ensure the reforwarding of air parcels claim their air rates from the Administration of origin.

CHAPTER VI

MISCELLANEOUS PROVISIONS

ARTICLE 45

Application of the Convention

1. Except where it expressly provides for derogations and special or supplementary provisions, this Agreement shall not stand in the way of the application of any of the provisions of the Universal Postal Convention.

2. When a member-Country of the Union expresses outside Congress a desire to become a party to this Agreement and asks to be allowed to collect exceptional outward and inward rates on a higher scale than that authorised by Article 15, the International Bureau submits the request to all the member-Countries signatory to the Agreement ; if, within a period of six months, more than one-third of these member-Countries do not pronounce against the request it is considered to be admitted.

3. By reference to Article 29, § 2, of the Convention it is clear that, to become effective, proposals made in the interval between Congresses in accordance with Article 27, § 1, of the Convention, must obtain :

- a*) the unanimity of the votes, if they involve either the addition of new provisions or an amendment of principle of the Articles of this Agreement, its Final Protocol or the final Article of its Detailed Regulations ;
- b*) two-thirds of the votes, if they involve an amendment of principle of the Detailed Regulations, with the exception of the final Article ;
- c*) the majority of the votes, if they involve :
 - 1° the interpretation of the provisions of this Agreement, its final Protocol and its Detailed Regulations except in the case of a disagreement to be submitted to arbitration as provided for in Article 33 of the Convention ;
 - 2° editorial amendments to be made to the Acts specified in 1°.

ARTICLE 46

Parcels addressed to or originating in Countries not participating in the Agreement

1. The Administrations of Countries participating in this Agreement which maintain an exchange of parcels with the Administrations of non-participating Countries shall allow, in the absence of any opposition on the part of the latter, the Administrations of all the participating Countries to avail themselves of these services.

2. For transit by the land, sea and air services of the Countries participating in the Agreement, parcels addressed to or originating in a non-participating Country are treated in the same way as parcels exchanged between participating Countries so far as the amount of the land, sea and air rates are concerned.

CHAPTER VII

FINAL PROVISIONS

ARTICLE 47

Entry into force and duration of the Agreement

The present Agreement shall come into force on the 1st of April, 1959 and shall remain in operation for an indefinite period.

In faith whereof, the Plenipotentiaries of the Governments of the above-named Countries have signed the present Agreement in a single copy which shall lie in the Archives of the Government of Canada and of which a copy shall be delivered to each Party.

Done at Ottawa, the 3rd of October, 1957.

This Agreement was signed on behalf of the States and territories listed below by the same plenipotentiaries who signed the Universal Postal Convention :

[For the names of the plenipotentiaries, see United Nations, Treaty Series, Vol. 364, pp. 197 to 207.]

Afghanistan
People's Republic of Albania
Germany
Kingdom of Saudi Arabia
Argentine Republic
Austria
Belgium
Belgian Congo
Soviet Socialist Republic of Byelorussia
Bolivia
United States of Brazil
People's Republic of Bulgaria
Cambodia
Ceylon
Chile
China
Republic of Colombia
Republic of Korea
Republic of Costa Rica
Republic of Cuba
Denmark
Dominican Republic
Egypt
Republic of El Salvador
Ecuador
Spain
Spanish Territories in Africa
Ethiopia
Finland
France
Algeria
Whole of the territories represented by the French Office of Overseas Posts and Telecommunications
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, including the Channel Islands and the Isle of Man
Whole of the British overseas territories, including the colonies, the protectorates and the Territories under trusteeship exercised by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
Greece
Guatemala
Republic of Haiti
Republic of Honduras
Hungarian People's Republic

India
Republic of Indonesia
Iran
Iraq
Irish Republic
Republic of Iceland
Italy
Territory of Somalia under Italian Administration
Japan
Hashemite Kingdom of Jordan
Laos
Lebanon
Republic of Liberia
Libya
Luxembourg
Morocco
Mexico
Principality of Monaco
Nicaragua
Norway
Pakistan
Republic of Panama
Paraguay
Netherlands
Netherlands Antilles and Surinam
Peru
People's Republic of Poland
Portugal
Portuguese Provinces in West Africa
Portuguese Provinces in East Africa, Asia and Oceania
Romanian People's Republic
Republic of San Marino
Republic of Sudan
Sweden
Swiss Confederation
Syria
Czechoslovakia
Thailand
Tunisia
Turkey
Soviet Socialist Republic of Ukraine
Union of Soviet Socialist Republics
Eastern Republic of Uruguay
State of the City of the Vatican
Republic of Venezuela
Viet-Nam
Yemen
Federal People's Republic of Yugoslavia

FINAL PROTOCOL TO THE AGREEMENT

At the moment of proceeding to sign the Agreement concerning Postal Parcels concluded this day, the undersigned Plenipotentiaries have agreed the following :

SECTION I

GENERAL PROVISIONS

ARTICLE I

Operation of the service by transport undertakings

1. Any Country whose postal Administration does not at present undertake the conveyance of parcels and which is a party to the Agreement has the option of arranging for its provisions to be implemented by railway and shipping undertakings. It may, at the same time, limit this service to parcels originating in or addressed to places served by these undertakings.

2. The postal Administration of such a Country shall make arrangements with the railway and shipping undertakings to ensure the complete implementation by them of all the provisions of the Agreement, with special reference to the arrangements for the exchange of parcels.

3. The postal Administration acts as intermediary for them in all their relations with the Administrations of the other contracting Countries and with the International Bureau.

ARTICLE II

Transit

1. Notwithstanding Article 34 of the Convention, the right not to undertake the conveyance of parcels in transit across their territory is for the time being granted to Afghanistan, Iran, and the Portuguese Provinces in Africa.

2. India is authorised to collect in respect of all parcels transiting Indian ports the land rates prescribed in Article 10 of the Agreement, in addition to the sea rates due to her.

ARTICLE III

Withdrawal from the post. Alteration of address. Delivery free of charges requested after the posting of the parcel.

1. The provisions of Article 20 do not apply to the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland or to the Irish Republic : nor do they apply to those of the British Overseas Territories, including the Colonies, the Protectorates and the Territories under trusteeship exercised by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland whose internal legislation does not permit the withdrawal from the post or the alteration of the address of parcels at the sender's request.

2. Of these Countries, those which accept the free of charges parcel service do not admit requests for delivery free of charges after the posting of the parcel as provided for in Article 2, § 3 c).

SECTION II

CONDITIONS OF ADMISSION

ARTICLE IV

Size and volume

1. Greece, Tunisia and Turkey in Asia have the right for the time being not to admit parcels whose size or volume exceeds the maximum authorised by the Detailed Regulations for implementing the Agreement concerning Postal Parcels, for the sea services.

2. India has the right not to admit parcels whose dimensions exceed the limits prescribed in her internal service.

ARTICLE V

Sender's instructions at the time of posting (see also Article IX below)

Notwithstanding the provisions of Article 5, g), the Soviet Socialist Republic of Byelorussia, the Soviet Socialist Republic of Ukraine and the Union of Soviet Socialist Republics have for the time being, the right not to admit parcels bearing the indication "*vente du colis aux risques et périls de l'expéditeur*" [sale of the parcel at the entire risk of sender].

ARTICLE VI

Cumbersome parcels

By application of Article 2, § 4, a) and notwithstanding the limits fixed by the Detailed Regulations :

a) The Republic of Sudan has the right in its relations with other Countries to regard as cumbersome, parcels of which any dimension exceeds 1·10 metres or of which the sum of the length and the greatest circumference, measured in a direction other than that of the length, exceeds 1·85 metres.

b) The United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Whole of the British Overseas Territories, including the Colonies, the Protectorates and the Territories under Trusteeship exercised by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland as well as the Irish Republic have the right in their relations with other Countries to regard as cumbersome, parcels of which any dimension exceeds 1·05 metres or of which the sum of the length and the greatest circumference, measured in a direction other than that of the length, exceeds 1·80 metres.

ARTICLE VII

Pound avoirdupois

As an exceptional measure, Countries which by reason of their internal regulations are unable to adopt the metric-decimal system of weight are permitted the right to substitute for the weight steps provided for in Article 3 the following equivalents :

Up to 1 kg	..	..	..	..	Up to 2 lb
Over 1 and up to 3 kg	..	..	..	..	2-7 lb
Over 3 and up to 5 kg	..	..	..	..	7-11 lb
Over 5 and up to 10 kg	..	..	..	..	11-22 lb

ARTICLE VIII

Advice of delivery

Exceptionally, Ceylon, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Whole of the British Overseas Territories, including the Colonies, the Protectorates and the Territories under Trusteeship exercised by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, as well as the Irish Republic, have the right to restrict advices of delivery to insured parcels.

ARTICLE IX

Sender's instructions at the time of posting (see also Article V above)

Notwithstanding the provisions of Article 5, *a*), *b*), and *g*), Ceylon, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Whole of the British Overseas Territories, including the Colonies, the Protectorates and the Territories under Trusteeship exercised by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, as well as the Irish Republic have the right not to admit the procedures relating to the sending of an advice of non-delivery, or to the sale of a parcel at the entire risk of the sender.

SECTION III

TARIFFS

ARTICLE X

Exceptional land rates

For the time being the Administrations listed in tables 1 and 2 below are authorised to collect :

- a*) the outward and inward rates indicated in table 1, in place of the exceptional outward and inward rate authorised in Article 15 ;
- b*) the transit land rates indicated in table 2, in addition to the transit rates mentioned in Article 10.

1. Outward and inward rates

No. 1	Authorised Administrations 2	Amount per parcel 3	Observations 4
1	Afghanistan	fr. c. — .75 ¹⁾	¹⁾ The rate may be increased to 1.50 francs for parcels over 5 and up to 10 kg.
2	Albania (People's Republic)	1.—	
3	Argentine (Republic)	— .75 ²⁾	²⁾ The rate may be increased to 1.25 francs by the Argentine offices of Costa del Sur, Tierra del Fuego and neighbouring islands.
4	Belgian Congo	³⁾	³⁾ The rate may amount to the following : fr. c. Parcels up to 1 kg. — .30 Parcels over 1 and up to 3 kg. — .90 Parcels over 3 and up to 5 kg. 1.50 Parcels over 5 and up to 10 kg. 3.— Parcels over 10 and up to 15 kg. 4.50 Parcels over 15 and up to 20 kg. 6.—
5	Soviet Socialist Republic of Byelorussia	⁴⁾	⁴⁾ Outward and inward rates for parcels addressed to : USSR USSR in in Europe Asia fr. c. fr. c. Parcels up to 1 kg. — .40 1.40 Parcels over 1 and up to 3 kg. — .70 2.20 Parcels over 3 and up to 5 kg. 1.— 3.— Parcels over 5 and up to 10 kg. 2.— 6.— Parcels over 10 and up to 15 kg. 3.— 9.— Parcels over 15 and up to 20 kg. 4.— 12.— Throughout the whole of the territory of the USSR the same outward and inward rates are in force for postal parcels.
6	Bolivia	⁵⁾	⁵⁾ For parcels originating in or addressed to places other than La Paz and Oruro, the rate may amount to the following : fr. c. Parcels up to 1 kg. 3.— Parcels over 1 and up to 5 kg. 7.— Parcels over 5 and up to 10 kg. 14.—
7	Brazil (United States)	1.25 ⁶⁾	⁶⁾ The rate may be increased to 2.25 francs for parcels addressed to certain remote offices.
8	Bulgaria (People's Republic)	— .50	
9	Ceylon	⁷⁾	⁷⁾ The rate may amount to the following : fr. c. Parcels up to 1 kg. — .25 Parcels over 1 and up to 3 kg. — .30 Parcels over 3 and up to 5 kg. — .75 Parcels over 5 and up to 10 kg. — .25

1. Outward and inward rates (contd.)

No.	Authorised Administrations	Amount per parcel	Observations
1	2	3	4
10	Chile	fr. c. — .75	
11	China	— .75 ⁹⁾	⁹⁾ A rate corresponding to the tariff for postal parcels in the Chinese internal service is for the time being collected from the senders or the addressees in respect of parcels originating in or addressed to China, except Shanghai and Canton.
12	Colombia (Republic)	⁹⁾	⁹⁾ The rate may be increased to 1 franc per parcel addressed to sea ports and 1 franc per kilogramme or fraction of a kilogramme for parcels addressed to other places.
13	Dominica (Republic)	— .40	
14	El Salvador (Republic)	¹⁰⁾	¹⁰⁾ The rate is increased to 75 centimes for parcels disembarked at Cristobal (Panama Canal Zone) to be transhipped and forwarded as far as Puerto de la Libertad (El Salvador) by ships belonging neither to the same shipping company nor to the Countries of origin of the parcels. For parcels forwarded by way of Puerto Barrios and Zacapa (Guatemala) and Puerto de la Union (El Salvador) which are conveyed to the capital by the international railway of Central America, the rate is increased to the following sums : for the weight steps of 1, 3, 5 and 10 kg. : 1.75 francs ; for the weight steps of 15 and 20 kg. : 2.75 francs.
15	Ecuador	1.25	
16	Spain	— .75	
17	Ethiopia	¹¹⁾	¹¹⁾ The rate may amount to the following : fr. c. Parcels up to 1 kg. — .40 Parcels over 1 and up to 3 kg. — .70 Parcels over 3 and up to 5 kg. 1.25 Parcels over 5 and up to 10 kg. 1.70 Parcels over 10 and up to 15 kg. 2.10 Parcels over 15 and up to 20 kg. 2.50
18	Finland	— .75	
19	Territories represented by the French Overseas Office for Posts and Telecommunications	¹²⁾	¹²⁾ For the conveyance of parcels beyond the offices of exchange an internal transport charge is collected which varies according to the destination and which may not exceed the tariffs applicable to postal parcels in the internal service.
20	Great Britain and British Overseas Territories	¹³⁾	¹³⁾ The rate may amount to the following : fr. c. Parcels up to 1kg. 1.25 Parcels over 1 and up to 3 kg. 1.50 Parcels over 3 and up to 5 kg. 1.75 Parcels over 5 and up to 10 kg. 1.10

1. Outward and inward rates (contd.)

No.	Authorised Administrations	Amount per parcel	Observations
1	2	3	4
21	Greece	fr. c. — .75	
22	Guatemala	— .75	
23	Haiti (Republic)	— .50	
24	India	¹⁴⁾	¹⁴⁾ The rate may amount to the following : fr. c. Parcels up to 1 kg. — .15 Parcels over 1 and up to 3 kg. — .70 Parcels over 3 and up to 5 kg. 1 .25 Parcels over 5 and up to 10 kg. 2.—
25	Indonesia (Republic)	— .50	
26	Iran	¹⁵⁾	¹⁵⁾ For the conveyance of parcels beyond the offices of exchange a rate not exceeding the tariff applicable to parcels in the internal service is permitted.
27	Iraq	¹⁶⁾	¹⁶⁾ The rate may amount to the following : fr. c. Parcels up to 1 kg. — .75 Parcels over 1 and up to 5 kg. 1 .25 Parcels over 5 and up to 10 kg. 1 .60
28	Iceland (Republic)	¹⁷⁾	¹⁷⁾ The rate may amount to the following : fr. c. Parcels up to 3 kg. — .50 Parcels over 3 and up to 5 kg. — .75 Parcels over 5 and up to 10 kg. 1.—
29	Libya	— .75 ¹⁸⁾	¹⁸⁾ Only for parcels addressed to the Province of Fezzan and the oases of Koufra, Jalo, Marada and Djiaghboub.
30	Nicaragua	— .75	
31	Norway	— .75	
32	Pakistan	— .75 ¹⁹⁾	¹⁹⁾ The rate may be increased to 1.50 francs for parcels over 5 and up to 10 kg.
33	Panama (Republic)	— .75	
34	Peru	1.25	
35	Portuguese Provinces of Angola and Mozambique	²⁰⁾	²⁰⁾ For the conveyance of parcels beyond the offices of exchange a rate not exceeding the tariff applicable to parcels in the internal service is permitted.
36	Sudan (Republic)	²¹⁾	²¹⁾ The rate may amount to the following : fr. c. Parcels up to 1 kg. — .50 Parcels over 1 and up to 3 kg. — .85 Parcels over 3 and up to 5 kg. 1 .20 Parcels over 5 and up to 10 kg. 2.40

1. Outward and inward rates (contd.)

No.	Authorised Administrations	Amount per parcel	Observations																																								
1	2	3	4																																								
		fr. c.																																									
37	Sweden	— .75																																									
38	Thailand	— .75																																									
39	Turkey in Asia	— .75 ²²⁾	²²⁾ The rate may be increased to 2 francs for parcels addressed to offices distant from railways and the coasts which are conveyed by overland carriers.																																								
40	Soviet Socialist Republic of Ukraine	²³⁾	²³⁾ Outward and inward rates for parcels addressed to : <table data-bbox="1029 726 1166 813"> <tr> <td></td> <td></td> <td>USSR</td> <td>USSR</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td>in</td> <td>in</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td>Europe</td> <td>Asia</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td>fr. c.</td> <td>fr. c.</td> </tr> </table> <table data-bbox="716 813 1166 1045"> <tr> <td>Parcels up to 1 kg.</td> <td>.. ..</td> <td>— .40</td> <td>1.40</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 1 and up to 3 kg.</td> <td></td> <td>— .70</td> <td>2.20</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 3 and up to 5 kg.</td> <td></td> <td>1.—</td> <td>3.—</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 5 and up to 10 kg.</td> <td></td> <td>2.—</td> <td>6.—</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 10 and up to 15 kg.</td> <td></td> <td>3.—</td> <td>9.—</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 15 and up to 20 kg.</td> <td></td> <td>4.—</td> <td>12.—</td> </tr> </table> <p data-bbox="716 1064 1166 1126">Throughout the whole of the territory of the USSR the same outward and inward rates are in force for postal parcels.</p>			USSR	USSR			in	in			Europe	Asia			fr. c.	fr. c.	Parcels up to 1 kg.	— .40	1.40	Parcels over 1 and up to 3 kg.		— .70	2.20	Parcels over 3 and up to 5 kg.		1.—	3.—	Parcels over 5 and up to 10 kg.		2.—	6.—	Parcels over 10 and up to 15 kg.		3.—	9.—	Parcels over 15 and up to 20 kg.		4.—	12.—
		USSR	USSR																																								
		in	in																																								
		Europe	Asia																																								
		fr. c.	fr. c.																																								
Parcels up to 1 kg.	— .40	1.40																																								
Parcels over 1 and up to 3 kg.		— .70	2.20																																								
Parcels over 3 and up to 5 kg.		1.—	3.—																																								
Parcels over 5 and up to 10 kg.		2.—	6.—																																								
Parcels over 10 and up to 15 kg.		3.—	9.—																																								
Parcels over 15 and up to 20 kg.		4.—	12.—																																								
41	Union of Soviet Socialist Republics	²⁴⁾	²⁴⁾ Outward and inward rates for parcels addressed to : <table data-bbox="1029 1209 1166 1296"> <tr> <td></td> <td></td> <td>USSR</td> <td>USSR</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td>in</td> <td>in</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td>Europe</td> <td>Asia</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td>fr. c.</td> <td>fr. c.</td> </tr> </table> <table data-bbox="716 1296 1166 1528"> <tr> <td>Parcels up to 1 kg.</td> <td>.. ..</td> <td>— .40</td> <td>1.40</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 1 and up to 3 kg.</td> <td></td> <td>— .70</td> <td>2.20</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 3 and up to 5 kg.</td> <td></td> <td>1.—</td> <td>3.—</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 5 and up to 10 kg.</td> <td></td> <td>2.—</td> <td>6.—</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 10 and up to 15 kg.</td> <td></td> <td>3.—</td> <td>9.—</td> </tr> <tr> <td>Parcels over 15 and up to 20 kg.</td> <td></td> <td>4.—</td> <td>12.—</td> </tr> </table> <p data-bbox="716 1547 1166 1609">Throughout the whole of the territory of the USSR the same outward and inward rates are in force for postal parcels.</p>			USSR	USSR			in	in			Europe	Asia			fr. c.	fr. c.	Parcels up to 1 kg.	— .40	1.40	Parcels over 1 and up to 3 kg.		— .70	2.20	Parcels over 3 and up to 5 kg.		1.—	3.—	Parcels over 5 and up to 10 kg.		2.—	6.—	Parcels over 10 and up to 15 kg.		3.—	9.—	Parcels over 15 and up to 20 kg.		4.—	12.—
		USSR	USSR																																								
		in	in																																								
		Europe	Asia																																								
		fr. c.	fr. c.																																								
Parcels up to 1 kg.	— .40	1.40																																								
Parcels over 1 and up to 3 kg.		— .70	2.20																																								
Parcels over 3 and up to 5 kg.		1.—	3.—																																								
Parcels over 5 and up to 10 kg.		2.—	6.—																																								
Parcels over 10 and up to 15 kg.		3.—	9.—																																								
Parcels over 15 and up to 20 kg.		4.—	12.—																																								
42	Uruguay (Eastern Republic)	— .75																																									
43	Venezuela (Republic)	1.25																																									

2. Transit land rates

No.	Authorised Administrations	Amount of the land rate for parcels of the following weight steps					
		Up to 1 kg.	Over 1 and up to 3 kg.	Over 3 and up to 5 kg.	Over 5 and up to 10 kg.	Over 10 and up to 15 kg.	Over 15 and up to 20 kg.
1	2	3	4	5	6	7	8
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1	Argentine (Republic) ¹⁾	3.60	3.60	3.60	3.60		
2	Belgian Congo ..	— .30	— .90	1.50	3.—	4.50	6.—
3	Soviet Socialist Republic of Byelorussia ²⁾ ..						
4	Brazil (United States)	— .70	— .60	— .50			
5	Ceylon	— .60	1.—	1.65	1.95		
6	Chile ¹⁾	1.25	1.25	1.25	1.25		
7	China	— .95	— .95	— .75	— .25		
8	Ecuador	— .70	— .50	— .50			
9	French Equatorial Africa	— .60	1.50	2.—	4.—	6.—	8.—
10a	Great Britain and British Territories Overseas ³⁾ except for the following:	1.—	1.10	1.20	1.40		
10b	British East Africa ³⁾ ..	1.75	2.20	2.65	2.80		
11	India	— .20	— .40	— .75	1.50		
12	Iraq	— .70	— .60	— .50	1.40	3.—	4.—
13	Libya	— .20	— .30	— .40	— .50		
14	Pakistan	— .70	— .60	— .60	— .50		
15	Peru	— .70	— .60	— .50			
16	Sudan (Republic) ..	— .90	1.40	1.90	3.80		
17	Turkey in Asia ⁴⁾ ..	2.20	2.—	2.—	1.50	1.—	— .50
18	Soviet Socialist Republic of Ukraine ³⁾ ..						
19	Union of Soviet Socialist Republics						
	a) for parcels conveyed across USSR in Europe	— .40	— .70	1.—	2.—	3.—	4.—
	b) for parcels conveyed across USSR in Asia	1.40	2.20	3.—	6.—	9.—	12.—
	c) for parcels conveyed across USSR in Europe and Asia	1.80	2.90	4.—	8.—	12.—	16.—
20	Venezuela (Republic) ..	— .70	— .60	— .50	1.—	1.50	2.—

Observations :

- 1) Only for parcels conveyed by the Trans-Andine Railway.
- 2) See under Union of Soviet Socialist Republics. Throughout the whole of the territory of the Union of Soviet Socialist Republics the same charges are in force for postal parcels.
- 3) The amounts shown in the table are to be regarded as maxima.
- 4) For parcels from and for Iran following the Trebizond-Erzeroum-Bayezid route the land rate for each weight step may be increased by a further 1.50 francs.

ARTICLE XI

Sea rates

The British Overseas Territories, including the Colonies, Protectorates and Territories under Trusteeship exercised by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are authorised to increase by 50% at the most the sea rates provided for in Articles 11 and 14.

ARTICLE XII

Supplementary rates

1. Every parcel originating in or addressed to Corsica is subject :
 - a) to a supplementary land rate equal, at most, to half the land rate applicable to all parcels originating in or addressed to the mainland of France ;
 - b) to a supplementary sea rate equal to that applicable in France for the first distance step.
2. The following supplementary conveyance rates are authorised for each parcel :

on the one hand :	Between and, on the other hand :	Authorised supplementary rates
1	2	3
The mainland of Spain	<ol style="list-style-type: none"> a) the Balearic Islands, the Spanish Territories in North Africa and the Northern Zone of Morocco b) the Canary Islands 	<ol style="list-style-type: none"> equal to the sea rate fixed for the 1st distance step equal to the sea rate fixed for the 2nd distance step

3. The Portuguese Administration has the right to collect a supplementary rate of 1.50 francs per parcel at most, for conveyance between the mainland of Portugal and the Madeira and Azores Islands.

4. Every parcel conveyed by the Iraq-Syria trans-desert motor services gives rise to the collection of a special supplementary rate fixed as follows :

Weight steps	Supplementary rates	Weight steps	Supplementary rates
1	2	1	2
kg.	fr. c.	kg.	fr. c.
up to 1	— .50	over 5 and up to 10	5.—
over 1 and up to 3	1.50	over 10 and up to 15	7.50
over 3 and up to 5	2.50	over 15 and up to 20	10.—

5. Conveyance between the offices of exchange of Goa on the one hand and the offices of exchange of Damao and Diu (Portuguese India) on the other gives rise to the collection of a supplementary rate equal to the land or sea rate included in the normal principal charge and fixed in Articles 10, § 1 and 11, § 1.

6. The conveyance of parcels between Karachi (Pakistan) on the one hand and the Pakistani offices of Ormara, Pasni and Gwadur on the other, gives rise to the collection of supplementary rates equal to the sea rates fixed in Article 11, § 1.

ARTICLE XIII

Special tariffs

1. The postal Administration of Iraq has the right to apply to parcels originating in its Country a graduated tariff corresponding to different categories of weight, on condition that the average of the charges does not exceed the normal charge, including the exceptional and the supplementary rates to which it is entitled.

2. This last option is also granted to Countries which accede to the Agreement up to the next Congress.

3. Exceptionally, the Administrations of Pakistan and the Republic of Venezuela are authorised to collect for all parcels over 1 kg. and up to 3 kg. the charge applicable to parcels over 3 and up to 5 kg.

4. The French Administration has the right invariably to treat air parcels as urgent parcels and to collect in respect of these parcels double the land rates and increases provided for in Articles 10, 13 and 15.

SECTION IV

COMPENSATION AND RESPONSIBILITY

ARTICLE XIV

Insured parcels

Notwithstanding the provisions of Article 27, certain Administrations are authorised, in accordance with the following table, to collect in respect of each insured parcel the supplementary insurance fees below :

Authorised Administrations 1	Fees authorised for each 200 francs or fraction of 200 francs of insured value 2	Insured parcels to which they apply 3
	c	
a) British East Africa	10	Parcels originating in or addressed to British East Africa or transiting British East Africa
b) Argentine (Republic)	10	Parcels originating in or addressed to the following offices : La Costa del Sur, Tierra del Fuego and neighbouring islands.
c) Belgian Congo	10	Parcels originating in or addressed to the Belgian Congo or transiting the Belgian Congo.
d) Sudan (Republic)	5	Parcels originating in or addressed to the Belgian Congo and transiting the Sudan.
e) France	15	Parcels conveyed between the mainland of France and Corsica.
f) Iraq	10	Parcels conveyed by the Iraq-Syria trans-desert motor services.

ARTICLE XV

Maximum insured value

Notwithstanding the provisions of Article 26, those of the British Overseas Territories, including the Colonies, Protectorates and Territories under Trusteeship exercised by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland which have a maximum insured value in their internal service less than 1,000 francs, have the right to limit the maximum insured value in their international service to this lower amount.

ARTICLE XVI

Exceptions to the principle of responsibility

Notwithstanding the provisions of Articles 32 and 35, Belgian Congo, Iraq and the Republic of Sudan are authorised to pay no indemnity for damage to parcels coming from any Country addressed to Belgian Congo, Iraq or Sudan and containing liquids and substances which easily liquefy, glass articles and those of a similar fragile nature.

ARTICLE XVII

Compensation

Notwithstanding the provisions of Article 35, those British Overseas Territories, including the Colonies, Protectorates and the Territories under Trusteeship exercised by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland whose internal regulations do not permit them to comply, have the right not to pay compensation for uninsured parcels lost, stolen or damaged in their service.

In faith whereof, the undermentioned Plenipotentiaries have drawn up the present Protocol which shall have the same force and validity as if the provisions contained in it were inserted in the actual text of the Agreement to which it relates, and they have signed it in a single copy which shall lie in the Archives of the Government of Canada and of which a copy shall be delivered to each Party.

Done at Ottawa, the 3rd of October 1957.

SIGNATURES

(The same as on pages 132 and 133 of this volume.)

**DETAILED REGULATIONS
FOR IMPLEMENTING THE AGREEMENT
CONCERNING
POSTAL PARCELS**

TABLE OF CONTENTS

<p style="text-align: center;">CHAPTER I PRELIMINARY AND GENERAL PROVISIONS</p> <p>Art. 101. Definitions. 102. Information to be supplied by postal Administrations. 103. Routeing and charges.</p> <p style="text-align: center;">CHAPTER II GENERAL CONDITIONS OF ADMISSION AND GENERAL POSTING FORMALITIES</p> <p style="text-align: center;">SECTION I GENERAL CONDITIONS OF ADMISSION</p> <p>104. General make-up. 105. Special packing. Indication of parcels containing films, celluloid and living animals.</p> <p style="text-align: center;">SECTION II GENERAL POSTING FORMALITIES</p> <p>106. Formalities to be complied with by the sender. 107. Formalities to be complied with by the office of origin. 108. Discrepancies of weight, volume or size.</p> <p style="text-align: center;">CHAPTER III SPECIAL CONDITIONS FOR CERTAIN CATEGORIES OF PARCELS</p> <p style="text-align: center;">SECTION I INSURED PARCELS</p> <p>109. Special make-up for insured parcels. 110. Fraudulent insurance.</p>	<p style="text-align: center;">SECTION II URGENT PARCELS</p> <p>Art. 111. Special make-up for urgent parcels. 112. Transmission and Customs clearance of urgent parcels.</p> <p style="text-align: center;">SECTION III EXPRESS PARCELS</p> <p>113. Special posting formalities for express parcels. 114. Special cases of delivery and redirection of an express parcel.</p> <p style="text-align: center;">SECTION IV PARCELS FOR DELIVERY FREE OF CHARGES</p> <p>115. Special posting formalities for parcels for delivery free of charges. 116. Delivery free of charges requested after the posting of the parcel. 117. Treatment of franking notes after delivery of the parcel.</p> <p style="text-align: center;">SECTION V FRAGILE PARCELS AND CUMBERSOME PARCELS</p> <p>118. Fragile parcels. 119. Cumbersome parcels. 120. Parcels classed in a higher weight step.</p> <p style="text-align: center;">SECTION VI PRISONER OF WAR AND INTERNEE PARCELS</p> <p>121. Special make-up for prisoner of war and internee parcels.</p> <p style="text-align: center;">CHAPTER IV SPECIAL PROVISIONS</p> <p style="text-align: center;">SECTION I ADVICE OF DELIVERY</p> <p>122. Request for advice of delivery made at the time of posting. 123. Request for advice of delivery made after posting.</p>
---	---

SECTION II

OTHER SPECIAL PROVISIONS

- Art.
 124. Advice of embarkation.
 125. Withdrawal from the post. Alteration of address.
 126. Redirection.
 127. Enquiries. Requests for information.

CHAPTER V

EXCHANGE OF PARCELS

128. General principle of the exchange of parcels.
 129. Different methods of transmission.
 130. Parcel bill.
 131. Transmission in closed mails.
 132. Delivery of mails.
 133. Transshipment of air parcels.
 134. Check of mails by offices of exchange.
 135. Notification of irregularities involving the responsibility of Administrations.
 136. Return of empty receptacles.

CHAPTER VI

UNDELIVERED PARCELS

- Art.
 137. Advice of non-delivery.
 138. Non-delivery. Sender's instructions.
 139. Return of undelivered parcels.
 140. Sale. Destruction.

CHAPTER VII

ACCOUNTING

141. Preparation of accounts.
 142. Settlement of accounts.

CHAPTER VIII

MISCELLANEOUS PROVISIONS

143. Forms for the use of the public.
 144. Period of retention of documents.

CHAPTER IX

FINAL PROVISIONS

145. Entry into force and duration of the Detailed Regulations.

**FINAL PROTOCOL TO THE DETAILED REGULATIONS FOR
 IMPLEMENTING THE AGREEMENT**

CONCERNING

POSTAL PARCELS

1. Maximum weight of parcel bags.

ANNEXES

Forms : see " List of forms ".

**DETAILED REGULATIONS
FOR IMPLEMENTING THE AGREEMENT
CONCERNING
POSTAL PARCELS**

Having regard to Article 24 of the Universal Postal Convention concluded at Ottawa on the 3rd of October 1957, the undersigned, on behalf of their respective Administrations, have, by common consent, drawn up the following measures for ensuring that the Agreement concerning Postal Parcels is implemented :

CHAPTER I

PRELIMINARY AND GENERAL PROVISIONS

ARTICLE 101

Definitions

Each of the terms listed below is used in these Detailed Regulations with the meaning indicated :

- a)* office of origin : the office at which the parcel is posted by the sender ;
- b)* office of destination : the delivery office serving the place indicated on the parcel by the sender ;
- c)* office of new destination : the delivery office serving the place to which a parcel is redirected ;
- d)* office of exchange of origin : any office of exchange controlled by the Administration of origin ;
- e)* office of exchange of destination : any office of exchange controlled by the Administration of destination ;
- f)* intermediate office of exchange : any office of exchange situated in the territory of an intermediate Country ;
- g)* outward office of exchange : any office of exchange which forwards a despatch of parcels to another office of exchange.
- h)* inward office of exchange : any office of exchange which receives a despatch of parcels from another office of exchange.

ARTICLE 102

Information to be supplied by postal Administrations

I. At least three months before implementing the Agreement, each Administration should notify to the other Administrations, through the intermediary of the International Bureau :

- a)* the provisions it has adopted regarding :
 - 1° the maximum limit of weight ;
 - 2° the insured value ;

- 3° the following special parcels : urgent, express, delivery free of charges, cash on delivery, fragile, cumbersome ;
 - 4° the admissibility or otherwise of collective despatch notes, in accordance with the provisions of Article 106, § 4 ;
 - 5° the size and volume of parcels conveyed by its sea services ;
 - 6° the number of Customs declarations required for parcels in transit and for those addressed to its own Country as well as the languages in which those declarations may be completed ;
- b) information regarding the air parcel service, in particular the size up to which it admits such parcels by arrangement with the air transport undertakings ;
 - c) the list of living animals of which the conveyance by post is authorised by its own postal regulations ;
 - d) intimation as to whether it admits parcels for all localities or, if not, a list of the localities to which the service extends ;
 - e) the charges and all the fees applicable in its service ;
 - f) the necessary information concerning Customs or other regulations, as well as the prohibitions or restrictions applying to the entry and transit of parcels in the territory of its Country ;
 - g) an extract, in English, Arabic, Chinese, Spanish, French or Russian, of provisions of its laws or regulations applicable to the conveyance of parcels.
2. Any amendment to the information referred to in § 1 should be notified without delay by the same means.

ARTICLE 103

Routeing and charges

1. By means of tables in the form of the annexed specimens CP1 and CP21, each Administration sets out the conditions, charges and fees on which it accepts parcels in transit for Countries for which it is in a position to act as intermediary.
2. On the basis of the information contained in the tables CP1 and CP21 of intermediate Administrations, each Administration decides upon the routes to be used for forwarding its parcels and the charges to be collected from the senders.
3. Administrations send to each other, either through the intermediary of the International Bureau or directly, their tables CP1 and CP21 as well as all subsequent amendments to these tables ; they send copies of their tables CP1 and CP21 to the International Bureau.
4. To determine the most favourable route for the despatch of parcels, the outward office of exchange may send to the office of exchange of destination a trial note C27 in the form referred to in Article 167 of the Detailed Regulations for implementing the Convention. This note should be attached to the letter bill : it should be returned, duly completed, in the form of a letter, to the outward office of exchange by the first mail.

CHAPTER II

GENERAL CONDITIONS OF ADMISSION AND GENERAL POSTING FORMALITIES

SECTION I

GENERAL CONDITIONS OF ADMISSION

ARTICLE 104

General make-up

1. To be admitted to the post, every parcel must satisfy the following conditions :

- a) bear, in Roman letters, on the parcel itself or on a label attached to it in such a way that it cannot become detached, the exact addresses of the addressee and the sender ; addresses in pencil are not allowed ; nevertheless, parcels of which the address is written in copying-ink pencil on a surface previously damped are accepted. Only one person or a corporate body may be designated as addressee. However, addresses such as "Mr. A at ... for Mr. Z at ..." or "Bank A at ... for Mr. Z at ..." may be admitted, it being understood that only the person indicated under A is regarded by Administrations as the addressee. In addition, the addresses of A and Z must be in the same Country ;
- b) be packed and closed in a manner befitting the weight and the nature of the contents as well as the mode of conveyance and its duration ; the packing and closing must protect the contents so that these cannot be damaged by pressure or by repeated handlings ; they must also be such that it is impossible to tamper with the contents without leaving an obvious trace of violation ;
- c) be packed particularly securely if it has to be conveyed over long distances or undergo many transshipments or handlings ;
- d) be packed in such a way as not to endanger the health of officials and to avoid any danger if it contains articles of a kind likely to injure officials called upon to handle it or to soil or damage other parcels ;
- e) have, on the packing or the wrapping, sufficient space for the entry of service instructions and for affixing stamps and labels ;
- f) not exceed the following sizes or volumes, unless it is to be considered as a cumbersome parcel within the meaning of Article 119 :
 - 1° surface parcel : 1.50 metres for any one dimension ; 3 metres for the sum of the length and the greatest circumference measured in a direction other than that of the length ;
 - 2° air parcel : 1 metre for the length and 50 centimetres for every other dimension ; 3 metres for the sum of the length and the greatest circumference measured in a direction other than that of the length ;

3° parcel to be sent by a sea service, optionally and in derogation of the provisions of 1° : 1·25 metres for any one dimension and one of the following volumes :

- 60 cubic decimetres for parcels up to 5 kg. ;
- 80 cubic decimetres for parcels over 5 and up to 10 kg. ;
- 100 cubic decimetres for parcels over 10 and up to 15 kg. ;
- 120 cubic decimetres for parcels over 15 and up to 20 kg.

g) not be smaller than the minimum size prescribed for letters in Article 49 § 1 of the Convention.

2. The office of posting should recommend the sender to put in the parcel a copy of his address and of that of the addressee.

3. The following are accepted without packing :

- a) articles which can be fitted together or put and kept together by a strong cord with lead or other seals, so as to form one single parcel which cannot come apart ;
- b) parcels in one piece, such as pieces of wood, metal, etc. which it is not the custom of the trade to pack.

ARTICLE 105

Special packing. Indication of parcels containing films, celluloid and living animals

1. Every parcel which contains one or other of the following substances must be made up as indicated below :

- a) precious metals : the packing must consist either of a stout metal box, a case made of wood of a minimum thickness of 1 centimetre for parcels up to 10 kilogrammes and 1½ centimetres for parcels over 10 kilogrammes, or a seamless double bag ; however, when cases made of plywood are used, their thickness may be limited to 5 millimetres on condition that the edges of the cases are reinforced by metal angle strips ;
- b) liquids and substances which easily liquefy : two containers must be used (a bottle, flask, jar, box, etc. on the one hand, and a box of metal, tough wood, wood pulp or strong corrugated cardboard on the other) between which is left a space which must be filled by sawdust, bran or some other absorbent and protective material ;
- c) dry colouring powders such as aniline blue : these products must invariably be contained in stout metal boxes, placed in turn in boxes of wood or good quality corrugated cardboard, with sawdust or some other absorbent or protective material between the two containers ;
- d) dry non-colouring powders : these products must be placed in boxes of metal, wood or cardboard, themselves enclosed in a bag of cloth or parchment ;
- e) substances referred to in Article 6, a), 6°, 2nd sentence of the Agreement : the packing must consist of a case or keg securely packed inside and out and bear an indication appropriate to the nature of the contents ;

- f*) inflammable films, raw or manufactured celluloid : the wrapping must be provided, on the address side, with a very conspicuous white label bearing, in large black letters, the indication “*Celluloid ! A tenir loin du feu et de la lumière.*” [Celluloid ! To be kept away from fire and light.]
- g*) living animals : the wrapping of the parcel as well as the despatch note must be provided with a label bearing in bold letters the inscription “*animaux vivants*” [living animals].
2. Parcels containing the substances referred to in § 1, *e*) and *f*), may only be accepted for posting if those substances are admitted by all the Administrations called upon to participate in the conveyance of the parcel.

SECTION II

GENERAL POSTING FORMALITIES

ARTICLE I06

Formalities to be complied with by the sender

1. Each parcel must be accompanied by :
 - a*) a despatch note of strong white cardboard, in the form of the annexed specimen CP2 ;
 - b*) a customs declaration in the form of the annexed specimen CP3 made out in the required number of copies, these being securely attached to the despatch note. The contents of the parcel must be shown in detail on the customs declaration ; indications of a general kind are not admitted.
2. The sender may add, on the coupon of the despatch note, a communication relating to the parcel and attach to this note in addition to the customs declaration in the required number of copies according to the provisions of § 1, *b*), any document (invoice, export licence, import licence, certificate of origin, etc.), necessary for customs treatment in the despatching Country and in the Country of destination.
3. He must indicate, by underlining one of the directions entered on the back of the despatch note, how the parcel is to be dealt with in the event of non-delivery ; the text may be underlined by hand, by machine or by a printed stroke and it is permissible for the sender to reproduce or have printed on the back of the despatch note only one of the instructions listed below ; the direction underlined on the despatch note must be reproduced on the parcel itself ; the directions allowed under Article 5 of the Agreement may be completed in French or in a language known in the Country of destination :
 - a*) send an advice of non-delivery to the sender ;
 - b*) address the advice of non-delivery to Mr. (third party living in the Country of destination) residing at (address) ;
 - c*) parcel to be returned to origin by (specify : surface or air) forthwith ;
 - d*) parcel to be returned by (specify : surface or air) at the end of a period of days ;

- e) parcel to be delivered (or redirected) by (specify : surface or air) to Mr. (alternative addressee) residing at (address) (if desired without collecting the amount of the trade charge or against payment of a sum less than the original sum) ;
- f) parcel to be redirected by (specify : surface or air) with a view to delivering it to the original addressee ;
- g) parcel to be sold at the entire risk of the sender ;
- h) parcel abandoned.

4. Except in the case of insured parcels, parcels for delivery free of charges and cash on delivery parcels, the same despatch note accompanied by the number of customs declarations required for a single parcel may suffice for three parcels at most, provided that they are posted simultaneously at the same office by the same sender, sent by the same route, subject to the same charge and addressed to the same person ; each Administration may, however, insist on a despatch note and the prescribed number of customs declarations for each parcel.

5. The despatch note should, where appropriate, include the indications referred to in Article 105, § 1, e), f) and g).

6. Every air parcel as well as the despatch note relating to it must bear at the time of despatch a special blue label bearing the words “*Par avion*” [By air mail], with, if desired, a translation in the language of the Country of origin.

7. Administrations accept no responsibility as regards customs declarations.

ARTICLE 107

Formalities to be complied with by the office of origin

1. The office of origin is responsible, at the time of posting, for affixing or indicating :

- a) on the parcel beside the address and on the despatch note in the spaces provided, a label in the form of the annexed specimen CP8 indicating clearly the serial number of the parcel and the name of the office of posting ;
- b) on the despatch note only :
 - 1° an impression of the date stamp ;
 - 2° the weight, in kilogrammes and hundreds of grammes, each fraction of a hundred grammes being rounded up to the next hundred.

2. The same office of origin may not use two or more series of labels at the same time, unless the series are distinguished by a distinctive mark.

ARTICLE 108

Discrepancies of weight, volume or size

Unless there is an obvious error, the view of the office of origin shall prevail as regards the establishment of the weight, volume or size. However, if the differences in weight which are established entail a change in rates, the new weight is valid.

CHAPTER III

SPECIAL CONDITIONS FOR CERTAIN CATEGORIES OF PARCELS

SECTION I

INSURED PARCELS

ARTICLE 109

Special make-up for insured parcels

Every insured parcel is subject to the following special rules regarding make-up :

- a) it must be sealed by identical wax seals, by lead seals or by some other effective means, with a special uniform design or mark of the sender ;
- b) the wax or other seals, as well as the labels of any kind and the postage stamps if any, affixed to these parcels must be spaced out so that they cannot hide any damage to the packing ; the labels and postage stamps must not be folded over two sides of the packing so as to cover an edge ; any labels on which the address appears must not be gummed to the packing itself ;
- c) it must be provided, as must the despatch note, with a red label in the form of the annexed specimen CP7 and bearing in Roman letters the letter V, the name of the office of origin and the serial number of the parcel ; the label must be gummed on the parcel, on the same side as, and near to, the address ; nevertheless, Administrations have the option of using at the same time the label CP8 prescribed in Article 107 and a small red label, bearing in bold letters the indication “ *Valeur déclarée* ” [Insured] ;
- d) the insured value must be expressed in the currency of the Country of origin and written by the sender, on the parcel and the despatch note, in words with Roman lettering and in Arabic figures, without erasure or alteration, even if certified ; the amount of the insured value must not be indicated in pencil ;
- e) the amount of the insured value must be converted into gold francs by the sender or by the office of origin ; the result of the conversion rounded up where appropriate to the nearest franc, shall be shown in figures at the side of or below those representing the value in the currency of the Country of origin ; the amount in gold francs shall be underlined by a bold stroke of a coloured pencil ; conversion is not carried out in direct services between Countries which have a common currency ;
- f) the office of origin is responsible for indicating the exact weight in grammes on the parcel (beside the address) and on the despatch note (in the space provided) ;
- g) no serial number must be placed on the front of insured parcels by the intermediate Administrations.

ARTICLE 110

Fraudulent insurance

When circumstances of any kind, particularly an enquiry, disclose a fraudulent insurance for a value greater than the actual value of the contents of the parcel, the Administration of origin is advised as soon as possible ; where appropriate, the documents relating to the enquiry are sent to that Administration.

SECTION II

URGENT PARCELS

ARTICLE 111

Special make-up for urgent parcels

Every urgent parcel and its despatch note must be provided with a label bearing very conspicuously the indication " Urgent ".

ARTICLE 112

Transmission and customs clearance of urgent parcels

Administrations which participate in the exchange of urgent parcels agree between themselves to ensure the rapid and, as far as possible, direct transmission of these parcels ; they take steps to speed up customs clearance.

SECTION III

EXPRESS PARCELS

ARTICLE 113

Special posting formalities for express parcels

Every express parcel and its despatch note must be provided with a dark red label, printed and bearing very conspicuously the indication " *Exprès* " [Express] ; this label is affixed as closely as possible beside the indication of the place of destination.

ARTICLE 114

Special cases of delivery and redirection of an express parcel

1. The delivery by special messenger of an express parcel or of the advice of arrival is attempted once only ; if the attempt is unsuccessful the parcel ceases to be considered as express.

2. If an express parcel to be redirected has been the subject of an unsuccessful attempt at delivery to the place of address by special messenger, the redirecting office should strike through the label or the indication " *Exprès* " [Express] by two thick horizontal lines.

SECTION IV

PARCELS FOR DELIVERY FREE OF CHARGES

ARTICLE 115

Special posting formalities for parcels for delivery free of charges

1. Every parcel for delivery free of charges and its despatch note must be provided with :

- a) a very bold indication “*Franc de droits*” [Free of charges] (or any other equivalent expression in the language of the Country of origin) ;
- b) a yellow label bearing, also very boldly, the indication “*Franc de droits*”.

2. It is accompanied by the prescribed customs declarations and by a franking note on yellow paper in the form of the annexed specimen CP4. The sender of the parcel, and, as regards the postal service indications, the despatching office, complete the text of the right-hand side of the front of parts A and B. The entries of the sender may be made with the use of carbon paper. The text must include the undertaking prescribed in Article 4, § 2 of the Agreement.

3. The despatch note, the customs declarations and the franking note must be securely fastened together.

ARTICLE 116

Delivery free of charges requested after the posting of the parcel

1. If, after posting, the sender of a parcel requests delivery free of charges, the office of origin informs the office of destination by an explanatory note. This latter, bearing a postage stamp representing the charge due, is forwarded as a registered item to the office of destination, accompanied by a franking note duly completed. In case of transmission by air, the air surcharge is also prepaid by postage stamps affixed to the explanatory note. The office of destination affixes to the parcel, near the address, and also to the despatch note, the label prescribed in Article 115, § 1, b).

2. When the request is to be forwarded by telegraph, the office of origin informs the office of destination by telegraph and at the same time advises the relative particulars of the posting of the item. The latter office itself makes out a franking note.

ARTICLE 117

Treatment of franking notes after delivery of the parcel

1. After delivery to the addressee of a parcel for delivery free of charges, the office which has advanced charges of any kind on behalf of the sender completes, so far as it is concerned, with the use of carbon paper, the details appearing on the back of parts A and B of the franking note and sends part A, accompanied by the supporting vouchers, to the office of origin ; this transmission is effected in a closed envelope, without indication of the contents. Part B is retained by the Administration of destination for accounting with the debtor Administration.

2. Each Administration may appoint certain offices specially charged to return Part A of the franking notes on which charges have been raised or to receive part A of the franking notes returned after delivery of the parcel ; the name of the office to which part A is to be returned is entered in every case on the front of this part by the office of origin of the parcel.

3. When a parcel bearing the indication “ *Franc de droits* ” [Free of charges] arrives without a franking note, the office responsible for customs clearance prepares a duplicate note ; on parts A and B of this note it shows the name of the Country of origin and as nearly as possible, the date of posting of the parcel. When the franking note is lost after delivery of the parcel a duplicate is prepared under the same conditions.

4. Parts A and B of the franking notes relating to items which for any reason are returned to origin should be cancelled through the good offices of the Administration of destination and attached to the despatch note.

5. On receipt of part A of a franking note showing the charges paid out by the Administration of destination, the Administration of origin converts the amount into its own currency, at a rate which should not be higher than the rate fixed for the issue of postal money orders on the Country concerned ; the result of the conversion is shown in the body of the form and on the coupon at the side ; after recovering the amount of the charges, the office appointed for that purpose hands to the sender the coupon from the note and any supporting vouchers.

SECTION V

FRAGILE PARCELS AND CUMBERSOME PARCELS

ARTICLE 118

Fragile parcels

1. In the service between Countries which admit fragile parcels and without prejudice to compliance with the general rules regarding make-up and packing every fragile parcel must be provided, either by the sender or by the office of origin, with a label featuring a picture of a glass printed in red on a white background. Every parcel the fragile nature of whose contents is indicated by any external sign whatever, affixed by the sender, must be provided by the office of origin with the same label, and the corresponding supplementary charge is collected. If the sender does not wish the parcel to be treated as fragile, the office of origin crosses out the marking made by the sender.

2. The relative despatch note must bear very conspicuously on the front the indication “ *Colis fragile* ” [Fragile parcel] either in manuscript or printed on a label.

ARTICLE 119

Cumbersome parcels

1. In accordance with Article 2, § 4, *a*) and *b*), of the Agreement the following are held to be cumbersome :

a) any parcel of which the size exceeds that fixed by Article 104, § 1, *f*).
1° ;

b) any parcel consisting of plants or shrubs in baskets, cages, empty or containing living animals, pieces of furniture, basket work, flower stands, baby carriages, wheels, cycles, empty cigar boxes or other boxes in bundles, etc.

2. In accordance with Article 2, § 4, c), of the Agreement, any parcel for conveyance by a sea service of which the size or volume exceeds that fixed by Article 104, § 1, f), 3°, may, optionally, be regarded as cumbersome.

3. Every cumbersome parcel and the front of its despatch note must bear a label showing in bold letters “*Colis encombrant*” [Cumbersome parcel].

ARTICLE 120

Parcels classed in a higher weight step

The despatch note of a parcel admitted by virtue of Article 17 of the Agreement must bear on the front in bold letters the indication “*Colis classé dans la coupure de poids de kg*” [Parcel charged at the weight step ofkg].

SECTION VI

PRISONER OF WAR AND INTERNEE PARCELS

ARTICLE 121

Special make-up for prisoner of war and internee parcels

Every prisoner of war and internee parcel and its despatch note must bear, the first beside the address and the second on the front of the form, one of the indications “*Service des prisonniers de guerre*” [Prisoners of War Service] or “*Service des internés*” [Civilian Internees Service]; these indications may be followed by a translation in another language.

CHAPTER IV

SPECIAL PROVISIONS

SECTION I

ADVICE OF DELIVERY

ARTICLE 122

Request for advice of delivery made at the time of posting

1. Every parcel for which the sender requests an advice of delivery at the time of posting must bear very conspicuously either the indication “*Avis de réception*” [Advice of delivery] or the stamp impression “A.R.”: the same applies to the despatch note.

2. The parcel must be accompanied by a copy, duly filled up, of the form C5 referred to in Article 146, § 2, of the Detailed Regulations for implementing the Convention ; this form is prepared by the office of origin (or by any other office appointed by the Administration of origin) and must be attached to the despatch note.

3. The indication "*Renvoi par avion*" [Return by air mail] must be entered by the office concerned on an advice of delivery which is to be returned by air. A blue label or impression "*Par avion*" [By air mail] is affixed to this form.

4. If the form C5 does not reach the office of destination, that office makes out a new copy as a matter of course.

5. Immediately the parcel has been delivered, the office of destination returns the form C5, duly filled up, to the sender by ordinary mail or, if the sender has paid the relative charges, by the first air mail, unenclosed and free of postal charges.

6. When the sender enquires about an advice of delivery which he has not received within a reasonable time, the procedure follows that outlined in Article 123 ; however, the advice of delivery charge is not collected a second time ; the office of origin enters at the head of the form C5 the indication "*Duplicata de l'avis de réception*" [Duplicate of the advice of delivery].

ARTICLE 123

Request for advice of delivery made after posting

When the request is made after the parcel has been posted, the procedure follows that outlined in Article 147 of the Detailed Regulations for implementing the Convention, subject to the following :

- a) the form C9 is replaced by the form CP5 mentioned in Article 127, § 1, a) ;
- b) in Countries where the parcel service is not operated by the postal Administration, the collection of the advice of delivery charge is recorded on the form CP5, either by affixing a special stamp or by indicating the amount of the charge collected.

SECTION II

OTHER SPECIAL PROVISIONS

ARTICLE 124

Advice of embarkation

1. Every parcel for which the sender requests an advice of embarkation must be marked by means of an "*Avis d'embarquement*" [Advice of embarkation] label affixed to the parcel and to the despatch note.

2. The parcel is accompanied by a form CP6 in the form of the annexed specimen which must show very clearly the port (or the Country) from which the advice of embarkation is to be returned. Each form may only refer to one parcel, even when more than one parcel is covered by a single despatch note.

3. If a parcel accompanied by an advice of embarkation is included in a closed mail sent in transit through the port of embarkation concerned, the outward office of exchange of the mail withdraws the advice of embarkation associated with the documents accompanying the parcel and attaches it to the relative parcel bill CP12 referred to in Article 131, § 6, after making the necessary notes on it; the allocation of the portion of the charge due to the Country of embarkation is effected by means of this parcel bill which is completed under the heading : “ *Nombre d’avis d’embarquement* ” [Number of advices of embarkation].

4. Every office of exchange which undertakes the embarkation either of a parcel with an advice of embarkation received à découvert or of a closed mail in transit containing such a parcel fills up the form CP6 appropriately and sends it directly to the sender.

5. Any enquiry by the sender concerning an advice of embarkation not received within a reasonable time gives rise to the preparation of an enquiry form CP5, referred to in Article 127, § 1, a), and exempt from any charges ; this form, accompanied by a duplicate advice of embarkation CP6, on which the office of origin enters the word “ *Duplicata* ” [Duplicate], is dealt with in accordance with the provisions of Article 127 ; the advice of embarkation charge is not collected a second time.

ARTICLE 125

Withdrawal from the post. · Alteration of address

1. As a general rule, requests for alteration of address or withdrawal of a parcel from the post are dealt with according to the provisions of Article 156 of the Detailed Regulations for implementing the Convention.

2. Every telegraphic request for alteration of address concerning an insured parcel must be confirmed postally by the first mail ; the confirmatory request, prepared on form C7 used for the letter post, must bear, underlined in coloured pencil, the note “ *Confirmation de la demande télégraphique du . . .* ” [Confirmation of the telegraphic request of the . . .] ; it must be accompanied by the facsimile prescribed in Article 156, § 1, a), of the Detailed Regulations for implementing the Convention.

3. When it receives the telegraphic request referred to in § 2, the office of destination holds the parcel and does not comply with the request until the receipt of the postal confirmation ; nevertheless, the Administration of destination may, on its own responsibility, give effect to the telegraphic request without awaiting this confirmation.

ARTICLE 126

Redirection

1. Every parcel which is redirected following the change of residence of the addressee is, in addition to the charges of which the collection is authorised by the Agreement in those circumstances, subjected by the Administration of the new destination to a charge, to be paid by the addressee, equal to the land, sea and air rates due to the Administrations sharing in the reforwarding. The rates are allocated in the manner prescribed in § 2.

2. a) In the case of transmission in a direct mail, the redirecting Administration credits the intermediate Administrations, where appropriate, with the rates and shares due to them and in turn credits itself with these rates and shares and with such rates and shares as are due to it by debiting the Administration to which the mail is addressed ; the outward office of exchange includes these rates and shares in the entries on the parcel bill CP 12 referred to in Article 131, § 6 ;

- b) In the case of transmission in transit *à découvert*, the intermediate Administration, after having been debited by the redirecting Administration with the amounts due to this latter Administration credits itself, by debiting the Administration to which it hands over the parcel, with the sum due to it and with that due to the redirecting Administration ; this procedure is repeated, if need be, by each intermediate Administration.
3. When the sums mentioned in § 2 are paid at the time of redirection the parcel is dealt with as if it had originated in the redirecting Country and been addressed to the Country of the new destination ; no conveyance charge is collected by the Administration of that Country at the time of delivery.
4. Any parcel, arriving out of course as a result of an error on the part of the sender or the despatching Administration, is reforwarded to its proper destination by the most direct route used by the Administration which has received the parcel. An air parcel must be reforwarded by air. The reforwarding Administration reports the matter to the Administration from which the parcel has been received by a verification note CP13 mentioned in Article 134 § 3.
5. The reforwarding Administration treats the parcel mentioned in § 4 as if it had arrived in transit *à découvert* ; if the rates which have been allocated to it are insufficient to cover the costs of reforwarding which it has to defray, the reforwarding Administration credits the true Administration of destination and, where appropriate, the intermediate Administrations taking part in the reforwarding of the parcel with the relative conveyance rates ; it then recoups itself by a claim on the Administration responsible for the office of exchange which missent the parcel, for the amount of the expense which it has incurred ; the claim and its cause are notified to that office by means of a verification note.
6. The provisions of § 2 are applicable to parcels returned to origin by application of Articles 7, 20 and 22 § 4 of the Agreement.
7. Claims for charges must be indicated in detail on the despatch note or, where this is impossible, on a statement attached to that document.
8. Parcels are redirected in their original packing ; they are accompanied by the despatch note prepared by the sender ; if for any reason a parcel has to be repacked or the original despatch note replaced by another note, it is essential that the name of the office of origin of the parcel, the original serial number and, as nearly as possible, the date of posting appear on the new packing and on the despatch note.
9. If the redirection of an air parcel is effected by ordinary postal means, the “ *Par avion* ” [By air mail] label and any notes relating to transmission by air should be struck through as a matter of course by means of two thick horizontal lines.

ARTICLE 127

Enquiries. Requests for information

1. Every enquiry as well as every request for information about a parcel is dealt with according to the provisions of Article 158, §§ 1 to 8, of the Detailed Regulations for implementing the Convention, subject to the following :
- a) the forms C 9 and R 3 used for the letter post are replaced respectively by the form CP 5 in the form of the annexed specimen and by the form R 4 referred to in Article 105, § 1, of the Detailed Regulations for implementing the Agreement concerning cash on delivery items ;

b) every intermediate Administration which forwards a form CP 5 to the next Administration is responsible for informing the Administration of origin of the fact by means of a form CP 10 in the form of the annexed specimen.

2. Every form CP 5 concerning an enquiry or a request for information received by an Administration other than the Administration of origin is forwarded to the latter accompanied, where appropriate, by the certificate of posting ; it must reach the Administration of origin within the periods prescribed in Article 25 of the Agreement.

CHAPTER V

EXCHANGE OF PARCELS

ARTICLE 128

General principle of the exchange of parcels

1. Each Administration is bound to forward by the routes and means that it uses for its own parcels those transferred to it by another Administration to be conveyed in transit across its territory.

2. In the event of the interruption of a route, parcels in transit which were intended to go by that route are forwarded by the best route available.

3. If the latter is more expensive than the normal route, each parcel is subjected by the Administration of destination to a charge, to be paid by the addressee, equal to the additional land or sea rates resulting from the change of route ; the allocation and recovery of charges is effected according to the provisions of Article 126, §§ 2, 5 to 7.

4. Every Administration providing the air parcel service is bound to forward by the air routes that it uses for its own items of the kind air parcels transferred to it by another Administration ; if for any reason the forwarding of air parcels by another route offers, in a particular case, advantages over the existing air routes, the air parcels must be forwarded by that route and dealt with, if necessary, as urgent parcels.

5. When for any reason it is not possible to use the international air service for the whole transmission, the Administration which receives the air rate provided for in Article 12 of the Agreement is bound to forward air parcels over the sector over which that service cannot be used by the most rapid means it uses for the conveyance of its own parcels and to deal with them, if necessary, as urgent parcels. This obligation obtains in the event of partial or total interruption of an internal air service.

6. Administrations which do not participate in the air parcel service forward such parcels by the surface routes normally used for other parcels ; however, they are bound to forward by the most rapid surface routes any air parcel bearing the indication "*Urgent*", so long as they provide the urgent parcel service and have been credited with the rates attaching to the performance of that service.

7. Transit must be effected under the conditions fixed by the Agreement concerning Postal Parcels and by the Detailed Regulations for its implementation, even when the Administration of origin or destination of the parcels has not acceded to the Agreement.

8. In the relations between Countries separated by one or more intermediate territories parcels must follow the routes which the Administrations concerned have agreed upon.

ARTICLE 129

Different methods of transmission

1. The exchange of despatches of postal parcels is carried out by offices called "offices of exchange".

2. This exchange is effected, as a general rule, by means of receptacles (bags, baskets, crates, etc.). Adjacent Administrations may, however, agree to the handing over of certain categories of parcels unenclosed.

3. In the service between non-adjacent Countries, the exchange is effected, as a general rule, by means of closed mails.

4. Administrations may agree to effect exchanges in transit *à découvert*; however, it is obligatory to make up closed mails if, according to the statement of an intermediate Administration, the parcels in transit *à découvert* are such as to hinder its work.

5. The labels or addresses of closed receptacles which contain air parcels must bear a "*Par avion*" [By air mail] label.

ARTICLE 130

Parcel bill

1. Before despatch, all the parcels to be forwarded by surface route are entered by the outward office of exchange on a parcel bill in the form of the annexed specimen CP 11. For air parcels being sent direct or in transit *à découvert* the offices of exchange use a special parcel bill, known as an "Air parcel bill" in the form of the annexed specimen CP 20. Administrations may agree to uninsured parcels being entered in bulk with a summary statement of the shares of charges with which the Administrations concerned are to be credited.

2. As regards prisoner of war and internee parcels, only air parcels require a statement of the shares of charges to be credited to the various Administrations concerned.

3. The following documents are attached to the parcel bill; despatch notes, trade charge money order forms, customs declarations, franking notes, advices of delivery and all other documents which may be required (invoices, certificates of origin, of health, etc.).

4. For parcels exchanged in closed mails, the Administrations of origin and destination may agree in advance for the documents mentioned in § 3 to be attached to the parcels to which they refer.

5. In the absence of any agreement to the contrary, parcel bills are numbered according to an annual series for each outward office of exchange and each inward office of exchange as well as for each route if more than one route is used; the last number of the year should be shown on the first parcel bill of the following year; in the case of sea and air services, the name of the ship carrying the mail or, where appropriate, the air service used is shown, whenever possible, below the serial number.

6. If air parcels are sent from one Country to another by surface routes along with other parcels, the presence of the air parcels with an air parcel bill should be shown by an appropriate note on the parcel bill CP 11.

7. Special parcel bills CP 12 are used in the circumstances provided for in Article 131, § 6.

ARTICLE 131

Transmission in closed mails

1. In the normal circumstance of transmission in closed mails, the receptacles (bags, baskets, crates, etc.) should be marked, closed and labelled in the manner laid down for letter bags in Article 164, §§ 4, 5, 9, 10, 11, of the Detailed Regulations for implementing the Convention, subject to the following special provisions :

- a) the labels are yellow ochre in colour. Their layout and their text should conform to the annexed specimens CP 23 and CP 24 ;
- b) for receptacles other than bags some other special method of closing may be adopted provided that the contents are sufficiently protected.

2. In the absence of any agreement to the contrary, the receptacles should bear a serial number. The outward office of exchange enters on the parcel bill the number and, if the Administration of destination so requires, the serial numbers of the receptacles comprising the mail.

3. The following are despatched in separate receptacles :

- a) insured parcels, if their number justifies it : the receptacles which include such parcels, whether alone or together with uninsured parcels, must be marked with the letter " V " ;
- b) fragile parcels : the receptacles concerned are then provided with the label referred to in Article 118, § 1 ; however, if their nature so requires, these parcels may also be despatched unenclosed or delivered in transit *à découvert* to the next office of exchange except where they are to be sent by sea route ;
- c) parcels containing the substances referred to in Article 105 § 1, e) and f) : the receptacles concerned are provided with a special label bearing in bold letters an appropriate indication, for example, " *Celluloid* ".

4. As a general rule bags and other receptacles containing parcels must not weigh more than 40 kilogrammes ; however, Administrations concerned may agree to admit receptacles, other than bags, up to 70 kilogrammes at the most.

5. The parcel bill accompanied by the documents referred to in Article 130, § 3, must be inserted by the outward office of exchange in one of the receptacles comprising the mail, where appropriate in one of those containing insured parcels ; if the number of accompanying documents justifies it, the parcel bill may be inserted in a special bag ; in all cases, the label of the receptacle containing the parcel bill must bear the indication " F ".

6. Where closed mails are exchanged between Countries which are not adjacent, the outward office of exchange prepares for each of the intermediate Administrations a special parcel bill in the form of the annexed specimen CP 12 ; that office inserts thereon the total, for each category of parcels, of the rates and shares of charges or fees due to the intermediate Administration ; the parcel bill CP 12 is sent unenclosed or in any other way agreed between the Administrations concerned accompanied, where appropriate, by the documents required by the intermediate Countries.

ARTICLE 132

Transfer of mails

1. In the absence of any agreement to the contrary between the Administrations concerned, the transfer of surface parcel mails is carried out by means of a delivery bill C 18 referred to in Article 165 of the Detailed Regulations for implementing the Convention.

2. Air parcel mails to be handed over at an airport are accompanied by forms AV 7 under the conditions laid down in Article 18 of the Air Mail Regulations.

ARTICLE 133

Transshipment of air parcels

1. In the absence of any agreement to the contrary between the Administrations concerned, the transshipment at the same airport, in the course of transmission, of air parcels conveyed successively by several distinct air services must be performed without remuneration by the postal Administration of the Country where the transshipment takes place.

2. This rule does not apply when the transshipment is made between aircraft performing successive stages of the same service.

ARTICLE 134

Check of mails by offices of exchange

1. Every office of exchange receiving a mail immediately checks the receptacles and their fastening and then checks the parcels and the various documents which accompany them ; these checks are made in the presence of the other interested parties whenever possible ; however, intermediate offices of exchange are not bound to check the documents accompanying the parcel bill.

2. When the receptacles are opened, the constituent parts of the fastening (string, lead seal, label) should be kept together ; to achieve this the string is cut in one place only.

3. If the office of exchange discovers errors or omissions in the parcel bill, it immediately makes the necessary corrections taking care to cross out the incorrect entries in such a way as to leave the original entries legible ; these corrections are made in the presence of two officials ; unless there is an obvious error the corrections are accepted in preference to the original statement ; the office of exchange also carries out the routine checks when the receptacle or its fastening gives grounds for presuming that the contents have not remained intact or that some other irregularity has occurred. In the event of the parcel bill being missing, the inward office receiving the mail must prepare a fresh parcel bill or make a precise note of the parcels received (serial number of the parcel, offices of origin and destination, weight, insured value, etc.). The established irregularities are notified without delay to the outward office of exchange by a verification note in the form of the annexed specimen CP 13, prepared in duplicate. When the inward office of exchange has not sent off a note CP 13 by the first despatch after the check of the mail, it is regarded, until the contrary is proved, as having received the bags or parcels in good condition.

4. As regards ordinary parcels, discrepancies in weight within the same weight step may not be made the subject of verification notes or the cause of the parcels being returned ; verification notes are to be made out only where the discrepancy would involve an alteration of the shares of the charges.

5. As regards insured parcels, discrepancies of weight up to 10 grammes above or below the weight stated may not be queried by the intermediate Administration or Administration of destination unless the external condition of the parcel makes it necessary.

6. The offices to which the verification notes CP 13 are sent return them as promptly as possible after having examined them and indicated thereon their observations, if any ; they retain the copies ; the returned verification notes are attached to the parcel bills to which they relate ; corrections made to a parcel bill unsupported by documentary evidence are not considered as valid ; however, if these verification notes are not returned to the office of exchange which issued them within a period of two months from the date of their despatch, they are regarded, until the contrary is proved, as duly accepted by the offices to which they were sent ; this period is extended to four months in the service with distant Countries.

7. The discovery, at the time of the check, of any irregularities whatsoever may in no case be the cause of the return of a parcel to origin except as provided for in Article 7 § 2 of the Agreement.

8. Verification notes and their duplicates are sent under registered cover.

ARTICLE 135

Notification of irregularities involving the responsibility of Administrations

1. Any office of exchange which, on the arrival of a mail, discovers the absence of, theft from or damage to one or more parcels proceeds as follows :

- a) unless this is impossible for a stated reason, or unless the receptacle together with the string, the lead or other seal and the label has been attached to the original report CP 14 provided for in § 5, it attaches these objects to the verification note CP 13 addressed to the outward office of exchange ;
- b) it sends a duplicate of the verification note to the last intermediate office of exchange, if any, at the same time as to the outward office of exchange.

2. If it considers it necessary, the inward office of exchange may, at the expense of its Administration, inform the outward office of exchange of its discoveries by telegraph.

3. Any office of exchange which receives from a corresponding office a damaged or insufficiently packed parcel must send it on, after having repacked it if necessary, preserving as far as possible the original packing, the address and the labels ; the weight of the parcel before and after repacking must be indicated on the actual packing of the parcel ; this indication is followed by the note "*Remballé à . . .*" [Repacked at . . .] stamped with an impression of the date-stamp and signed by the officials who did the repacking.

4. If the condition of the parcel is such that the contents could have been withdrawn or if the parcel shows a discrepancy in weight such as to suggest the withdrawal of the whole or part of the contents, the office of exchange, without prejudice to the application of the provisions of §§ 1 and 3, should open it of its own accord and check the contents ; the result of this check should be made the subject of a formal report in the form of the annexed specimen CP 14 ; a copy of the report is attached to the item.

5. If the parcel referred to in § 4 is an insured parcel, the following additional steps are taken :

- a) the original formal report is sent under registered cover to the central Administration of the Country controlling the outward office of exchange or to an authority appointed by that Administration ;
- b) a duplicate of the report is sent, at the same time, either to the central Administration controlling the inward office of exchange or to any other controlling authority appointed by that Administration ;
- c) unless this is impossible for a stated reason, the receptacle in which the parcels were contained, the string, the lead or other seal and the label are attached to the original report.

6. Where offices of exchange in direct contact are concerned the respective Administrations of these offices may agree on the method of procedure in the case of irregularities involving their responsibility.

7. When the addressee or, in a case of return, the sender makes reservations in taking delivery of the parcel, a formal report CP 14 of the joint examination is immediately made out by the office which effects delivery ; this report, prepared in duplicate and countersigned, whenever possible, by the addressee, should indicate : the external condition of the parcel, the gross weight and a precise list of the contents. One copy is handed to the addressee ; the other is dealt with in accordance with the internal regulations of the Administration which prepared the report.

ARTICLE 136

Return of empty receptacles

1. Receptacles should, in principle, be returned empty to the Administration to which they belong by the next outlet and, unless this is impossible, by the route followed on the outward journey ; nevertheless the receptacles of air parcel mails may be returned by surface.

2. Administrations may agree between themselves for the Administrations of destination to return the bags to origin using them for the despatch of parcels.

3. Empty bags are always returned free of charge.

4. An Administration returning receptacles must indicate on the parcel bills the number and, where appropriate, the serial numbers of the returned receptacles.

5. For the rest, the provisions of Article 172, §§ 2, 3, 4 and 5, of the Detailed Regulations for implementing the Convention apply.

CHAPTER VI

UNDELIVERED PARCELS

ARTICLE 137

Advice of non-delivery

1. An advice of non-delivery in the form of the annexed specimen CP 9 is sent, under registered cover, to the Administration of origin after having been duly completed :

a) by the Administration of destination :

- 1° in event of non-delivery, for every parcel of which the sender has asked to be advised of non-delivery ;

2° for every parcel officially detained or lying undelivered because of theft or damage or for some other cause of the same kind ; however, this procedure is not compulsory in cases of circumstances beyond control or when the number of parcels retained officially is such that the sending of an advice is materially impossible ;

b) by the intermediate Administration concerned : for every parcel officially detained in course of transmission either by the postal service (accidental interruption of traffic) or by the Customs (customs control) subject to the reservation made under a) 2°.

2. The advice of non-delivery is accompanied by the despatch note, except when the advice is sent to a third party, in accordance with the provisions of Article 5, b), of the Agreement ; in the circumstances referred to in § 1, a) 2° and b), of this Article, the advice must bear conspicuously the indication “ *Colis retenu d'office* ” [Parcel retained officially].

3. When several parcels are concerned which were posted at the same time by the same sender and addressed to the same addressee it is permissible to send only one advice of non-delivery, even if these parcels were accompanied by several despatch notes ; in such a case, all these notes are attached to the advice of non-delivery.

4. As a general rule advices of non-delivery are exchanged between the office of destination and the office of origin ; however, any Administration may request that the advices concerning its service be sent to its central Administration or to a specially appointed office ; the name of that office must be notified to Administrations through the intermediary of the International Bureau ; the Administration of origin is responsible for advising the sender ; the exchange of advices of non-delivery should be speeded up as much as possible by all the offices concerned.

ARTICLE 138

Non-delivery. Sender's instructions

1. The advice of non-delivery should be returned to the office which prepared it, completed with fresh instructions from the sender and accompanied by the despatch note : it is returned by air if the sender or the third party pays the corresponding air surcharge.

2. The only fresh instructions which the sender (or the third party referred to in Article 5, b), of the Agreement) is authorised to give being listed in Article 22, § 1 of the Agreement, the following rules should apply in the undermentioned special cases :

a) if the sender (or third party) requests that a cash on delivery parcel be delivered against payment of a sum less than the original sum, a new form R 4 must be prepared in accordance with the provisions of Article 108 of the Detailed Regulations for implementing the Agreement concerning cash on delivery items ;

b) if the sender (or the third party) gives as his instructions that the parcel is to be delivered free of charges either to the original addressee or to another addressee, the office concerned applies Article 116.

3. When a parcel which has been the subject of an advice of non-delivery is delivered or redirected before the receipt of fresh instructions, the sender must be so informed through the intermediary of the office of origin ; if the advice has been sent to a third party appointed by the sender, this information must be communicated to that third party ; when a cash on delivery parcel is concerned and if the money order form R 4 referred to in Article 103, § 1, of the Detailed Regulations for implementing the Agreement concerning cash on delivery items has already been sent to the sender, the latter need not be advised.

4. When the Administration of destination or an intermediate Administration has not complied with the instructions given either at the time of posting or subsequently, it must bear the conveyance charges (outward and return) and any other charges or fees which have not been cancelled ; nevertheless the charges paid for the outward journey remain the responsibility of the sender if he declared either at the time of posting or subsequently that in the event of non-delivery he would abandon the parcel or would like it to be sold.

ARTICLE 139

Return of undelivered parcels

1. An office which returns a parcel in accordance with Article 22 of the Agreement indicates, either in manuscript or by means of a stamped impression or a label on the parcel and on the despatch note which accompanies it, the reason for non-delivery ; the indication must be made in French, each Administration having the option of adding a translation in its own language and any other appropriate particulars ; this indication must be made in a clear and concise form, such as : “ *inconnu* ” [not known], “ *refusé* ” [refused], “ *en voyage* ” [travelling], “ *parti* ” [gone away], “ *non réclamé* ” [unclaimed], “ *décédé* ” [deceased], etc. The parcel is treated according to the provisions of Article 126, §§ 1, 2 and 7.

2. Every parcel returned to the Administration of origin because it has been wrongly admitted is treated as follows :

a) if it has been wrongly admitted in consequence of an error attributable to the postal service, the Administration which returns it refunds to the first Administration charged with reforwarding it to the office of origin the rates and shares of charges with which the latter Administration had credited it ;

b) if it has been wrongly admitted in consequence of an error of the sender or if it falls within one of the prohibitions laid down in Article 6 of the Agreement, it is dealt with in accordance with Article 126, §§ 1, 2 and 7.

3. Every parcel returned to origin is entered on the parcel bill with the note “ *Retour à l'origine* ” [Return to origin] in the column headed “ *Observations* ”.

4. Unless it is impossible to do so, or unless the sender asks for it to be returned by air, a parcel is returned to origin by the route used for the outward journey as regards surface parcels and by the quickest surface route in the case of air parcels.

5. In the case of redirection or return by surface of an insured air parcel, the responsibility is limited, for the second journey, to that which applies to parcels sent by that route.

6. The return of a parcel to origin in consequence of the suspension of a service is free of charge ; the unallocated conveyance charges collected for the outward journey are refunded to the sender.

ARTICLE 140

Sale. Destruction

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 23 of the Agreement a formal report of the sale or destruction is drawn up. A copy of the report accompanied by the despatch note is sent to the office of origin. The same applies if the parcel is sold at the request of the sender.

2. The proceeds of the sale serve in the first instance to defray the charges on the parcel ; the balance, if any, is sent to the office of origin to be handed to the sender ; the latter bears the costs of forwarding it.

CHAPTER VII

ACCOUNTING

ARTICLE 141

Preparation of accounts

1. Each Administration arranges for its offices of exchange to prepare monthly, or quarterly in its relations with distant Countries, for all the items received from one and the same Administration a statement in the form of the annexed specimen CP15 indicating, by despatching offices, the total sums entered to its credit and debit on parcel bills CP 11, CP 12 and CP 20.

2. The statements CP 15 are summarised in an account in the form of the annexed specimen CP 16 drawn up in duplicate.

3. The account CP 16, accompanied by the statements CP 15 but without the parcel bills, is sent to the Administration concerned for examination during the course of the month following that to which it relates ; as regards distant Countries the account is sent as soon as the last parcel bill of the month in question has arrived ; " Nil " accounts are not prepared ; totals must never be altered ; differences which may be discovered should be made the subject of statements in the form of the annexed specimen CP 17. These statements are addressed to the Administration concerned which must incorporate the amount in its next account CP 16 ; no statement CP 17 is drawn up when the final amount of the differences does not exceed 2 gold francs per account.

4. After they have been checked and accepted, the accounts CP 16 and statements CP 15 are returned to the Administration which prepared them at the latest by the end of the second month from the date of despatch ; this interval is extended to four months in relations with distant Countries. If the Administration which has sent the account does not receive any notice of amendment during these periods, the account is regarded as fully accepted.

5. The accounts CP 16 are summarised in a quarterly general account in the form of the annexed specimen CP 18, prepared by the creditor Administration ; this account may, however, be prepared half-yearly by agreement between the Administrations concerned.

6. When the balance of a general account CP 18 does not exceed 25 francs, it may be incorporated in the general account CP 18 for the period following that to which the balance relates.

7. Accounting in respect of the sums paid out by each Administration on behalf of another for parcels delivered free of charges is effected on the following bases :

- a) The creditor Administration draws up each month in the currency of its own Country a detailed monthly account on a form in the form of the annexed specimen CP 19 ; parts B of the franking notes which have been retained are entered in alphabetical order of the offices which have advanced the charges and in the numerical order which has been given to them ;
- b) the detailed account, accompanied by parts B of the franking notes, is forwarded to the debtor Administration at the latest by the end of the month following that to which it relates ; “ Nil ” accounts are not prepared ;
- c) the accounts are checked under the conditions laid down by the Detailed Regulations of the Agreement concerning Postal Money Orders and Postal Travellers' Cheques ;¹
- d) the accounts are the subject of a special settlement ; each Administration may, however, request that these accounts be settled with the postal money order accounts, the parcels accounts CP 16 or the accounts R 5 relating to cash on delivery items, without being incorporated in them.

8. When it is necessary to recover payments from the Administrations responsible in accordance with the provisions of Article 39 of the Agreement and several amounts are involved, these are summarised on a form CP 22 in the form of the annexed specimen and the total amount is carried forward to the account CP 16.

ARTICLE 142

Settlement of accounts

1. The amount of the balance of the general accounts is paid by the debtor Administration to the creditor Administration in accordance with the provisions of Article 42 of the Convention.

2. The preparation and despatch in duplicate of a general account must be carried out as soon as the accounts CP 16 have been returned accepted. The check of the account CP 18 by the debtor Administration and the return of one of the two copies to the creditor Administration must take place in the two months following receipt of the account ; when this period has passed the account CP 18 may be regarded as fully accepted. The balance should be paid as quickly as possible and, at the latest, before the end of a period of two months from the acceptance of the general account.

3. Any Administration which each month consistently has owing to it by another Administration a sum greater than 30,000 francs, has the right to claim a monthly payment on account up to three quarters of the amount of the debt ; its request must be met within a period of two months.

¹ See p. 207 of this volume.

CHAPTER VIII
MISCELLANEOUS PROVISIONS

ARTICLE 143

Forms for the use of the public

For the purpose of applying the provisions of Article 45, § 2, of the Convention, the following are considered as forms for the use of the public :

- CP 2 (Despatch note) ;
- CP 3 (Customs declaration) ;
- CP 4 (Franking note) ;
- CP 5 (Enquiry concerning a postal parcel) ;
- CP 6 (Advice of embarkation).

ARTICLE 144

Period of retention of documents

1. Documents of the parcels service, including despatch notes, must be kept for a minimum period of eighteen months from the day following the date to which they refer.

2. Documents concerning a dispute or an enquiry must be kept until the matter has been settled. If the enquiring Administration, duly informed of the result of an enquiry, allows six months to elapse from the date of the communication without raising any objections, the matter is regarded as settled.

CHAPTER IX
FINAL PROVISIONS

ARTICLE 145

Entry into force and duration of the Detailed Regulations

1. The present Detailed Regulations shall come into force on the day on which the Agreement concerning Postal Parcels comes into operation.

2. They shall have the same duration as that Agreement, unless renewed by common consent between the contracting Parties.

Done at Ottawa, the 3rd of October 1957.

SIGNATURES

(The same as on pages 132 and 133 of this volume.)

FINAL PROTOCOL TO THE DETAILED REGULATIONS

At the moment of proceeding to sign the Detailed Regulations for implementing the Agreement concerning Postal Parcels concluded this day, the undersigned, in the name of their respective Administrations, have agreed the following:

ARTICLE I**Maximum weight of parcel bags**

Notwithstanding the provisions of Article 131, § 4, Ceylon, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, those British Overseas Territories, including the Colonies, the Protectorates and Territories under Trusteeship exercised by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland whose internal regulations do not permit them to comply, as well as the Irish Republic, have the right not to accept parcel bags which weigh more than 36 kilogrammes.

Done at Ottawa, the 3rd of October 1957.

SIGNATURES

(The same as on pages 132 and 133 of this volume.)

LIST OF FORMS

No. 1	Title or nature of the form 2	References 3
CP 1	Table CP 1	art. 103, § 1
CP 2	Despatch note	art. 106, § 1 a)
CP 3	Customs declaration	art. 106, § 1 b)
CP 4	Franking note	art. 115, § 2
CP 5	Enquiry concerning a postal parcel	art. 127, § 1 a)
CP 6	Advice of embarkation	art. 124, § 2
CP 7	" V " label for insured parcel combined with the number of the parcel and the name of the office of origin ..	art. 109, c)
CP 8	Parcel label with the number of the parcel and the name of the office of origin	art. 107, § 1 a)
CP 9	Advice of non-delivery	art. 137, § 1
CP 10	Advice of reforwarding of a form CP 5	art. 127, § 1 b)
CP 11	Parcel bill for postal parcels	art. 130, § 1
CP 12	Special parcel bill for the payment of rates due for the transit of parcels sent	art. 131, § 6
CP 13	Verification note	art. 134, § 3
CP 14	Report concerning the theft, damage or decrease in weight of a postal parcel	art. 135, § 4
CP 15	Monthly statement of the amounts due Quarterly	art. 141, § 1
CP 16	Summarised account	art. 141, § 2
CP 17	Statement of differences observed in the summarised account	art. 141, § 3
CP 18	General account	art. 141, § 5
CP 19	Detailed monthly account of Customs, etc., charges ..	art. 141, § 7 a)
CP 20	Air parcel bill	art. 130, § 1
CP 21	Table CP 21	art. 103, § 1
CP 22	Statement of amounts due in respect of indemnity for postal parcels	art. 141, § 8
CP 23	Label for parcel post despatch	art. 131, § 1 a)
CP 24	Label for air parcel post despatch	art. 131, § 1 a)

ANNEXES :

FORMS CP 1 to CP 24

CP 1

POSTAL ADMINISTRATION of..... CP 1

TABLE CP 1

indicating the conditions on which the postal Administration of..... accepts postal parcels in transit addressed to Countries for which it is in a position to serve as an intermediary.

No.	Country of destination	Route	Limit of insured value	Weight steps	Rates and fee to the credit of the Administration of.....		7	Rates						Number of customs declarations	Observations		
					Rates according to weight	Insurance fee for each 200 fr		Analysis of the amounts in column 6									
								6	fr	c	fr	c	fr			c	fr	c	fr	c
1	2	3	4	5	6	7	a	b	c	d	e	f	8	9	10	11	
			fr	kg	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	fr	c	

Parcels, Ottawa 1957, art. 103, § 1—Size : 210 × 297 mm.

Front

<p style="text-align: center;">COUPON</p> <p>May be detached by addressee</p> <p style="text-align: center;">Stamp of the office of origin</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; border-radius: 50%; width: 60px; height: 60px; margin: 0 auto;"></div> <p>Name and address of the sender</p>	<p style="text-align: center;">(Space reserved for labels CP 7 and CP 8)</p> <p style="text-align: center;">DESPATCH NOTE</p> <p>Number(s) of parcel(s)</p> <p>Country of origin</p> <p>Insured value</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">gold-francs (in arabic figures)</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">(in arabic figures)</p> <p>Number of parcel(s)</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">(To be written in full in words in Roman letters)</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">Description of packing⁽¹⁾</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">(2)</p> <p>Number of customs declarations</p> <p>certificates or invoices</p> <p>Amount of C.O.D. payment</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">(To be written in full in Roman letters)</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">(in Arabic figures)</p> <p>To be carried to the credit of current postal account No.</p> <p>of</p> <p>at</p> <p>held by the cheque office of</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">(Name of addressee)</p> <p>Address of addressee</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">(Street and number)</p> <p>.....</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">(Place of destination)</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">(Country of destination)</p>	<p style="text-align: center;">CP 2</p> <p style="text-align: center;">Application of postage stamps* or indication of postage paid</p> <p style="font-size: small;">* The option of affixing postage stamps to the note itself or on the coupon has been maintained (Congress Documents of London, 1929, Tome II, page 422.)</p>
<p>Customs stamp</p>	<p>Weight</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">k.g. g.</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">k.g. g.</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">k.g. g.</p> <p>Customs duty^(c)</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">Route to be followed</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">Route</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">Office of exchange</p>	<p>Route to be followed</p>

(c) Packet, case, carton, basket, bag, etc.
 (d) If the sender does not wish the parcel to be redirected, he should indicate it here and on the parcel
 (e) To be filled in by the office of entry, or by the Customs Service of the Country of destination.

Parcels, Ottawa 1957, art. 106, § 1, a) — Size : 210 x 148 mm.

CP 2 (back)

CP 2 (back)

INSTRUCTIONS TO BE GIVEN BY THE SENDER

The sender must indicate, in the space below and on the parcel, the manner in which the latter should be treated in case of non-delivery. Only the following instructions are allowed. They must be given by underlining and, where necessary, by completing the printed text.

PARCELS FOR WHICH THE SENDER HAS NOT GIVEN INSTRUCTIONS ARE RETURNED WITHOUT ADVICE

If the delivery of the parcel described on the front of this note cannot be effected, I request :

- a) that an advice of non-delivery be sent to me ;
- b) that the advice of non-delivery be addressed to (1)

c) that the parcel be returned to origin forthwith by (2) { surface ; (4)
air ; (4) }

d) that the parcel be returned to origin by (2) { surface } at the end of a period of days ; (4)
air

e) that the parcel be delivered or redirected by (2) { surface } to (3)
air

f) that the parcel be redirected by (2) { surface } with a view to delivering it to the original addressee ; (4)
air

g) that the parcel be sold at my entire risk ;

h) that the parcel be treated as abandoned.

Signature of sender :
.....

RECEIPT OF ADDRESSEE

The undersigned declares having received the parcel(s) described on the front of this note.

....., the 19

Signature :
.....

(1) Indicate the name and address of a third person in the Country of destination.

(2) Strike out whichever entry does not apply.

(3) Indicate the name and address of the new addressee and mention, where appropriate, if the parcel should be delivered without collection of the trade charge or against payment of a sum less than the original sum.

(4) The sender undertakes to pay the charges demanded for each new transmission as well as the other charges made by the Administrations concerned.

CP 3

POSTAL ADMINISTRATION of..... PLACE OF POSTING.....

CUSTOMS DECLARATION

PLACE OF DESTINATION

Parcel Number	Description(1)	Detailed description of contents	Value (with precise indication of the monetary unit used)	Weight		Observations
				Gross grammes	Net grammes	
1	2	3	4	5	6	7

County of origin or of manufacture of the goods

..... (Name of addressee)

..... (Street and number)

..... (Place of destination) 19..... Sender..... (Country of destination)

....., the

(1) Packet, case, carton, basket, bag, etc.

CP 3

Parcels, Ottawa 1957, art. 106, § 1, b) — Size : 210 x 148 mm.

CP 4

<p>DETAIL OF CHARGES DUE</p> <p>(in the currency of the Country of destination of parcel)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 30%;">Fee for delivery free of charges</td> <td style="width: 5%; border-bottom: 1px solid black;"></td> <td style="width: 5%; border-bottom: 1px solid black;"></td> <td style="width: 5%; border-bottom: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td>Customs duty ..</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;"></td> <td style="border-bottom: 1px solid black;"></td> <td style="border-bottom: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td>Customs clearance charge</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;"></td> <td style="border-bottom: 1px solid black;"></td> <td style="border-bottom: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td>Other charges or fees</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;"></td> <td style="border-bottom: 1px solid black;"></td> <td style="border-bottom: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">Total ..</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;"></td> <td style="border-bottom: 1px solid black;"></td> <td style="border-bottom: 1px solid black;"></td> </tr> </table>	Fee for delivery free of charges				Customs duty ..				Customs clearance charge				Other charges or fees				Total ..				<p style="text-align: center;">PART B</p> <p>Part to be filled in by the Administration of destination</p> <p style="text-align: center;">TOTAL OF CHARGES ADVANCED</p> <p style="text-align: center;">— in Arabic figures —</p> <p style="text-align: center;">=====</p> <p>(in the currency of the Country of destination of the parcel)</p>	<p>Stamp of office which has advanced the charge</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 80px; height: 80px; margin: 0 auto; border-radius: 50%;"></div>	
Fee for delivery free of charges																							
Customs duty ..																							
Customs clearance charge																							
Other charges or fees																							
Total ..																							
	<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 15%; border-right: 1px solid black;">Date of the advance</td> <td style="width: 15%; border-right: 1px solid black;">Register No.</td> <td style="width: 20%;">Office which has made the advance</td> </tr> </table>	Date of the advance	Register No.	Office which has made the advance	<p>Signature of the official</p>	<p>Part B (back)</p>																	
Date of the advance	Register No.	Office which has made the advance																					
<p style="text-align: center;">COUPON</p> <p>Stamp of office of origin</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; margin: 10px auto; border-radius: 50%;"></div> <p>The sender of parcel.....</p> <p>No..... weight.....kg.</p> <p>insured for.....fr.</p> <p>posted at.....</p> <p>.....</p> <p>addressed to.....</p> <p>.....</p> <p>at.....</p> <p>has paid the charges indicated overleaf.</p>	<p style="text-align: center;">PART A</p> <p style="text-align: center;">POSTAL ADMINISTRATION</p> <p>of.....</p> <p style="text-align: center;">FRANKING NOTE</p> <p>Parcel No..... weight.....kg. from.....</p> <p>insured for.....fr., despatched by.....</p> <p>.....</p> <p>at.....</p> <p>addressed to.....</p> <p style="text-align: center;">(Street and number)</p> <p>.....</p> <p>(Place of destination) (Country of destination) is to be delivered free of all charges. Signature of sender</p> <p>The undersigned undertakes to pay these</p> <p>charges.</p> <p>To be returned to the office of.....</p> <p>(Indicate the name of the office responsible for recovering the charges or, where appropriate, that of the office to which the form should be returned.)</p>	<p style="text-align: center;">CP 4</p> <p>Stamp of office of origin</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 80px; height: 80px; margin: 0 auto; border-radius: 50%;"></div>	<p>Upper edge of the form when Parts A and B are folded one upon the other</p> <p>Part A (front)</p>																				

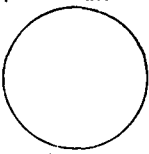
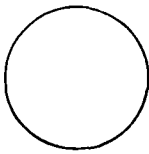
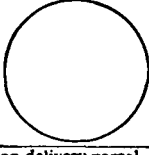
CP 4 (contd.)

<p>Coupon to be handed to the sender after recovery of charges</p> <p>DETAIL OF CHARGES DUE</p> <p>(in the currency of the Country of destination of the parcel)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 80%;">Fee for delivery free of charges</td> <td style="width: 10%; border: 1px solid black;"></td> <td style="width: 10%; border: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td>Customs duty</td> <td style="border: 1px solid black;"></td> <td style="border: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td>Customs clearance charge</td> <td style="border: 1px solid black;"></td> <td style="border: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td>Other charges or fees</td> <td style="border: 1px solid black;"></td> <td style="border: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td style="border: 1px solid black;"></td> <td style="border: 1px solid black;"></td> </tr> </table>	Fee for delivery free of charges			Customs duty			Customs clearance charge			Other charges or fees			Total			<p style="text-align: center;">PART A</p> <p>Part to be filled in by the Administration of destination</p> <p style="text-align: center;">TOTAL OF CHARGES ADVANCED</p> <p>(see details on the coupon)</p> <p style="text-align: center;">— in Arabic figures —</p> <p style="text-align: center;">=====</p> <p>(in the currency of the Country of destination of the parcel)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 25%; border: 1px solid black;">Date of the advance</td> <td style="width: 25%; border: 1px solid black;">Register No.</td> <td style="width: 50%; border: 1px solid black;">Office which has made the advance</td> </tr> </table>	Date of the advance	Register No.	Office which has made the advance	<p>Stamp of the office which has advanced the charges</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto;"></div> <p>Signature of the official</p>
Fee for delivery free of charges																				
Customs duty																				
Customs clearance charge																				
Other charges or fees																				
Total																				
Date of the advance	Register No.	Office which has made the advance																		
<p>that is.....</p> <p>(currency of the Country of origin of the parcel)</p> <p>Stamp of the office which has recovered the charges</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto;"></div>	<p>Part to be filled in by the Administration of origin</p> <p style="text-align: center;">— in Arabic figures —</p> <p style="text-align: center;">=====</p> <p>(after conversion into the currency of the Country of origin of the parcel)</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 30%; border: 1px solid black;">Register of arrival</td> <td style="width: 30%; border: 1px solid black;">Converted by (Signature of the official)</td> <td style="width: 40%; border: 1px solid black;">Stamp of the office which has recovered the charges</td> </tr> <tr> <td style="border: 1px solid black;">No.</td> <td style="border: 1px solid black;"></td> <td style="border: 1px solid black;"></td> </tr> </table>	Register of arrival	Converted by (Signature of the official)	Stamp of the office which has recovered the charges	No.			<p style="text-align: right;">CP 4</p> <p style="text-align: center;">PART B</p> <p>Stamp of the office of origin</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto;"></div> <p>POSTAL ADMINISTRATION</p> <p>of</p> <p style="text-align: center;">FRANKING NOTE</p> <p>Parcel No..... weight..... kg. from.....</p> <p>insured for..... fr., despatched by.....</p> <p>at</p> <p>addressed to.....</p> <p style="text-align: center;">(Street and number)</p> <p>(Place of destination) (Country of destination)</p> <p>is to be delivered free of all charges.</p> <p>The undersigned undertakes to pay these charges.</p>												
Register of arrival	Converted by (Signature of the official)	Stamp of the office which has recovered the charges																		
No.																				

Part A (back)

Part B (front)

Front

POSTAL ADMINISTRATION		CP 5 Stamp of the office of origin
of.....		
OFFICE OF		
ENQUIRY concerning a postal parcel		
(A single form is sufficient for several parcels posted at the same time at the same office by the same sender and sent by the same route to the same address)		
1 To be filled up in the service of origin	Parcel ⁽¹⁾	
	weighing....., containing ⁽²⁾	
	posted by.....	
	on the..... 19..... under No..... at the office of.....	
	to the following address ⁽³⁾ :	
⁽⁴⁾ and in respect of which an advice of delivery was requested..... Description of exterior of parcel.....		
2 To be filled up in the service of destination	A—in case of delivery	The undersigned declares that the parcel mentioned above was duly delivered to the entitled person on the..... 19..... The amount of the trade charge has been forwarded to the sender of the parcel by money order No..... on the..... 19..... The amount of the trade charge has been forwarded to the postal cheque office of..... by money order No..... on the..... 19..... The amount of the trade charge has been placed in the current postal account on the..... 19..... <div style="text-align: right; padding-right: 50px;">Stamp of the office of delivery</div> <div style="text-align: center; margin-top: 20px;"> Official in charge of the delivery office  </div>
	B—in case of non-delivery	The undersigned declares that the parcel mentioned above is still at the office of..... was returned to the office of origin on the..... 19..... was redirected on the..... 19..... to ⁽⁴⁾ has not reached its destination. The declaration of the addressee is annexed. <div style="text-align: right; padding-right: 50px;">Stamp of the office of delivery</div> <div style="text-align: center; margin-top: 20px;"> Official in charge of the delivery office  </div>
(1) Indicate the category (ordinary parcel, insured parcel, urgent parcel, express parcel, cash on delivery parcel, etc.) and, where appropriate, the amount of insured value or trade charge. (2) Describe the contents as far as possible. (3) Indicate exact and full address. (4) Strike out whichever entry does not apply.		

CP 5 (back)

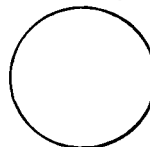
To be filled in only when the disposal of the parcel cannot be established by the enquiries provided for overleaf

To be filled up in the service of origin

The parcel described overleaf was reforwarded by the office of exchange of..... to the office of exchange of..... in despatch No..... of the..... 19..... entered under No..... on the parcel bill No.....

Office stamp

Signature :

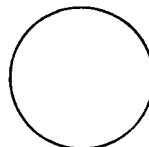


To be filled up in the intermediate services

The parcel described overleaf was reforwarded by the office of exchange of..... to the office of exchange of..... in despatch No..... of the..... 19..... entered under No..... on the parcel bill No.....

Office stamp

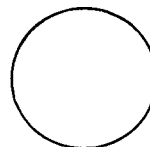
Signature :



The parcel described overleaf was reforwarded by the office of exchange of..... to the office of exchange of..... in despatch No..... of the..... 19..... entered under No..... on the parcel bill No.....

Office stamp

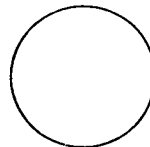
Signature :



The parcel described overleaf was reforwarded by the office of exchange of..... to the office of exchange of..... in despatch No..... of the..... 19..... entered under No..... on the parcel bill No.....

Office stamp

Signature :



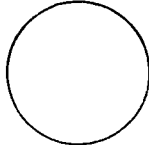
Final reply

of the Administration of destination or, if appropriate, of the intermediate Administration which cannot establish the regular transmission of the parcel under enquiry to the next Administration :

5

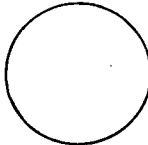
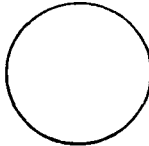
This form should be returned to.....

Front

<p>POSTAL ADMINISTRATION of</p> <p>(Part to be filled up by the office of origin of the parcel)</p> <p>Parcel No.</p> <p>insured for</p> <p>posted at the office of</p> <p>addressed to</p> <p>.....</p> <p>on the 19.....</p> <p>The sender wishes to know when and by which ship this parcel was loaded at (!)</p> <p>(!) Describe exactly the port (or the Country) of embarkation.</p>	<p style="text-align: right;">CP 6</p> <p style="text-align: center;">On postal service</p> <p style="text-align: center;">ADVICE OF EMBARKATION</p> <p>(Part to be filled up by the sender of the parcel, who will indicate his address below for the return of this advice)</p> <p style="text-align: right;">Stamp of office returning the advice</p> <div style="text-align: center; margin: 20px 0;">  </div> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">(Name or firm)</p> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">(Street and number)</p> <p>at</p> <p style="text-align: center;">(Locality)</p> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">(Country)</p>
--	---

Parcels, Ottawa 1957, art. 124 § 2—Size : 148 × 105 mm.

Back

<p>The parcel described overleaf was included in despatch No.</p> <p>of</p> <p>for</p> <p>sent on the 19.....</p>	<p style="text-align: center;">Stamp of the despatching office of exchange</p> <div style="text-align: center; margin: 20px 0;">  </div>
<p>The parcel described overleaf included in the despatch mentioned above was loaded at</p> <p>on the ship</p> <p>sailing on the 19.....</p>	<p style="text-align: center;">Stamp of the office of exchange at the port of embarkation</p> <div style="text-align: center; margin: 20px 0;">  </div>

CP 7



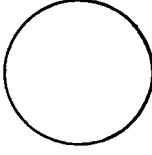
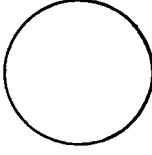
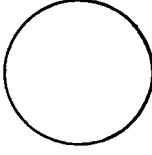
Parcels, Ottawa 1957, art. 109, c)—Size : 52 × 37 mm., colour red.

CP 8



Parcels, Ottawa 1957, art. 107, § 1, a)—Size : 52 × 37 mm.

Front

POSTAL ADMINISTRATION of..... OFFICE OF..... <p style="text-align: center;">ADVICE OF NON-DELIVERY⁽¹⁾</p> (One form is sufficient for several parcels posted at the same time by the same sender to the same address) The parcel(s) associated with the attached despatch note(s) No..... originating at..... is/are held undelivered at my office for the following reason :	CP 9			
<p>a) the parcel(s)⁽²⁾ $\frac{\text{has}}{\text{have}}$ been refused by the addressee.</p> <p>b) the parcel(s)⁽²⁾ $\frac{\text{has}}{\text{have}}$ not been claimed.</p> <p>c) the addressee is unknown, away (from home), gone away, deceased.</p> <p>d) the address(es)⁽²⁾ $\frac{\text{is}}{\text{are}}$ insufficient.</p> <p>e) the address(es) on the parcel(s)⁽²⁾ $\frac{\text{does}}{\text{do}}$ not agree with that on the despatch note.</p> <p>f) the addressee refuses to pay <math>\left\{ \begin{array}{l} \text{the customs duty.} \\ \text{the trade charge.} \\ \text{other charges and fees to which the parcel(s)⁽²⁾ } \frac{\text{is}}{\text{are}} \\ \text{liable.} \end{array} \right.</math></p> <p>g) the parcel(s)⁽²⁾ $\frac{\text{is}}{\text{are}}$ liable to customs duty and other charges and fees amounting to..... (to be indicated in the currency of the Country preparing this advice) For extended warehousing, this sum will be increased by.....</p> <p>h) the addressee has not an import licence.</p> <p>Please invite⁽³⁾ <u>the sender</u> to give instructions and inform him that the person described below</p> <p>if these instructions do not reach me within a period of..... months, the parcel(s) will be returned to origin subject to subsequent payment of charges⁽⁴⁾.</p>				
<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 20%; text-align: center; vertical-align: top;"> Office stamp  </td> <td style="width: 60%; border-left: 1px solid black; padding-left: 10px;"> Name and address of the person of whom the instructions are to be sought⁽⁵⁾. </td> <td style="width: 20%; padding-left: 10px;"> , the.....19..... Signature : </td> </tr> </table>	Office stamp 	Name and address of the person of whom the instructions are to be sought ⁽⁵⁾, the.....19..... Signature : 	
Office stamp 	Name and address of the person of whom the instructions are to be sought ⁽⁵⁾, the.....19..... Signature : 		
<p>⁽¹⁾ To be sent by registered post. ⁽²⁾ Underline and complete, if necessary, the text which applies. ⁽³⁾ Strike out whichever entry does not apply. ⁽⁴⁾ Until the instructions have arrived, the office is authorised either to deliver the parcel to the original addressee or to another addressee if one is indicated on the back of the despatch note, or to reforward it to a new address. ⁽⁵⁾ Do not fill up if instructions are to be sought of the sender.</p>				

CP 9 (back)

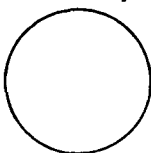
REPLY

The parcel(s) should be :

- a) presented once more to the original addressee :
- b) (*) delivered to street no.
redirected (original addressee or another person)
 at
 without collection of the trade charge.
 against payment of a reduced trade charge(*) to.....
- (*) c) (*) delivered to street no.
redirected (original addressee or another person)
 at
 without collection of customs duty or other charges to which the parcel(s) is liable(*)
are
- d) returned immediately to office of origin by (*) surface. The sender undertakes to pay
air the transport and other charges.
- e) sold at the entire risk of the sender.
- f) treated as abandoned.

The person concerned having failed to reply to the requests for instructions which have been addressed to him, the parcel(s) should be returned to the office of origin at the expiry of the prescribed period.

Office stamp



Signature :

.....

(*) Reply by underlining and, where necessary, by completing the printed text.

(*) In this case, the office of origin will attach to the reply a new Cash on Delivery Money Order (issued in accordance with Article 106 of the Agreement concerning Cash on Delivery items).

(*) In this case, the office of origin will attach to the reply a franking note (issued in accordance with Article 115 of the Agreement concerning Postal Parcels).

(*) Strike out whichever entry does not apply.

Front

CP 10

POSTAL ADMINISTRATION

of.....

OFFICE of.....

ADVICE OF REFORWARDING OF A FORM CP 5

Enquiry No..... concerning the parcel described below,
posted on the 19..... at.....
by

addressed to.....

No..... insured value :

amount of trade charge :

has been reforwarded today to.....

at.....

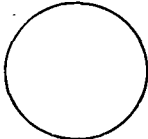
with the following information :

The parcel was forwarded by the office of exchange of.....

to the office of exchange of..... in despatch No..... of the 19.....
entered under No..... on parcel bill No..... This office received it without comment.

If the enquiry is not answered in a reasonable time a duplicate should be sent to the
service of, indicating precise details. The matter may be regarded
as closed as far as our service is concerned.

Date stamp



..... the 19.....

Signature :

.....

(The form is to be folded in two and returned unenclosed to the address appearing on the back)

CP 10 (Back)

POSTAL ADMINISTRATION
of.....

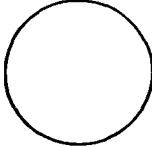
ON POSTAL SERVICE

(1)
.....
.....

.....
.....

.....

Date Stamp



(1) Address of the office originating the enquiry or of a specially designated office.

CP 11

DESPATCHING ADMINISTRATION		ADMINISTRATION OF DESTINATION										
Serial number of the despatch : Stamp of the outward office of exchange : 		No. of the parcel bill : (1) PARCEL BILL for postal parcels sent by the office of exchange of to the office of exchange of Departure (..... despatch) on the 19....., at h m.										
Ship : Stamp of the inward office of exchange : 												
Number of parcel	Serial	Number of parcels	Office of origin	Place of destination (2)	Weight (3) of each insured parcel	Insured value	Rates and charges due			Amount of trade charge	Observations	
							by the despatching Administration	to the receiving Administration	by the receiving Administration	to the despatching Administration		
							8	fr	c	9	fr	c
1		3	4	5	6	7	fr	c	fr	c	10	11
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												
13												
14												
15												
16												
17												
18												
19												
20												
		Totals										
				Official of the outward office of exchange :				Official of the inward office of exchange :				

(1) To be filled up if the despatch includes several forms CP 11.
 (2) Not to be filled up if the parcels are addressed to the same office as the parcel bill.
 (3) If necessary, this column may be used for entering the weight of uninsured parcels.

DESPATCHING ADMINISTRATION		ADMINISTRATION OF TRANSIT		CP 12	
Serial number of the despatch :			Ship :		
Stamp of the despatching office of exchange	SPECIAL PARCEL BILL for the payment of rates due for the transit of parcels sent		Stamp of the intermediate office of exchange		
○	to the office of..... (indicate the name of the office of destination of the mail)		○		
			by the intermediary of the office of exchange at.....		
Departure (..... despatch) of the.....			19....., at... h... m		
.....	closed bags containing	.....	uninsured parcels		
.....	closed bags containing	.....	insured parcels		
.....	empty bags	.....		
.....	without receptacles	.....	uninsured parcels		
.....	without receptacles	.....	insured parcels		
.....	Total number of bags	.....	Total number of parcels		
				fr	c
Credits due :	}	..... parcels at	c =		
		..... "	c =		
		..... "	c =		
		..... "	c =		
		..... "	c =		
		..... "	c =		
		..... "	c =		
		..... "	c =		
		..... "	c =		
		..... "	c =		
Transport charges	}	.....	c =		
		.....	c =		
		.....	c =		
		.....	c =		
		.....	c =		
		.....	c =		
		.....	c =		
		.....	c =		
		.....	c =		
		.....	c =		
Total number of parcels					
Insurance charge :					
Number of units of 200 francs at.....			c =		
Number of advices of emarkation			c =		
Total					
Official of the despatching office of exchange :			Official of the intermediate office of exchange :		
.....				

Front

CP 13

POSTAL ADMINISTRATION

of

OFFICE of

Stamp of the office
despatching the note

Stamp of the office
receiving the note

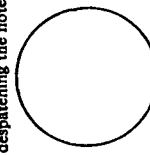
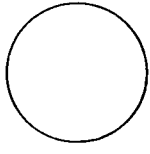
VERIFICATION NOTE No. (1)

Errors and irregularities observed in parcel despatch No. (parcel bill No.)

from the office of exchange of

for the office of exchange of

Departure (.....despatch) of the 19....., at h.....m



Missing parcels

Number		Office of origin	Address (as exact as possible)	Credit	Correction	Observations
Serial (col. 1 of parcel bill)	of the parcel 2					
1	3		4	5	6	7
				fr	fr	c

Excess parcels

Number	Office of origin	Exact address		Weight	Insured value	Type of receptacle (bag, basket, etc.)
		of the sender	of the addressee			
1	3	4	5	6	7	8
2				kg	fr	

(1) To be sent by registered post.

Continued overleaf

CP 13 (Front)

CP 13 (Back)

CP 13 (Back)

Damaged parcels									
Number		Address			Contents	Weight observed	Insured value	Type of receptacle (bag, basket, etc.)	
Serial (col. 1 of parcel bill)	2	of the sender	4	of the addressee					5	6	7	8	9
						kg	fr		
Description and apparent cause of the damage or other observations :									
.....									
.....									
Irregularities									
(missing parcel bill, insufficient packing or fastening, etc.)									
.....									
.....									
ERRORS									
Number		Office of origin	Name and address of addressee	Weight	Number of the column	Entry by the outward office of exchange	Correction by the inward office of exchange		
Serial (col. 1 of parcel bill)	2							3	4	5	6	7	8
				kg		fr	fr	c	
Totals									
		....., the			....., the		19		
		Officials of the inward office of exchange :			Seen and accepted		Official in charge of the outward office of exchange :		
			

Front

POSTAL ADMINISTRATION

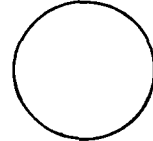
CP 14

of

Stamp of the office
preparing the report

REPORT

concerning the ⁽¹⁾ { theft
damage
decreased weight } of a postal
parcel



PART I

Report drawn up by the office of on the 19

Office of posting : Date of posting : 19

Number of parcel :

Sender :

Addressee :

Insured value : Trade charge:

Weight shown : Weight as observed :

External wrapping : Internal packing :

Office which made up the mail

Date of the mail : 19 Serial number of the mail :

The mail arrived on the 19

- (1) { by travelling post office
- in the railway van No.
- by the ship
- by the air line

The parcel arrived ⁽¹⁾ { in a bag
unenclosed

Detailed statement of the facts

Signatures :

⁽¹⁾ Strike out whichever entry does not apply

(See overleaf)

CP 14 (Back)

PART II

Report drawn up by the office of.....the.....19.....

The packing of the item is considered (1) $\frac{\text{to be}}{\text{not to be}}$ in accordance with regulations.

(1) $\left\{ \begin{array}{l} \text{From } \frac{\text{the entries on the invoice}}{\text{the customs declaration}} \\ \text{According to } \frac{\text{the addressee}}{\text{the sender}} \end{array} \right\}$ the contents should have comprised.....

On examination, in the presence of (1) $\frac{\text{the addressee}}{\text{the sender}}$, it has been observed

(1) $\left\{ \begin{array}{l} \text{Consequently} \\ \text{According to the addressee} \\ \text{According to the sender} \end{array} \right\}$ the following (1) $\frac{\text{is}}{\text{are}}$ missing

(1) $\frac{\text{The addressee}}{\text{The sender}}$ estimates an amount of as the loss by (1) $\left\{ \begin{array}{l} \text{theft.} \\ \text{damage.} \\ \text{decreased weight.} \end{array} \right\}$

(1) The $\left\{ \begin{array}{l} \text{theft} \\ \text{damage} \\ \text{decreased weight} \end{array} \right\}$ is due to.....

(1) After repacking and weighing, the new weight is..... ; the item has been forwarded to its destination.

(1) The contents have been destroyed by the undersigned office.

(1) The packing is held here.

(1) The addressee refuses the item but claims an indemnity of.....
The sender has accepted the item

(1) The following are annexed to this report : the packing of the parcel, the receptacle, string, seals, lead seals, label.

In faith whereof, we have drawn up this report, of which a duplicate has been sent, with a verification note to the office of exchange of.....

Signatures of postal officials

Signature of addressee or sender

Signature of customs officer

(1) Strike out whichever entry does not apply.

CP 16

POSTAL ADMINISTRATION SERVICE WITH THE ADMINISTRATION
of..... of.....

SUMMARISED ACCOUNT⁽¹⁾
of the⁽²⁾ monthly statements (form CP 15)
quarterly
addressed by the offices of exchange of the Administration of.....
to the offices of exchange of the Administration of.....
Month of..... 19.....
⁽²⁾.....
..... quarter 19.....

No.	Receiving office of exchange	Amounts due according to each ⁽²⁾ <u>monthly</u> statement <u>quarterly</u>				Observations
		to the receiving Administration		to the sending Administration		
1	2	3		4		5
		fr	c	fr	c	
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
	Totals					
	Deduct					
	Balance in favour of the Administration					
	of.....					

Seen and accepted :
....., the..... 19.....
....., the..... 19.....

⁽¹⁾ To be drawn up in duplicate.
⁽²⁾ Strike out whichever entry does not apply.

CP 17

CP 17

POSTAL ADMINISTRATION of.....

STATEMENT OF DIFFERENCES

observed in the summarised account (form CP 16) drawn up by the Administration of.....

for the (1) { month of 19..... quarter 19.....

No.	Serial No. of account CP 16	Parcel mails		Date	Amount		Credit due to the Administration		Observations (2)
		of 3	for 4		entered in account 6	corrected 7	of 8	of 9	
1	2			5	fr	c	fr	c	10
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									

Seen and accepted: 19....., the 19.....

(1) Strike out whichever entry does not apply.
 (2) Use, if necessary, the free space on the front or back of the form.
 Parcels, Ottawa 1957, art. 141, § 3—Size: 210 × 148 mm.

CP 18

POSTAL ADMINISTRATION SERVICE WITH THE ADMINISTRATION
of..... of.....

GENERAL ACCOUNT

prepared by the Administration of.....
for the exchange of parcels with the Administration of.....

(¹) { quarter 19.....
..... half year 19.....

Exchange I	Period 2	Balance of accounts CP 16 in favour of the Administration				Observations 5
		which prepares the account 3		receiving the account 4		
		fr	c	fr	c	
Received by the Administration which prepares the account						
Sent by the Administration which prepares the account						
	Totals					
	Deduct					
Balance in favour of the Adminis- tration of						

Seen and accepted :

....., the19..... | , the19.....
.....

(¹) Strike out whichever entry does not apply.

POSTAL ADMINISTRATION CP 19
of

**DETAILED MONTHLY ACCOUNT
OF CUSTOMS, ETC. CHARGES**

Customs, etc., charges paid by the Administration of.....
on behalf of the Administration of.....
Month of..... 19.....

Number	Date of payment	Number of franking note	Office which made the payment	Amount of each franking note	Observations
1	2	3	4	5	6
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
0					
			Total		

....., the 19..... Signature :
.....

CP 20

ADMINISTRATION OF DESTINATION

Number of the parcel bill : (1) Air line :
 Stamp of the outward office of exchange Stamp of the inward office of exchange

AIR PARCEL BILL

sent by the office of exchange of
 to the office of exchange of
 Departure (..... despatch) on the 19....., at hr.....m

Serial	Number of parcels		Office of origin	Place of destination(2)	Weight(3) of each insured parcel	Insured value	Land and sea rates and charges due			Air rates due			Amount of trade charge	Observations
	1	2					3	4	5	6	7	8			9	10	11	12	13
1							fr	fr	fr	fr	fr	fr		
2							fr	fr	fr	fr	fr	fr		
3							fr	fr	fr	fr	fr	fr		
4							fr	fr	fr	fr	fr	fr		
5							fr	fr	fr	fr	fr	fr		
6							fr	fr	fr	fr	fr	fr		
7							fr	fr	fr	fr	fr	fr		
8							fr	fr	fr	fr	fr	fr		
9							fr	fr	fr	fr	fr	fr		
10							fr	fr	fr	fr	fr	fr		
11							fr	fr	fr	fr	fr	fr		
12							fr	fr	fr	fr	fr	fr		
13							fr	fr	fr	fr	fr	fr		
14							fr	fr	fr	fr	fr	fr		
15							fr	fr	fr	fr	fr	fr		
16							fr	fr	fr	fr	fr	fr		
17							fr	fr	fr	fr	fr	fr		
18							fr	fr	fr	fr	fr	fr		
19							fr	fr	fr	fr	fr	fr		
20							fr	fr	fr	fr	fr	fr		
Totals														

Official of the outward office of exchange :
 Official of the inward office of exchange :

(1) If there are several forms CP 20 with the mail.
 (2) Not to be filled in if the parcels are addressed to the same office as the air parcel bill.
 (3) If necessary, this column may be used for entering the weight of uninsured parcels.

Parcels, Ottawa 1957, art. 130, § 1—Size: 210 × 297 mm.

(Front)

CP 21

POSTAL ADMINISTRATION

of.....

TABLE CP 21

showing the conditions on which the above-mentioned postal Administration accepts air parcels addressed to its own territory and to Countries for which it is in a position to serve as an intermediary.

NOTE.—The amounts shown in column 5 of Section C (see the back of the form) only represent the inward rate with which the Administration of destination should be credited. Where it is necessary to claim land or sea transit rates, the amounts should be shown in the same column with a corresponding reference.

1.—INFORMATION to be given by the Administration preparing this table on the following subjects :

SECTION A

Questions :

Answers :

1.—Does the Administration charge for reforwarding air parcels by air in the interior of its country, on all or part of the journey ?

(1)

2.—If so, for which places ?

(1)

3.—May air parcels, addressed elsewhere, be sent via these places at the request of the sender ?

(1)

II.—SERVICES IN THE INTERIOR of

SECTION B

Weight steps

Rates to be paid to the Administration of.....

Observations

Inward rate

Insurance fee for each 200 fr.

1

2

3

4

kg

fr

c

fr

c

(1) Yes or no.

(2) Indication of the places in alphabetical order.

(continued overleaf)

POSTAL ADMINISTRATION

CP 22

of.....

STATEMENT
of amounts due in respect of indemnity for postal parcels ⁽¹⁾

by the Administration of..... Month of..... 19.....

No.	Parcels				Letters authorising recoveries			Amount	Observations ⁽²⁾
	No.	Date of posting	Origin	Destination	No. of Statement or name of office	Date	Reference No. of debtor Administration		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1								fr	c
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									
11									
12									
13									
14									
15									
16									
17									
18									
19									
20									
Total									


(To be carried to the summarised account CP 16)

⁽¹⁾ Compensation for parcels lost, damaged, sold, etc.

⁽²⁾ Use, if necessary, the free space on the front or back of the form.

Postal Parcels	CP 23
Despatch No.	from Liverpool to
<input type="radio"/> Date of despatch.....	Mentreal (Canada)
Bag No.	via
Number of parcels	Ship.....
	Port of disembarkation.....

Parcels, Ottawa 1957, art. 131, § 1, a) — Size : 125 × 60 or 148 × 52 mm., colour yellow ochre.

Postal Parcels	By Air Mail	CP 24
Despatch No.....	from Stockholm Station to	
Date of despatch.....	Rio de Janeiro	
 Bag No.....	Line No.....	
Number of parcels.....	Airport of transshipment.....	
kg.....		

Parcels, Ottawa 1957, art. 131, § 1 a) — Size : 125 × 60 or 148 × 52 mm., colour yellow ochre.

No. 5214

**ALBANIA, GERMANY, SAUDI ARABIA,
ARGENTINA, AUSTRIA, etc.
(UNIVERSAL POSTAL UNION)**

Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques (with Detailed Regulations). Signed at Ottawa, on 3 October 1957

Official text: French.

Registered by Canada on 7 July 1960.

**ALBANIE, ALLEMAGNE, ARABIE SAOUDITE,
ARGENTINE, AUTRICHE, etc.
(UNION POSTALE UNIVERSELLE)**

Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage (avec Règlement d'exécution). Signé à Ottawa, le 3 octobre 1957

Texte officiel français.

Enregistré par le Canada le 7 juillet 1960.

**UNION POSTALE UNIVERSELLE
ACTES DU CONGRÈS D'OTTAWA, 1957**

IV

**N° 5214. ARRANGEMENT CONCERNANT LES MANDATS
DE POSTE ET LES BONS POSTAUX DE VOYAGE. SIGNÉ
À OTTAWA, LE 3 OCTOBRE 1957**

NOTE. — Les caractères *italiques* figurant dans le texte ci-après marquent les modifications (changements, additions ou suppressions de mots, de passages, de chiffres, de signes, etc.) par rapport aux Actes du Congrès de Bruxelles, 1952, remaniés par la Commission exécutive et de liaison¹.

TABLE DES MATIÈRES
DE L'ARRANGEMENT
CONCERNANT
LES MANDATS DE POSTE
ET LES BONS POSTAUX DE VOYAGE

TITRE I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Art.

1. *Objet de l'Arrangement*

TITRE II

MANDATS

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2. *Modes d'échange*

CHAPITRE II

ÉMISSION DES MANDATS

3. *Monnaie. Conversion*
4. *Montant maximum à l'émission*
5. *Versement des fonds. Récépissé*
6. *Taxes*
7. *Franchise de taxes*
8. *Dispositions particulières à l'émission des mandats télégraphiques*

CHAPITRE III

PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

9. *Avis de paiement. Remise par exprès. Paiement en main propre. Acheminement par voie aérienne*
10. *Retrait. Modification d'adresse*
11. *Réexpédition*
12. *Endossement*

¹ [*Traduction — Translation*] NOTE. — The letters in *italics* in the French text indicate the modifications (changes, additions or deletions of words, passages, figures, signs, etc.) by comparison with the Acts of the Congress of Brussels, 1952, revised by the Executive and Liaison Committee.

CHAPITRE IV
PAIEMENT DES MANDATS

Art.

13. Durée de validité. Visa pour date
14. Montant maximum au paiement
15. Règles générales de paiement des mandats
16. Remise par exprès
17. Taxes postales éventuellement perçues sur le bénéficiaire
18. Dispositions particulières au paiement des mandats télégraphiques

CHAPITRE V
MANDATS IMPAYÉS. AUTORISATIONS DE PAIEMENT

19. Mandats impayés
20. Autorisation de paiement
21. Mandats prescrits

CHAPITRE VI
RESPONSABILITÉ

22. Principe et étendue de la responsabilité
23. Exceptions au principe de la responsabilité
24. Cessation de la responsabilité
25. Détermination de la responsabilité
26. Paiement des sommes réclamées. Recours
27. Délai de paiement des sommes réclamées
28. Remboursement à l'Administration d'émission des sommes versées pour le compte de l'Administration de paiement

CHAPITRE VII
COMPTABILITÉ

29. Attribution des taxes
30. Établissement des comptes
31. Règlement des comptes

CHAPITRE VIII
DISPOSITIONS DIVERSES

32. Bureaux participant à l'échange
33. Participation d'organismes non postaux
34. Interdiction de droits fiscaux ou autres

TITRE III
BONS POSTAUX DE VOYAGE

CHAPITRE I
GÉNÉRALITÉS ET ÉMISSION

35. Définition. Carnets
36. Monnaie. Montant maximum. Conversion
37. Taxe
38. Prix de vente

CHAPITRE II

PAIEMENT DES BONS

Art.

- 39. Validité des titres. Remise des fonds
- 40. Opposition au paiement

CHAPITRE III

RÉCLAMATIONS. RESPONSABILITÉ. COMPTABILITÉ

- 41. Réclamations et responsabilité
- 42. Attribution des taxes. Établissement des comptes

TITRE IV

DISPOSITIONS FINALES

- 43. Application de la Convention et de certains Arrangements
- 44. Approbation des propositions faites dans l'intervalle des congrès
- 45. Mise à exécution et durée de l'Arrangement

ARRANGEMENT¹

CONCERNANT

LES MANDATS DE POSTE
ET LES BONS POSTAUX DE VOYAGE

CONCLU ENTRE

la République Populaire d'Albanie, l'Allemagne, le Royaume de l'Arabie Saoudite, la République Argentine, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, la République Populaire de Bulgarie, le Cambodge, le Chili, la Chine, la République de Colombie, la République de Corée, la République de Cuba, le Danemark, la République Dominicaine, l'Égypte, la République de El Salvador, l'Espagne, les Territoires espagnols de l'Afrique, la Finlande, la France, l'Algérie, l'Ensemble des Territoires représentés par l'Office français des Postes et Télécommunications d'outre-mer, la Grèce, la République d'Haïti, la République du Honduras, la République Populaire Hongroise, la République d'Indonésie, l'Iran, la République d'Islande, l'Italie, le Territoire de la Somalie sous administration italienne, le Japon, le Laos, le Liban, la République de Libéria, la Libye, le Luxembourg, le Maroc, le Mexique, la Principauté de Monaco, le Nicaragua, la Norvège, la République de Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, les Antilles néerlandaises et Surinam, le Pérou, la République Populaire de Pologne, le Portugal, les Provinces portugaises de l'Afrique occidentale, les Provinces portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie, la République Populaire Roumaine, la République de Saint-Marin, la République du Soudan, la Suède, la Confédération Suisse, la Syrie, la Tchécoslovaquie, la Thaïlande, la Tunisie, la Turquie, la République Orientale de l'Uruguay, l'État de la Cité du Vatican, la République de Vénézuéla, le Viêt-Nam, le Yémen, la République Fédérative Populaire de Yougoslavie.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, vu l'article 22 de la Convention postale universelle conclue à Ottawa le 3 octobre 1957,² ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant:

(Voir notes 1 et 2 à la page ci-contre)

¹ Entré en vigueur le 1^{er} avril 1959, conformément à l'article 45. Les instruments de ratification ou d'adhésion (a) ont été déposés auprès du Gouvernement canadien aux dates indiquées :

Argentine (avec réserves ; voir p. 13) . . . 15 avril 1959
Autriche 4 mai 1959
Belgique 5 mars 1959
Bulgarie 13 mai 1959
Cambodge 12 janvier 1960
République de Chine . . . 6 octobre 1959
Danemark 13 août 1958
Espagne 29 juillet 1959

(Y compris les territoires espagnols de l'Afrique.)

Finlande 6 mars 1959
France 8 mai 1959

(Y compris l'Algérie et l'ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'outre-mer composé des pays et territoires désignés ci-après, ainsi que du Condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides†.)

Grèce 2 octobre 1959
Hongrie 5 avril 1960
Islande 27 novembre 1958
Italie 9 juin 1960

† a) *États membres de la Communauté* : République du Sénégal, République soudanaise, République de la Côte-d'Ivoire, République du Niger, République de la Haute-Volta, République du Dahomey, République islamique de Mauritanie, République gabonaise, République du Congo, République Centre-Africaine, République du Tchad, République de Madagascar.

b) *Territoires d'outre-mer* : Comores, Nouvelle-Calédonie et dépendances, Polynésie française, Côte française des Somalis, îles Saint-Pierre-et-Miquelon.

c) *Territoires sous tutelle de la France* : Cameroun, République autonome du Togo.

Japon 7 novembre 1958
Liban 23 juillet 1958
Luxembourg 13 janvier 1960
Maroc 9 juillet 1959
Mexique 19 mars 1959
Monaco 2 septembre 1959
Norvège 19 août 1958
Pays-Bas 27 août 1959

(Y compris la Nouvelle-Guinée néerlandaise, le Surinam et les Antilles néerlandaises.)

Pérou 21 mai 1959

République arabe unie :

Province égyptienne 15 janvier 1959

Province syrienne . 15 janvier 1959

Saint-Marin 31 mars 1959

Soudan 1^{er} mars 1960

Suède 2 mai 1958

Suisse 14 novembre 1958

Tchécoslovaquie . . . 13 août 1959

Tunisie 24 mars 1959

État de la Cité du

Vatican 13 avril 1960

République du Viet-

Nam 3 décembre 1959

Yémen 3 avril 1959 (a)

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 364, p. 3.

TITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

ARTICLE PREMIER

Objet de l'Arrangement

Le présent Arrangement régit, d'une part, l'échange des mandats de poste, dénommés ci-après «mandats» et, d'autre part, le service des bons postaux de voyage, que les Pays signataires conviennent d'instituer dans leurs relations réciproques.

TITRE II

MANDATS

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 2

Modes d'échange

1. Les mandats peuvent être échangés soit par la voie postale, soit, si les télégrammes-mandats sont admis dans les relations entre les Pays intéressés, par la voie télégraphique.

2. L'échange par la voie postale peut, au choix des Administrations, s'opérer au moyen de cartes ou de listes. Dans le premier cas, les titres sont dénommés «mandats-cartes» et dans le second, «mandats-listes».

3. L'échange par la voie télégraphique peut avoir lieu par mandat-carte télégraphique ou par mandat-liste télégraphique, les deux catégories étant dénommées «mandat télégraphique».

CHAPITRE II

ÉMISSION DES MANDATS

ARTICLE 3

Monnaie. Conversion

1. Sauf accord contraire, tout mandat est libellé dans la monnaie du Pays de paiement.

2. L'Administration d'émission détermine le taux de conversion de sa monnaie en celle du Pays de paiement.

ARTICLE 4

Montant maximum à l'émission

1. Le montant d'un mandat ne peut excéder l'équivalent de 1000 francs. Chaque Administration a cependant la faculté de fixer un maximum plus faible.

2. Par exception aucun maximum n'est fixé pour les mandats visés à l'article 7.

ARTICLE 5

Versement des fonds. Récépissé

1. Chaque Administration détermine la forme dans laquelle l'expéditeur d'un mandat verse les fonds à transférer.
2. Un récépissé est délivré gratuitement à l'expéditeur au moment du versement des fonds.

ARTICLE 6

Taxes

1. La taxe à percevoir au moment de l'émission se compose:
 - a) d'une taxe fixe maximum de 25 centimes par mandat;
 - b) d'une taxe proportionnelle maximum ainsi calculée:
 - pour les mandats-cartes: $\frac{1}{2}$ % de la somme versée;
 - pour les mandats-listes: 1% de la somme versée;
 - c) éventuellement, des taxes afférentes à des services spéciaux (demande d'avis de paiement, de paiement par exprès, etc.).
2. Chaque Administration a la faculté d'adopter, pour la perception de la taxe proportionnelle, l'échelle qui répond le mieux à ses convenances de service.
3. Les mandats échangés, par l'intermédiaire d'un Pays participant au présent Arrangement, entre un Pays participant et un Pays non participant, peuvent être soumis, par l'Administration du Pays intermédiaire, à une taxe supplémentaire prélevée sur le montant du titre; cette taxe peut toutefois être perçue sur l'expéditeur et attribuée à l'Administration du Pays intermédiaire, si les Administrations intéressées se sont mises d'accord à cet effet.

ARTICLE 7

Franchise de taxes

Sont exonérés de toutes taxes postales, les mandats relatifs au service postal échangés dans les conditions prévues à l'article 38 de la Convention.

ARTICLE 8

Dispositions particulières à l'émission des mandats télégraphiques

1. Les mandats télégraphiques sont soumis aux dispositions du Règlement télégraphique annexé à la Convention internationale des télécommunications.
2. En sus de la taxe postale, l'expéditeur d'un mandat télégraphique paie la taxe du télégramme, y compris éventuellement celle d'une communication particulière destinée au bénéficiaire.

CHAPITRE III

PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

ARTICLE 9

Avis de paiement. Remise par exprès. Paiement en main propre. Acheminement par voie aérienne

1. L'expéditeur d'un mandat peut demander à être avisé du paiement. *L'article 69 de la Convention est applicable aux avis de paiement.*

2. Sous réserve des dispositions de l'article 16, l'expéditeur d'un mandat peut demander que la remise des fonds soit effectuée à domicile par exprès dès l'arrivée du mandat; dans ce cas, l'article 57 de la Convention est applicable.

3. Dans les relations avec les Pays qui admettent le paiement en main propre, l'expéditeur d'un mandat peut demander, par une mention portée sur la formule, que le paiement ait lieu exclusivement entre les mains et sur acquit personnel du bénéficiaire. *Dans ce cas, l'expéditeur paie un droit spécial de 20 centimes ou le droit perçu dans le Pays d'origine pour la demande de paiement en main propre. D'autre part, le mandat doit être accompagné d'un avis de paiement.*

4. *Si les Administrations intéressées se sont mises d'accord à ce sujet, l'expéditeur d'un mandat-liste peut demander l'acheminement des titres par voie aérienne entre le bureau d'échange du Pays de paiement et le bureau de paiement. Dans ce cas, le mode de perception de la surtaxe aérienne fait l'objet d'ententes directes entre les Administrations.*

ARTICLE 10

Retrait. Modification d'adresse

L'expéditeur d'un mandat peut, aux conditions déterminées par l'article 58, §§ 2 à 4, de la Convention, le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse aussi longtemps que le titre ou les fonds n'ont pas été remis au bénéficiaire.

ARTICLE 11

Réexpédition

1. En cas de changement de résidence du bénéficiaire et dans les limites où fonctionne un service de mandats entre le Pays réexpéditeur et le Pays de nouvelle destination, tout mandat peut être réexpédié par voie postale ou télégraphique, soit à la demande de l'expéditeur, soit à celle du bénéficiaire.

2. La réexpédition, par voie postale, des mandats-cartes postaux ou télégraphiques s'effectue sans perception de taxe et sans émission de nouveaux titres lorsque le Pays de nouvelle destination entretient avec le Pays d'émission un échange de mandats-cartes sur la base du présent Arrangement.

3. Dans tous les autres cas, la réexpédition est faite au moyen d'un nouveau mandat dont les taxes, y compris, le cas échéant, les taxes télégraphiques, sont prélevées sur le montant du mandat réexpédié.

4. En cas de réexpédition, les dispositions de l'article 59, § 7, de la Convention sont applicables en ce qui concerne la taxe de poste restante et la taxe complémentaire d'express.

ARTICLE 12

Endossement

Tout Pays a le droit de déclarer transmissible par voie d'endossement, sur son territoire, la propriété des mandats provenant d'un autre Pays.

CHAPITRE IV

PAIEMENT DES MANDATS

ARTICLE 13

Durée de validité. Visa pour date

1. La validité des mandats s'étend:

- a) en règle générale, jusqu'à l'expiration du premier mois qui suit celui de l'émission; après accord entre Administrations intéressées, jusqu'à l'expiration du troisième mois qui suit celui de l'émission;
- b) dans les relations entre Pays éloignés, jusqu'à l'expiration du septième mois qui suit celui de l'émission.

2. Après ces délais, les mandats-cartes ne sont payés que revêtus d'un «visa pour date» donné, par l'Administration d'émission, à la requête de l'Administration de paiement. Les mandats-listes ne peuvent bénéficier du visa pour date.

3. Le visa pour date confère au mandat-carte, à partir du jour où il est donné, une nouvelle validité dont la durée est celle qu'aurait un mandat émis le même jour.

4. Si le non-paiement avant expiration du délai de validité ne résulte pas d'une faute de service, il peut être perçu une taxe dite «de visa pour date» égale à celle qui est prévue à l'article 67 de la Convention.

ARTICLE 14

Montant maximum au paiement

1. Sauf accord contraire, le montant maximum des mandats payables dans un Pays est le même que celui qui a été adopté par l'Administration de ce Pays pour l'émission.

2. Lorsqu'un même expéditeur a fait émettre, le même jour, au profit du même bénéficiaire, plusieurs mandats, dont le montant total excède le maximum adopté par l'Administration de paiement, celle-ci est autorisée à échelonner le paiement des titres de façon que la somme payée au bénéficiaire, dans une même journée, n'excède pas ce maximum.

ARTICLE 15

Règles générales de paiement des mandats

1. Le paiement des mandats est effectué selon les règlements du Pays de paiement.

2. Le montant des mandats est payé au bénéficiaire en monnaie légale du Pays de paiement; il peut être payé en toute autre monnaie suivant accord particulier entre les Administrations correspondantes.

3. Le paiement peut être valablement effectué par versement à un compte courant postal, selon les règles en vigueur dans l'Administration de paiement.

4. Après en avoir avisé les Administrations intéressées, l'Administration de paiement a la faculté, si sa législation l'exige, soit de négliger les fractions d'unité monétaire, soit d'arrondir la somme à l'unité monétaire la plus voisine ou au dixième d'unité le plus voisin.

ARTICLE 16

Remise par exprès

Si l'expéditeur a demandé le paiement par exprès, l'Administration de paiement a la faculté de faire remettre par ce moyen soit les fonds, soit le titre lui-même, soit un avis d'arrivée du mandat, pour autant que ses règlements le prévoient.

ARTICLE 17

Taxes postales éventuellement perçues sur le bénéficiaire

Peuvent être perçues sur le bénéficiaire:

- a) une taxe de remise, lorsque le paiement est effectué à domicile;
- b) la taxe d'autorisation de paiement visée à l'article 20, § 4, du présent Arrangement;
- c) éventuellement, la taxe de visa pour date prévue à l'article 13, § 4, du présent Arrangement;
- d) la taxe visée à l'article 50, § 2, de la Convention, lorsque le mandat est adressé poste restante.

ARTICLE 18

Dispositions particulières au paiement des mandats télégraphiques

1. La remise des mandats télégraphiques a toujours lieu dans les formes prévues à l'article 16 du présent Arrangement.

2. Lorsque les fonds sont remis à domicile par exprès, l'Administration de paiement peut percevoir de ce chef une taxe spéciale, en tenant compte, si le télégramme-mandat porte l'indication de service taxée XP, de la taxe d'exprès acquittée par l'expéditeur.

3. La remise d'un avis d'arrivée ou du titre lui-même s'effectue sans frais pour le bénéficiaire; toutefois, si le domicile de ce dernier se trouve en dehors du rayon de distribution locale du bureau de paiement et si le télégramme-mandat ne porte pas l'indication de service taxée XP, la taxe de remise par exprès peut être perçue sur le bénéficiaire.

CHAPITRE V

MANDATS IMPAYÉS. AUTORISATIONS DE PAIEMENT

ARTICLE 19

Mandats impayés

1. Est immédiatement renvoyé à l'Administration d'émission, tout mandat refusé, tout mandat dont le bénéficiaire est inconnu, parti sans laisser d'adresse ou parti pour un Pays sur lequel la réexpédition ne peut être effectuée, tout mandat dont le paiement n'a pas été réclamé dans le délai de validité.
2. Tout mandat impayé pour une cause quelconque est remboursé à l'expéditeur.
3. Les dispositions de l'article 59, § 7, de la Convention sont applicables à la taxe de poste restante et à la taxe complémentaire d'express.

ARTICLE 20

Autorisation de paiement

1. Tout mandat-carte égaré, perdu ou détruit avant paiement peut, à la demande de l'expéditeur ou du bénéficiaire, être remplacé par une autorisation de paiement délivrée par l'Administration d'émission.
2. Une autorisation de paiement est également délivrée lorsqu'une erreur de conversion imputable au bureau d'émission nécessite un versement complémentaire au profit du bénéficiaire.
3. La durée de validité d'une autorisation de paiement est la même que celle d'un mandat émis le même jour.
4. Si aucune faute de service n'a été commise, il peut être perçu, sur l'expéditeur ou sur le bénéficiaire, une taxe dite «d'autorisation de paiement» égale à celle que prévoit l'article 67 de la Convention, sauf si cette taxe a déjà été perçue pour la réclamation, la demande de renseignements ou l'avis de paiement.

ARTICLE 21

Mandats prescrits

Les sommes converties en mandats dont le montant n'a pas été réclamé avant prescription sont définitivement acquises à l'Administration du Pays d'émission. Le délai de prescription est fixé par la législation dudit Pays.

CHAPITRE VI

RESPONSABILITÉ

ARTICLE 22

Principe et étendue de la responsabilité

1. Les Administrations postales sont responsables des sommes versées, jusqu'au moment où les mandats ont été régulièrement payés.
2. La responsabilité s'étend aux erreurs de conversion et aux erreurs de transmission télégraphique.
3. Les Administrations n'assument aucune responsabilité en raison des retards qui peuvent se produire dans la transmission et le paiement des mandats.

ARTICLE 23

Exceptions au principe de la responsabilité

Les Administrations postales sont dégagées de toute responsabilité lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte du paiement par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure.

ARTICLE 24

Cessation de la responsabilité

Les Administrations postales cessent d'être responsables:

- a) à l'expiration du délai de prescription visé à l'article 21;
- b) s'il s'agit d'une contestation de la régularité du paiement, à l'expiration du délai prévu à l'article 67, § 1, de la Convention.

ARTICLE 25

Détermination de la responsabilité

1. Sous réserve des dispositions des §§ 2 à 5 ci-après, la responsabilité incombe à l'Administration d'émission.

2. La responsabilité incombe à l'Administration de paiement si elle n'est pas en mesure d'établir que le paiement a eu lieu dans les conditions prescrites par ses règlements.

3. La responsabilité incombe à l'Administration du Pays où l'erreur s'est produite:

- a) s'il s'agit d'une erreur de conversion;
- b) s'il s'agit d'une erreur de transmission télégraphique commise à l'intérieur du Pays d'émission ou du Pays de paiement.

4. La responsabilité incombe à l'Administration d'émission et à l'Administration de paiement par parts égales:

- a) si une erreur de transmission télégraphique s'est produite dans un Pays intermédiaire;
- b) s'il n'est pas possible d'établir le Pays où cette erreur de transmission s'est produite.

5. Sous réserve des dispositions du § 2, la responsabilité incombe:

- a) en cas de paiement d'un faux mandat, à l'Administration du Pays sur le territoire duquel le mandat a été introduit dans le service;
- b) en cas de paiement d'un mandat dont le montant a été frauduleusement majoré, à l'Administration du Pays dans lequel le mandat a été falsifié; toutefois, le dommage est supporté en parts égales par les Administrations d'émission et de paiement lorsqu'il n'est pas possible de déterminer le Pays où la falsification est intervenue ou lorsqu'il ne peut être obtenu réparation d'une falsification commise dans un Pays intermédiaire non participant au service des mandats sur la base du présent Arrangement.

ARTICLE 26

Paiement des sommes réclamées. Recours

1. L'obligation de désintéresser le réclamant incombe à l'Administration de paiement si les fonds sont à remettre au bénéficiaire; elle incombe à l'Administration d'émission, si leur restitution doit être faite à l'expéditeur.

2. L'Administration qui a désintéressé le réclamant a le droit d'exercer le recours contre l'Administration responsable du paiement irrégulier.

3. L'Administration qui a supporté en dernier lieu le dommage a un droit de recours, jusqu'à concurrence de la somme payée, contre l'expéditeur, contre le bénéficiaire ou contre des tiers.

ARTICLE 27

Délai de paiement des sommes réclamées

1. Le versement des sommes dues aux réclamants doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.

2. L'Administration d'émission peut exceptionnellement différer le versement au-delà de ce délai si, malgré la diligence apportée à l'instruction d'une affaire, ledit délai n'a pas été suffisant pour permettre de déterminer la responsabilité.

3. Si l'Administration de paiement, régulièrement saisie, a laissé s'écouler cinq mois sans donner de solution à une réclamation, l'Administration d'émission est autorisée à rembourser l'expéditeur pour le compte de l'Administration de paiement.

ARTICLE 28

Remboursement à l'Administration d'émission des sommes versées pour le compte de l'Administration de paiement

1. L'Administration de paiement pour le compte de laquelle le réclamant a été désintéressé par l'Administration d'émission est tenue de rembourser à celle-ci le montant de ses débours, dans un délai de quatre mois à compter de l'envoi de la notification du paiement; il en est de même en ce qui concerne le règlement du dommage dans les cas prévus à l'article 25, §§ 2 à 5.

2. Ce remboursement s'effectue sans frais pour l'Administration d'émission par un des moyens suivants:

- a) mandat, chèque ou traite payable à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du Pays créancier;
- b) espèces ayant cours dans ce Pays;
- c) sous réserve d'accord, inscription au crédit de l'Administration de ce Pays dans le compte des mandats.

3. Passé le délai de quatre mois, la somme due à l'Administration d'émission est productive d'intérêt, à raison de 5% par an, à compter du jour d'expiration dudit délai.

CHAPITRE VII

COMPTABILITÉ

ARTICLE 29

Attribution des taxes

1. L'Administration d'émission attribuée à l'Administration de paiement, sur le montant des taxes qu'elle a perçues en application de l'article 6, § 1, a) et b), une quote-part fixe de 12,5 centimes par mandat et, selon que les Administrations ont adopté le système des mandats-cartes ou celui des mandats-listes, une quote-part proportionnelle de $\frac{1}{4}$ % ou de $\frac{1}{2}$ % du total des mandats payés.

2. Les mandats émis en franchise ne donnent lieu à aucune attribution.

3. En cas de réexpédition, l'Administration du Pays de la nouvelle destination reçoit, quelles que soient les taxes effectivement perçues par l'Administration d'émission, les quotes-parts qui lui auraient été dues si elle avait été l'Administration du Pays de première destination.

4. Exception faite des quotes-parts visées au § 1 et sous réserve des stipulations expressément prévues dans le présent Arrangement, chaque Administration garde en entier les taxes qu'elle a perçues.

ARTICLE 30

Établissement des comptes

1. Chaque Administration de paiement dresse, pour chaque Administration d'émission, un compte mensuel des sommes payées pour les mandats-cartes ou un compte mensuel du montant des listes reçues pendant le mois pour les mandats-listes; les comptes mensuels sont incorporés, périodiquement, dans un compte général qui donne lieu à la détermination d'un solde.

2. Lorsque les mandats ont été payés, dans des monnaies différentes, la créance la plus faible est convertie en la monnaie de la créance la plus forte, en prenant pour base de la conversion le cours moyen officiel du change dans le Pays de l'Administration débitrice pendant la période à laquelle le compte se rapporte; ce cours moyen doit être calculé uniformément à quatre décimales.

3. Le règlement des comptes peut aussi avoir lieu sur la base des comptes mensuels, sans compensation.

ARTICLE 31

Règlement des comptes

1. Sauf accord contraire, le paiement du solde du compte général ou du montant des comptes mensuels a lieu dans la monnaie que l'Administration créancière applique au paiement des mandats.

2. En cas de non-paiement dans les délais fixés par le Règlement,¹ les sommes dues sont productives d'un intérêt de 5% par an, à dater du jour d'expiration desdits délais jusqu'au jour du paiement.

3. Il ne peut être porté atteinte, par aucune mesure unilatérale, telle que moratoire, interdiction de transfert, etc., aux dispositions du présent Arrangement et de son Règlement d'exécution relatives à l'établissement et au règlement des comptes.

¹ Voir p. 229 de ce volume.

CHAPITRE VIII
DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 32

Bureaux participant à l'échange

Les Administrations postales prennent toutes mesures nécessaires pour assurer, autant que possible, le paiement des mandats dans toutes les localités de leur Pays.

ARTICLE 33

Participation d'organismes non postaux

1. Les Pays dans lesquels le service des mandats est assuré par des organismes non postaux peuvent participer à l'échange régi par les dispositions du présent Arrangement.

2. Il appartient à ces organismes de s'entendre avec l'Administration des postes de leur Pays pour assurer la complète exécution de toutes les clauses de l'Arrangement; l'Administration postale leur sert d'intermédiaire dans leurs relations avec les Administrations postales des autres Pays contractants et avec le Bureau international.

ARTICLE 34

Interdiction de droits fiscaux ou autres

Les mandats ainsi que les acquits donnés sur les mandats ne peuvent être soumis à aucune taxe ou à aucun droit autres que ceux qui sont autorisés par le présent Arrangement.

TITRE III
BONS POSTAUX DE VOYAGE

CHAPITRE I
GÉNÉRALITÉS ET ÉMISSION

ARTICLE 35

Définition. Carnets

1. Les bons postaux de voyage sont des titres qui peuvent être émis et payés, par les Administrations postales des Pays participants, sur la base des principes du présent Arrangement.

2. Ils sont réunis en carnets.

ARTICLE 36

Monnaie. Montant maximum. Conversion

1. Chaque bon est libellé, en monnaie du Pays de paiement, pour une somme fixe équivalant à environ 25, 50 ou 100 francs et déterminée par accord entre les Administrations postales intéressées.

2. Dans des cas spéciaux, les bons peuvent être établis pour une somme s'écartant sensiblement de l'une ou l'autre de ces équivalences.

3. Le taux de conversion est le même que pour les mandats.

4. Le nombre de bons constituant un carnet est au maximum de 10; chaque carnet peut contenir des bons de différents montants.

ARTICLE 37

Taxe

La taxe applicable à chaque bon est fixée par l'Administration d'émission; elle ne peut dépasser ¼% de la somme versée, ni être inférieure à 10 centimes.

ARTICLE 38

Prix de vente

L'Administration d'émission a la faculté de percevoir, en sus de la valeur des bons et en sus des taxes, une somme correspondant au coût des bons, de leurs couvertures et des travaux divers nécessités par la confection des carnets.

CHAPITRE II

PAIEMENT DES BONS

ARTICLE 39

Validité des titres. Remise des fonds

1. Les bons sont valables pendant quatre mois à partir du jour de leur émission; les mois se comptent de quantième à quantième, sans égard au nombre de jours dont ils se composent.

2. Lorsque le service payeur ne dispose pas de fonds suffisants, il peut suspendre le paiement des bons jusqu'au moment où il aura pu se procurer les moyens de paiement.

3. La propriété des carnets et des bons n'est transmissible ni par voie d'endossement, ni par voie de cession; ces carnets et ces bons ne peuvent être mis en gage.

ARTICLE 40

Opposition au paiement

Sous réserve de l'application de la législation de leur Pays, les Administrations ne peuvent donner suite aux demandes d'opposition au paiement de bons régulièrement émis.

CHAPITRE III

RÉCLAMATIONS. RESPONSABILITÉ. COMPTABILITÉ

ARTICLE 41

Réclamations et responsabilité

1. Aucune réclamation ne peut être introduite contre l'Administration d'émission si le carnet n'est pas produit.

2. En cas de perte d'un carnet ou de bons, le réclamant, pour obtenir le remboursement des sommes correspondantes, doit faire la preuve auprès de l'Administration d'émission, qu'il a demandé la délivrance d'un carnet de bons et versé la somme totale y afférente.

3. Cette Administration peut procéder au remboursement dans un délai qui ne peut excéder de trois mois le délai de validité et après s'être assurée que les titres déclarés perdus n'ont pas été payés; le délai de trois mois est porté à six mois dans les relations avec les Pays éloignés.

4. Les Administrations ne sont pas responsables des conséquences que peuvent entraîner la perte, la soustraction ou l'emploi frauduleux de carnets ou de bons.

ARTICLE 42

Attribution des taxes. Établissement des comptes

1. L'Administration d'émission attribuée à l'Administration de paiement ¼% du montant des bons payés.

2. Le compte des sommes payées au titre des bons est dressé mensuellement en même temps que celui des sommes payées au titre des mandats.

TITRE IV

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 43

Application de la Convention et de certains Arrangements

1. Outre les dispositions expressément mentionnées dans le présent Arrangement, sont applicables à l'échange des mandats:

- a) les dispositions générales faisant l'objet de la Première partie de la Convention (sauf l'article 71);
- b) l'article 67 «Réclamations et demandes de renseignements» de la Convention;
- c) les dispositions générales du Titre I des Dispositions concernant la poste aérienne.

2. Les dispositions du Titre II du présent Arrangement sont applicables aux Bons postaux de voyage en tout ce qui n'est pas expressément prévu dans le Titre III.

ARTICLE 44

Approbation des propositions faites dans l'intervalle des congrès

Pour devenir exécutoires, les propositions faites dans l'intervalle des congrès (articles 27 et 28 de la Convention) doivent réunir:

a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de modifications aux dispositions des articles 1 à 10, 11 (§ 4), 12 à 14, 15 (§§ 1, 2 et 4), 16 à 18, 19 (§ 3), 20 (§ 4), 22 à 31, 34, 43 (§ 1, b), 44 et 45 du présent Arrangement et 102 à 106, 110, 117, 120, 121 (2^e phrase), 122, 123, 126, 131 à 135, 138 (§ 1) et 151 de son Règlement;

b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de modifications aux dispositions du présent Arrangement autres que celles qui sont mentionnées sous lettres a) et c), des articles 107 à 109, 111, 113, 116, 118, 119, 121 (1^{re} phrase), 124, 125, 127, 129, 136, 139 et 140 de son Règlement;

c) la majorité des suffrages, s'il s'agit de la modification de l'article 20, § 2, de l'Arrangement et des autres articles du Règlement ou de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement et de son Règlement, hors le cas de dissentiment à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 33 de la Convention.

ARTICLE 45

Mise à exécution et durée de l'Arrangement

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1^{er} avril 1959 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Canada et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Ottawa, le 3 octobre 1957.

Cet Arrangement a été signé au nom des États et territoires ci-dessous par les mêmes plénipotentiaires qui ont signé la Convention postale universelle :

[Pour les noms des plénipotentiaires, voir Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 364, p. 37 à 47.]

République populaire d'Albanie
Allemagne
Royaume de l'Arabie Saoudite
République Argentine
Autriche
Belgique
Bolivie
République populaire de Bulgarie
Cambodge
Chili
Chine
République de Colombie
République de Corée
République de Cuba
Danemark
Égypte
République de El Salvador
Espagne
Territoires espagnols de l'Afrique
Finlande
France
Algérie
Ensemble des territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications
d'outre-mer
Grèce
République d'Haïti
République du Honduras
République populaire hongroise
République d'Indonésie
Iran
République d'Islande
Italie
Territoire de la Somalie sous administration italienne
Japon
Laos
Liban
République de Libéria
Libye
Luxembourg
Maroc
Mexique
Principauté de Monaco
Nicaragua

Norvège
République de Panama
Paraguay
Pays-Bas
Antilles néerlandaises et Surinam
Pérou
République populaire de Pologne
Portugal
Provinces portugaises de l'Afrique occidentale
Provinces portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie
République populaire roumaine
République de Saint-Marin
République du Soudan
Suède
Confédération suisse
Syrie
Tchécoslovaquie
Thaïlande
Tunisie
Turquie
République orientale de l'Uruguay
État de la Cité du Vatican
République de Venezuela
Viet-Nam
République fédérative populaire de Yougoslavie

TABLE DES MATIÈRES
DU
RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT
CONCERNANT
LES MANDATS DE POSTE
ET LES BONS POSTAUX DE VOYAGE

PREMIÈRE PARTIE
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Art.

- 101. Renseignements à fournir par les Administrations postales
- 102. Application du Règlement d'exécution de la Convention
- 103. Formules à l'usage du public

DEUXIÈME PARTIE
MANDATS

TITRE I
MANDATS-CARTES

CHAPITRE I
ÉMISSION. TRANSMISSION

- 104. Formules de mandats-cartes
- 105. Établissement des mandats-cartes
- 106. Mentions interdites ou autorisées
- 107. Recommandation d'office
- 108. Avis de paiement demandé postérieurement à l'émission
- 109. Transmission des mandats-cartes

CHAPITRE II

PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

- 110. Retrait. Modification d'adresse
- 111. Réexpédition des mandats-cartes

CHAPITRE III

TRAITEMENTS PARTICULIERS. RÉCLAMATIONS. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

- Art.
112. Mandats-cartes irréguliers
113. Établissement de l'avis de paiement
114. Visa pour date
115. Réclamations. Demandes de renseignements

CHAPITRE IV

MANDATS-CARTES IMPAYÉS

116. Renvoi des mandats-cartes impayés
117. Autorisations de paiement
118. Mandats-cartes égarés, perdus ou détruits avant paiement
119. Mandats-cartes égarés, perdus ou détruits après paiement

TITRE II

MANDATS-LISTES

CHAPITRE I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

120. Dispositions communes aux mandats-listes et aux mandats-cartes

CHAPITRE II

ÉMISSION. TRANSMISSION

121. Mentions interdites ou autorisées
122. Bureaux d'échange
123. Transmission des mandats-listes
124. Listes spéciales
125. Services spéciaux. Mentions à porter sur les listes

CHAPITRE III

PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

126. Retrait. Modification d'adresse
127. Réexpédition des mandats-listes

CHAPITRE IV

OPÉRATIONS DANS LE PAYS DE PAIEMENT

128. Traitement des listes manquantes ou irrégulières
129. Envoi de l'avis de paiement
130. Renvoi des mandats-listes impayés

TITRE III

MANDATS TÉLÉGRAPHIQUES

CHAPITRE I

Art. DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

131. Dispositions communes

CHAPITRE II

ÉMISSION. TRANSMISSION

132. Établissement des mandats télégraphiques

133. Avis d'émission

134. Transmission des mandats-listes télégraphiques

CHAPITRE III

PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

135. *Modification* d'adresse

136. Réexpédition des mandats télégraphiques

CHAPITRE IV

OPÉRATIONS DANS LE PAYS DE PAIEMENT

137. Traitement des mandats télégraphiques irréguliers

138. Paiement des mandats télégraphiques

139. Établissement de l'avis de paiement

140. Renvoi des mandats-cartes télégraphiques impayés

TITRE IV

DISPOSITIONS COMPTABLES

CHAPITRE I

RÈGLES COMMUNES

141. Établissement des comptes mensuels

142. Établissement du compte général

143. Règlement des comptes. Acomptes

CHAPITRE II

RÈGLES COMPTABLES PARTICULIÈRES AUX MANDATS-LISTES ET AUX MANDATS
TÉLÉGRAPHIQUES

144. Établissement des comptes mensuels

TROISIÈME PARTIE

BONS POSTAUX DE VOYAGE

Art.

- 145. Règles générales d'émission
- 146. Formules de bons et de couvertures de carnets. Approvisionnement
- 147. Établissement des bons
- 148. Confection et établissement des carnets
- 149. *Bons égarés, perdus ou détruits après paiement*
- 150. Établissement des comptes

QUATRIÈME PARTIE

DISPOSITIONS FINALES

- 151. Mise à exécution et durée du Règlement

ANNEXES

Formules: voir la "*Liste des formules*"

RÈGLEMENT
D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT
CONCERNANT
LES MANDATS DE POSTE
ET LES BONS POSTAUX DE VOYAGE

Les soussignés, vu l'article 24 de la Convention postale universelle conclue à *Ottawa* le 3 octobre 1957, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage:

PREMIÈRE PARTIE
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

ARTICLE 101

Renseignements à fournir par les Administrations postales

1. Chaque Administration doit, trois mois au moins avant de mettre à exécution l'Arrangement, communiquer aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, les renseignements ci-après:

a) Service des mandats

- 1° la liste des Pays avec lesquels elle échange des *mandats-cartes et des mandats-listes* sur la base de l'Arrangement;
- 2° soit la liste des bureaux qu'elle autorise à émettre et à payer des mandats, soit l'avis que tous ses bureaux participent à ce service;
- 3° le cas échéant, l'avis de sa participation à l'échange des mandats télégraphiques;
- 4° le montant maximum adopté à l'émission et au paiement;
- 5° la monnaie dans laquelle doit être exprimé le montant des mandats à destination de son Pays;
- 6° la taxe appliquée aux mandats émis;
- 7° le mode d'indication de cette taxe;
- 8° le cas échéant, les taxes perçues respectivement pour le paiement à domicile, la poste restante, le visa pour date, la réclamation et l'autorisation de paiement;
- 9° la durée des délais après lesquels sa législation attribue définitivement à l'État le montant des mandats dont le paiement n'a pas été réclamé;
- 10° la taxe spéciale de remise des fonds par exprès (mandats télégraphiques),
- 11° sa décision en ce qui concerne la possibilité, dans son Pays, de transmettre ou non la propriété des mandats par voie d'endossement;
- 12° un exemplaire des formules de mandat qu'elle emploie, sauf si l'échange des mandats a lieu au moyen de listes;
- 13° l'orthographe, dans la langue officielle de son Pays, des nombres de 1 à 1000, à utiliser pour exprimer les sommes à inscrire sur les mandats;
- 14° la liste des Pays ne participant pas à l'Arrangement pour lesquels elle peut servir d'intermédiaire pour l'échange des mandats;
- 15° le service auquel les réclamations et les demandes de renseignements *ainsi que les demandes de retrait et de modification d'adresse* doivent être transmises (Administration centrale, bureau d'échange ou autre bureau spécialement désigné).

- b) Service des bons postaux de voyage
- 1° la liste des Pays avec lesquels elle échange des bons postaux de voyage sur la base de l'Arrangement;
 - 2° soit la liste des bureaux qu'elle autorise à émettre et à payer des bons, soit l'avis que tous ses bureaux participent au service;
 - 3° le montant, en monnaie des Pays sur lesquels les bons sont tirés, de chaque bon postal de voyage;
 - 4° les taxes appliquées aux bons émis.
2. Toute modification aux renseignements visés ci-dessus doit être notifiée sans retard.
 3. Les Administrations doivent se communiquer directement les taux de conversion qu'elles appliquent dans leurs relations réciproques et toutes les modifications apportées à ces taux.

ARTICLE 102

Application du Règlement d'exécution de la Convention

Sont applicables aux mandats, pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le présent Règlement, les dispositions du Règlement d'exécution de la Convention et, plus particulièrement, celles qui font l'objet des articles ci-après:

- a) article 146 «Avis de réception»;
- b) article 147 «Avis de réception demandé postérieurement au dépôt»;
- c) article 150 «Envois exprès»;
- d) article 156 «Retrait. Modification d'adresse», complété par les articles 110 et 126 du présent Règlement.

ARTICLE 103

Formules à l'usage du public

En vue de l'application de l'article 45, § 2, de la Convention, sont considérées comme étant à l'usage du public les formules ci-après:

- MP 1 (*Mandat de poste international*),
- MP 4 (*Réclamation concernant un mandat de poste international*),
- MP 10 (*Bon postal de voyage*),
- MP 11 (*Carnet de bons postaux de voyage*),
- MP 12 (*Mandat de poste international pour libellé mécanographique*).

DEUXIÈME PARTIE

MANDATS

TITRE I

MANDATS-CARTES

CHAPITRE I

ÉMISSION. TRANSMISSION

ARTICLE 104

Formules de mandats-cartes

1. Les mandats-cartes sont établis sur une formule en carton résistant de couleur rose, conforme au modèle MP 1 *ci-annexé*.

2. Les Administrations qui conviennent d'accorder certaines facilités aux expéditeurs d'un nombre important de mandats peuvent les autoriser à faire usage de la formule conforme au modèle MP 12 *ci-annexé*.

ARTICLE 105

Établissement des mandats-cartes

1. Les mandats-cartes sont libellés en caractères latins et en chiffres arabes, sans rature ni surcharge, même approuvées; les inscriptions au crayon ne sont pas admises; toutefois, les indications de service peuvent être portées au crayon-encre; la formule MP 12 doit, à l'exception des indications de service, être remplie intégralement à la machine.

2. Dans l'indication en lettres du montant des mandats, le nom des unités monétaires *peut être abrégé si cela est nécessaire, à la condition toutefois que cette abréviation soit usuelle et ne prête pas à confusion*. Lorsque cette indication est faite dans une monnaie qui respecte le système décimal, les fractions d'unité monétaire peuvent être exprimées en chiffres seulement, mais obligatoirement en centièmes (ou millièmes) au moyen d'un nombre de deux (ou trois) chiffres dont, au besoin, un zéro (ou deux zéros). Lorsque la monnaie utilisée ne suit pas les règles du système décimal, le nombre des unités monétaires ou fractions d'unité monétaire *est toujours écrit en toutes lettres tandis que leur nom peut être abrégé dans les conditions prévues pour le système décimal*; dans l'indication du montant en chiffres, les unités ou fractions d'unité monétaire non mentionnées dans la somme en lettres sont remplacées par des zéros.

3. L'adresse des mandats doit être libellée de façon à déterminer nettement le bénéficiaire; les adresses abrégées et les adresses télégraphiques ne sont pas admises.

4. Les mandats de service doivent porter au recto la mention «Service des postes» ou une mention analogue.

5. Les mandats à remettre en main propre doivent porter au recto et au verso, en caractères très apparents, la mention «Ne payer qu'en main propre».

6. Les mandats avec avis de paiement doivent porter en tête du recto, en caractères très apparents, la mention «Avis de paiement» ou, lorsque l'expéditeur demande le renvoi de l'avis de paiement par voie aérienne, la mention «Avis de paiement par avion».

ARTICLE 106

Mentions interdites ou autorisées

Il est interdit de consigner, sur les mandats, d'autres mentions que celles que comporte la contenance des formules à l'exception des indications de service telles que «Service des postes», «Ne payer qu'en main propre», «Avis de paiement», «Par avion», «Par exprès»; l'expéditeur a, toutefois, le droit d'ajouter, au verso du coupon, une communication particulière destinée au bénéficiaire du mandat.

ARTICLE 107

Recommandation d'office

Les Administrations peuvent s'entendre sur le montant à partir duquel les mandats qu'elles émettent sont soumis à la recommandation d'office, à condition que ce montant ne soit pas inférieur à 250 francs.

ARTICLE 108

Avis de paiement demandé postérieurement à l'émission

1. Par dérogation aux dispositions de l'article 102, *lettre b)*, il est fait usage de la formule MP 4 visée à l'article 115, pour les demandes d'avis de paiement présentées postérieurement à l'émission.

2. Le montant de la taxe perçue est représenté sur cette formule soit par des timbres-poste, soit en chiffres et en monnaie du Pays d'émission, de la manière prévue à l'article 5 des Dispositions concernant la *poste aérienne*.

ARTICLE 109

Transmission des mandats-cartes

1. Sauf accord contraire, les mandats ne sont pas transmis sous enveloppe.

2. Ils sont insérés dans les dépêches de la manière prescrite à l'article 162, §§ 1 à 3, ou à l'article 164, § 3, du Règlement d'exécution de la Convention suivant qu'ils sont ou ne sont pas recommandés d'office.

CHAPITRE II

PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

ARTICLE 110

Retrait. Modification d'adresse

1. Toute demande de retrait ou de modification d'adresse par voie postale doit être accompagnée d'un fac-similé, sur papier ordinaire, de l'adresse du bénéficiaire avec tous les détails nécessaires.
2. Toute demande de modification d'adresse par voie télégraphique doit être confirmée, par le premier courrier, au moyen d'une demande postale, accompagnée du fac-similé de l'adresse et portant, en tête, soulignée au crayon de couleur, la mention «Confirmation de la demande télégraphique du »; le bureau de paiement retient le mandat jusqu'à la réception de cette confirmation.
3. L'Administration de paiement peut toutefois, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique de modification d'adresse sans attendre la confirmation postale.

ARTICLE 111

Réexpédition des mandats-cartes

1. Le bureau qui réexpédie un mandat-carte par voie postale barre, s'il y a lieu, d'un trait de plume, les indications du montant du mandat de manière à laisser lisibles les inscriptions primitives; l'indication se trouvant sous la rubrique «Somme versée» doit rester intacte; le montant du mandat est converti en la monnaie du Pays de nouvelle destination d'après le taux fixé pour les mandats émanant du Pays de réexpédition; le résultat de la conversion est inscrit sur le mandat, en chiffres et en toutes lettres, autant que possible au-dessus de l'indication du montant primitif; l'indication du nouveau montant est signée par l'agent de service; le même procédé doit être suivi en cas de réexpéditions ultérieures.
2. En cas de réexpédition sur le Pays de première destination, le bureau réexpéditeur rétablit le montant primitif; si la réexpédition a lieu sur le Pays d'émission, le bureau réexpéditeur substitue, au montant indiqué, celui qui est inscrit aux indications de service sous la rubrique «Somme versée».
3. En cas de réexpédition par voie télégraphique, le bureau réexpéditeur établit un mandat télégraphique pour la somme restant après déduction des taxes postales et télégraphiques; la taxe postale est calculée sur la somme obtenue après déduction, du montant primitif, de la taxe télégraphique; la conversion en monnaie du Pays de nouvelle destination est effectuée dans les conditions prévues aux §§ 1 et 2 ci-dessus; le mandat primitif est quittancé par le bureau réexpéditeur; il est revêtu de la mention «Réexpédié le montant de à sous déduction des taxes de » et comptabilisé comme mandat payé; le coupon du mandat primitif est annexé, pour être remis au bénéficiaire, à l'avis d'émission visé à l'article 133 du présent Règlement.
4. Les dispositions du § 3 ci-dessus sont applicables:
 - a) aux mandats-cartes originaires d'un Pays participant, réexpédiés sur un autre Pays participant avec lequel le Pays d'émission n'entretient pas d'échange de mandats, ou lorsque l'échange est effectué au moyen de listes;
 - b) aux mandats-cartes réexpédiés sur un Pays ne participant pas à l'Arrangement;
 - c) aux mandats-cartes originaires d'un Pays non participant réexpédiés sur un Pays participant.
5. Les demandes de réexpédition sont enregistrées, pour mémoire, par le bureau de première destination et, le cas échéant, par les bureaux destinataires ultérieurs; le bureau qui opère la réexpédition en donne avis au bureau d'émission.

CHAPITRE III

TRAITEMENTS PARTICULIERS. RÉCLAMATIONS. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

ARTICLE 112

Mandats-cartes irréguliers

1. A moins que le bénéficiaire, dûment avisé, ne demande l'application des §§ 3 et 4 ci-après, est renvoyé au bureau d'émission le plus tôt possible et sous enveloppe, pour être régularisé, tout mandat-carte qui présente l'une des irrégularités suivantes:

- a) indication inexacte, insuffisante ou douteuse du nom ou du domicile du bénéficiaire;
- b) différences ou omissions de noms ou de sommes;
- c) ratures ou surcharges dans les inscriptions;
- d) omission de timbres, de signatures ou d'autres indications de service;
- e) indication du montant à payer dans une monnaie autre que celle qui est admise;
- f) erreur évidente dans le rapport entre la monnaie du Pays d'émission et celle du Pays de paiement, rapport que le bureau de paiement n'est cependant pas tenu de vérifier;
- g) emploi de formules non réglementaires.

2. Toutefois, dans ses rapports avec les Pays éloignés, l'Administration de paiement peut payer les mandats dont le montant est indiqué dans une monnaie autre que celle qui est admise, à condition d'être en mesure d'en effectuer la conversion au taux dont se sert l'Administration d'émission et d'en aviser immédiatement cette dernière; les risques résultant d'une conversion erronée sont à la charge de l'Administration l'ayant effectuée.

3. Les irrégularités qui empêchent le paiement d'un mandat-carte et qui, manifestement, sont imputables au bureau d'émission peuvent être redressées, au choix du bureau de paiement, par la voie aérienne ou télégraphique, sans frais pour le bénéficiaire; les irrégularités imputables à l'expéditeur ou qui paraissent devoir lui être attribuées peuvent, à la demande du bénéficiaire, être régularisées également par la voie aérienne ou télégraphique; à cet effet, une demande de régularisation est adressée au bureau d'émission, par avion ou par télégramme et aux frais du bénéficiaire; ces frais lui sont remboursés s'il est établi que l'erreur est due à une faute de service.

4. Lorsque la rectification de l'irrégularité est demandée par télégramme, le mandat irrégulier est conservé par le bureau de paiement, qui procède à la régularisation dès réception du télégramme rectificatif et qui joint ce télégramme au mandat.

5. A la réception d'une demande de régularisation par avion ou par télégramme, le bureau d'émission vérifie si l'irrégularité provient d'une erreur imputable au service; dans l'affirmative, il la rectifie sur-le-champ par la voie aérienne ou télégraphique. Dans le cas contraire, il prévient l'expéditeur qui est alors autorisé à redresser l'irrégularité, par la voie aérienne ou télégraphique et à ses frais.

ARTICLE 113

Établissement de l'avis de paiement

Les Administrations dont les règlements ne permettent pas l'emploi de la formule jointe par l'Administration d'émission sont autorisées à établir l'avis de paiement sur une formule de leur propre service.

ARTICLE 114

Visa pour date

Le visa pour date doit être inscrit sur le mandat même.

ARTICLE 115

Réclamations. Demandes de renseignements

1. Toute réclamation ou demande de renseignements concernant un mandat-carte est établie sur formule conforme au modèle MP 4 ci-annexé et transmise, en règle générale, par le bureau d'émission, directement au bureau de paiement; une seule formule peut être utilisée pour plusieurs mandats émis simultanément à la demande d'un même expéditeur et au profit du même bénéficiaire. Les réclamations sont transmises d'office et toujours par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) dans les conditions prévues à l'article 67, § 4, de la Convention.

2. Lorsque le bureau de paiement est en état de fournir des renseignements définitifs sur le sort du titre, il renvoie la formule, complétée suivant le résultat des recherches, au bureau qui a reçu la réclamation; en cas de recherches infructueuses ou de paiement contesté, la formule est transmise à l'Administration d'émission par l'intermédiaire de l'Administration de paiement qui joint, si possible, une déclaration du bénéficiaire attestant qu'il n'a pas reçu le montant du mandat.

3. Lorsqu'une réclamation ou une demande de renseignements est déposée dans un Pays autre que le Pays d'émission ou le Pays de paiement, la formule MP 4 est transmise à l'Administration d'émission, accompagnée du récépissé; les délais prescrits par l'article 67, §§ 1 et 2, de la Convention sont applicables.

CHAPITRE IV

MANDATS-CARTES IMPAYÉS

ARTICLE 116

Renvoi des mandats-cartes impayés

1. Les mandats qui n'ont pu être payés aux bénéficiaires pour une cause quelconque, sont renvoyés directement au bureau d'émission; préalablement, le bureau de paiement les enregistre, les frappe du timbre ou les munit de l'étiquette dont l'usage est prescrit par l'article 155, §§ 1 à 3, du Règlement d'exécution de la Convention.

2. Toutefois, les mandats créés dans les conditions prévues à l'article 111, §§ 3 et 4, doivent être transmis à l'Administration qui les a établis; celle-ci en met le montant à la disposition de l'Administration dont émane le titre original, soit au moyen d'un nouveau mandat en franchise de taxe, soit par voie de déduction au compte mensuel des mandats payés.

ARTICLE 117

Autorisations de paiement

Les autorisations de paiement sont établies sur une formule de couleur rose *conforme au modèle MP 13 ci-joint*.

ARTICLE 118

Mandats-cartes égarés, perdus ou détruits avant paiement

1. Avant de délivrer une autorisation de paiement concernant un mandat égaré, perdu ou détruit avant paiement, l'Administration d'émission doit s'assurer en accord avec l'Administration de paiement que le mandat n'a été ni payé, ni remboursé, ni réexpédié; toutes précautions doivent également être prises pour qu'il ne soit pas payé ultérieurement.

2. Lorsque l'expéditeur et le bénéficiaire demandent simultanément, l'un le remboursement, l'autre le paiement du mandat, l'autorisation de paiement est établie au profit du premier.

3. A l'appui de sa demande de remboursement, l'expéditeur doit produire le récépissé de dépôt du titre égaré, perdu ou détruit.

4. Lorsque l'Administration de paiement déclare qu'un mandat ne lui est pas parvenu, l'Administration d'émission peut délivrer une autorisation de paiement, à condition que le mandat litigieux ne figure dans aucun des comptes mensuels se rapportant à la période de validité du mandat; toutefois, si aucune réponse n'a été obtenue de l'Administration de paiement dans le délai prévu à l'article 27, §§ 1 et 2, de l'Arrangement, pour le désintéressement du réclamant et si le titre ne figure sur aucun des comptes mensuels reçus à l'expiration de ce délai, l'Administration d'émission est autorisée à procéder au remboursement des fonds; notification en est adressée, sous pli recommandé, à l'Administration de paiement et le mandat, réputé désormais comme définitivement perdu, ne peut être ultérieurement porté en compte.

ARTICLE 119

Mandats-cartes égarés, perdus ou détruits après paiement

Tout mandat égaré, perdu ou détruit après paiement peut être remplacé par l'Administration de paiement par un nouveau titre établi sur une formule MP 1; cette formule doit porter toutes

les indications utiles du titre original et être revêtue de la mention «Titre établi en remplacement d'un mandat égaré (perdu ou détruit) après paiement» ainsi que d'une empreinte du timbre à date; une déclaration signée par le bénéficiaire attestant qu'il a reçu les fonds est annexée au titre de remplacement et tient lieu d'acquit.

TITRE II

MANDATS-LISTES

CHAPITRE I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

ARTICLE 120

Dispositions communes aux mandats-listes et aux mandats-cartes

Sont applicables aux mandats-listes les dispositions des articles ci-après du présent Règlement:

- a) article 108 «Avis de paiement demandé postérieurement à l'émission»;
- b) article 110 «Retrait. Modification d'adresse», complété par les dispositions de l'article 126;
- c) article 115 «Réclamations. Demandes de renseignements».

CHAPITRE II

ÉMISSION. TRANSMISSION

ARTICLE 121

Mentions interdites ou autorisées

Les dispositions de l'article 106 du présent Règlement s'appliquent aux mandats-listes; toutefois, lorsque la formule choisie en conformité avec l'article 123 du présent Règlement est un mandat-carte, aucune correspondance n'est admise, en principe, au verso du coupon.

ARTICLE 122

Bureaux d'échange

L'échange des mandats-listes a lieu exclusivement par l'intermédiaire de bureaux dits «bureaux d'échange» désignés par l'Administration de chacun des Pays participants.

ARTICLE 123

Transmission des mandats-listes

1. La transmission des mandats-listes entre le bureau d'émission et le bureau d'échange du Pays d'émission ou entre le bureau d'échange du Pays de paiement et le bureau de paiement s'effectue au moyen de formules que chacune des Administrations intéressées détermine selon ses propres convenances.

2. Entre bureaux d'échange de Pays différents, la transmission s'effectue selon les règles ci-après:

- a) chaque bureau d'échange dresse, journellement ou à des dates convenues, des listes conformes au modèle MP 2 *ci-annexé*, récapitulant les mandats déposés dans son Pays pour être payés dans un autre;
- b) tout mandat inscrit sur une liste porte un numéro d'ordre appelé numéro international; ce numéro est attribué d'après une série annuelle commençant, selon accord entre les Administrations intéressées, le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet; lorsque le numérotage change, la première liste qui suit doit porter, outre le numéro de la série, le dernier numéro de la série précédente;
- c) les listes sont elles-mêmes numérotées, suivant la suite naturelle des nombres, à partir du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet de chaque année;

- d) les listes sont transmises au bureau d'échange correspondant par le premier courrier, autant que possible par avion, et, sauf accord contraire, sans être accompagnées des mandats établis par les bureaux d'émission;
- e) le bureau d'échange correspondant accuse réception de chaque liste par une mention appropriée portée sur la première liste à expédier dans le sens opposé.

ARTICLE 124

Listes spéciales

Une liste MP 2 spéciale doit être établie pour chacune des catégories suivantes de mandats:

- a) mandats en franchise visés tant à l'article 39 de la Convention qu'à l'article 7 de l'Arrangement; la liste doit porter, en tête, les mots «Mandats exempts de taxe»;
- b) mandats dont l'expéditeur a demandé l'acheminement par voie aérienne entre le bureau d'échange du Pays de paiement et le bureau de paiement; la liste doit porter la mention «Mandats par avion».

ARTICLE 125

Services spéciaux. Mentions à porter sur les listes

1. Lorsque l'expéditeur du mandat demande la remise par exprès, la mention «Exprès» est portée sur la liste MP 2 dans la colonne «Observations», en regard de l'inscription correspondante.

2. Lorsque l'expéditeur d'un mandat demande un avis de paiement, la mention «AP» est portée sur la liste MP 2, dans la colonne «Observations», en regard de l'inscription relative au mandat; cette annotation est complétée par la mention «Par avion» lorsque l'expéditeur demande l'utilisation de la voie aérienne pour le renvoi de l'avis de paiement.

3. Lorsque l'expéditeur d'un mandat demande le paiement en main propre, la mention «Ne payer qu'en main propre» est portée sur la liste MP 2, dans la colonne «Observations», en regard de l'inscription relative au mandat.

CHAPITRE III

PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

ARTICLE 126

Retrait. Modification d'adresse

Par dérogation à l'article 156 du Règlement d'exécution de la Convention, les demandes de retrait ou de modification d'adresse relatives aux mandats-listes sont envoyées, par l'intermédiaire du bureau d'échange du Pays d'émission, au bureau d'échange du Pays de paiement.

ARTICLE 127

Réexpédition des mandats-listes

Tout mandat-liste réexpédié sur un autre Pays est quittancé par le bureau réexpéditeur; le cas échéant, la somme est convertie, après déduction des taxes, en monnaie du Pays de nouvelle destination et un nouveau mandat est établi.

CHAPITRE IV

OPÉRATIONS DANS LE PAYS DE PAIEMENT

ARTICLE 128

Traitement des listes manquantes ou irrégulières

1. Si une liste manque, elle est réclamée immédiatement par le bureau d'échange qui en constate l'absence; le bureau d'échange du Pays d'émission envoie sans délai, autant que possible par voie aérienne, au bureau d'échange qui l'a réclamée, un duplicata de la liste manquante.

2. Les listes sont vérifiées soigneusement par le bureau d'échange du Pays de paiement qui les rectifie d'office si elles contiennent des erreurs de peu d'importance; le bureau d'échange du Pays d'émission est informé de ces corrections au moment où le bureau d'échange du Pays de paiement lui accuse réception de la liste.

3. Lorsque les listes contiennent des irrégularités dignes d'être signalées, le bureau d'échange du Pays de paiement demande des explications au bureau d'échange du Pays d'émission, qui doit répondre dans le plus bref délai; en attendant, le paiement des mandats faisant l'objet de la demande est suspendu; les demandes d'explications et les réponses y relatives sont échangées, autant que possible, par avion.

ARTICLE 129

Envoi de l'avis de paiement

L'avis de paiement, établi par le bureau de paiement sur une formule C 5, est envoyé directement à l'expéditeur du mandat.

ARTICLE 130

Renvoi des mandats-listes impayés

1. Sont renvoyés, au bureau d'échange, par la voie d'une inscription dans la prochaine liste MP 2, comme s'il s'agissait d'un mandat expédié du Pays de paiement vers le Pays d'émission:

- a) les mandats visés à l'article 19 de l'Arrangement;
- b) les mandats ayant fait l'objet d'une demande de retrait.

2. Une mention appropriée, suivie du numéro international et de la description sommaire du mandat primitif, est portée dans la colonne «Observations», en regard de l'inscription.

TITRE III

MANDATS TÉLÉGRAPHIQUES

CHAPITRE I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

ARTICLE 131

Dispositions communes

Sont applicables aux mandats télégraphiques, pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le Titre III du présent Règlement, les dispositions relatives aux mandats-cartes et aux mandats-listes.

CHAPITRE II

ÉMISSION. TRANSMISSION

ARTICLE 132

Établissement des mandats télégraphiques

1. Les mandats télégraphiques sont établis par le bureau de poste d'émission et donnent lieu à l'envoi de télégrammes-mandats adressés directement au bureau de poste de paiement; les télégrammes-mandats sont rédigés en français sauf accord contraire, et libellés invariablement dans l'ordre indiqué ci-après:

—Indications de service taxées, (s'il y a lieu)

—Avis paiement, (s'il y a lieu)

- Avis paiement avion, (s'il y a lieu)
- Paiement main propre, (s'il y a lieu)
- Mandat ... (N° postal d'émission),
- Nom du bureau de poste de paiement,
- Nom de l'expéditeur,
- Montant de la somme à payer,
- Désignation exacte du bénéficiaire, de sa résidence et, si possible, de son domicile, de façon que l'ayant droit soit nettement déterminé,
- Communication particulière, (le cas échéant).

2. Lorsque plusieurs mandats télégraphiques sont émis simultanément par le même expéditeur au nom d'un même bénéficiaire, un seul télégramme-mandat peut être envoyé si l'Administration de destination l'admet; dans ce cas, le numéro d'émission est indiqué de la manière suivante: «Mandats 201-203» et la somme globale à payer comporte le détail du montant de chaque mandat.

3. En cas d'émission d'un mandat télégraphique, soit par un bureau de poste d'une localité non dotée du service télégraphique, soit par un bureau non chargé du service télégraphique et situé dans une localité pourvue de plusieurs bureaux de poste, le nom du bureau d'émission doit être indiqué, immédiatement après le numéro postal d'émission, de la manière suivante: «Mandat ... de ... pour...».

4. Lorsque la localité où se trouve le bureau de poste de paiement n'est pas pourvue d'un bureau télégraphique, le télégramme-mandat doit porter l'indication du bureau de poste de paiement et celle du bureau télégraphique qui le dessert; lorsqu'il y a doute quant à l'existence d'un bureau télégraphique dans la localité de paiement ou lorsque le bureau télégraphique qui la dessert ne peut être indiqué, le télégramme-mandat doit porter, soit le nom de la subdivision territoriale, soit celui du Pays de paiement, soit ces deux indications ou toute autre précision jugée suffisante pour l'acheminement du télégramme-mandat.

5. La somme est exprimée de la façon suivante: nombre entier d'unités monétaires en chiffres puis en toutes lettres, nom de l'unité monétaire et, le cas échéant, fraction d'unités en chiffres.

6. Le nom patronymique d'un bénéficiaire féminin, même s'il est accompagné d'un prénom, doit être précédé de l'un des mots «Madame» ou «Mademoiselle», à moins que cette indication ne fasse double emploi avec celle d'une qualité, d'un titre, d'une fonction ou d'une profession permettant de déterminer nettement l'ayant droit; ni l'expéditeur ni le bénéficiaire ne peuvent être désignés par une abréviation ou un mot conventionnels.

7. Le nom de la résidence du bénéficiaire peut être omis s'il est le même que celui du bureau de paiement; quand les mandats télégraphiques sont adressés «poste restante» ou «télégraphe restant», les télégrammes-mandats doivent porter l'indication de service taxée correspondante à l'exclusion de toute autre mention équivalente.

ARTICLE 133

Avis d'émission

1. Tout mandat télégraphique donne lieu à l'établissement, par le bureau d'émission, d'un avis d'émission confirmatif conforme au modèle MP 3 ci-annexé.

2. Il est interdit d'apposer des timbres-poste ou des empreintes d'affranchissement sur cet avis.

3. L'avis d'émission est adressé sous enveloppe et par le plus prochain courrier, autant que possible par avion:

- a) directement au bureau de paiement, s'il s'agit d'un mandat-carte télégraphique;
- b) au bureau d'échange du Pays d'émission, s'il s'agit d'un mandat-liste télégraphique.

ARTICLE 134

Transmission des mandats-listes télégraphiques

1. Les mandats-listes télégraphiques sont transmis directement par le bureau de poste d'émission au bureau de poste de paiement sans passer par l'intermédiaire des bureaux d'échange.

2. Les mandats-listes télégraphiques donnent lieu à l'établissement d'une liste MP 2 spéciale qui porte en tête la mention «Mandats télégraphiques».

3. Les bureaux d'échange peuvent attribuer aux mandats-listes télégraphiques décrits sur les listes spéciales de l'espèce un numéro international d'une série propre aux mandats télégraphiques.

CHAPITRE III

PARTICULARITÉS RELATIVES À CERTAINES FACULTÉS ACCORDÉES AU PUBLIC

ARTICLE 135

Modification d'adresse

1. Sauf lorsqu'il s'agit d'une simple correction d'adresse prévue à l'article 58 de la Convention, le bureau de paiement d'un mandat télégraphique doit être en possession de l'avis d'émission, avant de donner suite à une *demande de modification d'adresse*.

2. Toutefois, l'Administration de paiement peut, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique de modification d'adresse sans attendre ni la confirmation postale ni l'avis d'émission.

ARTICLE 136

Réexpédition des mandats télégraphiques

1. La réexpédition (par voie postale ou par voie télégraphique) d'un mandat télégraphique est effectuée sans qu'il y ait lieu d'attendre l'avis d'émission.

2. En cas de réexpédition postale sur le Pays d'émission avant l'arrivée de l'avis d'émission, le bureau réexpéditeur se borne à modifier l'adresse du bénéficiaire et barre, d'un trait de plume, les indications du montant; le mandat est transmis sous enveloppe au bureau de la nouvelle destination; il en est de même de l'avis d'émission dès son arrivée au bureau réexpéditeur.

CHAPITRE IV

OPÉRATIONS DANS LE PAYS DE PAIEMENT

ARTICLE 137

Traitement des mandats télégraphiques irréguliers

1. Tout mandat télégraphique dont le paiement ne peut être effectué par suite d'adresse insuffisante ou inexacte, ou pour une autre cause non attribuable au bénéficiaire, donne lieu à l'envoi au bureau d'émission d'un avis de service télégraphique indiquant la cause du non-paiement.

2. *A la réception d'une demande de régularisation par avis de service télégraphique*, le bureau d'émission procède comme il est indiqué à l'article 112, § 5.

3. *Tout mandat télégraphique dont l'irrégularité n'a pas été redressée dans un délai normal par la voie aérienne ou télégraphique est régularisé dans la forme prescrite pour les mandats-poste.*

ARTICLE 138

Paiement des mandats télégraphiques

1. Les mandats télégraphiques sont mis en paiement dès réception et sans attendre l'avis d'émission; celui-ci est rattaché ultérieurement, si possible, au mandat acquitté par le bénéficiaire.

2. Les mandats télégraphiques dont l'avis d'émission parvient au bureau de paiement avant le télégramme-mandat ne doivent pas être payés au vu du seul avis d'émission; dans ce cas, il y a lieu de réclamer le télégramme-mandat au moyen d'un avis de service télégraphique; les avis d'émission qui ne seraient pas parvenus au bureau de paiement par le premier courrier après la date du mandat sont réclamés au moyen d'un bulletin de vérification conforme au modèle C 14 annexé au Règlement d'exécution de la Convention.

3. Les mandats-listes télégraphiques pour lesquels le bureau de paiement n'a pas reçu de télégramme-mandat ne peuvent être payés qu'après réception d'une ampliation de ce télégramme-mandat, réclamée par avis de service télégraphique.

4. Les mandats-listes télégraphiques pour lesquels le bureau d'échange du Pays de paiement n'a pas reçu, dans un délai normal, une liste MP 2, font l'objet de demandes d'explications adressées au bureau d'échange du Pays d'émission, qui doit répondre dans le plus bref délai; en cas de non-réponse dans un délai raisonnable, les mandats-listes télégraphiques effectivement payés peuvent être ajoutés d'office à la première liste MP 2 reçue de l'Administration d'émission; si la liste MP 2 manquante parvient après cette inscription d'office, elle est annulée ou rectifiée par le bureau d'échange qui la reçoit.

ARTICLE 139

Établissement de l'avis de paiement

Le soin d'établir un avis de paiement pour un mandat télégraphique incombe au bureau de paiement, qui le fait parvenir au bureau d'émission immédiatement après le paiement et sans attendre l'avis d'émission.

ARTICLE 140

Renvoi des mandats-cartes télégraphiques impayés

1. Les mandats-cartes télégraphiques qui n'ont pu être payés aux bénéficiaires pour une cause quelconque sont soumis aux dispositions de l'article 116.

2. Ils doivent être renvoyés sous enveloppe, accompagnés des avis d'émission y relatifs.

TITRE IV

DISPOSITIONS COMPTABLES

CHAPITRE I

RÈGLES COMMUNES

ARTICLE 141

Établissement des comptes mensuels

1. Chaque Administration de paiement dresse à la fin de chaque mois, pour chacune des Administrations dont elle a reçu des mandats, un compte mensuel *conforme au modèle MP 5 ci-annexé*; sur ce compte sont récapitulés, autant que possible dans l'ordre chronologique et suivant l'ordre alphabétique des bureaux d'émission, tous les mandats payés par ses propres bureaux, pour le compte de l'Administration correspondante, pendant le mois précédent; en cas de besoin, les mandats payés sont récapitulés sur une liste spéciale *conforme au modèle MP 6 ci-annexé* qui est jointe au compte mensuel dressé, dans ce cas, sur une formule *conforme au modèle MP 7 ci-annexé*.

2. L'Administration de paiement inscrit également sur ce compte:

- a) le montant des quotes-parts qui lui reviennent, en vertu de l'article 29 de l'Arrangement;
- b) le cas échéant, le montant des remboursements visés par l'article 28 et celui des intérêts prévus aux articles 28 et 31 de l'Arrangement.

3. Les autorisations de paiement acquittées sont traitées comme des mandats et décrites sur le compte MP 5 ou, éventuellement, sur la liste MP 6 dans les mêmes conditions que s'il s'agissait des titres eux-mêmes.

4. Le compte mensuel est transmis à l'Administration débitrice, au plus tard à la fin du mois qui suit celui auquel il se rapporte, accompagné des pièces à l'appui (mandats et autorisations de paiement quittancés).

5. A défaut de titres payés (mandats, autorisations de paiement), un compte mensuel négatif est adressé à l'Administration correspondante.

6. Les différences constatées par l'Administration débitrice dans les comptes mensuels sont reprises dans le premier compte mensuel à établir; elles sont négligées si le montant n'en excède pas 50 centimes par compte.

ARTICLE 142

Établissement du compte général

1. Le compte général, établi sur une formule conforme au modèle MP 8 ci-annexé, est dressé par l'Administration créancière immédiatement après la réception des comptes mensuels avant même d'avoir procédé à la vérification de détail de ces comptes.

2. Il doit être arrêté dans un délai de deux mois après l'expiration du mois auquel il se rapporte; ce délai est de quatre mois dans les relations avec les Pays éloignés.

3. Les Administrations peuvent s'entendre en vue de dresser le compte général par trimestre, par semestre ou par année.

ARTICLE 143

Règlement des comptes. Acomptes

1. Sauf accord contraire, le solde du compte général ou les totaux des comptes mensuels sont réglés au moyen de chèques ou de traites payables à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du Pays créancier, en monnaie de ce Pays et sans aucune perte pour lui; les frais de paiement sont supportés par l'Administration débitrice, à l'exception des frais extraordinaires, tels les frais de clearing, imposés par le Pays crédeur.

2. Le paiement doit être effectué, au plus tard, quinze jours après réception du compte général ou après réception du compte mensuel, si les règlements s'opèrent sur la base de ce compte; ce délai est d'un mois pour les Pays éloignés.

3. En cas de désaccord entre les deux Administrations sur le montant de la somme à payer, seul le paiement de la partie contestée peut être différé; l'Administration débitrice doit notifier à l'Administration créancière, dans les délais prévus au § 2, les raisons de la contestation.

4. Toute Administration qui se trouve à découvert, vis-à-vis d'une autre Administration, d'une somme dépassant 30 000 francs par mois a le droit de réclamer le versement, pendant le mois où les mandats sont émis, d'un acompte; la partie du solde mensuel moyen qui n'est pas couverte par l'acompte ne doit pas être supérieure à 30 000 francs; le solde mensuel moyen est calculé sur la base des trois derniers comptes mensuels acceptés; l'Administration débitrice doit payer l'acompte réclamé, au plus tard le quinzième jour du mois d'émission des mandats, à moins qu'elle ne puisse invoquer, à bon escient, que la moyenne des trois derniers mois révolus ne correspond plus à l'importance réelle du trafic des mandats; en cas de non-paiement dans le délai précité, les dispositions de l'article 31 de l'Arrangement sont applicables.

5. Lorsque la somme versée à titre d'acompte est supérieure au solde réel de la période considérée, la différence est reprise dans le compte suivant ou, le cas échéant, portée à l'avoir prévu au § 6.

6. En vue du paiement du solde ou du total du compte mensuel, chaque Administration peut entretenir auprès d'une autre Administration d'un Pays participant, après accord avec celle-ci, un avoir en monnaie de ce Pays.

CHAPITRE II

RÈGLES COMPTABLES PARTICULIÈRES AUX MANDATS-LISTES ET AUX MANDATS TÉLÉGRAPHIQUES

ARTICLE 144

Établissement des comptes mensuels

Les mandats-listes et les mandats télégraphiques sont soumis aux dispositions comptables spéciales ci-après:

a) Mandats-listes

1° les Administrations récapitulent, sur le compte mensuel, les totaux des listes reçues au cours du mois;

- 2° le compte mensuel est transmis à l'Administration débitrice dès réception de la dernière liste du mois auquel il se rapporte;
 - 3° les Administrations peuvent, d'un commun accord, renoncer à l'établissement de comptes mensuels et régler le montant de chaque liste au moyen d'un chèque ou d'une traite, à joindre à cette liste;
- b) Mandats télégraphiques
- 1° les mandats télégraphiques sont récapitulés, selon le cas, avec les mandats-cartes ou avec les mandats-listes;
 - 2° les mandats télégraphiques accompagnés, autant que possible, par les avis d'émission correspondants, sont joints au compte mensuel; les avis d'émission qui parviennent à l'Administration de paiement après l'envoi du compte sur lequel sont décrits les mandats télégraphiques auxquels ils se rapportent sont renvoyés à l'Administration d'émission annexés à l'un des comptes suivants;
 - 3° les dispositions de la lettre b), chiffre 2°, ne s'appliquent pas aux mandats-listes télégraphiques.

TROISIÈME PARTIE

BONS POSTAUX DE VOYAGE

ARTICLE 145

Règles générales d'émission

Sous réserve des particularités ci-après, les dispositions générales relatives à l'émission des mandats sont applicables à l'établissement des bons et des couvertures de carnets.

ARTICLE 146

Formules de bons et de couvertures de carnets. Approvisionnement

1. Les bons postaux de voyage sont établis sur des formules conformes au modèle MP 10 *ci-annexé*; confectionnés sur papier blanc, ils comportent un filigrane ombré représentant une tête allégorique de deux centimètres de hauteur environ. Une bande blanche de trois centimètres et demi de large est ménagée sur le côté gauche de la formule. Dans le haut de cette bande est situé le filigrane; au centre est appliqué un timbre sec en relief, le même pour tous les Pays, et qui représente une tête de Mercure; la partie inférieure de cette bande est réservée à l'empreinte du timbre sec que le service qui délivre les bons doit appliquer conformément à l'article 147. A l'exception de la bande blanche, la formule est revêtue d'un fond de sécurité constitué par l'impression très nette, en trois couleurs, d'une allégorie composée de quelques larges motifs comportant des modelés. L'indication «Bon postal de voyage» est imprimée en même temps que le fond de sécurité et dans les mêmes couleurs. *Il est fait usage de teintes nettement différentes pour les bons de chacune des trois valeurs prévues à l'article 36 de l'Arrangement.*

2. Chaque bon porte les mentions suivantes, imprimées au recto:

- a) le numéro d'une série allant de 1 à 100000;
- b) le nom du Pays d'émission;
- c) la valeur du bon suivie du nom de la monnaie dans laquelle il est établi;
- d) le nom du Pays dans lequel il est payable exclusivement.

3. Les bons vendus au public sont réunis et brochés en carnet sous couverture de couleur bleu clair, conforme au modèle MP 11 *ci-annexé*; le nom du Pays d'émission et le nom du Pays de paiement sont imprimés au recto.

4. Les Administrations sont approvisionnées en bons et en couvertures de carnets par le Bureau international qui en assure l'impression et les fournit au prix de revient.

ARTICLE 147

Établissement des bons

1. Lors de l'émission, les bons sont revêtus, dans la bande blanche ménagée au recto et à l'emplacement prévu à cet effet, de l'empreinte d'un timbre sec en relief, spécial au service qui les émet; le dernier jour de validité doit, de plus, être indiqué sur les bons, à la main, à la machine à écrire ou au moyen d'un timbre.

2. Les Administrations peuvent convenir d'indiquer, au moyen d'un gaufrage spécial, le nom du service émetteur.

ARTICLE 148

Confection et établissement des carnets

1. Les bons sont classés dans les carnets dans l'ordre numérique.
2. Le bureau qui émet un carnet indique sur la couverture, à l'emplacement réservé à cet effet, le dernier jour de validité des bons; il porte également sur les filets de cette couverture le nombre des bons émis ainsi que les numéros des premier et dernier de ces bons; le nom du Pays de paiement est indiqué d'une manière apparente sur le carnet et sur les bons aux emplacements prévus.
3. Les inscriptions doivent être faites à la main, à la machine à écrire ou au moyen d'un procédé mécanique d'impression.
4. L'empreinte du timbre sec en relief, mentionné à l'article 147, § 1, doit être apposée sur la couverture et à l'endroit prévu à cet effet, lors de l'établissement du carnet.

ARTICLE 149

Bons égarés, perdus ou détruits après paiement

Les dispositions de l'article 119 sont applicables, par analogie, dans le cas de bons postaux de voyage égarés, perdus ou détruits après paiement. Le titre de remplacement est établi sur une formule MP 10. L'Administration de paiement se procure, par l'intermédiaire de l'Administration d'origine, la déclaration du bénéficiaire destinée à tenir lieu d'acquit.

ARTICLE 160

Établissement des comptes

1. Le compte mensuel des bons payés est établi sur formule *conforme au modèle MP 9 ci-annexé*.
2. Ce compte est joint au compte mensuel MP 5 relatif aux mandats payés pendant la même période et le total en est ajouté à celui du compte MP 5.

QUATRIÈME PARTIE

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 161

Mise à exécution et durée du Règlement

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage.
2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Ottawa, le 3 octobre 1957.

SIGNATURES

(Les mêmes qu'aux pages 226 et 227 de ce volume.)

LISTE DES FORMULES

N° 1	Dénomination ou nature de la formule 2	Références 3
MP 1	Mandat de poste international.....	art. 104, § 1
MP 2	Liste des mandats de poste.....	art. 123, § 2, lettre a)
MP 3	Avis d'émission d'un mandat télégraphique.....	art. 133, § 1
MP 4	Réclamation concernant un mandat de poste international.....	art. 115, § 1
MP 5	Compte mensuel des mandats de poste et des autorisations de payement.....	art. 141, § 1
MP 6	Liste récapitulative des mandats de poste et des autorisations de payement.....	art. 141, § 1
MP 7	Compte mensuel des mandats de poste, des autorisations de payement et des mandats de remboursement.....	art. 141, § 1
MP 8	Compte général des mandats de poste.....	art. 142, § 1
MP 9	Compte mensuel des bons postaux de voyage.....	art. 150, § 1
MP 10	Bon postal de voyage.....	art. 146, § 1
MP 11	Carnet de bons postaux de voyage.....	art. 146, § 3
MP 12	Mandat de poste international pour libellé mécanographique.....	art. 104, § 2
MP 13	Autorisation de payement.....	art. 117

ANNEXES:

FORMULES MP 1 à MP 13



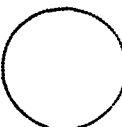
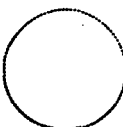


Recto

<p style="text-align: center;">Coupon (Peut être détaché par le destinataire)</p> <p style="text-align: center;">Montant du mandat _____</p> <p style="text-align: center;">(en chiffres arabes)</p> <p style="text-align: center;">Expéditeur</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">Timbre du bureau d'origine</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 50px; height: 50px; margin: 10px auto; border-radius: 50%;"></div> <p>Le 19.....</p>	<p style="text-align: center;">ADMINISTRATION DES POSTES d.....</p> <p style="text-align: center;">MANDAT DE POSTE INTERNATIONAL</p> <p>de la somme de: _____</p> <p style="text-align: center;">(en chiffres arabes)</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px; width: fit-content; margin: 5px auto;"> <p style="text-align: center;">(1)</p> <p style="text-align: center;">Cours du change</p> <p style="text-align: center;">Somme payée</p> </div> <p style="text-align: center;">_____</p> <p style="text-align: center;">(les unités en toutes lettres et en caractères latins)</p> <p>payable à</p> <p>.....</p> <p>Rue et numéro:</p> <p>Lieu de destination:</p> <p>Pays de destination:</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 10px;"> <p style="text-align: center;">Indications de service</p> <p>Numéro Signature de l'agent qui dresse le mandat:</p> <p>Date _____</p> <p>Bureau _____</p> </div> <p style="font-size: small;">(1) Indications à porter par l'Administration destinataire lorsqu'elle opère elle-même la conversion.</p>	<p style="text-align: right;">MP 1</p> <p style="font-size: x-small;">Application des timbres-poste ou indication de la taxe perçue</p> <p style="text-align: center; margin-top: 20px;">Timbre du bureau d'origine</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 80px; height: 80px; margin: 10px auto; border-radius: 50%;"></div> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 10px; width: fit-content;"> <p style="text-align: center;">Somme versée</p> <p style="text-align: center;">_____</p> <p style="text-align: center;">(Monnaie du Pays d'origine)</p> </div>
---	--	---

Mandats, Ottawa 1957, art. 104, § 1 — Dimensions: 148 X 105 mm, couleur rose

Verso

	<p>(Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu)</p>	<p style="text-align: right;">MP 1</p>
	<p>Quittance du destinataire</p> <p>Reçu la somme indiquée d'autre part.</p> <p>Lieu:, le 19.....</p> <p>Signature du destinataire: _____</p>	
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content;"> <p style="text-align: center;">Registre d'arrivée</p> <p style="text-align: center; margin-top: 20px;">N°</p> </div>	<p>.....</p>	<p style="text-align: center;">Timbre du bureau payeur</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 80px; height: 80px; margin: 10px auto; border-radius: 50%;"></div>

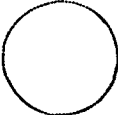
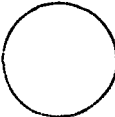
ADMINISTRATION DES POSTES d.....			MP 3
AVIS D'ÉMISSION ⁽¹⁾ d'un mandat télégraphique ⁽²⁾			
déposé au bureau d....., le..... 19.....			
pour le bureau d..... (.....)			(Pays)
Nom de l'expéditeur 1	Numéro du mandat 2	Nom, prénom(s), qualité et domicile du desti- nataire 3	Montant du mandat 4
		En monnaie du Pays de destination	
		(*)  	
Timbre du bureau d'origine		Timbre du bureau destinataire	
	Lieu:.....		En monnaie du Pays d'origine
	Date:..... 19.....		 
	Signature de l'agent qui dresse l'avis:		
<small>(1) A envoyer sous enveloppe, par le prochain courrier et autant que possible par avion. (2) Le montant ne peut pas être payé sur le vu de cet avis d'émission, mais seulement sur celui du télégramme auquel cet avis se rapporte.</small>			

MP 4

ADMINISTRATION DES POSTES d.....
 BUREAU d.....

RÉCLAMATION

ordinaire
 concernant un mandat de poste international (1) —
 télégraphique

<p>(A remplir par le bureau d'origine)</p> <p>Nom et domicile du réclamant:..... Bureau d'émission:..... Date d'émission:..... Numéro d'émission:..... Montant { en monnaie du Pays de destination:..... { en monnaie du Pays d'origine:..... Nom et adresse complète du destinataire:..... Bureau de destination:..... Renseignements complémentaires:..... Si le mandat a été égaré, le montant doit être payé au destinataire primitif. (1) à l'expéditeur. le 19.....</p> <p style="text-align: center;">Timbre du bureau d'origine</p> <div style="text-align: center; margin-top: 20px;">  </div> <p style="text-align: center;">Signature:..... </p>	<p>(A remplir par le bureau destinataire)</p> <p>Le mandat décrit ci-contre (1) — a été dûment payé au destinataire le 19..... — est encore en instance au bureau d..... (2) — a été remis au destinataire, qui n'a pas encore pris livraison du montant (3) — a été renvoyé au bureau d'origine le 19..... — a été réexpédié le 19..... à — n'est pas parvenu au bureau d..... (4) , le 19.....</p> <p style="text-align: center;">Timbre du bureau destinataire</p> <div style="text-align: center; margin-top: 20px;">  </div> <p style="text-align: center;">Signature:..... </p>
---	---

(1) Biffer ce qui ne convient pas.
 (2) Intéresse les Pays qui payent à domicile ou qui remettent un avis d'arrivée.
 (3) Intéresse les Pays qui distribuent les mandats aux destinataires.
 (4) Ajouter, si possible, la déclaration du destinataire.

MP 5

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

Année 19.....

Mois d.....

COMPTE MENSUEL

des mandats de poste et des autorisations de paiement

émis par l'Administration d.....

et payés, pendant le mois désigné ci-dessus, par l'Administration d.....

Numéro courant des mandats et des autorisations de paiement payés 1	Émission				Mandats et autorisations de paiement taxés 6	Mandats et autorisations de paiement en franchise de taxe 7	Débit de l'Ad- ministration émettrice des mandats 8
	Année 2	Mois 3	Bureau 4	Numéro 5			
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							
13							
14							
15							
16							
17							
18							
19							
20							
Totaux							
Mandats et autorisations de paiement taxés (colonne 6)							
Droit de ¼% sur les mandats et autorisations de paiement taxés							
Quote-part fixe (..... c par mandat)							
Mandats et autorisations de paiement en franchise de taxe (colonne 7)							
Total général des sommes dues par l'Administration d..... à celle d.....							

Le présent compte du mois d..... 19..... est certifié conforme au total des..... mandats et autorisations de paiement ci-annexés.

Signature:

....., le..... 19.....

MP 6

Année 19.....

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

Mois d.....

LISTE RÉCAPITULATIVE

N°.....

des mandats de poste et des autorisations de paiement

émis par l'Administration d.....

et payés, pendant le mois désigné ci-dessus, par l'Administration d.....

Numéro courant 1	Émission				Mandats et autorisations de paiement (1) taxés 6	Observations 7
	Année 2	Mois 3	Bureau 4	Numéro 5		
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
0						
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
0						
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
0						
Total (*)						

(1) Relever séparément les mandats et autorisations de paiement en franchise de taxe, soit à la fin de cette liste avec la mention y relative dans la colonne «Observations», soit aux listes complémentaires ou en utilisant des listes spéciales. Inscrire les autorisations de paiement au rang qu'occuperaient les mandats auxquels elles se rapportent et les signaler dans la colonne «Observations».

(2) A récapituler sur la dernière liste ou à reporter au compte mensuel MP 7.

MP 7

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

Année 19.....

Mois d.....

COMPTÉ MENSUEL

des mandats de poste, des autorisations de paiement et des mandats de remboursement (*)

émis par l'Administration d.....

et payés, pendant le mois désigné ci-dessus, par l'Administration d.....

Nombre des mandats et des autorisations de paiement payés 1	Titre 2	Montant des mandats et des autorisations de paiement payés 3	Montant des droits et des quotes-parts 4
	Mandats et autorisations de paiement taxés (*)		
	Droit de 1/2% sur les mandats et autorisations de paiement taxés. ...		
	Quote-part fixe (..... c par mandat)		
	Mandats et autorisations de paiement en franchise de taxe (*).....		
	Totaux		
	Mandats de remboursement selon le compte particulier, formule R 5. A déduire les droits et les quotes-parts sur les mandats de remboursement.....		
	Totaux généraux		
	Total des droits et des quotes-parts à (*) ajouter déduire		
	Inscriptions éventuelles selon les art. 29 et 32 de l'Arrangement: (sommes à rembourser et intérêts)		
		
		
		
	Total général des sommes dues par l'Administration d..... à l'Administration d.....		

Le présent compte du mois d..... 19..... est certifié conforme

au total des..... mandats et autorisations de paiement ci-annexés.

Signature:

....., le..... 19.....

(1) Dans ce compte peuvent aussi être compris les sommes à rembourser et les intérêts prévus aux articles 29 et 32 de l'Arrangement.

(2) Total établi sur formule(s) MP 6 ci-annexé(e)s.

(3) Biffer ce qui ne convient pas.

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

COMPTE GÉNÉRAL
des mandats de poste

Mandats de poste échangés

entre l'Administration d⁽¹⁾.....
et l'Administration d⁽²⁾.....
pendant..... 19.....

Période	Avoir de l'Administration d ⁽¹⁾		Avoir de l'Administration d ⁽²⁾	
	Mandats	Droits	Mandats	Droits
.....				
.....				
.....				
Totaux				
Conversion au taux de:				

Balance
Acomptes
Solde

au⁽³⁾ crédit de l'Administration d⁽¹⁾.....
débit

Détail des acomptes:

Dates:	Montants:
.....
.....
.....
.....

Dressé à.....
le..... 19.....
Signature:

Vu et accepté,
....., le..... 19.....
Signature:

(1) Nom de l'Administration qui établit le compte.
(2) Nom de l'Administration correspondante.
(3) Biffer ce qui ne convient pas.

MP 9

ADMINISTRATION DES POSTES d.....

COMPTE MENSUEL

Année 19.....

.....annexe.....

des bons postaux de voyage

Mois d.....

échangés entre l'Administration d..... et l'Administration d.....

Numéro courant des bons payés 1	Année d'émission 2	Mois d'émission 3	Bureau d'émission	Numéro du bon 4	Montant en monnaie du Pays payeur 5
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
20					
21					
22					
23					
24					
25					
Total des bons payés					
Droit de 1%					
Total général des sommes dues par l'Administration d.....			à l'Administration d.....		

Le présent compte du mois d..... 19.....

est certifié conforme au total des..... bons ci-annexés.

Signature:

..... le..... 19.....

<p style="text-align: center;">Talon à la disposition du titulaire</p> <hr style="width: 20%; margin: 5px auto;"/> <p style="text-align: center;">BON POSTAL DE VOYAGE</p> <p style="text-align: center;">Montant (en monnaie du Pays de paiement)</p> <div style="border: 1px solid black; height: 15px; width: 100%; margin: 5px 0;"></div> <p style="text-align: center;">Bureau payeur</p> <hr style="width: 80%; margin: 5px auto;"/> <p style="text-align: center;">Date de paiement</p> <hr style="width: 80%; margin: 5px auto;"/>	<p style="text-align: right;">MP 10</p> <p style="text-align: center;">ADMINISTRATION DES POSTES</p> <p style="text-align: right;">N°.....</p> <p style="text-align: right;">Bureau émetteur</p> <p>d</p> <p style="text-align: right;">Valable jusqu'au.....</p> <p style="text-align: center;">BON POSTAL DE VOYAGE</p> <p style="text-align: center;">de la somme de..... (en chiffres arabes, avec indication de la monnaie)</p> <p style="text-align: center;">..... (en toutes lettres)</p> <p>payable exclusivement (Nom du Pays de paiement)</p> <p style="text-align: center;">entre les mains de la personne désignée sur la couverture du carnet</p> <p style="text-align: left; font-size: small;">Timbre sec du bureau d'émission</p>
---	---

Mandate, Ottawa 1957, art. 146, § 1—Dimensions: 162 X 114 mm, différentes teintes

Verso

<p style="text-align: center;">Description des pièces d'identité produites:</p> <p style="text-align: center; margin-top: 20px;">Reçu contre ce bon postal de voyage</p> <p style="text-align: center;">la somme de</p> <p style="text-align: center;">....., le 19.....</p> <p style="text-align: center;">Signature:</p> <p style="text-align: center; font-size: x-small;">.....</p> <p style="text-align: center; font-size: x-small;">(La signature doit être conforme à celle qui figure sur la couverture)</p>		
<p style="font-size: x-small;">Timbre à date du bureau payeur</p>	<p style="text-align: center;">Payé</p> <p style="text-align: center;">le..... 19.....</p> <p style="text-align: center;">par</p>	<p style="font-size: x-small;">N° du paiement</p>

1^{re} page de la couverture

ADMINISTRATION DES POSTES	MP 11																		
d.....	Valable jusqu'au inclusivement																		
CARNET DE BONS POSTAUX DE VOYAGE (1)																			
contenant	<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 5%; text-align: center;">(1)</td> <td style="width: 35%; border-bottom: 1px solid black;">bons</td> <td style="width: 10%; text-align: center;">N^{os}</td> <td style="width: 15%; border-bottom: 1px solid black;">à</td> <td style="width: 15%; border-bottom: 1px solid black;">de</td> <td style="width: 20%; border-bottom: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">(2)</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;">bons</td> <td style="text-align: center;">N^{os}</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;">à</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;">de</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td></td> <td style="border-bottom: 1px solid black;">bons</td> <td style="text-align: center;">N^{os}</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;">à</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;">de</td> <td style="border-bottom: 1px solid black;"></td> </tr> </table>	(1)	bons	N ^{os}	à	de		(2)	bons	N ^{os}	à	de			bons	N ^{os}	à	de	
(1)	bons	N ^{os}	à	de															
(2)	bons	N ^{os}	à	de															
	bons	N ^{os}	à	de															
Payable exclusivement																			
(Pays de paiement)																			
<p>(1) Voir les dispositions à la 4^e page de la couverture. (2) Nombre, numéros et montant des bons en chiffres arabes. Le montant des bons doit être exprimé dans la monnaie du Pays de paiement.</p>																			
M..... (Nom et prénom(s)) (Adresse) (Lieu de domicile)	Timbre sec (en relief) du bureau émetteur																		
Signature du titulaire:																			

Mandats, Ottawa 1957, art. 146, § 3 — Dimensions: 162 X 114 mm, couleur bleu clair

4^e page de la couverture

<ol style="list-style-type: none"> 1. Les bons postaux de voyage sont libellés en monnaie du Pays où ils doivent être payés; ce Pays est désigné à la 1^{re} page de la couverture du présent carnet. 2. Dans les bureaux participant au service, le paiement a lieu contre remise du bon signé à l'encre. L'ayant droit doit justifier de son identité soit par la production de son passeport ou d'une carte d'identité postale, soit au moyen d'une autre preuve admise dans le Pays payeur. 3. Lorsque le service payeur ne dispose pas des fonds nécessaires au paiement du ou des bons qui lui sont présentés, le paiement peut être suspendu jusqu'au moment où ce service s'est procuré les fonds. 4. Les sommes versées pour être converties en bons sont, dans le délai de prescription fixé par la législation du Pays d'émission, garanties aux ayants droit jusqu'au moment où les bons ont été régulièrement payés. La réclamation de l'ayant droit concernant le paiement d'un bon à une personne non autorisée n'est admise que dans le délai d'un an à partir du lendemain de l'émission de ce bon. Les Administrations 	<p>postales ne sont pas responsables des conséquences que peuvent entraîner la perte, la soustraction ou l'emploi frauduleux de carnets ou de l'un ou l'autre des bons qu'ils contiennent.</p> <ol style="list-style-type: none"> 5. Aucune réclamation ne peut être introduite contre l'Administration du Pays d'émission si le carnet qui fait l'objet de la réclamation n'est pas produit. Toutefois, en cas de perte d'un carnet ou d'un ou de plusieurs bons, l'intéressé doit prouver à l'Administration émettrice qu'il a demandé la délivrance d'un carnet de bons et qu'il a versé, à cet effet, la somme totale correspondante. Le remboursement ne peut être effectué que lorsque ladite Administration s'est assurée que les bons déclarés perdus n'ont pas été payés. 6. Les carnets ou l'un ou l'autre des bons qu'ils contiennent ne sont transmissibles à des tiers ni par endossement ni par cession; ils ne peuvent être mis en gage. <p>Sous réserve de ce qui est prévu par la législation interne de chaque Pays, il n'est pas donné suite aux demandes qui sont présentées en vue de faire opposition au paiement de bons régulièrement émis.</p>
--	---

Recto

<p style="text-align: center;">Coupon (Peut être détaché par le destinataire)</p> <p style="text-align: center;">_____</p> <p style="text-align: center;">Montant du mandat</p> <div style="text-align: center;"> </div> <p style="text-align: center;">(en chiffres arabes)</p> <p style="text-align: center;">Expéditeur</p> <p style="text-align: center;">Timbre du bureau d'origine</p> <div style="text-align: center;"> </div> <p style="text-align: center;">Le.....19.....</p>	<p style="text-align: center;">ADMINISTRATION DES POSTES d.....</p> <p style="text-align: center;">MANDAT DE POSTE INTERNATIONAL</p> <p style="text-align: center;">pour libellé mécanographique de la somme de:</p> <div style="text-align: center;"> </div> <p style="text-align: center;">(Les unités en toutes lettres et en caractères latins) (en chiffres arabes)</p> <p style="text-align: center;">payable à</p> <p style="text-align: center;">Indications de service</p> <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 30%; border: none;"> Numéro } Date } Bureau } </td> <td style="width: 10%; border: none; text-align: center; vertical-align: middle;"> d'émission </td> <td style="width: 60%; border: none;"> Signature de l'agent qui dresse le mandat: _____ </td> </tr> </table> <p style="text-align: center;">(1) Indications à porter par l'Administration destinataire lorsqu'elle opère elle-même la conversion.</p>	Numéro } Date } Bureau }	d'émission	Signature de l'agent qui dresse le mandat: _____	<p style="text-align: center;">MP 12</p> <p style="text-align: center;">Application des timbres-poste ou indication de la taxe perçue</p> <p style="text-align: center;">Timbre du bureau d'origine</p> <div style="text-align: center;"> </div>	
Numéro } Date } Bureau }	d'émission	Signature de l'agent qui dresse le mandat: _____				
<table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 60%; border: none;"> Somme versée </td> <td style="width: 40%; border: none;"> </td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="border: none; text-align: center;"> (Monnaie du Pays d'origine) </td> </tr> </table>			Somme versée		(Monnaie du Pays d'origine)	
Somme versée						
(Monnaie du Pays d'origine)						

Mandats, Ottawa 1957, art. 104, § 2 — Dimensions: 148 X 105 mm, couleur rose

Verso

	<p>(Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu)</p>
<p>Quittance du destinataire</p> <p>Reçu la somme indiquée d'autre part.</p> <p>Lieu:....., le.....19.....</p> <p>Signature du destinataire: _____</p>	
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: 100%;"> <p style="text-align: center;">Registre d'arrivée</p> <p style="text-align: center;">N°</p> </div>	<p style="text-align: right;">Timbre du bureau payeur</p> <div style="text-align: right;"> </div>

Recto

<p style="text-align: center;">COUPON (Peut être remis au destinataire)</p> <p>Montant de l'autorisation de paiement</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; margin: 5px 0;"></div> <p style="text-align: center;">(en chiffres arabes)</p> <p>(¹) Remplacement du Complément du mandat de poste international expédié</p> <p>le..... 19.....</p> <p>par.....</p> <p>.....</p> <p>Timbre du service émetteur</p> <div style="border: 1px solid black; width: 80px; height: 80px; margin: 10px auto; border-radius: 50%;"></div>	<p style="text-align: right;">ADMINISTRATION DES POSTES d..... MP 13</p> <p>AUTORISATION DE PAYEMENT N°.....</p> <p>en (¹) remplacement complément d'un mandat de poste international</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 40px; margin: 5px auto; display: flex; justify-content: space-between; align-items: center;"> <div style="font-size: 8px;">(²) Cours du change</div> <div style="font-size: 8px;">Somme payée</div> </div> <p>Le bureau de poste d..... est autorisé à payer la somme de <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 15px; display: inline-block;"></div> (en chiffres arabes)</p> <p style="text-align: center; font-size: 8px;">(les unités en toutes lettres et en caractères latins)</p> <p>à..... (Nom ou raison sociale)</p> <p style="text-align: center;">..... (Rue et numéro)</p> <p style="text-align: center;">..... (Localité et Pays de destination)</p> <p>en (¹) remplacement complément du mandat de poste international n°.....</p> <p>émis à..... le..... 19.....</p> <p>et expédié par..... le..... 19.....</p> <p>Signature de l'agent qui dresse l'autorisation de paiement:</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px; margin: 5px auto; display: flex; justify-content: space-between; align-items: center; font-size: 8px;"> <div>Montant en monnaie du Pays d'origine</div> </div> <p style="font-size: 8px;">(¹) Biffer ce qui ne convient pas. (²) Indications à porter par l'Administration de destination lorsqu'elle opère elle-même la conversion.</p>
--	---

Mandats, Ottawa 1957, art. 117—Dimensions: 148 X 105 mm, couleur rose

Verso

	<p>(Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu)</p>
	<p>Quittance du destinataire</p> <p>Reçu la somme indiquée d'autre part.</p> <p>Lieu:....., le..... 19.....</p> <p>Signature du destinataire:</p>
<div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 80px; margin-bottom: 5px;"></div> <p style="text-align: center; font-size: 8px;">Registre d'arrivée</p> <p style="text-align: center;">N°.....</p>	<p style="text-align: right; font-size: 8px;">Timbre du bureau payeur</p> <div style="border: 1px solid black; width: 80px; height: 80px; margin: 10px auto; border-radius: 50%;"></div>

[TRANSLATION — TRADUCTION]

UNIVERSAL POSTAL UNION
ACTS OF THE CONGRESS OF OTTAWA, 1957

IV

No. 5214. AGREEMENT CONCERNING POSTAL MONEY
ORDERS AND POSTAL TRAVELLERS' CHEQUES.
SIGNED AT OTTAWA, ON 3 OCTOBER 1957

NOTE. — Square brackets [] indicate a note that does not appear in the original text—usually the accepted English form of an expression necessarily retained in French.¹

TABLE OF CONTENTS
OF THE AGREEMENT CONCERNING POSTAL MONEY ORDERS
AND POSTAL TRAVELLERS' CHEQUES

SECTION I

PRELIMINARY CLAUSES

Art.

1. Subject of the Agreement.

SECTION II

MONEY ORDERS

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

2. Methods of exchange.

CHAPTER II

ISSUE OF MONEY ORDERS

3. Currency. Conversion.
4. Maximum amount of an order.
5. Payment. Receipt.
6. Charges.
7. Exemption.
8. Special provisions applicable to the issue of telegraph money orders.

CHAPTER III

SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES
ACCORDED TO THE PUBLIC

9. Advice of payment. Express delivery. Payment to payee in person. Dispatch by air.
10. Withdrawal. Alteration of address.
11. Retransmission.
12. Endorsement.

¹ [*Translation — Traduction*] NOTE. — Les expressions entre crochets [] sont des annotations qui ne figurent pas dans le texte original ; d'une manière générale, il s'agit de l'équivalent en anglais d'une expression qui a dû être conservée en français.

CHAPTER IV

PAYMENT OF MONEY ORDERS

Art.

13. Period of validity. Extension of the period of validity.
14. Maximum amount payable.
15. General rules for payment of orders.
16. Express delivery.
17. Postal charges payable by payee.
18. Special provisions applicable to payment of telegraph money orders.

CHAPTER V

UNPAID MONEY ORDERS. AUTHORITIES TO PAY

19. Unpaid money orders.
20. Authority to pay.
21. Void money orders.

CHAPTER VI

RESPONSIBILITY

22. Principle and extent of responsibility.
23. Exceptions to the principle of responsibility.
24. Cessation of responsibility.
25. Determination of responsibility.
26. Payment of claims. Claim for repayment.
27. Period allowed for payment of claims.
28. Repayment to the Administration of issue of amounts disbursed on behalf of the Administration of payment.

CHAPTER VII

ACCOUNTING

29. Apportionment of charges.
30. Preparation of accounts.
31. Settlement of accounts.

CHAPTER VIII

MISCELLANEOUS PROVISIONS

32. Offices transacting money order business.
33. Participation of non-postal agencies.
34. Prohibition of fiscal or other charges.

SECTION III

POSTAL TRAVELLERS' CHEQUES

CHAPTER I

GENERAL. ISSUE OF CHEQUES

Art.

- 35. Definition. Booklets.
- 36. Currency. Maximum value. Conversion.
- 37. Charges.
- 38. Cost.

CHAPTER II

PAYMENT OF CHEQUES

- 39. Validity of cheques. Payment.
- 40. Demands for stoppage of payment.

CHAPTER III

CLAIMS. RESPONSIBILITY. ACCOUNTING

- 41. Claims and responsibility.
- 42. Apportionment of charges. Preparation of accounts.

SECTION IV

FINAL PROVISIONS

- 43. Application of the Convention and of certain Agreements.
- 44. Approval of proposals made in the interval between Congresses.
- 45. Entry into force and duration of the Agreement.

AGREEMENT¹ CONCERNING POSTAL MONEY ORDERS AND POSTAL TRAVELLERS' CHEQUES

CONCLUDED BETWEEN

THE PEOPLE'S REPUBLIC OF ALBANIA, GERMANY, THE KINGDOM OF SAUDI ARABIA, THE ARGENTINE REPUBLIC, AUSTRIA, BELGIUM, BOLIVIA, THE PEOPLE'S REPUBLIC OF BULGARIA, CAMBODIA, CHILE, CHINA, THE REPUBLIC OF COLOMBIA, THE REPUBLIC OF KOREA, THE REPUBLIC OF CUBA, DENMARK, THE DOMINICAN REPUBLIC, EGYPT, THE REPUBLIC OF EL SALVADOR, SPAIN, THE SPANISH TERRITORIES IN AFRICA, FINLAND, FRANCE, ALGERIA, THE WHOLE OF THE TERRITORIES REPRESENTED BY THE FRENCH OFFICE OF OVERSEAS POSTS AND TELECOMMUNICATIONS, GREECE, THE REPUBLIC OF HAITI, THE REPUBLIC OF HONDURAS, THE HUNGARIAN PEOPLE'S REPUBLIC, THE REPUBLIC OF INDONESIA, IRAN, THE REPUBLIC OF ICELAND, ITALY, THE TERRITORY OF SOMALIA UNDER ITALIAN ADMINISTRATION, JAPAN, LAOS, LEBANON, THE REPUBLIC OF LIBERIA, LIBYA, LUXEMBOURG, MOROCCO, MEXICO, THE PRINCIPALITY OF MONACO, NICARAGUA, NORWAY, THE REPUBLIC OF PANAMA, PARAGUAY, THE NETHERLANDS, THE NETHERLANDS ANTILLES AND SURINAM, PERU, THE POLISH PEOPLE'S REPUBLIC, PORTUGAL, THE PORTUGUESE PROVINCES IN WEST AFRICA, THE PORTUGUESE PROVINCES IN EAST AFRICA, ASIA AND OCEANIA, THE ROMANIAN PEOPLE'S REPUBLIC, THE REPUBLIC OF SAN MARINO, THE REPUBLIC OF THE SUDAN, SWEDEN, THE SWISS CONFEDERATION, SYRIA, CZECHOSLOVAKIA, THAILAND, TUNISIA, TURKEY, THE EASTERN REPUBLIC OF URUGUAY, THE STATE OF THE CITY OF THE VATICAN, THE REPUBLIC OF VENEZUELA, VIET-NAM, YEMEN, THE FEDERAL PEOPLE'S REPUBLIC OF YUGOSLAVIA.

¹ Came into force on 1 April 1959, in accordance with article 45. The instruments of ratification or accession (a) were deposited with the Canadian Government on the dates indicated :

Argentina (with reservations ; see p. 107)	15 April	1959	Luxembourg	13 January	1960
Austria	4 May	1959	Mexico	19 March	1959
Belgium	5 March	1959	Mouaco	2 September	1959
Bulgaria	13 May	1959	Morocco	9 July	1959
Cambodia	12 January	1960	Netherlands	27 August	1959
Republic of China	6 October	1959	(Including Netherlands New Guinea, Surinam and the Netherlands Antilles.)		
Czechoslovakia	13 May	1959	Norway	19 August	1958
Denmark	13 August	1958	Peru	21 May	1959
Finland	6 March	1959	San Marino	31 March	1959
France	8 May	1959	Spain	29 July	1959
(Including Algeria and the whole of the territories re- presented by the French Office of Overseas Posts and Telecommunications, com- posed of the countries and territories designated below and the Franco-British Con- dominium of the New He- brides.)†			(Including the Spanish territories of Africa.)		
Greece	2 October	1959	Sudan	1 March	1960
Hungary	5 April	1960	Sweden	2 May	1958
Iceland	27 November	1958	Switzerland	14 November	1958
Italy	9 June	1960	Tunisia	24 March	1959
Japan	7 November	1958	United Arab Republic:		
Lebanon	23 July	1958	Egyptian Province	15 January	1959
			Syrian Province	15 January	1959
			Vatican City State	13 April	1960
			Republic of Viet-Nam	3 December	1959
			Yemen	3 April	1959 (a)

† (a) *States members of the Community*: Republic of Senegal, Sudanese Republic, Republic of the Ivory Coast, Republic of the Niger, Republic of the Upper Volta, Republic of Dahomey, Islamic Republic of Mauritania, Gabon Republic, Republic of the Congo, Central African Republic, Republic of Chad, Malagasy Republic.

(b) *Overseas territories*: Comoro Islands, New Caledonia and dependencies, French Polynesia, French Somaliland, St. Pierre and Miqueloin.

(c) *Trust Territories of France*: Cameroons, Autonomous Republic of Togo.

Having regard to article 22 of the Universal Postal Convention concluded at Ottawa on 3 October 1957,¹ the undersigned, Plenipotentiaries of the Governments of the above-named countries, have, by common consent and subject to ratification, drawn up the following Agreement :

SECTION I

PRELIMINARY CLAUSES

Article 1

SUBJECT OF THE AGREEMENT

The present Agreement governs, on the one hand, the exchange of postal money orders, hereinafter referred to as "money orders", and, on the other hand, the postal travellers' cheque service which the signatory countries agree to institute in their reciprocal relations.

SECTION II

MONEY ORDERS

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

Article 2

METHODS OF EXCHANGE

1. Money orders may be exchanged either by post or, if telegrams of advice are allowed in relations between the countries concerned, by telegraph.
2. The exchange of money orders by post may be effected, at the option of the Administrations, by means of cards or lists. In the former case, the orders are called "card money orders" and in the latter case, "list money orders".
3. The exchange of money orders by telegraph may be effected by telegraph card money order or by telegraph list money order, both categories being called "telegraph money orders".

CHAPTER II

ISSUE OF MONEY ORDERS

Article 3

CURRENCY. CONVERSION

1. In the absence of any agreement to the contrary, every order is drawn up in the currency of the country of payment.

¹ United Nations, *Treaty Series*, Vol. 364, p. 3.

2. The Administration of issue fixes the rate of conversion of its currency into the currency of the country of payment.

Article 4

MAXIMUM AMOUNT OF AN ORDER

1. The maximum amount of an order may not exceed the equivalent of 1,000 francs. Nevertheless, each Administration is empowered to fix a lower maximum.
2. By way of exception, no maximum is fixed for the orders referred to in article 7.

Article 5

PAYMENT. RECEIPT

1. Each Administration fixes the form in which the remitter of an order must pay in the sum to be transferred.
2. A receipt is given free of charge to the remitter at the time of paying in the money.

Article 6

CHARGES

1. The charge to be collected at the time of issue consists of :
 - (a) A maximum fixed charge of 25 centimes for each order ;
 - (b) A maximum proportional charge calculated as follows :
 - In the case of card money orders, $\frac{1}{2}$ per cent of the amount paid in ;
 - In the case of list money orders, 1 per cent of the amount paid in ;
 - (c) Any charges payable for special services (request for advice of payment, for express delivery, etc.).
2. Each Administration is empowered to adopt, for the collection of the proportional charge, the scale best suited to its own service.
3. Money orders exchanged between a country party to this Agreement and a country not a party, through the intermediary of another country party to the Agreement, may be subjected by the Administration of the intermediary country, to a supplementary charge deducted from the amount of the money order ; this charge may, however, be collected from the remitter and credited to the Administration of the intermediary country, if the Administrations concerned have agreed thereto.

Article 7

EXEMPTION

Money orders issued in connexion with the postal service and exchanged in the circumstances specified in article 38 of the Convention are exempt from all postal charges.

Article 8

SPECIAL PROVISIONS APPLICABLE TO THE ISSUE OF TELEGRAPH MONEY ORDERS

1. Telegraph money orders are subject to the provisions of the Telegraph Regulations annexed to the International Telecommunication Convention.
2. In addition to the postal charge, the remitter of a telegraph money order pays the charge for the telegram, including the cost of any private message for the payee.

CHAPTER III

SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES
ACCORDED TO THE PUBLIC*Article 9*ADVICE OF PAYMENT. EXPRESS DELIVERY. PAYMENT TO PAYEE IN PERSON.
DISPATCH BY AIR

1. The remitter of a money order may apply for an advice of payment. Article 69 of the Convention applies to advices of payment.
2. Subject to the provisions of article 16, the remitter of a money order may request the delivery of the amount at the payee's address, by express messenger, immediately after the receipt of the order ; in such cases, article 57 of the Convention applies.
3. In relations with those countries which agree to payment to payee in person the remitter of a money order may request, by means of an indication on the form, that payment be made exclusively to the payee in person and against his personal receipt. In such cases, the remitter pays a special fee of 20 centimes or the fee charged in the country of origin for a request for payment to payee in person. The money order must be accompanied by an advice of payment.
4. If the Administrations concerned have agreed thereto, the remitter of a list money order may request that the order be dispatched by air between the exchange office of the country of payment and the office of payment. In such cases, the method of collecting the air-mail surcharge is the subject of direct agreement between the Administrations.

Article 10

WITHDRAWAL. ALTERATION OF ADDRESS

The remitter of a money order may, under the conditions prescribed by article 58, §§ 2 to 4, of the Convention, have it withdrawn from the service or have its address altered, so long as the order or the amount has not been delivered to the payee.

Article 11

RETRANSMISSION

1. In the event of a change in the payee's address and in so far as a money order service is maintained between the retransmitting country and the new country of destina-

tion, any order may be retransmitted by post or by telegraph at the request of either the remitter or the payee.

2. The retransmission by post of postal or telegraph card money orders is effected without the collection of a charge and without the issue of a new money order if the new country of destination maintains a card money order service on the basis of this Agreement with the country of issue.

3. In all other cases, the retransmission is effected by means of a new money order, the charges for which, including the telegraph charges, if any, are deducted from the amount of the money order retransmitted.

4. In the event of retransmission, the provisions of article 59, § 7, of the Convention apply with respect to the *poste restante* fee and the additional express charge.

Article 12

ENDORSEMENT

Each country has the right to provide that the ownership of money orders issued in any other country may be transferred within its territory by means of endorsement.

CHAPTER IV

PAYMENT OF MONEY ORDERS

Article 13

PERIOD OF VALIDITY. EXTENSION OF THE PERIOD OF VALIDITY

1. Money orders are valid :

- (a) As a general rule, until the expiration of the first month which follows that in which they are issued ; by agreement between the Administrations concerned, until the expiration of the third month which follows that in which they are issued ;
- (b) In services with distant countries, until the expiration of the seventh month which follows the month of issue.

2. After this period, card money orders are paid only under an "authority for payment" given by the Administration of issue at the request of the Administration of payment. An authority for payment may not be given in the case of list money orders.

3. The authority for payment gives to the card money order, from the date on which it is given, a new period of validity equal to that which an order issued the same day would have.

4. If the non-payment of the order before the expiration of the period of validity is not due to an error in the service, a charge called the "authority for payment" charge equal to that provided for by article 67 of the Convention may be collected.

Article 14

MAXIMUM AMOUNT PAYABLE

1. In the absence of any agreement to the contrary, the maximum amount for money orders payable in a country is the same as that adopted by the Administration of that country for the issue of money orders.

2. When a remitter has drawn on the same day and in favour of the same payee several money orders of which the total amount exceeds the maximum adopted by the Administration of payment, the latter is entitled to arrange for the orders to be paid in instalments so that the sum paid to the payee in a single day does not exceed this maximum.

Article 15

GENERAL RULES FOR PAYMENT OF ORDERS

1. The payment of money orders is effected in accordance with the regulations of the country of payment.

2. The amount of a money order is paid to the payee in the legal currency of the country of payment; it may be paid in any other currency by special agreement between the Administrations concerned.

3. Payment may duly be made by payment into a postal cheque account, in accordance with the regulations in force in the Administration of payment.

4. After notifying the Administrations concerned, the Administration of payment may, if its legislation so requires, either disregard fractions of a unit of currency or round off the amount to the nearest unit or tenth part thereof.

Article 16

EXPRESS DELIVERY

If the remitter has requested express delivery, the Administration of payment has the option, in so far as its regulations allow, of delivering by express messenger either the sum of money remitted or the order itself or an advice of the arrival of the order.

Article 17

POSTAL CHARGES PAYABLE BY PAYEE

The following charges may be collected from the payee :

- (a) A delivery charge, when payment takes place at his address ;
- (b) The authority-to-pay charge prescribed by article 20, § 4, of this Agreement ;
- (c) If payable, the authority-for-payment charge specified in article 13, § 4, of this Agreement ;
- (d) The charge specified in article 50, § 2, of the Convention, when the order is addressed *poste restante*.

Article 18

SPECIAL PROVISIONS APPLICABLE TO PAYMENT OF TELEGRAPH MONEY ORDERS

1. Telegraph money orders are always delivered according to the provisions of article 16 of this Agreement.

2. When the amount is delivered at the payee's home by express messenger, the Administration of payment may collect, on this account, a special charge, taking into account the express delivery charge paid by the remitter, if the telegram of advice bears the service indication "XP paid".

3. The delivery of an advice of the arrival of the order or the order itself shall not be charged to the payee; nevertheless, if his address is outside the local delivery area of the office of payment and the telegram of advice does not bear the service indication "XP paid", the express delivery charge may be collected from the payee.

CHAPTER V

UNPAID MONEY ORDERS. AUTHORITIES TO PAY

Article 19

UNPAID MONEY ORDERS

1. All money orders which have been refused, those of which the payees are unknown, or have gone away without leaving any address, or have left for countries to which retransmission cannot be effected, and those of which payment has not been claimed within the period of validity are immediately sent back to the Administration of issue.

2. Any money order unpaid for any reason whatsoever is paid to the remitter.

3. The provisions of article 59, § 7, of the Convention apply to the *poste restante* fee and the additional express charge.

Article 20

AUTHORITY TO PAY

1. A money order which is missing, lost or destroyed before payment may, at the request of the remitter or the payee, be replaced with an authority to pay issued by the Administration of issue.

2. An authority to pay is also issued when as the result of an error of conversion attributable to the office of issue a supplementary payment is due to the payee.

3. The period of validity of an authority to pay is the same as that of a money order issued the same day.

4. If no service error has been committed, an "authority-to-pay" charge equal to that provided for by article 67 of the Convention may be collected from either the remitter or the payee, save where such charge has already been collected in respect of the enquiry, the request for information or the advice of payment.

Article 21

VOID MONEY ORDERS

Amounts deposited in respect of money orders which are not claimed within the prescribed period become the absolute property of the Administration of the country of issue. The period of prescription is fixed by the legislation of each country.

CHAPTER VI

RESPONSIBILITY

Article 22

PRINCIPLE AND EXTENT OF RESPONSIBILITY

1. Postal Administrations are responsible for amounts paid in until the orders are duly paid.
2. Responsibility extends to errors of conversion and mistakes in telegraphic transmission.
3. The Administrations assume no responsibility for delays which may occur in the transmission and payment of money orders.

Article 23

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY

Administrations are relieved of all responsibility when, no other proof of their responsibility having been brought forward, they are unable to trace payment as the result of the destruction of official documents from a cause beyond control.

Article 24

CESSATION OF RESPONSIBILITY

The Administrations cease to be responsible :

- (a) On the expiration of the period of prescription specified in article 21 ;
- (b) In the case of a dispute as to the regularity of payment, on the expiration of the period prescribed in article 67, § 1, of the Convention.

Article 25

DETERMINATION OF RESPONSIBILITY

1. Subject to the provisions of §§ 2 to 5 hereunder, responsibility rests with the Administration of issue.
2. Responsibility rests with the Administration of payment if it is unable to prove that payment was made in accordance with the conditions laid down by its regulations.
3. Responsibility rests with the Administration of the country where the mistake occurred :
 - (a) In the case of an error of conversion ;
 - (b) In the case of a mistake in telegraphic transmission committed within the country of issue or the country of payment.
4. Responsibility rests equally with the Administration of issue and the Administration of payment :
 - (a) If a mistake in telegraphic transmission has occurred in an intermediary country ;

- (b) If it is impossible to discover in which country the mistake in transmission occurred.
5. Subject to the provisions of § 2, responsibility rests :
- (a) In the case of payment of a falsified money order, with the Administration of the country in whose territory the order was introduced into the service ;
- (b) In the case of payment of an order the amount of which has been fraudulently increased, with the Administration of the country in which the order was falsified ; nevertheless, the cost of compensation is borne in equal shares by the Administrations of issue and payment when it is impossible to determine the country in which the falsification occurred or when reparation cannot be obtained for a falsification committed in an intermediary country which does not participate in the money order service on the basis of this Agreement.

Article 26

PAYMENT OF CLAIMS. CLAIM FOR REPAYMENT

1. The responsibility for indemnifying the claimant rests with the Administration of payment if the amount is to be paid to the payee ; it rests with the Administration of issue if the amount is to be repaid to the remitter.

2. The Administration which has made good the amount to the claimant has the right to claim repayment from the Administration responsible for the irregular payment.

3. The last Administration to bear the cost of compensation has a right to claim repayment, up to the amount of the sum paid, against the remitter, the payee or third parties.

Article 27

PERIOD ALLOWED FOR PAYMENT OF CLAIMS

1. The amounts due to claimants must be paid as soon as possible and, at the latest, within a period of six months from the day after the date of the claim.

2. The Administration of issue may, exceptionally, defer the payment beyond the said period if, although an inquiry into the case has been instituted with all possible despatch, that period has not sufficed to enable responsibility to be fixed.

3. If the Administration of payment, after due notification, has allowed a period of five months to expire without settling a claim, the Administration of issue is authorized to repay the remitter on behalf of the Administration of payment.

Article 28

REPAYMENT TO THE ADMINISTRATION OF ISSUE OF AMOUNTS DISBURSED
ON BEHALF OF THE ADMINISTRATION OF PAYMENT

1. The Administration of payment on whose behalf a claimant has been indemnified by the Administration of issue is bound to make good to the latter the amount disbursed within a period of four months from the date of receipt of the notification of the payment ; the same holds good for the payment of compensation in the cases referred to in article 25, §§ 2 to 5.

2. This repayment is made without cost to the Administration of issue by one of the following means :

- (a) A money order, a cheque or a draft payable at sight on the capital or on a commercial centre of the creditor country ;
- (b) Coin current in the creditor country ;
- (c) Subject to agreement, an entry to the credit of the Administration of that country in the money order account.

3. After a period of four months, the amount due to the Administration of issue bears interest at the rate of 5 per cent per annum to be reckoned from the last day of the said period.

CHAPTER VII

ACCOUNTING

Article 29

APPORTIONMENT OF CHARGES

1. The Administration of issue credits the Administration of payment, against the amount of the charges it has levied under article 6, § 1, (a) and (b), with a fixed allowance of 12.5 centimes for each money order and, according as the Administrations have adopted the card money order system or the list money order system, with a proportional allowance of $\frac{1}{4}$ per cent or $\frac{1}{2}$ per cent of the total amount of the orders paid.

2. No allowance is payable in respect of money orders issued free of charge.

3. When a money order is retransmitted, the Administration of the new country of destination receives the allowances which would have been payable to it if it had been the Administration of the first country of destination, whatever the charges actually collected by the Administration of issue.

4. With the exception of the allowances specified in § 1 and subject to the stipulations expressly made in this Agreement, each Administration retains the whole of the charges it has levied.

Article 30

PREPARATION OF ACCOUNTS

1. Each Administration of payment prepares, for each Administration of issue, a monthly account of the amounts paid for card money orders or a monthly account of the amount of the lists received during the month for list money orders ; the monthly accounts are incorporated periodically in a general account from which a balance is determined.

2. When the orders have been paid in different currencies, the amount of the smaller credit is converted into the currency of the country having the larger credit, the basis of conversion being the mean of the official rates of exchange in the country of the debtor Administration during the period to which the account relates ; this mean rate must invariably be calculated to four places of decimals.

3. The settlement of accounts may also take place on the basis of the monthly accounts, without clearance.

Article 31

SETTLEMENT OF ACCOUNTS

1. In the absence of any agreement to the contrary, payment of the balance of the general account or the amount of the monthly accounts is made in the currency used by the creditor Administration for the payment of money orders.

2. In the event of non-payment within the periods prescribed in the Detailed Regulations,¹ the amounts due bear interest at the rate of 5 per cent per annum from the date of the expiration of the said periods until the date of payment.

3. No unilateral measure such as moratorium, prohibition of transfers, etc., can prevail against the provisions of the present Agreement and its Detailed Regulations concerning the establishment and settlement of accounts.

CHAPTER VIII

MISCELLANEOUS PROVISIONS

Article 32

OFFICES TRANSACTING MONEY ORDER BUSINESS

Postal Administrations take all necessary steps to ensure, as far as possible, the payment of money orders at any place in their respective countries.

Article 33

PARTICIPATION OF NON-POSTAL AGENCIES

1. Countries in which the money order service is carried on by non-postal agencies may take part in the service governed by the provisions of the present Agreement.

2. Such an agency must come to an agreement with the postal Administration of its country in order to ensure the proper execution of all the clauses of the Agreement ; the postal Administration will act as intermediary for the agency in its relations with the postal Administrations of other contracting countries and with the International Bureau.

Article 34

PROHIBITION OF FISCAL OR OTHER CHARGES

Money orders and receipts given for orders may not be subjected to any charge or fee other than those authorized by this Agreement.

¹ See p. 287 of this volume.

SECTION III

POSTAL TRAVELLERS' CHEQUES

CHAPTER I

GENERAL. ISSUE OF CHEQUES

Article 35

DEFINITION. BOOKLETS

1. Postal travellers' cheques are instruments which may be issued and paid, by the postal Administrations of the participating countries, on the basis of the principles of this Agreement.
2. The cheques are contained in booklets.

Article 36

CURRENCY. MAXIMUM VALUE. CONVERSION

1. Each cheque is made out, in the currency of the country of payment, for a fixed amount equivalent to approximately 25, 50 or 100 francs and determined by agreement between the postal Administrations concerned.
2. In special cases the cheques may be made out for an amount differing appreciably from any of these equivalent amounts.
3. The rate of conversion is the same as for money orders.
4. A booklet comprises not more than ten cheques; each booklet may contain cheques of different denominations.

Article 37

CHARGES

The charge to be made for each cheque is fixed by the Administration of issue; it may not exceed $\frac{1}{2}$ per cent of the amount expended or be less than 10 centimes.

Article 38

COST

The Administration of issue may collect, in addition to the value of the cheques and in addition to the charges, an amount corresponding to the cost of the cheques, of their covers and of the various operations involved in the preparation of the booklets.

CHAPTER II

PAYMENT OF CHEQUES

Article 39

VALIDITY OF CHEQUES. PAYMENT

1. The cheques are valid for four months from the date of issue ; a month is regarded as the period between any date and the corresponding date in the following calendar month, irrespective of the number of days in the month.
2. When the paying service has not sufficient funds at its disposal, it may suspend payment of the cheques until it has secured the necessary funds.
3. The ownership of booklets or individual cheques is not transferable either by endorsement or by assignment ; such booklets and cheques cannot be pledged.

Article 40

DEMANDS FOR STOPPAGE OF PAYMENT

Subject to the application of the legislation of each country, the Administrations may not act on demands made for the stoppage of payment of cheques which have been regularly issued.

CHAPTER III

CLAIMS. RESPONSIBILITY. ACCOUNTING

Article 41

CLAIMS AND RESPONSIBILITY

1. No claim may be brought against the Administration of issue if the booklet is not produced.
2. In case of the loss of a booklet or of cheques, the claimant, in order to obtain the refund of the amounts involved, must satisfy the Administration of issue that he has asked for the issue of a booklet of cheques and has made the proper total payment therefor.
3. The said Administration may make the refund within a period which may not extend more than three months beyond the period of validity and after it has ascertained that the cheques declared to be lost have not been cashed ; the three-month period is increased to six months in service with distant countries.
4. The Administrations are not responsible for the consequences of the loss, abstraction or fraudulent use of the booklets or the cheques.

Article 42

APPORTIONMENT OF CHARGES. PREPARATION OF ACCOUNTS

1. The Administration of issue credits the Administration of payment with $\frac{1}{2}$ per cent of the amount of the cheques cashed.

2. The account of sums paid out in return for cheques is drawn up monthly at the same time as the account of sums paid out for money orders.

SECTION IV

FINAL PROVISIONS

Article 43

APPLICATION OF THE CONVENTION AND OF CERTAIN AGREEMENTS

1. In addition to the provisions specifically mentioned in the present Agreement, the following apply to the exchange of money orders :

- (a) The general regulations which appear in Part I of the Convention (with the exception of article 7) ;
- (b) Article 67, "Enquiries and requests for information", of the Convention ;
- (c) The general provisions of Section I of the Provisions concerning Air Mail.

2. The provisions of Section II of the present Agreement apply to Postal Travellers' Cheques in everything not expressly provided for in Section III.

Article 44

APPROVAL OF PROPOSALS MADE IN THE INTERVAL BETWEEN CONGRESSES

To become effective, proposals made in the interval between Congresses (articles 27 and 28 of the Convention) must obtain :

(a) A unanimous vote, if they involve the addition of new provisions or amendments to the provisions of articles 1 to 10, 11 (§ 4), 12 to 14, 15 (§§ 1, 2 and 4), 16 to 18, 19 (§ 3), 20 (§ 4), 22 to 31, 34, 43 (§ 1, (b)), 44 and 45 of the present Agreement, and 102 to 106, 110, 117, 120, 121 (second clause), 122, 123, 126, 131 to 135, 138 (§ 1) and 151 of its Detailed Regulations ;

(b) Two-thirds of the votes, if they involve amendments to the provisions of the present Agreement other than those mentioned in sub-paragraphs (a) and (c) of articles 107 to 109, 111, 113, 116, 118, 119, 121 (first clause), 124, 125, 127, 129, 136, 139 and 140 of its Detailed Regulations ;

(c) A majority of the votes, if they involve an amendment to article 20, § 2, of the Agreement and to the other articles of the Detailed Regulations or affect the interpretation of the provisions of the present Agreement and its Detailed Regulations, except in the case of a disagreement to be submitted to arbitration as provided for in article 33 of the Convention.

Article 45

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT

The present Agreement shall come into force on 1 April 1959 and shall remain in operation for an indefinite period.

IN FAITH WHEREOF the Plenipotentiaries of the Governments of the above-named countries have signed the present Agreement in a single copy which shall lie in the archives of the Government of Canada and of which a copy shall be delivered to each Party.

DONE at Ottawa, the 3rd day of October 1957.

This Agreement was signed on behalf of the States and territories listed below by the same plenipotentiaries who signed the Universal Postal Convention :

[For the names of the plenipotentiaries, see United Nations, Treaty Series, Vol. 364, pp. 197 to 207.]

People's Republic of Albania
Germany
Kingdom of Saudi Arabia
Argentine Republic
Austria
Belgium
Bolivia
People's Republic of Bulgaria
Cambodia
Chile
China
Republic of Colombia
Republic of Korea
Republic of Cuba
Denmark
Egypt
Republic of El Salvador
Spain
Spanish Territories in Africa
Finland
France
Algeria
Whole of the territories represented by the French Office of Overseas Posts and Telecommunications
Greece
Republic of Haiti
Republic of Honduras
Hungarian People's Republic
Republic of Indonesia
Iran
Republic of Iceland
Italy
Territory of Somalia under Italian Administration
Japan
Laos
Lebanon
Republic of Liberia

Libya
Luxembourg
Morocco
Mexico
Principality of Monaco
Nicaragua
Norway
Republic of Panama
Paraguay
Netherlands
Netherlands Antilles and Surinam
Peru
People's Republic of Poland
Portugal
Portuguese Provinces in West Africa
Portuguese Provinces in East Africa, Asia and Oceania
Romanian People's Republic
Republic of San Marino
Republic of Sudan
Sweden
Swiss Confederation
Syria
Czechoslovakia
Thailand
Tunisia
Turkey
Eastern Republic of Uruguay
State of the City of the Vatican
Republic of Venezuela
Viet-Nam
Federal People's Republic of Yugoslavia

TABLE OF CONTENTS
OF THE DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING THE AGREEMENT
CONCERNING POSTAL MONEY ORDERS
AND POSTAL TRAVELLERS' CHEQUES

PART I

PRELIMINARY CLAUSES

Art.

- 101. Information to be supplied by postal Administrations.
- 102. Application of the Detailed Regulations for implementing the Convention.
- 103. Forms for the use of the public.

PART II

MONEY ORDERS

SECTION I

CARD MONEY ORDERS

Chapter I

ISSUE. TRANSMISSION

- 104. Card money order forms.
- 105. Preparation of card money orders.
- 106. Entries prohibited or authorized.
- 107. Official registration.
- 108. Advice of payment applied for after issue of the order.
- 109. Transmission of card money orders.

Chapter II

SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES ACCORDED TO THE PUBLIC

- 110. Withdrawal. Alteration of address.
- 111. Retransmission of card money orders.

Chapter III

SPECIAL TREATMENT. ENQUIRIES. REQUESTS FOR INFORMATION

- 112. Irregular card money orders.
- 113. Preparation of the advice of payment.
- 114. Extension of the period of validity.
- 115. Enquiries. Requests for information.

Chapter IV

UNPAID CARD MONEY ORDERS

Art.

116. Return of unpaid card money orders.
117. Authorities to pay.
118. Card money orders missing, lost or destroyed before payment.
119. Card money orders missing, lost or destroyed after payment.

SECTION II

LIST MONEY ORDERS

Chapter I

PRELIMINARY

120. Provisions common to list money orders and card money orders.

Chapter II

ISSUE. TRANSMISSION

121. Entries prohibited or authorized.
122. Offices of exchange.
123. Transmission of list money orders.
124. Special lists.
125. Special services. Entries to be made on the lists.

Chapter III

SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES ACCORDED TO THE PUBLIC

126. Withdrawal. Alteration of address.
127. Retransmission of list money orders.

Chapter IV

OPERATIONS IN THE COUNTRY OF PAYMENT

128. Treatment of missing or irregular lists.
129. Dispatch of the advice of payment.
130. Return of unpaid list money orders.

SECTION III

TELEGRAPH MONEY ORDERS

Chapter I

PRELIMINARY

131. Common provisions.

Chapter II

ISSUE. TRANSMISSION

Art.

- 132. Preparation of telegraph money orders.
- 133. Advice of issue.
- 134. Transmission of telegraph list money orders.

Chapter III

SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES ACCORDED TO THE PUBLIC

- 135. Alteration of address.
- 136. Retransmission of telegraph money orders.

Chapter IV

OPERATIONS IN THE COUNTRY OF PAYMENT

- 137. Treatment of irregular telegraph money orders.
- 138. Payment of telegraph money orders.
- 139. Preparation of the advice of payment.
- 140. Return of unpaid telegraph card money orders.

SECTION IV

ACCOUNTING

Chapter I

COMMON REGULATIONS

- 141. Preparation of monthly accounts.
- 142. Preparation of the general account.
- 143. Settlement of accounts. Payments on account.

Chapter II

SPECIAL ACCOUNTING REGULATIONS APPLICABLE TO LIST AND TELEGRAPH MONEY ORDERS

- 144. Preparation of monthly accounts.

PART III

POSTAL TRAVELLERS' CHEQUES

- 145. General regulations for issue.
- 146. Forms for cheques and booklet covers. Supply.
- 147. Preparation of cheques.

Art.

148. Make up and preparation of booklets.
149. Cheques missing, lost or destroyed after payment.
150. Preparation of accounts.

PART IV

FINAL PROVISIONS

151. Entry into force and duration of the Detailed Regulations.

ANNEXES

Forms : see "List of Forms".

DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING THE AGREEMENT
CONCERNING POSTAL MONEY ORDERS AND POSTAL TRAVELLERS'
CHEQUES

Having regard to article 24 of the Universal Postal Convention concluded at Ottawa on 3 October 1957, the undersigned, on behalf of their respective Administrations, have, by common consent, drawn up the following measures for ensuring that the Agreement concerning Postal Money Orders and Postal Travellers' Cheques is implemented :

PART I

PRELIMINARY CLAUSES

Article 101

INFORMATION TO BE SUPPLIED BY POSTAL ADMINISTRATIONS

1. At least three months before implementing the Agreement, each Administration shall communicate the following information to the other Administrations through the intermediary of the International Bureau :

(a) Money order service

- (1) A list of the countries with which it exchanges card money orders and list money orders on the basis of the Agreement ;
- (2) A list of the offices authorized to issue and pay money orders, or notification that all its offices take part in the service ;
- (3) Notice, where necessary, of participation in the telegraph money order service ;
- (4) The maximum amount adopted for issue and payment ;
- (5) The currency in which the amounts of money orders addressed to its country must be expressed ;
- (6) The charge applied to money orders issued ;
- (7) The method of indicating such charge ;
- (8) If necessary, the charges it makes for payment at the payee's address, for *poste restante*, for extension of the period of validity, for enquiries and for the issue of an authority to pay, respectively ;
- (9) The length of the period after which, under its laws, the amounts of orders not claimed become the absolute property of the State ;
- (10) The special charge for delivery of funds by express messenger (telegraph money orders) ;
- (11) Its decision as regards the possibility or otherwise of transferring the ownership of money orders within its territory by means of endorsement ;
- (12) Specimens of the money order forms which it uses, save where the exchange of money orders is effected by means of lists ;
- (13) In the official spelling, the numbers from 1 to 1,000 which must be used to express the sums to be entered on the money orders ;
- (14) A list of the countries not participating in the Agreement for which it can act as intermediary for the exchange of money orders ;

(15) The service to which enquiries and requests for information, as well as requests for withdrawal or for alteration of address must be communicated (Central Administration, office of exchange or other office specially designated).

(b) Postal travellers' cheque service

- (1) A list of the countries with which it exchanges postal travellers' cheques on the basis of the Agreement ;
- (2) A list of the offices it authorizes to issue and pay vouchers or notification that all its offices take part in the service ;
- (3) The amount, in the currency of the country on which the vouchers are drawn, of each postal travellers' cheque ;
- (4) The charges applied to the cheques issued.

2. Any amendment to the above information should be notified without delay.

3. Administrations must notify other Administrations direct of the rates of conversion which they adopt in their reciprocal relations and all subsequent modifications in these rates.

Article 102

APPLICATION OF THE DETAILED REGULATIONS FOR IMPLEMENTING THE CONVENTION

As regards everything not expressly provided for in these Detailed Regulations, the provisions of the Detailed Regulations for implementing the Convention, and in particular those of the following articles, apply to money orders :

- (a) article 146 : Advice of delivery ;
- (b) article 147 : Advice of delivery requested after posting ;
- (c) article 150 : Express items ;
- (d) article 156 : Withdrawal from the post. Alteration of address, completed by articles 110 and 126 of these Detailed Regulations.

Article 103

FORMS FOR THE USE OF THE PUBLIC

For the purpose of applying article 45, § 2, of the Convention, the following are considered as forms for the use of the public :

- MP 1 (International money order),
- MP 4 (Enquiry relating to an international money order),
- MP 10 (Postal travellers' cheque),
- MP 11 (Booklet of postal travellers' cheques),
- MP 12 (International money order for typed entries).

PART II

MONEY ORDERS

SECTION I

CARD MONEY ORDERS

Chapter I

ISSUE. TRANSMISSION

Article 104

CARD MONEY ORDER FORMS

1. Card money orders are prepared on pink forms made of stout cardboard in the form of the annexed specimen MP 1.

2. Administrations which agree to grant certain facilities to remitters of a large number of money orders may authorize them to use a form MP 12 in the form of the annexed specimen.

Article 105

PREPARATION OF CARD MONEY ORDERS

1. Entries on card money orders are made in roman letters and arabic figures, without erasures or alterations, even though certified; entries in pencil are not allowed; service instructions may, however, be written in indelible pencil; all entries on form MP 12, with the exception of the service instructions, must be typed.

2. In the entry in words of the amount of the money orders, the name of the monetary units may be abbreviated if necessary, provided however that such abbreviation is usual and does not cause confusion. Where this entry is made in a currency which follows the decimal system, fractions of a monetary unit may be expressed in figures only, but must be expressed in hundredths (or thousandths) by means of a number of two (or three) digits, including one zero (or two zeros) as necessary. Where the currency used does not follow the rules of the decimal system, the number of monetary units or fractions of a monetary unit is always written in full in words, whereas the name of the units may be abbreviated in the manner prescribed for the decimal system; in the entry of the amount in figures, the monetary units or fractions of a unit not mentioned in the amount in words are replaced by zeros.

3. The address of the money order must be entered in such a manner that the payee may be clearly determined; abbreviated addresses and telegraphic addresses are not allowed.

4. A "service" money order must bear on the front the words "*Service des postes*" [Postal service] or a similar inscription.

5. Money orders payable to the payee in person must be clearly marked on both sides with the words "*Ne payer qu'en main propre*" [Payable only to payee in person].

6. Money orders with advices of payment must bear on the front at the top in bold letters the words "*Avis de paiement*" [Advice of payment] or, if the remitter requests

the return of the advice of payment by air mail, the words "*Avis de paiement par avion*" [Advice of payment by air mail].

Article 106

ENTRIES PROHIBITED OR AUTHORIZED

No entries may be made on an order other than those required by the text of the form, with the exception of service instructions, such as "*Service des postes*" [Postal service], "*Ne payer qu'en main propre*" [Payable only to payee in person], "*Avis de paiement*" [Advice of payment], "*Par avion*" [By air mail], "*Par exprès*" [Express delivery]; the remitter, however, has the right to enter on the back of the coupon any communication which he may wish to make to the payee.

Article 107

OFFICIAL REGISTRATION

Administrations may agree on the amount at and above which the money orders issued by them are officially registered, provided that this amount may not be less than 250 francs.

Article 108

ADVICE OF PAYMENT APPLIED FOR AFTER ISSUE OF THE ORDER

1. Notwithstanding the provisions of article 102 (b), the form MP 4 referred to in article 115 is used for applications for advices of payment made after issue of the order.
2. The amount of the charge collected is represented on this form either by postage stamps or in figures and in the currency of the country of issue, in the manner prescribed by article 5 of the Provisions concerning Air Mail.

Article 109

TRANSMISSION OF CARD MONEY ORDERS

1. In the absence of any agreement to the contrary, money orders are not transmitted under cover.
2. They are included in the mails in the manner prescribed by article 162, §§ 1 to 3, or by article 164, § 3, of the Detailed Regulations for implementing the Convention, according as they are or are not officially registered.

Chapter II

SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES ACCORDED TO THE PUBLIC

Article 110

WITHDRAWAL. ALTERATION OF ADDRESS

1. Every application for withdrawal or for alteration of address sent by post must be accompanied by an exact reproduction, on ordinary paper, of the address of the payee, together with all necessary details.

2. Every application for alteration of address sent by telegraph must be confirmed by first post by means of a postal application, accompanied by an exact reproduction of the address and marked at the top with the words, underlined in coloured pencil, "*Confirmation de la demande télégraphique du...*" [Confirmation of the telegraphic application of the...]; the office of payment retains the money order until the confirmation is received.

3. The Administration of payment may, however, on its own responsibility, accede to a telegraphic request for an alteration of address without awaiting the arrival of the postal confirmation.

Article 111

RETRANSMISSION OF CARD MONEY ORDERS

1. The office which retransmits a card money order by post strikes out, if necessary, with a pen, the entries relating to the amount of the order in such a way as to leave the original entries legible; the entry appearing under the heading "*Somme versée*" [Amount deposited] must be left untouched; the amount of the order is converted into the currency of the new country of destination, in accordance with the rate fixed for money orders emanating from the retransmitting country; the resulting amount is entered in figures and words as far as possible immediately above the original entry of the amount; the entry of the new amount must be signed by the officer concerned; this same method must be followed in the event of subsequent retransmissions.

2. In the event of retransmission to the original country of destination, the retransmitting office restores the original amount; if the retransmission is effected to the country of issue, the retransmitting office substitutes for it the amount which is entered in the service instructions under the heading "*Somme versée*" [Amount deposited].

3. In the event of retransmission by telegraph, the retransmitting office prepares a telegraph money order for the amount remaining after the deduction of the postal and telegraph charges; the postal charges are calculated on the amount obtained after deduction from the original amount of the telegraph charges; the conversion into the currency of the new country of destination is made in accordance with §§ 1 and 2 above; the original order is receipted by the retransmitting office; it is noted "*Réexpédié le montant de ... à ... sous déduction des taxes de ...*" [Amount ... retransmitted to ... after deduction of charges of ...], and is brought to account as a paid order; the coupon of the original order is annexed, for delivery to the payee, to the advice of issue referred to in article 133 of these Detailed Regulations.

4. The provisions of § 3 above apply :

- (a) To card money orders issued in a participating country and retransmitted to another participating country with which the country of issue does not maintain a money order service, or when the exchange is effected by the list system;
- (b) To card money orders retransmitted to a country not participating in the Agreement;
- (c) To card money orders issued in a non-participating country and retransmitted to a participating country.

5. Applications for retransmission are recorded for reference by the original office of destination and by the subsequent offices of destination, if any; the office which retransmits an order notifies the office of issue to that effect.

Chapter III

*SPECIAL TREATMENT. ENQUIRIES. REQUESTS FOR INFORMATION**Article 112*

IRREGULAR CARD MONEY ORDERS

1. Unless the payee, after being advised, requests that §§ 3 and 4 hereunder should apply, any money order which presents one of the following irregularities :

- (a) Incorrect, insufficient or doubtful description of the name or address of the payee ;
- (b) Difference or omission of name or amount ;
- (c) Erasure of or alteration to the entries ;
- (d) Omission of stamps, signatures or other service entries ;
- (e) Entry of the amount payable in a currency other than that allowed ;
- (f) An obvious discrepancy in the relationship between the currency of the country of issue and that of the country of payment, which relationship the office of payment is not, however, bound to verify ;
- (g) Use of irregular forms ;

is returned as soon as possible, under cover, to the issuing office for correction.

2. In services with distant countries, however, the Administration of payment may pay a money order, even though the amount is expressed in a currency other than that allowed, provided that it is a position to convert the amount at the rate used by the Administration of issue and that it gives immediate notice of the fact to the latter ; the risks resulting from errors in conversion are borne by the Administration which makes the conversion.

3. An irregularity which prevents the payment of a card money order and for which the office of issue is clearly responsible may be corrected by air mail or by telegraph, at the option of the office of payment, without charge to the payee ; an irregularity attributable or apparently attributable to the remitter may likewise be corrected by air mail or by telegraph at the payee's request ; for this purpose a request for correction is addressed to the office of issue by air mail or by telegram, the charges being paid by the payee ; these charges are refunded if the error is found to be a service error.

4. When the correction of the irregularity is requested by telegram, the irregular money order is kept by the office of payment, which proceeds to make the correction on receipt of the correcting telegram and attaches the telegram to the corrected order.

5. On receipt of a request for correction by air mail or by telegram, the office of issue determines whether or not the irregularity arises from a service error ; if so, it corrects the error immediately by air mail or by telegraph. In the contrary case, it informs the remitter, who is then allowed to correct the error, by air mail or by telegraph, at his own expense.

Article 113

PREPARATION OF THE ADVICE OF PAYMENT

Administrations whose regulations do not permit the use of the form attached by the Administration of issue are authorized to prepare the advice of payment on a form used in their own service.

Article 114

EXTENSION OF THE PERIOD OF VALIDITY

The authority for the extension of validity must be written on the order itself.

Article 115

ENQUIRIES. REQUESTS FOR INFORMATION

1. Every enquiry or request for information regarding a card money order must be made on a form MP 4 in the form of the annexed specimen and, as a general rule, is transmitted by the office of issue direct to the office of payment ; a single form may be used for several money orders if issued simultaneously at the request of the same remitter and to the same payee. Enquiries are transmitted as a matter of course by the quickest available means (air or surface) in the circumstances stated in article 67, § 4, of the Convention.

2. When the office of payment is able to furnish definite information as to the treatment of the money order, it completes this form in accordance with the results of its enquiries and returns it to the office which received the enquiry ; if the enquiry is fruitless or payment is disputed, the form is forwarded to the Administration of issue through the Administration of payment, which attaches to it, if possible, a declaration by the payee affirming that he has not received the amount of the order.

3. When an enquiry or a request for information is lodged in a country other than the country of issue or the country of payment, the MP 4 form is forwarded to the Administration of issue, accompanied by the receipt ; the periods prescribed by article 67, §§ 1 and 2, of the Convention apply.

Chapter IV

UNPAID CARD MONEY ORDERS

Article 116

RETURN OF UNPAID CARD MONEY ORDERS

1. A money order which it has not been possible to pay to the payee for any reason is returned direct to the office of issue ; before returning the order, the office of payment records it, and either stamps it or attaches to it the label prescribed by article 155, §§ 1 to 3, of the Detailed Regulations for implementing the Convention.

2. However, money orders issued in the circumstances stated in article 111, §§ 3 and 4, must be transmitted to the Administration which issued them ; this Administration places the amount at the disposal of the Administration which issued the original order, either by means of a new order free of charge or by deduction from the monthly account of paid orders.

Article 117

AUTHORITIES TO PAY

Authorities to pay are prepared on a pink form similar to form MP 13 annexed hereto.

Article 118

CARD MONEY ORDERS MISSING, LOST OR DESTROYED BEFORE PAYMENT

1. Before issuing an authority to pay in respect of a money order missing, lost or destroyed before payment, the Administration of issue must ascertain from the Administration of payment that the order has not been paid, refunded or retransmitted ; every precaution must also be taken to ensure that the order is not paid at a later date.

2. When the remitter applies for repayment and the payee for payment, simultaneously, the authority to pay is issued in favour of the remitter.

3. In support of his claim for repayment, the remitter must furnish the receipt for the deposit of the order which is missing, lost or destroyed.

4. When the Administration of payment declares that it has not received a money order, the Administration of issue may issue an authority to pay, provided that the disputed order does not appear in any monthly account relating to the period of validity of the order ; if, however, no reply has been received from the Administration of payment within the period prescribed by article 27, §§ 1 and 2, of the Agreement for the indemnification of the claimant, and if the order is not included in any monthly account received by the expiration of that period, the Administration of issue is authorized to proceed with the repayment of the amount ; notification of this repayment is made, under registered cover, to the Administration of payment and the money order, which is thenceforth regarded as definitely lost, may not, at a later date, be included in the accounts.

Article 119

CARD MONEY ORDERS MISSING, LOST OR DESTROYED AFTER PAYMENT

A money order which is missing, lost or destroyed after payment may be replaced by the Administration of payment with a new order prepared on a form MP 1 ; this form must bear all the essential particulars of the original money order, be marked "*Titre établi en remplacement d'un mandat égaré, (perdu ou détruit) après paiement*" ["Voucher to replace a money order missing, (lost or destroyed) after payment"] and date-stamped ; a declaration signed by the payee certifying that he has received the money is attached to the substitute document and serves as a receipt.

SECTION II

LIST MONEY ORDERS

Chapter I

PRELIMINARY

Article 120

PROVISIONS COMMON TO LIST MONEY ORDERS AND CARD MONEY ORDERS

The provisions of the following articles of these Detailed Regulations apply to list money orders :

(a) Article 108 : "Advice of payment applied for after issue of the order" ;

- (b) Article 110 : "Withdrawal. Alteration of address", complemented by the provisions of article 126 ;
- (c) Article 115 : "Enquiries. Requests for information".

Chapter II

ISSUE. TRANSMISSION

Article 121

ENTRIES PROHIBITED OR AUTHORIZED

The provisions of article 106 of these Detailed Regulations apply to list money orders ; however, where the form chosen in conformity with article 123 of these Detailed Regulations is a card money order, no correspondence is permitted in principle on the back of the coupon.

Article 122

OFFICES OF EXCHANGE

The exchange of list money orders is effected exclusively through offices termed "offices of exchange" designated by the Administration of each of the participating countries.

Article 123

TRANSMISSION OF LIST MONEY ORDERS

1. The transmission of list money orders between the issuing office and the office of exchange of the country of issue or between the office of exchange of the country of payment and the office of payment is effected by means of forms which each of the Administrations concerned determines as it sees fit.
2. Between offices of exchange of different countries, transmission is effected in accordance with the following rules :
 - (a) Each office of exchange compiles daily, or on agreed dates, lists identical with MP 2 annexed hereto enumerating the money orders issued in its country for payment in another ;
 - (b) Each money order entered on a list bears a serial number termed "international number" ; this number is allotted from a yearly series beginning on 1 January or 1 July, as agreed between the Administrations concerned ; when the numbering changes, the next following list must bear, in addition to the number of the series, the last number of the previous series ;
 - (c) The lists themselves are numbered in regular numerical order, starting on 1 January or 1 July of each year ;
 - (d) The lists so compiled are forwarded by the first mail, if possible by air mail, to the corresponding office of exchange and, in the absence of agreement to the contrary, they are not accompanied by the money orders made out by the issuing offices ;
 - (e) The corresponding office of exchange acknowledges receipt of each list by entering a note to that effect on the next list it has to send in the opposite direction.

Article 124

SPECIAL LISTS

A special MP 2 list must be prepared for each of the following categories of money orders :

- (a) Orders free of postal charges as referred to in article 39 of the Convention and in article 7 of the Agreement ; the list must be headed "*Mandats exempts de taxe*" [Money orders exempt from charge] ;
- (b) Orders of which the remitter has applied for dispatch thereof by air mail from the office of exchange of the country of payment to the office of payment ; the list must be marked "*Mandats par avion*" [Air-mail money orders].

Article 125

SPECIAL SERVICES. ENTRIES TO BE MADE ON THE LISTS

1. Where the remitter of the money order has applied for express delivery, the word "*Exprès*" [Express] is entered on list MP 2 in the "*Observations*" [Remarks] column, opposite the corresponding entry.

2. When the remitter of a money order applies for an advice of payment, the letters "AP" are inserted on the MP 2 list, in the "*Observations*" [Remarks] column, opposite the entry relating to the order ; the words "*Par avion*" [By air mail] are added if air-mail transmission has been requested by the remitter for the return of the advice of payment.

3. Where the remitter of a money order requests that payment be made to the payee in person, the words "*Ne payer qu'en main propre*" [For payment to the payee in person] are entered on the MP 2 list, in the "*Observations*" [Remarks] column, opposite the entry relating to the order.

Chapter III

SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES ACCORDED TO THE PUBLIC

Article 126

WITHDRAWAL. ALTERATION OF ADDRESS

Notwithstanding article 156 of the Detailed Regulations for implementing the Convention, requests for withdrawal or for alteration of address relating to list money orders are sent through the office of exchange of the country of issue to the office of exchange of the country of payment.

Article 127

RETRANSMISSION OF LIST MONEY ORDERS

Every list money order retransmitted to another country is received by the retransmitting office ; if necessary, the amount is converted, after deduction of the charges, into the currency of the new country of destination and a new money order is prepared.

Chapter IV

OPERATIONS IN THE COUNTRY OF PAYMENT

Article 128

TREATMENT OF MISSING OR IRREGULAR LISTS

1. If a list is missing, it is immediately applied for by the office of exchange which notices its absence ; the office of exchange of the country of issue forwards without delay, if possible by air mail, a duplicate of the missing list to the office of exchange which applied therefor.

2. The lists are carefully checked by the office of exchange of the country of payment, which corrects them as a matter of course if they contain minor errors ; the office of exchange of the issuing country is notified of these corrections when the office of exchange of the country of payment acknowledges to it receipt of the list.

3. If the lists contain irregularities worthy of notification, the office of exchange of the country of payment requests an explanation from the office of exchange of the issuing country, which must reply as soon as possible ; the payment of the money orders to which the request relates is suspended in the meantime ; requests for explanations, and the replies thereto, are exchanged whenever possible by air mail.

Article 129

DISPATCH OF THE ADVICE OF PAYMENT

The advice of payment, made out by the paying office on a form C 5, is sent direct to the remitter of the money order.

Article 130

RETURN OF UNPAID LIST MONEY ORDERS

1. The following money orders are returned to the office of exchange by being entered on the next MP 2 list as though they were new money orders dispatched from the country of payment to the country of issue :

- (a) The money orders referred to in article 19 of the Agreement ;
- (b) Money orders the withdrawal of which has been applied for.

2. A suitable note, followed by the international number and a brief description of the original money order, is made in the "Observations" [Remarks] column opposite the entry.

SECTION III

TELEGRAPH MONEY ORDERS

Chapter I

PRELIMINARY

Article 131

COMMON PROVISIONS

The provisions concerning card money orders and list money orders apply to telegraph money orders in everything not expressly provided for in Section III of these Detailed Regulations.

Chapter II

ISSUE. TRANSMISSION

Article 132

PREPARATION OF TELEGRAPH MONEY ORDERS

1. Telegraph money orders are prepared by the issuing post office and require the dispatch of telegrams of advice addressed direct to the post office of payment; telegrams of advice are drawn up in French, in the absence of any agreement to the contrary, and are invariably worded in the order indicated below :

- Indications de service taxées (s'il y a lieu)* [Service instructions charged for (if necessary)]
- Avis paiement (s'il y a lieu)* [Advice of payment (if required)]
- Avis paiement avion (s'il y a lieu)* [Advice of payment by air mail (if required)]
- Paiement main propre (s'il y a lieu)* [Payment to payee in person (if required)]
- Mandat ... (n° postal d'émission)* [Order ... (No. of the order at the post office of issue)]
- Nom du bureau de poste de paiement* [Name of the post office of payment]
- Nom de l'expéditeur* [Name of the remitter]
- Montant de la somme à payer* [Amount payable]
- Désignation exacte du bénéficiaire, de sa résidence et, si possible, de son domicile, de façon que l'ayant droit soit nettement déterminé* [Exact designation of the payee, of the place where he lives and, if possible, of his full address, so as to allow the identity of the person entitled to payment to be clearly determined]
- Communication particulière (le cas échéant)* [Private communication (if any)]

2. When several telegraph money orders are issued simultaneously by the same remitter to the same payee, a single telegram of advice may be sent if the Administration of destination permits; in that case, the number of the order at the office of issue is indicated as follows: "*Mandats 201-203*" [Money orders 201-203], and the total amount payable shows the individual amount of each money order.

3. If a telegraph money order is issued either by a post office in a place at which there is no telegraph service or by an office which is not a telegraph office in a place where there are several post offices, the name of the issuing office must appear immediately after the number of the order at the office of issue, in the following manner: "*Mandat ... de ... pour ...*" [Money order ... from ... to ...].

4. If there is no telegraph office in the place where the post office of payment is situated, the telegram of advice must bear the name of the post office of payment and that of the telegraph office serving that post office; if there is doubt as to the existence of a telegraph office in the district of payment or the proper telegraph office cannot be named, the telegram of advice must bear either the name of the territorial subdivision or that of the country of payment, or both, or any other particulars considered sufficient for the dispatch of the order.

5. The amount is expressed as follows: the whole number of units of currency in figures and then in words, the name of the unit of currency and the fractions of a unit, if any, in figures.

6. When the payee is a woman, the surname, even though accompanied by a Christian name, must be preceded by one of the words "*Madame*" or "*Mademoiselle*"

unless this is rendered unnecessary by the use of a rank, title, position or profession indicating clearly the identity of the payee ; neither the remitter nor the payee may be described by a conventional abbreviation or word.

7. The name of the place where the payee lives may be omitted if it is identical with that of the office of payment ; when the telegraph money orders are addressed "*poste restante*" or "*télégraphe restant*", the telegrams of advice must bear the corresponding service instruction for which the charge has been paid and no other equivalent mention is allowed.

Article 133

ADVICE OF ISSUE

1. For every telegraph money order an advice confirming the issue of the telegram, similar to form MP 3 annexed hereto, must be prepared by the office of issue.

2. Neither postage stamps nor "postage paid" impressions must be used on this advice.

3. The advice of issue is sent under cover by the next mail, and whenever possible by air mail :

- (a) Direct to the office of payment, in the case of a telegraph card money order ;
- (b) To the office of exchange of the country of issue, in the case of a telegraph list money order.

Article 134

TRANSMISSION OF TELEGRAPH LIST MONEY ORDERS

1. Telegraph list money orders are transmitted direct by the post office of issue to the post office of payment, without passing through the offices of exchange.

2. For telegraph list money orders a special MP 2 list headed "*Mandats télégraphiques*" [telegraph money orders] is drawn up.

3. The offices of exchange may allot to the telegraph list money orders entered on these special lists an international number from a series reserved for telegraph money orders.

Chapter III

SPECIAL PROVISIONS RELATING TO CERTAIN FACILITIES ACCORDED TO THE PUBLIC

Article 135

ALTERATION OF ADDRESS

1. Except in the case of a simple alteration of address as provided for in article 58 of the Convention, the office of payment of a telegraph money order must be in possession of the advice of issue before complying with an application for alteration of address.

2. The Administration of payment may, however, on its own responsibility, comply with a telegraphic request for alteration of address without awaiting the arrival of either the postal confirmation or the advice of issue.

Article 136

RETRANSMISSION OF TELEGRAPH MONEY ORDERS

1. The retransmission (by post or by telegraph) of a telegraph money order is effected without obligation to await the arrival of the advice of issue.
2. In the event of retransmission to the country of issue before the arrival of the advice of issue, the retransmitting office simply changes the payee's address and strikes out with a pen the statement of the amount ; the money order is sent under cover to the new office of destination ; the advice of issue is similarly dealt with on its arrival at the retransmitting office.

Chapter IV

OPERATIONS IN THE COUNTRY OF PAYMENT

Article 137

TREATMENT OF IRREGULAR TELEGRAPH MONEY ORDERS

1. In the case of a telegraph money order which cannot be paid in consequence of insufficient or incorrect address, or for any other cause not attributable to the payee, a service telegram is sent to the office of issue stating the cause of non-payment.
2. On receipt of a request for correction by service telegram, the office of issue proceeds as indicated in article 112, § 5.
3. If an irregularity in a telegraph money order has not been corrected within a reasonable time by air mail or telegraph, the order is corrected in the manner prescribed for postal money orders.

Article 138

PAYMENT OF TELEGRAPH MONEY ORDERS

1. Telegraph money orders are paid as soon as they are received, without awaiting receipt of the advice of issue ; this is attached, if possible, to the money order bearing the receipt of the payee.
2. If the postal advice of issue of a telegraph money order is received at the office of payment before the telegram of advice, payment may not be made on the advice of issue alone ; in this case, the telegram of advice must be applied for by means of a service telegram ; a postal advice which is not received by the office of payment by the first post after the date of issue of the telegraph money order to which it relates is applied for by means of a verification note in the form of the specimen C 14 annexed to the Detailed Regulations for implementing the Convention.
3. Telegraph list money orders in respect of which the paying office has not received a telegram of advice may not be paid until a certified copy of the telegram of advice, applied for by service telegram, has been received.
4. In the case of telegraph list money orders in respect of which the office of exchange of the country of payment does not receive a list MP 2 within a reasonable period, an explanation is requested from the office of exchange of the country of issue, which must reply as soon as possible ; if no reply is received within a reasonable period, the telegraph

list money orders actually paid may without further reference be added to the first MP 2 list received from the Administration of issue; if the missing MP 2 list arrives after such entry has been made, it is cancelled or corrected by the office of exchange which receives it.

Article 139

PREPARATION OF THE ADVICE OF PAYMENT

The advice of payment for a telegraph money order is prepared by the office of payment, which sends it to the issuing office immediately after payment and without waiting for the advice of issue.

Article 140

RETURN OF UNPAID TELEGRAPH CARD MONEY ORDERS

1. Telegraph card money orders which it has not been possible to pay to the payees for any reason are subject to the provisions of article 116.
2. They must be returned under cover, accompanied by the relevant advices of issue.

SECTION IV

ACCOUNTING

Chapter I

COMMON REGULATIONS

Article 141

PREPARATION OF MONTHLY ACCOUNTS

1. Each Administration of payment prepares at the end of each month, for each of the Administrations from which it has received money orders, a monthly account identical with form MP 5 annexed hereto; it enters therein, as far as possible in order of date and in the alphabetical order of the names of the offices of issue, particulars of all orders paid by its offices on behalf of the other Administration during the preceding month; if necessary, the money orders paid are recapitulated on a special list identical with MP 6 annexed hereto, which is attached to the monthly account to be prepared, in this case, on a form identical with MP 7 annexed hereto.

2. The Administration of payment also enters in this account:

- (a) The amount of the proportional allowances due to itself, in accordance with article 29 of the Agreement;
- (b) The amounts, if any, of repayments as referred to in article 28 and of interest as provided for in articles 28 and 31 of the Agreement.

3. Receipted authorities to pay are treated like money orders and specified on the MP 5 account or, if appropriate, on the MP 6 list in the same way as if they were the actual orders.

4. The monthly account is forwarded to the debtor Administration not later than the end of the month which follows that to which it relates, together with the supporting documents (receipted money orders and authorities to pay).

5. When there are no paid orders (money orders or authorities to pay) a monthly account form marked "Nil" is sent to the other Administration.

6. Any differences discovered by the debtor Administration in the monthly accounts are adjusted in the next available monthly account ; they are disregarded if their total amount does not exceed 50 centimes for each account.

Article 142

PREPARATION OF THE GENERAL ACCOUNT

1. The general account is prepared on a form identical with MP 8 annexed hereto by the creditor Administration immediately after the receipt of the monthly accounts and before even checking the details.

2. It must be prepared within two months after the expiry of the month to which it relates ; this period is extended to four months in services with distant countries.

3. Administrations may, however, arrange among themselves for the general accounts to be prepared quarterly, half-yearly or annually.

Article 143

SETTLEMENT OF ACCOUNTS. PAYMENTS ON ACCOUNT

1. In the absence of any agreement to the contrary, the balance of the general account or the totals of the monthly accounts are paid by means of cheques or drafts payable at sight in the capital or at some commercial centre of the creditor country, in the currency of that country and without any loss to it ; the cost of remitting the amount is borne by the debtor Administration, with the exception of extraordinary charges, such as clearing charges, imposed by the creditor country.

2. Payment must be made not later than fifteen days after the receipt of the general account or after the receipt of the monthly account if the settlements are made on the basis of that account ; this period is increased to one month for distant countries.

3. In case of disagreement between the two Administrations as to the sum to be paid, payment of the contested part only may be deferred ; the debtor Administration must notify the creditor Administration, within the period stated in § 2, of the reasons for the contestation.

4. Any Administration finding that another Administration is indebted to it in an amount exceeding 30,000 francs per month is entitled to claim, during the month in which the money orders are issued, a payment on account ; the portion of the mean monthly balance not covered thereby may not exceed 30,000 francs ; the mean monthly balance is computed on the basis of the last three monthly accounts accepted ; the debtor Administration must make the payment on account claimed not later than the fifteenth day of the month in which the money orders are issued, unless it can show that the mean of the last three complete months has ceased to reflect the true volume of the traffic in money orders ; in the event of non-payment within the aforesaid time-limit, the provisions of article 31 of the Agreement apply.

5. If the amount paid on account exceeds the real balance for the period concerned, the difference is adjusted in the next account or, if appropriate, posted to the account provided for in § 6.

6. With a view to the payment of the balance or of the whole of the monthly account, each Administration may keep with another Administration of a participating country, by agreement with the latter Administration, an account in the currency of that country.

Chapter II

SPECIAL ACCOUNTING REGULATIONS APPLICABLE TO LIST AND TELEGRAPH MONEY ORDERS

Article 144

PREPARATION OF MONTHLY ACCOUNTS

List and telegraph money orders are subject to the following special accounting arrangements :

(a) List money orders

1. The Administrations enter in the monthly account the totals of the lists received during the month ;
2. The monthly list is forwarded to the debtor Administration on receipt of the last list of the month to which it relates ;
3. The Administrations may by common agreement waive the preparation of monthly accounts and settle the amount of each list by means of a cheque or draft to be attached to the list ;

(b) Telegraph money orders

1. Telegraph money orders are recapitulated, as appropriate, with card or list money orders ;
2. The telegraph money orders, accompanied as far as possible by the corresponding advices of issue, are attached to the monthly account ; advices of issue received by the Administration of payment after dispatch of the account in which the telegraph money orders to which they relate are described, are sent back to the Administration of issue attached to one of the following accounts ;
3. The provisions of (b) 2 do not apply to telegraph list money orders.

PART III

POSTAL TRAVELLERS' CHEQUES

Article 145

GENERAL REGULATIONS FOR ISSUE

Subject to the following special regulations, the general provisions concerning the issue of money orders apply to the preparation of cheques and booklet covers.

Article 146

FORMS FOR CHEQUES AND BOOKLET COVERS. SUPPLY

1. Postal travellers' cheques are prepared on forms MP 10 in the form of the attached specimen ; they are made of white paper and comprise a shaded water-mark representing

an allegorical head approximately two centimetres high. A white band three and one-half centimetres wide is provided on the left side of the form. The water-mark is situated at the top of this band ; the centre is die-stamped with a head of Mercury, which is identical for all countries ; the lower portion of this band is reserved for the impression of the die-stamp which the service issuing the cheques is required to apply in accordance with article 147. The whole form, with the exception of the white band, has a security-ground impression clearly defined in three colours of an allegorical figure consisting of a number of broad subjects with sharp outlines. The words "*Bon postal de voyage*" [Postal travellers' cheque] are printed at the same time as the security ground and in the same colours. Distinctly different colours are used for the cheques of each of the three denominations provided for in article 36 of the Agreement.

2. The following indications are printed on the front of each cheque :

- (a) A serial number ranging from 1 to 100,000 ;
- (b) The name of the country of issue ;
- (c) The value of the cheque, followed by the name of the currency in which it is made out ;
- (d) The name of the country in which it is exclusively payable.

3. Cheques sold to the public are collected and bound into a booklet light blue in colour and identical with the annexed form MP 11 ; the name of the country of issue and the name of the country of payment are printed on the front.

4. The Administrations are supplied with cheques and booklet covers by the International Bureau, which arranges for their printing and supplies them at cost price.

Article 147

PREPARATION OF CHEQUES

1. At the time of issue, the cheques are stamped, in the white band on the front, in the place provided for the purpose, with a special die-stamp for each issuing service ; in addition, the last day of validity must be handwritten, typewritten or stamped on the cheques.

2. The Administrations may agree to stamp the name of the issuing service on the cheques with a special embossing stamp.

Article 148

MAKE UP AND PREPARATION OF BOOKLETS

1. Cheques are arranged in the booklets in numerical order.

2. The office issuing a booklet marks in the special place on the cover the last day of validity of the cheques ; it also enters in the grid provided on the cover the number of cheques issued, together with the numbers of the first and last of these cheques ; the name of the country of payment is indicated conspicuously in the spaces provided on the booklet and the cheques.

3. Entries must be handwritten, typewritten or printed by a mechanical process.

4. At the time of preparation of the booklet, the special place on the cover must be stamped with the die-stamp referred to in article 147, § 1.

Article 149

CHEQUES MISSING, LOST OR DESTROYED AFTER PAYMENT

The provisions of article 119 apply by analogy in the case of postal travellers' cheques missing, lost or destroyed after payment. The substitute document is prepared on a form MP 10. The Administration of payment obtains, through the Administration of origin, the statement of the payee which is to serve as a receipt.

Article 150

PREPARATION OF ACCOUNTS

1. The monthly account of cheques paid is prepared on a form MP 9 in the form of the attached specimen.

2. This account is attached to the monthly account MP 5 relating to the money orders paid during the same period and its total is added to that of the account MP 5.

PART IV

*FINAL PROVISIONS**Article 151*

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS

1. The present Detailed Regulations shall come into force on the day on which the Agreement concerning postal money orders and postal travellers' cheques comes into operation.

2. They shall have the same duration as that Agreement, unless renewed by common consent between the Contracting Parties.

DONE at Ottawa, the 3rd day of October 1957.

SIGNATURES

(The same as on pages 285 and 286 of this volume.)

LIST OF FORMS

No. 1	Title or nature of the form 2	References 3
MP 1	International money order	Art. 104, § 1
MP 2	List of money orders	Art. 123, § 2 (a)
MP 3	Advice of issue of a telegraph money order	Art. 133, § 1
MP 4	Enquiry relating to an international money order	Art. 115, § 1
MP 5	Monthly account of money orders and authorities to pay	Art. 141, § 1
MP 6	Recapitulatory list of money orders and authorities to pay	Art. 141, § 1
MP 7	Monthly account of money orders, authorities to pay and reimbursement orders	Art. 141, § 1
MP 8	General account of money orders	Art. 142, § 1
MP 9	Monthly account of postal travellers' cheques	Art. 150, § 1
MP 10	Postal travellers' cheque	Art. 146, § 1
MP 11	Booklet of postal travellers' cheques	Art. 146, § 3
MP 12	International money order for typed entries	Art. 104, § 2
MP 13	Authority to pay	Art. 117

ANNEXES :

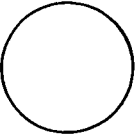
FORMS MP 1 to MP 13

Front

<p style="text-align: center;">COUPON (May be detached by the payee)</p> <hr/> <p>Amount of money order <small>(in arabic figures)</small></p> <p style="text-align: center;">Remitter</p> <p style="text-align: center;">Stamp of office of issue</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 50px; height: 50px; margin: 0 auto;"></div>	<p style="text-align: center;">POSTAL ADMINISTRATION of</p> <p style="text-align: center;">INTERNATIONAL MONEY ORDER</p> <p style="text-align: center;">for the sum of <small>(in arabic figures)</small></p> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px; width: fit-content; margin: 0 auto;"> <p style="text-align: center; font-size: small;">Rate of exchange</p> <p style="text-align: center;">Sum paid 1)</p> </div> <p style="text-align: center;"><small>(Units in words in roman letters)</small></p> <p>Payable to</p> <p>Street and number :</p> <p>Place of destination :</p> <p>Country of destination :</p>	<p style="text-align: right;">MP 1</p> <p style="text-align: center;">Postage stamps or indication of charge made</p> <p style="text-align: center;">Stamp of office of origin</p> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; width: 50px; height: 50px; margin: 0 auto;"></div>			
<p style="text-align: center;">SERVICE INSTRUCTIONS</p> <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 30%; border: none;"> Number } Date } Office } </td> <td style="width: 40%; border: none;"> Signature of officer who prepares the money order : </td> <td style="width: 30%; border: none;"> Amount paid in (Currency of country of issue) </td> </tr> </table> <p style="font-size: x-small;">1 Particulars to be filled in by Administration of destination when that Administration makes the conversion.</p>			Number } Date } Office }	Signature of officer who prepares the money order :	Amount paid in (Currency of country of issue)
Number } Date } Office }	Signature of officer who prepares the money order :	Amount paid in (Currency of country of issue)			
<p>19</p>					

(Money Orders, Ottawa 1957, art. 104, § 1—Size : 148 x 105 mm, colour pink)

Back

<p>(Space reserved for endorsements, if any)</p> <p>MP 1</p>	<p>Receipt of payee</p> <p>_____</p> <p>Received the sum indicated on the other side.</p> <p>Place : _____, _____ 19.....</p> <p>Signature of payee : _____</p> <p>Stamp of paying office</p> <div data-bbox="924 1161 1147 1367" style="border: 1px solid black; padding: 5px;"><p>Register of arrival</p><p>No.</p></div> 
--	---

MP 2
Page 1

POSTAL ADMINISTRATION of

List No.

LIST OF MONEY ORDERS

I have duly received the lists entered below, which have been found correct except for the alterations hereunder :

Number of list	Date of list	International numbers of the money orders included in the list	Amount of list	
			4	5
1	2	3	4	5

ALTERATIONS

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Please acknowledge receipt of this list.

MP 2
Page 2

List No. _____

List of international money orders issued by the Administration of _____

International serial number	Office of issue	Date of issue	Original No.	Name of remitter	Full address of remitter	Surname and Christian name(s) of payee
1	2	3	4	5	6	7

MP 2
Page 3

to be paid by the Administration of

Full address of payee	Amount in currency of country of issue	Rate of exchange	Amount in currency in which the money orders are made out	To be filled in by the office of		
				Number of internal money order	Paying office	Remarks
8	9	10	11	12	13	14

MP 2
Page 4

This list has been examined and found correct except for the following alterations :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

....., 19.....

Signature :

.....

MP 3

ADVICE OF ISSUE⁽¹⁾
of a telegraph money order⁽²⁾

issued at the office of on 19.....
payable at the office of (..... Country)

Name of remitter 1	No. of order 2	Name, Christian name(s), rank and address of payee 3	Amount of order 4
Stamp of office of issue <div style="border: 1px solid black; border-radius: 50%; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto;"></div>		Stamp of office of payment <div style="border: 1px solid black; border-radius: 50%; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto;"></div>	
Place :		Date : 19.....	
Signature of officer who prepares the advice :			

Currency of country of payment
(2)

Currency of country of origin

⁽¹⁾ To be sent under cover by the next mail and whenever possible by air mail.
⁽²⁾ The amount cannot be paid on receipt of this advice of issue, but only on receipt of the telegram to which this advice relates.

(Money Orders, Ottawa 1957, art. 133, § 1—Size : 148 × 105 mm)

POSTAL ADMINISTRATION of

MP 4

OFFICE of

ENQUIRY

relating to a(n) ^{ordinary}/_{telegraph} international money order⁽¹⁾

(To be filled in by office of issue)

(To be filled in by office of payment)

Name and address of applicant :

.....
.....

Office of issue :

Date of issue :

Original No. :

Amount { in currency of country of payment
.....
in currency of country of origin
.....

Name and full address of payee :

.....
.....

Office of payment :

Further particulars :

.....

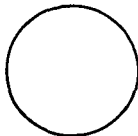
If the money order is missing, the amount should be paid :

(¹) to the original payee.
to the remitter.

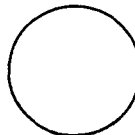
....., 19.....

Signature :

Stamp of office of issue



Stamp of office of payment



Signature :

(¹) Strike out whichever entry does not apply.
(²) Applies to countries which pay at payee's address or send an advice of arrival.
(³) Applies to countries which deliver money orders to payees.
(⁴) Add the declaration of the payee, if possible.

MP 5

POSTAL ADMINISTRATION of

Year 19.....

Month of

MONTHLY ACCOUNT
of money orders and authorities to pay

issued by the Administration of
and paid, during the month indicated above, by the Administration of

Serial No. of paid orders and authorities to pay	Issue				Orders and authorities to pay for which the charge has been paid	Orders and authorities to pay free of charge	Amount due from the Ad- ministra- tion
	Year	Month	Office	No.			
1	2	3	4	5	6	7	8
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							
13							
14							
15							
16							
17							
18							
19							
20							
Total							
Orders and authorities to pay for which charges have been paid (col. 6)							
Commission of ¼ %							
Fixed allowance (..... c per order)							
Orders and authorities to pay free of charge (col. 7)							
Grand total of sums due from the Administration of							
to the Administration of							

The present account for the month of 19..... is certified to be
in accordance with the total of the attached orders and authorities to pay.
..... 19.....

Signature :

MP 6

Year 19.....

Month

POSTAL ADMINISTRATION of

RECAPITULATORY LIST

No.

of money orders and authorities to pay

issued by the Administration of

and paid, during the month indicated above, by the Administration of

Serial No.	Issue			No.	Orders and authorities to pay ⁽¹⁾ for which the charge has been paid	Remarks
	Year	Month	Office			
1	2	3	4	5	6	7
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
0						
1						
2						
3						
4						
etc.						
				Total ⁽²⁾		

⁽¹⁾ Fee-exempt orders and authorities to pay should be listed separately, either at the end of this list, with a relevant entry in the "Remarks" column, or in the supplementary lists, or in special lists. Authorities to pay are entered in the line which would be occupied by the orders to which they relate and are noted in the "Remarks" column.

⁽²⁾ To be recapitulated on the last list or transferred to the monthly account MP 7.

MP 7

POSTAL ADMINISTRATION of

Year 19....

Month

MONTHLY ACCOUNT

of money orders, authorities to pay and reimbursement orders⁽¹⁾

issued by the Administration of
and paid, during the month indicated above, by the Administration of

Number of paid money orders and authorities to pay 1	Particulars 2	Amount of paid money orders and authorities to pay 3		Total fees and proportional allowances 4	
.....	Money orders and authorities to pay for which the charge has been paid ⁽²⁾				
	Commission of ¼ %				
	Fixed allowance (..... c per order) ..				
.....	Money orders and authorities to pay free of charge ⁽²⁾				
	Total				
.....	Reimbursement orders as per special account, form R 5				
.....	Fees and proportional allowances deducted in respect of reimbursement orders ..				
	Grand total				
	Total of fees and proportional allowances to be added/deducted ⁽³⁾				
	Any entries under art. 29 and 32 of the Agreement : (amounts of repayments and of interest) ..				
				
				
	Grand total of sums due :				
	from the Administration of				
	to the Administration of				

The present account for the month of 19..... is certified to be in accordance with the total of the attached orders and authorities to pay. 19.....

Signature :

⁽¹⁾ Amounts, if any, of repayments and of interest, as provided under articles 29 and 32 of the Agreement, may also be included in this account.

⁽²⁾ Total shown on the form(s) MP 6 annexed hereto.

⁽³⁾ Strike out whichever entry does not apply.

MP 8

POSTAL ADMINISTRATION of

GENERAL ACCOUNT
of money orders

Money orders exchanged

between the Administration of⁽¹⁾
and the Administration of⁽²⁾
during 19.....

Period 1	Credit of the Administration of ⁽¹⁾		Credit of the Administration of ⁽²⁾	
	Orders 2	Charges 3	Orders 4	Charges 5
.....
.....
.....
Total
Conversion at the rate of :
..... =

Balance
Payments on account
Balance

to the $\frac{\text{credit}^{(3)}}{\text{debit}}$ of the Administration of⁽¹⁾

Details of payments on account :

Date : Amount :

.....
.....
.....
.....

Prepared at
on 19.....

Signature :

Seen and accepted :

on 19.....

Signature :

⁽¹⁾ Name of the Administration which prepared the account.
⁽²⁾ Name of the corresponding Administration.
⁽³⁾ Strike out whichever entry does not apply.

MP 9

POSTAL ADMINISTRATION of

Year 19.....

Month

..... annex

MONTHLY ACCOUNT
of postal travellers' cheques

exchanged between the Administration of and the Administration of

Serial No. of cheques paid	Year of issue	Month of issue	Office of issue	No. of cheque	Amount in currency of country of payment	
1	2	3	4	5	6	
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
etc.						
Total of cheques paid						
Commission of ¼ %						
Grand total of sums owed						
by the Administration of to the Administration of						

The present account for the month of
19..... is certified to be in accordance with
the total of the attached cheques
....., 19.....

Signature :

.....

Front

<p>Counterfoil (to be retained) by the payee)</p> <hr/> <p>POSTAL TRAVELLERS' CHEQUE</p> <p>Amount (in the currency of the country of payment)</p> <p>.....</p>	<p>MP 10</p> <p>No.</p> <p>Office of issue</p>
<p>POSTAL ADMINISTRATION of</p> <p>Valid until</p> <p>POSTAL TRAVELLERS' CHEQUE</p> <p>for the sum of (in arabic figures, with indication of the currency)</p> <p>..... (in words)</p> <p>payable exclusively (Name of country of payment)</p> <p>to the actual person named on the booklet cover</p> <p>Die stamp of office of issue</p>	
<p>.....</p> <p>.....</p>	

(Money Orders, Ottawa 1957, art. 146, § 1—Size : 162 x 114 mm, different colours)

MP 10
Back

<p>Nature of proof of identity produced :</p> <p>Received as payment for this postal travellers' cheque</p> <p>the sum of</p> <p>..... 19.....</p> <p>Signature :</p> <p>.....</p> <p>(The signature must correspond to that on the cover)</p>	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%; padding: 5px;"> <p>Date stamp of paying office</p> </td> <td style="width: 50%; padding: 5px;"> <p>No. of payment</p> </td> </tr> <tr> <td style="padding: 5px;"> <p>Paid</p> <p>..... 19.....</p> <p>by</p> </td> <td style="padding: 5px;"> <p>.....</p> </td> </tr> </table>	<p>Date stamp of paying office</p>	<p>No. of payment</p>	<p>Paid</p> <p>..... 19.....</p> <p>by</p>	<p>.....</p>
<p>Date stamp of paying office</p>	<p>No. of payment</p>				
<p>Paid</p> <p>..... 19.....</p> <p>by</p>	<p>.....</p>				

1st page of cover

MP 11

Valid until inclusive

BOOKLET OF POSTAL TRAVELLERS' CHEQUES⁽¹⁾

POSTAL ADMINISTRATION of

a	cheques Nos.	to	at	
b	cheques Nos.	to	at	
c	cheques Nos.	to	at	

(2)

containing

Payable only
(Country of payment)

⁽¹⁾ See provisions on 4th page of cover.
⁽²⁾ Quantity, numbers and amount of the cheques in arabic figures. The amount of the cheques should be expressed in the currency of the country of payment.

M.....
(Surname and Christian name(s))

.....
(Address)

.....
(Place of domicile)

Signature of holder :
.....

Die stamp of office of issue

(Money Orders, Ottawa 1957, art. 146, § 3—Size : 162 x 114 mm, colour light blue)

1. Postal travellers' cheques are made out in the currency of the country in which they are to be paid; the name of that country is shown on the first page of the cover of this booklet.
2. In offices taking part in the service, payment is made in exchange for the cheque signed in ink. The person claiming payment must prove his identity by producing his passport or a postal identity card, or by any other evidence accepted in the paying country.
3. When the paying service has not sufficient funds at its disposal to cash the cheque or cheques presented to it, payment may be suspended until the service has procured the necessary funds.
4. Sums paid in to be converted into cheques are, within the time-limit fixed by the legislation of the country of issue, guaranteed to the persons entitled to payment up to the time of official payment. Claims from such persons concerning the payment of a cheque to an unauthorized person must be made within a period of one year from the day following the issue of the cheque. The Postal Administrations are not responsible for the consequences of the loss, abstraction or fraudulent use of booklets or of any of the cheques contained therein.
5. No claim may be brought against the Administration of the country of issue if the booklet which is the object of the claim is not produced. In the event of loss of a booklet or of a cheque or cheques, however, the person concerned must satisfy the Administration of issue that he has asked for the issue of a booklet of cheques and has made the proper total payment therefor. A refund may be made only when the said Administration has ascertained that the cheques declared to be lost have not been cashed.
6. Booklets of cheques or any of the cheques contained therein are not transferable to a third party either by endorsement or by assignment. They cannot be pledged. Subject to the internal legislative provisions of each country, demands made for the stoppage of payment of cheques which have been regularly issued are ignored.

Front

<p style="text-align: center;">COUPON (May be detached by the payee)</p> <hr style="width: 20%; margin: 10px auto;"/> <p style="text-align: center;">Amount of money order in arabic figures</p> <div style="border: 1px dashed black; height: 20px; width: 100%;"></div> <p style="text-align: center;">Remitter</p>	<p style="text-align: center;">POSTAL ADMINISTRATION of</p> <p style="text-align: center;">INTERNATIONAL MONEY ORDER (typed entries only) for the sum of :</p> <div style="border: 1px dashed black; height: 20px; width: 100%;"></div> <p style="text-align: center;">Payable to</p>	<p style="text-align: center;">MP 12</p> <p style="font-size: small;">Postage stamps or indication of charge made</p> <div style="border: 1px dashed black; height: 20px; width: 100%;"></div> <p style="text-align: center;">Stamp of the office of issue</p> <div style="border: 1px solid black; width: 50px; height: 50px; margin: 10px auto; border-radius: 50%;"></div>
<p style="text-align: center;">Amount of money order in arabic figures</p> <div style="border: 1px dashed black; height: 20px; width: 100%;"></div> <p style="text-align: center;">Remitter</p>	<p style="text-align: center;">Rate of exchange (⁽¹⁾)</p> <hr style="width: 80%; margin: 5px auto;"/> <p style="text-align: center;">Amount paid</p> <div style="border: 1px dashed black; height: 20px; width: 100%;"></div> <p style="text-align: center;">(in arabic figures)</p>	<p style="text-align: center;">Stamp of the office of issue</p> <div style="border: 1px solid black; width: 50px; height: 50px; margin: 10px auto; border-radius: 50%;"></div>
<p>SERVICE INSTRUCTIONS</p>		
<p>Number } of issue</p> <p>Date }</p> <p>Office }</p>	<p>Signature of officer who prepares the money order :</p> <p>.....</p>	<p style="text-align: center;">Amount paid in (Currency of country of issue)</p> <div style="border: 1px dashed black; height: 20px; width: 100%;"></div>
<p style="font-size: small;">(1) Particulars to be entered by Administration of destination when that Administration makes the conversion.</p>		
<p style="font-size: x-small;">(Money Orders, Ottawa 1957, at. 104, § 2—Size : 148 × 105 mm, colour pink)</p>		

..... 19.....

MP 12
Back

(Space reserved for endorsements, if any)

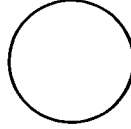
RECEIPT OF PAYEE

Received the sum indicated on the other side

Place : 19.....

Signature of payee :

Stamp of paying office



Register of arrival

No. . . .

MP 13
Back

(Space reserved for endorsements, if any)

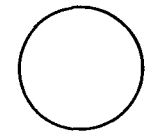
RECEIPT OF PAYEE

Received the sum indicated on the other side.

Place : 19.....

Signature of payee :

Stamp of paying office



Register of arrival

No.

